

EN ILE-DE-FRANCE

aden

Tout le cinéma et les sorties

GRANDE-BRETAGNE

La presse Murdoch fait campagne pour le « non » à l'euro p. 4



PORTRAIT

Malek Boutih de SOS, l'antiracisme sans angélisme p. 15

SCIENCES

Les mystères de la création artistique p. 27

BARCELONE

Musique électronique et architecture p. 31-32

PHOTO

Peter Herzog, collectionneur p. 36

International.....	2	Marchés.....	24
Union européenne.....	5	Carnet.....	26
France.....	6	Abonnements.....	26
Société.....	11	Aujourd'hui.....	27
Régions.....	14	Météorologie.....	30
Horizons.....	15	Jeux.....	30
Kiosque.....	18	Culture.....	31
Entreprises.....	20	Annonces-Immobilier.....	34
Communication.....	23	Radio-Télévision.....	37

Comment la gauche tente de limiter ses pertes

Au second tour, le PS et ses alliés s'efforcent de gagner dans 76 circonscriptions jugées indécises

Gauche. La gauche, défaite au premier tour des élections législatives, le 9 juin, s'efforce de limiter ses pertes au second. Selon ses calculs, le Parti socialiste devrait s'assurer 111 sièges, sur un total de 577 à l'Assemblée nationale. Mais Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste, est persuadé que 200 des 250 députés PS sortants peuvent être réélus. 76 circonscriptions sont jugées indécises. *Le Monde* publie la carte des circonscriptions que le PS espère garder ou conquérir le 16 juin. Nos reportages : à Montpellier où Georges Frêche, le maire, est talonné par la droite ; à Epinay-sur-Seine où le PCF et les Verts apportent un soutien minimum au socialiste sortant ; à Argenteuil (Val-d'Oise) où Robert Hue tente de reconquérir l'électorat populaire perdu par le PCF ; et dans l'Essonne et le pays d'Auge où deux anciens collaborateurs de Lionel Jospin sont candidats. p. 6 et 7



Le cas Donnedieu. Jean-Pierre Raffarin souhaite se séparer de Renaud Donnedieu de Vabre, ministre délégué aux affaires européennes, mis en examen pour « blanchiment »

dans l'affaire du financement du Parti républicain. L'entourage de Jacques Chirac y est hostile. Bataille Juppé-Balladur pour la présidence de l'Assemblée. p. 8

Droite. Entretien avec Jean-Paul Delevoye (RPR) sur le vote FN. L'absentéisme et le recul de l'extrême droite. Charles Millon affaibli à Lyon. Dix triangulaires. p. 9 et 10

211 millions d'enfants dans le monde sont obligés de travailler

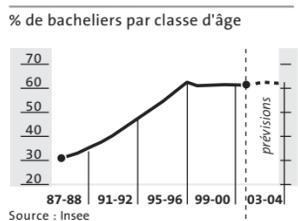
L'ORGANISATION internationale du travail (OIT) organisait, mercredi 12 juin, une Journée de sensibilisation contre le travail des enfants. Ce phénomène concernerait environ 211 millions d'enfants dans le monde, essentiellement dans l'agriculture. Sur ce nombre, environ 10 millions d'enfants travaillent pour des activités exportatrices, c'est-à-dire indirectement pour les multinationales. Celles-ci édictent des codes de bonne conduite mais expliquent que la généralisation de la sous-traitance rend tout contrôle très difficile. Le travail des enfants concerne également les pays développés : 2,5 millions de mineurs y travailleraient. Ce phénomène touche surtout l'agriculture aux Etats-Unis, les services à la personne en Grande-Bretagne et le textile et le bâtiment en Europe du Sud.

Lire page 20

Les mirages du baccalauréat pour tous

A LA VEILLE de la session 2002 du baccalauréat, dont les épreuves de philosophie commencent jeudi 13 juin, Xavier Darcos a relancé le débat sur la démocratisation du lycée. Pour le ministre délégué à l'enseignement scolaire, l'objectif de mener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat n'est « pas réaliste ». Lancé en 1985 par Jean-Pierre Chevènement alors que moins de 30 % des jeunes décrochaient le diplôme, repris dans la loi d'orientation de Lionel Jospin en 1989, ce projet peine à entrer dans les faits.

STAGNATION



Depuis 1995, la proportion de bacheliers plafonne autour de 62 %. Mais, surtout, les effets per-

vers de cet objectif national sont de plus en plus mis en avant. Dans un entretien au *Monde*, le sociologue Stéphane Beaud estime que, « grâce à l'abaissement de la barrière à l'entrée en seconde, un certain nombre de jeunes ont pu découvrir le lycée, se frotter à la culture légitime ». Mais, ajoute-t-il, « la politique des 80 % a ancré dans la tête des jeunes l'idée qu'il n'y a qu'une seule voie normale, qui, pour beaucoup, s'est transformée en mirage ».

Lire page 11

SUPPLÉMENT MONDIAL

Après la déroute des Bleus, les critiques et les questions



SI elle a provoqué la déception des Français - supporters et hommes politiques confondus -, l'élimination précoce des Bleus du Mondial 2002 soulève nombre de questions. Le sérieux de la préparation est remis en cause de même que les choix du sélectionneur, Roger Lemerre, ébranlé par l'échec. *Supplément « Le Mondial », Editorial page 17, Communication page 23, Pierre Georges page 38*

En Tunisie, police et justice contre le plus célèbre des cyber-résistants

PLUS CONNU sous le pseudonyme d'Et-tounsi (le Tunisien), Zouhair Yahyaoui, 34 ans, fondateur du magazine en ligne *TUNeZINE*, pourrait bien être la première victime recensée de la police informatique du président Zine Ben Ali. Le plus connu des webmasters tunisiens est tombé à Tunis, le 4 juin, entre les mains des forces de sécurité, après des mois de traque cybernétique sophistiquée. Arrêté en même temps que son site était fermé et son matériel saisi, le cyber-dissident devrait comparaître, jeudi 13 juin, devant la 4^e chambre du tribunal de première instance de Tunis pour « diffusion de fausses nouvelles ».

Zouhair Yahyaoui s'était fait connaître en juillet 2001 en diffusant, le premier, sur Internet, la Lettre ouverte qu'un « petit juge » aujourd'hui persécuté par le régime - Mokhtar Yahyaoui, son oncle - venait d'adresser au président Ben Ali pour dénoncer l'absence totale d'indépendance du pouvoir judiciaire en Tunisie. Déjouant la censure exercée par l'Agence

tunisienne de l'Internet, le site *tunezine.com* (un magazine électronique, deux forums de discussion, une lettre d'information quotidienne) rencontra depuis un an un succès grandissant en Tunisie et à l'étranger, en particulier auprès des jeunes séduits par le ton insolent et le talent de ses cinq principaux animateurs.

Rédigés le plus souvent en arabe dialectal, d'un humour mordant, les écrits de l'équipe Zouhair Yahyaoui étaient de plus en plus dérangeants pour le pouvoir. L'information, la politique-fiction, la satire, mais aussi la réflexion y trouvaient leur place, sur un mode iconoclaste, rappelant le site pionnier du genre, *Takriz (ras-le-bol)*, démantelé l'an dernier après deux années d'existence et de succès. Lors du référendum constitutionnel du 26 mai autorisant Zine Ben Ali à briguer un quatrième mandat en 2004 et lui assurant une totale impunité « pour tous les actes accomplis » durant sa présidence, *TUNeZINE* avait, par exemple, proposé son propre référen-

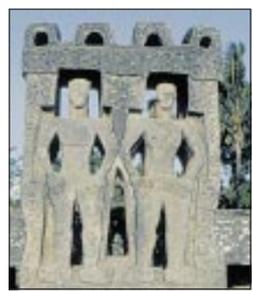
dum, portant sur la nature du régime en place à Tunis : « La Tunisie est-elle une République, un royaume, un zoo, ou une prison ? »

« Après les islamistes, les communistes et les défenseurs des libertés, voilà que Ben Ali s'attaque au symbole d'une nouvelle génération qui a inventé de nouveaux moyens de résistance et a beaucoup plus d'impact sur la jeunesse tunisienne que toutes les grandes figures de l'opposition », déclare un étudiant. Reporters sans frontières souligne que, deux semaines à peine après le changement constitutionnel supposé assurer une promotion des droits de l'homme en Tunisie, le président Ben Ali montre « le véritable visage de son régime : un Etat policier qui étouffe tout discours opposé au sien ». Dans un rapport, le premier publié depuis 1994, la Ligue tunisienne des droits de l'homme estime que l'année 2001 restera celle de la répression de ceux qui militent pour les libertés.

Florence Beaugé

VOYAGES

Sumba, l'île des guerriers



SITUÉE entre l'Indonésie et l'Australie, cette île, réputée pour ses bijoux rituels, a conservé de fortes traditions féodales. Lire pages 28-29

POINT DE VUE

Moyen-Orient : comment en sortir

par Ariel Sharon

IL Y A TRENTE-CINQ ANS, le 5 juin 1967, début de la guerre de six jours, Israël réagissait à une menace contre son existence même, alors qu'une coalition de forces armées arabes massait des troupes le long des frontières de l'armistice qui, depuis 1949, séparaient les forces arabes et israéliennes.

Le long des montagnes de Cisjordanie, occupée par les Jordaniens, avaient été déployés des unités de blindés et d'infanterie, prêtes à couper l'étroite plaine côtière d'Israël dont la largeur, à Netanya, dépassait tout juste la douzaine de kilomètres. Un tiers de l'armée irakienne était en train de traverser le terri-

toire jordanien, prêt à se joindre à la coalition contre Israël. Le but déclaré de cette attaque était l'élimination d'Israël.

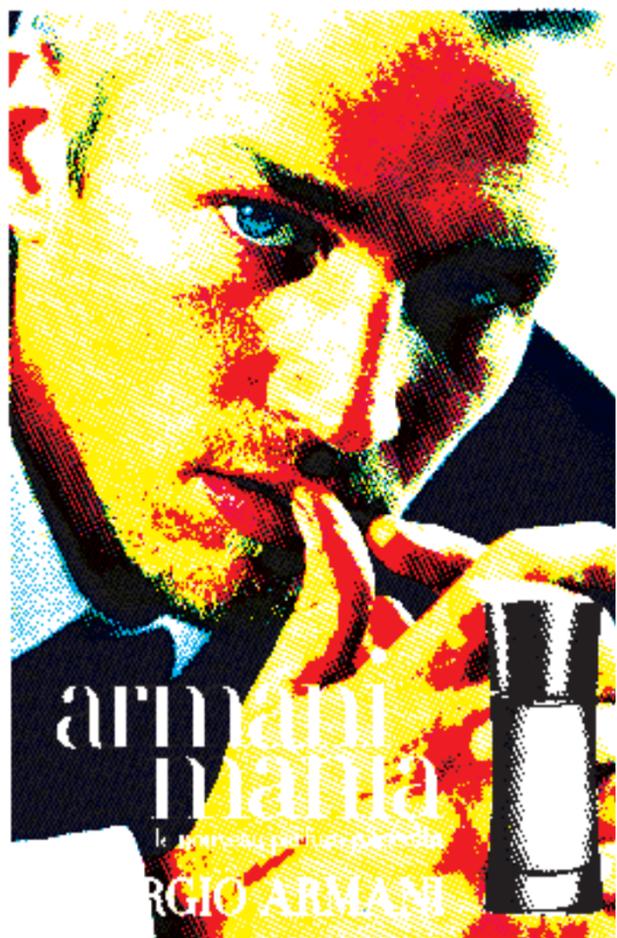
Israël n'entra en Cisjordanie qu'à la suite d'un bombardement nourri de ses villes et de ses aéroports. Les actions israéliennes furent donc légales - relevant clairement et nettement d'une guerre défensive. C'est pourquoi le Conseil de sécurité des Nations unies prit une décision historique (résolution 242) établissant qu'Israël avait droit à « des frontières sûres et reconnues » et n'était pas tenu de se retirer de tous les territoires sur lesquels étaient entrées ses troupes - territoires

d'où étaient parties les attaques - pendant la guerre de six jours.

La résolution reconnaissait le caractère litigieux de ces territoires sur lesquels, hormis les revendications des parties arabes dans ce conflit, Israël avait un droit légitime à posséder des frontières défendables.

Lire la suite et les points de vue de François Giroud et d'Ilan Greilsammer page 16, et, page 2, notre enquête sur les kamikazes palestiniens

ARIEL SHARON est le premier ministre d'Israël.



INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Un nouvel attentat-suicide, le deuxième en une semaine, s'est produit, mardi soir 11 juin, à Herzliya, à proximité de Tel-Aviv. Un **KAMIKAZE** s'est fait exploser à l'entrée d'un restaurant tuant une adolescente de quinze

ans et blessant quatorze personnes. Cette action-suicide illustre, une fois encore, l'échec de l'**OPÉRATION « MUR DE PROTECTION »** qui s'est achevée le 21 avril et les diverses interventions dans les villes autonomes

de Cisjordanie qui ne parviennent pas à empêcher l'infiltration des candidats aux attentats-suicides. Ceux-ci se poursuivent en dépit des **ARRESTATIONS** et des **bouclages** comme, c'est encore le cas à Ramallah et à

Tulkarem. Le quartier général de Yasser Arafat est toujours encerclé, mercredi matin, et **TSahal** a procédé à l'arrestation du numéro 2 du FPLP, Abdelrahim Mallouh, membre du comité exécutif de l'OLP.

Les attentats-suicides, arme du désespoir des Palestiniens

Un kamikaze s'est de nouveau fait exploser, mardi soir, à l'entrée d'un restaurant d'Herzliya, à proximité de Tel-Aviv, provoquant la mort d'une adolescente de quinze ans. Cette action illustre l'incapacité de l'armée israélienne à prévenir cette forme de terrorisme

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La recrudescence des attentats-suicides en Israël, plus d'un mois après la fin de la plus grande opération militaire israélienne menée depuis 1967 en Cisjordanie, a confirmé les plus sombres pronostics de la plupart de commentateurs israéliens et palestiniens, pour une fois à l'unisson.

Le déploiement de force n'a pas mis fin à une vague qui avait frappé durement Israël en février et en mars. Bien au contraire. La réoccupation brutale des principales agglomérations palestiniennes lui a donné une nouvelle impulsion. Le nombre des candidats prêts à semer la mort dans les territoires occupés et en Israël semble être en constante augmentation.

Longtemps arme exclusive des groupes militaires islamistes, la pratique s'est étendue au début de l'année aux groupuscules des principales composantes de l'OLP, tout d'abord le Fatah mais également le Front populaire de libération de la Palestine, soit une rupture considérable dans les règles tacites d'engagement qui y étaient en vigueur jus-

qu'à présent. Enfin, elle n'est plus l'apanage des hommes.

Inaudible désormais par l'opinion publique israélienne comme par des autorités qui instruisent chaque jour son procès, le chef de l'Autorité palestinienne s'est pourtant prononcé sans ambages contre les attentats-suicides perpétrés en Israël contre des civils. Pendant longtemps, les Palestiniens ont établi une distinction entre les opérations dans les territoires contre les colons et les militaires, considérés comme des cibles légitimes, et celles qui ont lieu en Israël. Pour la première fois, la direction palestinienne a qualifié ces dernières de « terroristes ».

« ÊTRE LUCIDE »

Rompant avec un consensus qui a longtemps interdit la critique au nom du combat contre Israël tout comme avec le silence des autorités religieuses, des voix commencent à s'élever au sein de la société palestinienne. Connu pour ses prises de positions souvent iconoclastes, le responsable de l'OLP pour le dossier de Jérusalem, Sari Nusseibeh, a critiqué les attentats-suicides commis en Israël. Ancien responsable



militaire de l'OLP, Mamdouh Nofal, par ailleurs proche de M. Arafat, s'est également exprimé sur le sujet dans la presse arabe. « Il faut être lucide, dans les circonstances présentes, il n'est pas question de gagner

quoi que ce soit. L'objectif que je nous fixe est simplement de ne plus perdre sur tous les tableaux comme nous le faisons avec ces opérations, vis-à-vis du pouvoir israélien en lui donnant des arguments, mais aussi vis-à-vis de

ceux qui nous soutenaient lors de la première Intifada », nous expliquait-il récemment à Ramallah.

A Gaza, le secrétaire général adjoint de la Chebiba, le mouvement de jeunesse du Fatah, Ismaïl Samir Sommad, assure être lucide. « On perd beaucoup avec ces opérations en Israël, je le sais, et j'ai deux messages. Le premier est à l'intention de la communauté internationale, je lui demande de se poser la question du pourquoi, de voir enfin qu'elles sont la conséquence de l'occupation. Le deuxième message est pour les jeunes Palestiniens. Il faut qu'ils comprennent qu'il y a toujours un espoir et qu'on peut lutter autrement pour son pays sans céder au découragement. » Le jeune militant n'est d'ailleurs pas sans contradictions : « Je suis contre ces opérations d'un point de vue moral, mais pourtant je crois qu'elles sont légitimes dans des cas précis. Pendant l'attaque du camp de réfugiés de Jénine, par exemple. »

Ces nuances ne sont pas goûtées par Abdel Aziz Al-Rantissi, qui incarne à Gaza l'aile dure au sein du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), dont il est un fondateur. « Nous sommes dans une guerre de

libération. Ce qui se passe ici n'a rien à voir avec le 11 septembre aux Etats-Unis. Nous ne sommes pas des terroristes. Les jeunes martyrs palestiniens ne se sacrifient pas pour un quelconque paradis ou pour retrouver je ne sais combien de jeunes vierges. Ils se battent pour libérer leur territoire avec les moyens qu'ils ont à leur disposition. » « Si nous avions des F-16, nous les utiliserions à la place des martyrs, mais nous n'en avons pas », poursuit le responsable islamiste, qui moque « l'hypocrisie » des pays occidentaux à propos des attaques contre les civils. « Lorsque les Britanniques et les Américains bombardaient des villes pendant la deuxième guerre mondiale, ils ne tuaient pas que des militaires que je sache. Nous n'avons que deux solutions, nous rendre ou nous battre. »

Interrogé sur l'absence manifeste de résultats obtenus également par la violence, Abdel Aziz Al-Rantissi n'en démord pas. « On ne mesure pas pour l'instant les effets de cette lutte parce qu'ils sont brouillés par l'Autorité palestinienne, mais vous verrez... »

G. P.

La « fierté » de Tauriya Hamamra, candidate-kamikaze

JÉRUSALEM

de notre correspondante

Le sourcil noir fourni, l'air buté, le regard partagé entre mépris et indifférence, les bras fermement croisés sur la poitrine, un voile clair ajusté sur les cheveux : telle est apparue Tauriya Hamamra, dans la presse israélienne, le 30 mai. Cette Palestinienne de 24 ans aurait dû rejoindre les rangs des kamikazes en se faisant exploser dans un lieu public de Jérusalem-Ouest. Le 20 mai, le Shin Bet l'a arrêtée chez sa tante, à Tulkarem, en Cisjordanie, où elle attendait de pouvoir passer en Israël. Neuf jours plus tard, les services de renseignement ont autorisé quelques journalistes à rencontrer la jeune femme.

Les raisons qui, il y a environ quatre mois, ont amené cette couturière de Jaba, au nord de la Cisjordanie, à vouloir mourir en semant la mort, demeurent floues. « Des motivations personnelles », a-t-elle concédé sans plus de précision, devant la presse israélienne. « Tout le monde traverse des périodes de détresse », a-t-elle ajouté pour expliquer son envie « de se faire exploser ».

CARTABLE D'ÉCOLIÈRE

En revanche, elle est plus prolixe sur les aspects opérationnels. Dans un premier temps, elle s'est adressée à « un membre des Tanzim [Fatah] » de son village et lui a dévoilé son projet. Il l'a renvoyée

chez elle, lui demandant de « bien réfléchir ». Deux jours plus tard, elle est revenue à la charge. Il l'a alors mise en contact avec des responsables de Jénine, rapportent les journaux israéliens. Ce n'est qu'au cours d'une troisième rencontre, à Naplouse cette fois, qu'elle entrera dans le vif du sujet. Ses interlocuteurs tentent de lui ajuster une ceinture d'explosifs, mais sa fine taille et son petit gabarit (1,50 m) les font renoncer à ce mode opératoire. Ils lui préférèrent un cartable d'écolière lesté d'un engin explosif de 16 kilos. « Les poches latérales étaient également bourrées de bâtons d'explosifs et de clous ; ils m'ont indiqué où se trouvait le détonateur », raconte Tauriya Hamamra.

Ses instructeurs lui ont ensuite ordonné de se rendre dans un endroit bondé, lui laissant le choix du lieu. Elle refusera, dit-elle, de suivre toutes leurs consignes, notamment celle de se vêtir à l'occidentale, « cheveux défaits, maquillage et lunettes de soleil, vêtements près du corps », afin de passer inaperçue.

Devant la presse, sous l'œil des services de renseignement, la confession se double alors d'un repentir. C'est à Tulkarem, où elle passe plusieurs jours en attendant d'être infiltrée en Israël, que la jeune femme assure avoir commencé à douter de sa détermination. « Je pensais au fait que j'allais tuer des bébés, des femmes, des personnes

malades et j'ai imaginé ma famille, attablée dans un restaurant, où quelqu'un viendrait les faire sauter. » Venue au suicide pour des « raisons impures », précise-t-elle, elle réalise en outre que Dieu risque de ne pas l'accueillir en « martyre ». Détenu en Israël, elle estime désormais que les attentats-suicides n'aident pas l'Intifada. Puis, sans craindre la contradiction, dit sa « fierté » d'avoir tenté une telle opération, convaincue que la société palestinienne voit en elle une « héroïne ». Puis elle demande pardon. A ses parents.

« SENTIMENTS DE VENGEANCE »

Tauriya Hamamra s'inscrit dans la lignée de plusieurs jeunes femmes qui, ces derniers mois, ont choisi cette ultime et terrible extrémité pour combattre l'occupation israélienne. Arin Oud Hasin Ahmed, 20 ans, originaire d'un vil-

lage proche de Bethléem, a adopté la même démarche. A deux reprises, elle s'est mise sur les rangs pour perpétrer un attentat-suicide, avant de renoncer au dernier moment. Elle est détenue depuis le 28 mai dans une prison israélienne où, début juin, elle a reçu un visiteur de marque : le ministre israélien de la défense, Benyamin Ben Eliezer.

Après avoir conversé avec elle en arabe, la langue maternelle du ministre, ce dernier a, selon le quotidien *Yedioth Aharonot*, tiré la conclusion suivante : « J'ai compris combien il était facile d'enrôler des jeunes pour des attentats-suicides. Il y a une atmosphère générale propice aux sentiments de vengeance. (...) Les kamikazes sont une arme dévastatrice, une arme peu coûteuse, contre laquelle on ne peut rien. »

Stéphanie Le Bars

Saleh Abdel Jawad, professeur de sciences politiques à l'université de Bir Zeit « Un danger pour le projet national palestinien »

Quelle analyse faites-vous des opérations-suicides perpétrés en Israël contre des civils ?

La critique de ces opérations-suicides ne peut se faire qu'à la lumière de l'histoire de la lutte armée palestinienne, qui n'a pas réussi jusqu'à présent à définir et à développer une action militaire adaptée aux capacités et aux objectifs nationaux. L'expérience palestinienne montre que la lutte armée n'a jamais été prise en considération comme une option déterminante, malgré sa capacité d'unifier les Palestiniens après leur diaspora et d'édifier une identité nationale. Elle n'a jamais fait l'objet ni d'une pensée stratégique ni d'un scénario militaire théorique.

L'inaction de la communauté internationale devant les pratiques israéliennes, qu'il faut qualifier de crimes de guerre caractérisés, est l'une des causes du degré de désespoir qui anime les auteurs d'opérations-suicides. Ces opérations-suicides sont une réaction humaine au système colonial israélien qui inflige depuis un demi-siècle l'injustice, l'humiliation et la destruction économique au peuple palestinien. Mais on ne peut pas les soutenir, bien sûr d'un point de vue moral, mais aussi parce qu'elles sont des actions de revanche ponctuelles qui ne s'inscrivent pas dans une stratégie.

Comment sont-elles apparues ? On essaie en Occident d'associer les opérations-suicides à l'islam. Mais, d'une part, d'autres mouvements de libération, non isla-

miques, ont pratiqué cette forme de lutte. D'autre part, les textes fondamentaux de l'islam interdisent clairement les actions militaires dirigées contre les civils et la mise en danger de sa propre vie. Il faut donc chercher ailleurs une justification à ces opérations-suicides. Longtemps elles n'ont pas figuré dans les formes de lutte du Djihad islamique et du Hamas, fondés respectivement en 1982 et en 1987 et dont les opérations étaient d'abord dirigées contre des objectifs militaires. Pour les deux organisations, les opérations-suicides ont commencé en 1994, après le massacre de musulmans en prière à Hébron par un colon, Baruch Goldstein.

Au cours des heurts qui s'étaient ensuivis, l'armée avait tué dix personnes. Le Hamas et le Djihad islamique ont alors essayé d'inverser le rapport de force militaire par les opérations-suicides. Ce qui était certes une fuite en avant. Les deux organisations ont cherché à créer un rapport de dissuasion stratégique, s'inspirant de l'expérience réussie du Hezbollah au Liban.

Quelles en sont les conséquences aujourd'hui ?

Les opérations-suicides ont à court terme délégitimé l'action militaire palestinienne, dans toutes ses formes. Elles ont instauré une « égalité » entre le bourreau et la victime du point de vue moral. De plus, elles ont réussi à faire le consensus en Israël derrière Sharon, un consensus qu'il aurait fallu à tout

Arrestation du numéro deux du FPLP à Ramallah

UN ATTENTAT-SUICIDE, le deuxième en une semaine, a fait un mort (une adolescente de 15 ans), outre le kamikaze, et 14 blessés, mardi 11 juin, à Herzliya, près de Tel-Aviv. Le porteur des explosifs a activé la charge qu'il portait sur lui dans l'entrée d'un restaurant peu avant 20 heures. L'attentat, très vite condamné par l'Autorité palestinienne, n'avait pas été revendiqué mercredi matin. Il aurait pu être beaucoup plus meurtrier, car une partie de la charge n'a pas explosé.

A Ramallah, le secrétaire général adjoint du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Abdelrahim Mallouh, également membre du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a été arrêté par l'armée israélienne. Trente autres Palesti-

niens, dont dix recherchés, ont également été arrêtés, selon des sources militaires israéliennes. Le couvre-feu est en vigueur à Ramallah où le quartier général de Yasser Arafat est toujours encerclé par les blindés.

Dans le sud de la Cisjordanie, trois adolescents israéliens habitant la colonie de Kiryat Arba, qui jouxte la ville de Hébron, ont été blessés, dont l'un grièvement, par l'explosion d'une charge et, dans la bande de Gaza, trois Palestiniens armés ont été abattus dans la nuit par des soldats israéliens près de la colonie juive de Netzarim, dans le centre de ce territoire. A Gaza toujours, un enfant palestinien de 8 ans a été tué et deux autres ont été blessés mardi soir par des tirs de l'armée israélienne, selon les services de sécurité palestiniens. - (AFP.)



LAURENT VAN DER STOCK/GAMMA

prix éviter, même si pendant la première Intifada les forces de paix israéliennes ne sont pas parvenues à former un front uni contre l'occupation. Car un consensus israélien derrière une coalition droite et extrême droite ôte toute ligne rouge à leur armée.

Depuis le début de l'actuelle Intifada et jusqu'à il y a quatre mois, la politique israélienne a consisté à provoquer systématiquement les opérations-suicides. D'une part, les barrages humiliant la population palestinienne n'empêchent aucunement le passage des armes et des produits chimiques entrant dans la composition des explosifs. D'autre part et pour la première fois dans l'histoire d'Israël, les assassinats politiques [perpétrés par l'armée] ont pour objet de provoquer les organisations palestiniennes, singulièrement le Hamas, chaque fois qu'elles observent des trêves, pour

les pousser à reprendre les opérations-suicides, au besoin en visant des responsables de plus en plus importants si la provocation n'a pas eu d'effet immédiat.

D'où vient, selon vous, l'incapacité des Palestiniens à évaluer ces effets négatifs ?

L'échec des Palestiniens, des dirigeants comme de la population et aussi de nombreux intellectuels, à comprendre le danger des opérations-suicides relève de leur échec à comprendre les objectifs de Sharon : après la fin du processus d'Oslo et la destruction de l'Autorité palestinienne, la destruction de la société civile palestinienne comme étape d'une nouvelle expulsion. Les opérations-suicides constituent un danger pour le projet national palestinien, à l'instar, côté israélien, des opérations pratiquées au début des années 1940 par deux groupes juifs terroristes, le Etzel et le Lehi, avant que Ben Gourion n'intervienne.

La solution, dans le cas palestinien, ne consiste pas à ignorer ce danger, sous prétexte d'unité nationale, mais à prendre une position claire et ferme, après avoir instauré un dialogue national et une discussion approfondie avec le concours des médias palestiniens. Hélas, la nature de l'Autorité palestinienne et aussi sa faiblesse, accentuée par la politique de Sharon, la mettent en situation d'impuissance vis-à-vis des opérations-suicides.

Propos recueillis par Gilles Paris

“Paris-Amsterdam en 45 mn et à 120€ A/R*, tu dérailles ?”

“Non, je m'envole avec KLM !”

KLM, les Affaires du Ciel

Consultez votre agence de voyages

www.klm.fr

Offre soumise à conditions, valable jusqu'au 29 septembre 2002. *45 mn de vol, prix hors taxes d'aéroport (165,53€ TTC).

The Reliable Airline KLM Royal Dutch Airlines

Le « taliban de Chicago » refuse de coopérer

Les autorités américaines cherchent à faire parler José Padilla sur ses projets de « bombe sale »

WASHINGTON
de notre correspondant
« Ce qui nous intéresse, pour le moment, ce n'est pas de le punir, mais d'essayer d'apprendre tout ce

■ PORTRAIT

Venu à l'islam par la lecture de Malcolm X, il aurait été attiré par les Black Muslims

qu'il sait ! », a déclaré le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, mardi 11 juin, au sujet de l'homme arrêté il y a un mois à Chicago avec 10 000 dollars en poche, fournis par Al-Qaida, pour se procurer de quoi fabriquer une « bombe sale » et la faire exploser quelque part aux Etats-Unis. Cependant, selon le secrétaire adjoint, Paul Wolfowitz, interrogé sur plusieurs chaînes de télévision, José Padilla alias Abdallah Al-Mouhadjir, transféré lundi dans une prison militaire, refuse de coopérer avec les enquêteurs. Son avocat, Donna Newman, a introduit un recours contre la désignation de Padilla comme « combattant ennemi », décidée par le président George W. Bush afin de le priver des moyens de défense dont dispose un citoyen américain dans une procédure judiciaire normale.

Le profil de Padilla est très différent de celui de John Walker Lindh, le « taliban américain » fait prisonnier dans le nord de l'Afghanistan, en novembre 2001, et inculpé devant un tribunal de Virginie. Né en 1981 dans une famille bourgeoise de Washington, Lindh a passé son enfance et son adolescence dans un milieu aisé, marqué par la culture libertaire des années 1960. De onze ans l'aîné de Lindh, José Padilla, orphelin de père, avait quatre ou cinq ans quand sa mère, Estrela Ortega-Le Bron, a décidé de quitter Brooklyn, faubourg de New York, pour Chicago. Plus tard, elle a fait venir de Porto Rico ses deux filles, qui ont rejoint José et son frère. La famille habitait un étage d'une maison de Logan Square, quartier autrefois polonais, devenu hispanique. M^{me} Ortega était réceptionniste dans un hôtel du centre-ville, ses enfants allaient à l'école.

SURNOMMÉ PUCHO

Très tôt, semble-t-il, Padilla entre dans un des gangs qui se disputent les rues pauvres de Chicago. Le garçon réputé calme, surnommé Pucho (« replet ») pour ses joues rondes, n'a que 14 ans quand, avec un autre garçon du même âge, il attaque trois jeunes Mexicains ivres. L'un d'entre eux, poignardé au ventre, meurt. Padilla est condamné, l'année suivante, à trois ans de détention dans un centre de redressement. Après sa libération, il est arrêté huit fois entre les âges de 18 et 21 ans pour agressions, violences, menaces avec armes à feu, port

d'arme non déclarée – un 357 Magnum – et possession de drogue. Il donne de faux noms et de fausses dates de naissance. En 1991, remis en liberté sous caution, il quitte l'Illinois pour la Floride et s'installe à Fort-Lauderdale. Le 8 octobre 1991, il est arrêté pour avoir tiré un coup de feu lors d'une altercation avec un autre automobiliste.

Condamné à dix mois de prison, il aggrave son cas en agressant un gardien. Il est quand même libéré en août 1992, mais avec une période de probation d'un an et l'obligation de suivre une cure pour se désintoxiquer des drogues. Il était sans doute déjà lié, à cette époque, à une jeune femme musulmane, Cherie Maria Stultz, avec laquelle il a peut-être eu un enfant en 1993 ou 1994 et qu'il a épousée en 1996. Sur l'acte de mariage, il se fait appeler Ibrahim et se prétend africain-américain. Il semble que, comme John Walker Lindh, venu à l'islam par la lecture de Malcolm X, José Padilla ait été attiré par les Black Muslims, ces Noirs convertis à une religion perçue comme anticoloniale et anti-occidentale. En 1997, la mère de Padilla, qui s'est installée en Floride, déclare à des amis de Chicago que son fils a rejoint un « culte » et se prépare à quitter les Etats-Unis pour le Proche-Orient.

C'est en 1998 que Padilla se rend en Egypte avec son épouse, peut-être originaire de ce pays. On ne sait pas combien de temps il y est resté ; on sait seulement que le couple, qui a divorcé en 2001, s'est probablement séparé dès février 1999 (revenue en Floride, l'ex-M^{me} Padilla est protégée des journalistes par la police). Ayant adopté le nom arabe d'Abdallah Al-Mouhadjir, Padilla se serait rendu d'Egypte en Afghanistan et au Pakistan, en 2000 ou 2001. On ignore si sa mère a eu de ses nouvelles avant son arrestation, à Chicago, le 8 mai. Sur la porte de la maison de M^{me} Ortega-Le Bron, à Plantation, une feuille de papier demande : « S'il vous plaît, laissez cette famille en paix. »

Patrick Jarreau

Hamid Karzaï est désormais sans concurrent pour présider l'administration transitoire afghane

Devant la Loya Jirga de Kaboul, le chef de l'administration intérimaire sous tutelle onusienne a promis de décerner le titre officiel de « père de la nation » à l'ex-roi Zaher Chah

KABOUL
de notre envoyée spéciale

Pour un moment historique, en présence de l'ex-roi Mohammed Zaher Chah, l'émotion a manqué à l'ouverture solennelle, mardi 11 juin, de la Loya Jirga (Grand Conseil) afghane, chargée d'élire le chef de l'Etat et d'approuver les structures et personnalités de l'administration transitoire qui dirigera le pays pendant les prochains dix-huit mois. La première tâche sera sans surprise et le président de l'administration intérimaire, le Pachoune Hamid Karzaï, 44 ans, devrait être élu d'autant plus facilement qu'il n'a pas de réel adversaire.

Quelques heures avant l'ouverture de l'Assemblée, l'ancien président Burhanuddin Rabbani s'était désisté, appelant ses partisans, en majorité tadjiks comme lui, à voter Karzaï. « Je propose le président Karzaï comme le seul candidat devant la Loya Jirga », déclarait-il, ajoutant : « Nous sommes venus à Kaboul comme des guerriers, comme des conquérants. Nous avons le contrôle total de Kaboul. Mais dans l'intérêt du pays nous avons fait des concessions et nous en faisons encore maintenant », une allusion à la prise de Kaboul par l'ex-Alliance du Nord, rendue possible grâce aux bombardements américains sur les lignes de défense des talibans. Le président Rabbani est le seul parmi ses amis politiques à n'avoir pas eu de postes dans l'administration intérimaire. Son désistement pourrait avoir été négocié contre le rôle, qu'il souhaite, de président de la future Assemblée transitoire.

« POUR RENDRE SERVICE »

Attendue par tous, l'arrivée de l'ex-roi Zaher Chah n'a pas déclenché de frénésie. Assis à une table placée au milieu de la scène, dressée à l'une des extrémités de la grande tente blanche qui sert de salle de réunion, entre deux drapeaux afghans, Zaher Chah, qui, la veille au grand dam de ses très nombreux partisans, avait solennellement renoncé à toute candidature pour un poste exécutif, a affirmé d'une



La première session de la Loya Jirga, au cours de laquelle 1 551 délégués venus de toutes les régions doivent élire le chef de l'Etat afghan, s'est ouverte mercredi à Kaboul. La communauté internationale a appelé à une meilleure représentation des différents groupes ethniques afghans au sein de l'administration transitoire.

voix frêle : « Je suis ici après de longues années au loin, pour rendre service. Par la volonté de Dieu, après vingt-neuf ans d'exil, je suis de retour dans mon pays avec mon peuple. Mon seul désir est d'apporter la paix, l'unité nationale, la réconciliation. » Réitérant son engagement à ne pas restaurer la monarchie, l'ex-roi a appelé les 1 551 délégués présents à travailler pour « l'unité et l'indépendance de l'Afghanistan ». Dans un nouveau malheureux concours de circonstances qui s'était déjà produit le jour de son retour, où la télévision afghane était tombée en panne, le son de la séance retransmise en direct à la radio et télévision s'est interrompu durant le discours de Zaher Chah pour reprendre immédiatement après la fin.

Intervenant après le roi, le président Karzaï n'a pas ménagé ses éloges à Zaher Chah, annonçant aux délégués que l'ex-souverain aurait le titre officiel de « père de la nation » et bénéficierait de tout le protocole normalement accordé à un souverain constitutionnel. L'ex-roi ouvrira ainsi le futur Parlement national, remettra les décorations, et sera autorisé à retourner au palais présidentiel dans lequel il vivait avant sa déposition en 1973.

Par ces gestes, M. Karzaï, lui-même partisan inconditionnel de Zaher Chah, a tenté de panser les blessures et frustrations de ses partisans, qui ont très mal accepté le fait que l'ex-souverain soit contraint, par des pressions à la fois internes et externes, à annoncer officiellement sa renonciation à tout rôle exécutif. M. Karzaï s'est ensuite livré à un discours quelque peu électoral. « Les Afghans m'ont demandé la paix, l'unité et le développement » a-t-il dit, avant d'ajouter devant un parterre réunissant tous les grands seigneurs de guerre – Rashid Dostom, Ismail Khan, Haji Qadir, etc. : « La nation veut la fin des combats de ces dernières vingt-trois années. Elle veut être libérée des seigneurs de la guerre. »

Au nom de la communauté internationale, dont le rôle est déterminant pour la reconstruction du pays, le haut représentant de l'ONU en Afghanistan, Lakhdar Brahimi, a lui aussi appelé les délégués à « l'unité » pour faire de cette Loya Jirga un « tournant » dans l'histoire de l'Afghanistan. De nombreux délégués ne cachaient pas, toutefois, leur colère et amertume devant le fait que les résultats de cette Assemblée semblent déjà connus à certains. « Ce n'est pas démocrati-

que. C'est une Assemblée-croupion. Tout a déjà été décidé par les puissants », fulminait la vice-présidente de l'administration intérimaire et ministre de la condition féminine, M^{me} Sima Samar, par allusion à la perpétuation des pouvoirs des chefs de guerre. « Tous sont ici. Personne n'est parti » ajoutait-elle.

RÉÉQUILIBRAGE

Zalmi Khalilzad, l'envoyé spécial du président américain George W. Bush, a estimé lundi que des « changements significatifs » devaient avoir lieu dans le gouvernement pour que celui-ci soit mieux représentatif. C'est dans cet objectif que le ministre de l'intérieur, Younés Kanouni, a offert, lundi, de quitter volontairement son poste. Tadjik, héritier de feu le commandant Ahmed Chah Massoud, M. Kanouni est avec les ministres de la défense, Mohammed Fahim, et des affaires étrangères, le Dr Abdullah, dans la ligne de mire de tous ceux qui veulent un rééquilibrage du gouvernement.

La Loya Jirga a repris ses travaux ce mercredi avec l'élection de son président du bureau.

Françoise Chipaux

Le Maroc confirme le démantèlement d'une cellule d'Al-Qaida

Le coup de filet a été mené « en coopération sécuritaire » avec les services américains et saoudiens, affirme Rabat

LE MINISTÈRE MAROCAIN de l'intérieur a confirmé, mardi 11 juin, que les services de sécurité avaient démantelé une « cellule d'Al-Qaida » qui préparait des « actes terroristes ». Une « cellule d'Al-Qaida infiltrée au Maroc », dont trois membres ont été arrêtés, projetait des opérations « à l'intérieur du pays et à partir de Ceuta et Melilla contre des navires occidentaux transitant par le détroit de Gibraltar », a indiqué le ministère dans un communiqué diffusé par l'agence officielle marocaine MAP. Un groupe de Saoudiens installés au Maroc, arrêtés à la mi-mai, a « avoué » qu'il projetait de lancer

des bateaux pneumatiques de type Zodiac, chargés d'explosifs, contre des bâtiments de l'OTAN.

Le ministère de l'intérieur précise que les membres de cette cellule étaient au nombre de trois et étaient porteurs de passeports saoudiens. Il s'agit de Hilal Jaber Aouad Alassiri, Zuher Hilal Mohamed Al Tbaiti et Abdellah M'Sefer Ali Al Ghamdi. Selon une source policière marocaine, ces hommes, âgés de 25 à 35 ans, étaient bien intégrés à la société marocaine. Deux de leurs épouses de nationalité marocaine auraient été arrêtées lundi pour complicité : elles sont soupçonnées d'avoir été au courant de ce qui se

tramaient et d'avoir servi de messagers entre le réseau d'Oussama Ben Laden et certains de ses membres saoudiens au Maroc.

UNE RÉPLIQUE DU YÉMEN

Dans son édition à paraître jeudi, l'hebdomadaire français L'Express révèle l'existence de ce coup de filet et indique que les trois agents d'origine saoudienne disposaient d'une couverture officielle et de complices marocains qui leur servaient de prête-noms. L'opération projetée constituait une réplique de l'attentat-suicide commis le 12 octobre 2000 au Yémen contre le destroyer USS Cole, un attentat

revendiqué par le réseau d'Oussama Ben Laden au cours duquel dix-sept militaires américains avaient péri. Selon L'Express, la DST marocaine, apprenant à la fin du mois de mai que les agents avaient reçu l'ordre de quitter rapidement le Maroc – signe que l'opération était imminente – a alors empêché les Saoudiens de partir. « L'opération Gibraltar n'était pas le seul objectif du groupe. L'un des hommes, par exemple, était en possession d'un visa Schengen valable six mois. (...) Des contacts apparaissent également avec plusieurs autres groupes dormants, notamment en Afrique », ajoute l'hebdomadaire.

C'est la première fois depuis les attentats du 11 septembre qu'un tel réseau est démantelé au Maroc. L'opération révélée mardi « s'inscrit dans le cadre de l'engagement du royaume du Maroc dans la lutte contre le terrorisme international », et est le résultat « d'une coopération sécuritaire vigilante, dynamique et efficace avec des services étrangers, et particulièrement saoudiens et américains », a souligné le ministère marocain de l'intérieur. L'enquête de police judiciaire, a-t-il encore ajouté, se poursuit « conformément à la loi sous le contrôle du parquet général de la cour d'appel de Casablanca ». – (AFP, Reuters.)

BREITLING
1884
INSTRUMENTS FOR PROFESSIONALS™

LES MONTRES

38 rue Bonaparte · 75006 PARIS
Tél. 01 46 34 71 38
WWW.BREITLING.COM

Rupert Murdoch lance une attaque surprise contre Tony Blair à propos de l'euro

Au nom de la diversité des cultures européennes, le magnat de presse britannique part en campagne pour un « non » à la monnaie unique dans le référendum en principe prévu en 2003

LONDRES

de notre correspondant

Tony Blair va-t-il être contraint de retarder l'organisation d'un référendum sur l'euro, qui devrait être convoqué en 2002 ? Les éditorialistes britanniques évoquent cette éventualité après l'attaque-surprise de Rupert Murdoch contre la tenue d'une telle consultation ?

« Murdoch offre un duel à Blair sur l'euro » : le titre s'égalait, lundi 10 juin, en gros caractères à la une du *Financial Times*. « Votiez non [à la participation à la monnaie unique] est le message que je souhaite voir diffusé par mes titres en Grande-Bretagne... L'Europe est faite de tant de cultures et d'histoires si différentes. Tout placer sous la houlette d'un gouvernement de bureaucrates français n'ayant de comptes à rendre à personne est une mauvaise idée. Il y a tout à gagner à attendre » : dans un rare entretient accordé au quotidien londonien des affaires, le magnat américano-australien dénonce l'attitude jugée trop favorable du premier ministre envers l'euro.

SAINT-ALLIANCE

Tony Blair doit désormais faire face à une formidable sainte alliance eurosceptique des barons conservateurs de la presse, déterminée à faire capoter son projet référendaire. Avec le *Times*, le *Sun*, le *News of the World* et le *Sunday Times*, Rupert Murdoch contrôle 40 % du tirage des quotidiens britanniques, à quoi il convient d'ajouter les 3 millions d'exemplaires du *Daily Telegraph* de Conrad Black et du *Daily Mail* de lord Rothmere.

En comparaison, le camp europhile (*Guardian*, *Independent*, *Mirror*) ne fait guère le poids. « Ces

commentaires interviennent à un moment crucial dans le débat en Grande-Bretagne et constituent un nouveau revers pour le projet du gouvernement de faire basculer la Grande-Bretagne dans l'euro. Ce dernier espérait que le groupe Murdoch assouplirait sa position avant tout référendum, mais il est clair que la position des quatre journaux restera cohérente » : pour George Eustice, directeur du No Campai-



« Votiez non [à l'euro] est le message que je souhaite voir diffusé par mes titres en Grande-Bretagne »
RUPERT MURDOCH

gn, l'attaque de Rupert Murdoch ne peut que faire pencher davantage l'opinion du côté du non. Pour sa part, le porte-parole de l'association « Britain in Europe », qui milite pour l'euro, minimise le pouvoir d'influence des médias dans cette décision.

Comment « Good Old Rupert », à qui le New Labour a rendu tant de services depuis son arrivée au

pouvoir en 1997, a-t-il osé lui faire un tel coup ? « Cette déclaration de guerre est d'autant plus étonnante que Blair s'est montré toujours complaisant envers cet homme qui le fascine (...) dans l'espoir de l'amadouer à propos de l'euro », explique l'éditorialiste John Rentoul, biographe de Tony Blair.

RÉFLEXE LIBÉRAL

Pour les uns, il s'agit d'un réflexe libéral contre une Europe monétaire perçue comme étouffant le système du capitalisme pur et dur, le seul qui fonctionne à ses yeux.

Selon d'autres, ce sont, au contraire, les considérations commerciales qui y ont poussé. Le dernier sondage Mori indique que les Britanniques voteraient majoritairement « non » aujourd'hui, mais voteraient « oui » si le gouvernement le leur recommandait.

En collant à l'opinion, le propriétaire entend ensuite aider son vaisseau-amiral, le *Sun*, confronté à une guerre des prix lancée par son ennemi juré, le *Mirror*. Il voudrait aussi faire rentrer dans le rang le nouveau directeur du *Times*,

Des critères d'adhésion flous

Le gouvernement de Tony Blair s'est engagé à fournir une évaluation des critères économiques sur lesquels devrait s'appuyer une participation de la Grande-Bretagne à l'euro avant juin 2003. Une telle adhésion ne ruinerait ni l'emploi, ni les investissements étrangers, ni les affaires de la City. Le principal test, la convergence des cycles économiques, est en passe d'être réalisé. La structure de l'emprunt des ménages dans ce pays de petits propriétaires est de plus en plus dépendante des taux fixes, comme les Européens, et moins des taux variables.

Selon le ministère des finances, les « travaux préliminaires et techniques » ont déjà commencé. La décision sera facilitée par l'adoption, en octobre 1997, de critères économiques sans référence chiffrée et sujets à multiples interprétations. La dévaluation de la livre reste toutefois un enjeu majeur à l'entrée du royaume dans la zone euro. Mais selon bon nombre d'experts, la livre sterling pourrait basculer sans trop dévaluer. – (*Corresp.*)

La gauche italienne reprend du terrain à la droite aux élections locales

ROME

de notre correspondante

Aux élections locales des 26 mai et 9 juin, la gauche italienne a repris un peu de terrain à la droite, enrayant sa chute libre enregistrée lors des législatives du 13 mai 2001.

Sur les 28 principales communes en jeu dans ces élections municipales et provinciales partielles, le centre-gauche reprend à la droite cinq grandes municipalités (Alessandria, Asti, Gorizia, Piacenza et Vérone), et conserve la direction de quatre des dix provinces en jeu (Ancône, Campobasso, Gênes et La Spezia). Pour sa part, la droite reprend à la gauche la province de Reggio di Calabria, dans le Sud, son chef-lieu, ainsi que la municipalité d'Isernia ; elle se retrouve donc à la direction de six provinces et douze grandes villes.

Intervenant un an après l'arrivée en force du gouvernement de Silvio Berlusconi, ce scrutin local, auquel ont participé 10 millions de citoyens, indique, pour de nom-

breux observateurs, une tendance de fond.

A gauche, on s'empresse de voir dans ces résultats le premier signe d'une « victoire nette et irrévocable », souligne Piero Fassino, secrétaire général des Démocrates de gauche, « qui donne un signal clair au centre-gauche : uni, il gagne ». Pour Francesco Rutelli, fondateur de La Marguerite (centre-gauche) et leader de l'Olivier, la coalition d'opposition, « le cen-

tre-gauche a vaincu grâce à ses candidats qui ont conquis la confiance des citoyens de villes dirigées depuis des années par la droite ».

« SIGNAL D'ALARME »

Les responsables de Forza Italia, le parti du président du conseil, nient cette interprétation. Le parti affirme que « ces élections municipales et provinciales n'ont pas de conséquence politique. Il ne s'est rien produit de grave et il n'est pas

La CGIL appelle à une grève générale tournante

Les syndicats CISL (catholique) et UIL (centriste) ont accepté de s'asseoir à la table des négociations ouvertes par le ministre du travail, Roberto Maroni, sur le projet de réforme du statut du travailleur, contre lequel ils avaient pourtant appelé à la grève générale unitaire du 16 avril. Seule la CGIL, la principale confédération, avec 5,5 millions d'adhérents, exige le retrait pur et simple de la modification du statut en matière de licenciement. Le puissant syndicat appelle à une grève générale tournante, région après région, tous secteurs confondus, du 20 juin au 11 juillet. Le 8 juillet, le secrétaire général de la CGIL, Sergio Cofferati, va quitter ses fonctions, à l'expiration de son mandat. Il réintégrera la société Pirelli, dont il était salarié. Son successeur est Guglielmo Epifani, actuel numéro deux de la centrale syndicale. A 54 ans, Sergio Cofferati, que l'on surnomme le « Chinois », fait déjà figure de futur leader de la gauche contre Silvio Berlusconi. – (*Corresp.*)

Dénoncé par Washington, le traité ABM expire jeudi

Se retirant de l'accord signé en 1972, les Etats-Unis peuvent désormais installer un bouclier antimissile

LES ETATS-UNIS sont, en théorie, libres désormais de lancer leur programme ambitieux de « bouclier » antimissile. L'article 15 du traité (dit traité ABM) sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques automatiques chacun des deux signataires – les Etats-Unis et la Russie – à s'en retirer s'il juge ses « intérêts supérieurs » ou sa « souveraineté nationale » « compromis ». A la condition que le pays qui se dédie puisse énumérer, dans un avis, les « événements extraordinaires » censés lui avoir dicté son initiative.

Signé le 26 mai 1972 à Moscou, le traité impose un préavis de six mois. George W. Bush a annoncé le retrait des Etats-Unis le 13 décembre 2001, en le justifiant, dans une déclaration officielle à Washington, par le fait que le traité ABM entravait « la capacité » du gouvernement à protéger la population « de futures attaques terroristes ou d'attaques d'Etats hors-la-loi ». On était alors trois mois après les attentats,

à New York et Washington, du 11 septembre 2001 et, donc, le préavis cesse d'être exécutoire le 13 juin 2002.

A l'origine, les deux pays s'étaient contentés, après de nombreuses péripéties, de déployer, chacun, un seul système antimissile : le Safeguard, à Grand Forks (Dakota du Nord), pour les Etats-Unis, à base d'engins Sprint et Spartan afin de protéger les silos de missiles sol-sol offensifs à proximité, et le Galosh, autour de Moscou. Mais ces réseaux sont progressivement tombés en désuétude, notamment outre-Atlantique où le secrétaire à la défense de l'époque, Donald Rumsfeld, a commencé à démanteler le système en 1976, mais aussi en Russie, où, après 1985, on a plutôt fait confiance à l'existence du bouclier Tallin, qui repose sur des engins voués à la défense anti-aérienne et moins à la lutte antimissile.

Une certaine ironie de l'histoire fait que, aujourd'hui, c'est le même

M. Rumsfeld qui, sous la présidence de George W. Bush, est chargé de concevoir une panoplie antimissile balistique qui contraint Washington à dénoncer le traité ABM.

Le nouveau programme, qui vise à mettre les Etats-Unis à l'abri du risque que représentent des agresseurs détenteurs d'armes de destruction massive (nucléaires, chimiques et biologiques), va de pair avec le projet, entériné le 24 mai à Moscou, entre Vladimir Poutine et M. Bush, de ramener à entre 1 500 et 2 200 le nombre de têtes nucléaires dans chacune des deux grandes puissances. A ce jour, les Etats-Unis et la Russie peuvent déployer, chacune, environ 6 000 charges opérationnelles.

100 MILLIARDS DE DOLLARS

En dénonçant le traité ABM, les Américains cherchent à installer un réseau antimissile qui serait prêt à partir de 2004 et qui évoluerait en fonction des circonstances internationales et de l'état des performan-

ces technologiques. Depuis octobre 1999, ils procèdent à une série d'essais, dans l'espoir de choisir la formule la plus appropriée à base de missiles intercepteurs au sol, sur navires ou dans l'espace, de super-radar et de satellites d'alerte. Le tout est géré par un réseau de commandement et de contrôle de l'engagement, qui pourrait être enterré dans le Colorado. Le coût global de l'opération est estimé à plus de 100 milliards de dollars.

La Russie, qui s'est refusée jusqu'au bout – mais en vain – à modifier le traité ABM, se tourne en revanche vers la modernisation de son arsenal nucléaire offensif, avec, si l'état de ses finances le lui permet, la perspective d'installer davantage de têtes explosives à bord d'un seul et même missile pour prendre en défaut, en l'affolant par la diversité des trajectoires et des angles d'attaque, l'étalement du « bouclier ».

possible de parler d'inversion de tendance. »
Leurs alliés de l'Alliance nationale et de la Ligue du Nord s'inquiètent ouvertement de ce « signal d'alarme », qui sanctionne selon eux un intérêt insuffisant « pour le territoire ». Le quotidien *La Stampa*, du groupe Fiat, a néanmoins appelé Silvio Berlusconi à « tirer [du scrutin] un motif pour resserrer les rangs » de la coalition.

D'unité entre les partis de l'opposition, on n'en avait guère vu de trace aux législatives qui avaient amené la droite au pouvoir il y a un an. Depuis, les formations qui avaient alors fait cavalier seul, comme Refondation communiste (extrême gauche anti-globalisation) ou l'Unité des valeurs (centriste) d'Antonio Di Pietro, dis-

cutent de la recomposition éventuelle de l'opposition, et ont, la plupart du temps, fait candidature commune pour le scrutin local avec les autres organisations.

Danielle Rouard

Algérie : onze morts dans le mitraillage d'un bus

ALGER. Onze voyageurs ont été tués et dix blessés mardi soir 11 juin dans le mitraillage d'un autobus par un groupe armé à Médéa (80 km au sud d'Alger), région où opèrent les Groupes islamiques armés (GIA). Dimanche 9 juin déjà, deux voyageurs avaient été tués et un blessé à un faux barrage près de Larbaâ (20 km au sud d'Alger), où un camion et un taxi avaient été mitraillés.

Le nouveau chef du GIA, Rachid Abou Tourab, successeur d'Antar Zouabri, tué le 8 février par les forces de sécurité, a affirmé qu'il poursuivait la ligne radicale de son prédécesseur, jusqu'à l'établissement d'un Etat islamique. « Ni trêve, ni dialogue, ni réconciliation, ni sécurité, mais le sang, la destruction », a-t-il promis dans un tract. « Nous continuerons à violer leurs femmes, à les décapiter dans les villes, les villages et les déserts », a encore juré Rachid Abou Tourab, s'engageant à « tuer et égorgé sans aucun répit ». Depuis le début de l'année, les violences en Algérie ont fait plus de 640 morts. – (*AFP.*)

Chine : au moins 150 morts et des centaines de disparus



PÉKIN. Au moins cent cinquante personnes ont été tuées et des centaines portées disparues à la suite de violentes intempéries qui ont eu lieu, samedi 8 et dimanche 9 juin, dans le nord de la Chine, a rapporté la presse mercredi 12. La province du Shaanxi est la plus sévèrement touchée par les pluies torrentielles. Près d'un demi-mètre d'eau s'est abattu sur cette région qui souffre habituellement de la sécheresse, endommageant de nombreux ponts et routes, des installations électriques et téléphoniques. Vingt-cinq personnes ont été tuées et cent quatre-vingts portées disparues dans le seul canton de Ningshan, situé dans une région montagneuse.

Au total, ce sont environ trois cents villes et cantons qui ont été frappés à des degrés divers et quatre-vingt mille habitations détruites, principalement dans le sud du Shaanxi, le long de la rivière Han. La plupart des victimes ont été tuées par des glissements de terrain ou des coulées de boue, provoquées par le gonflement des rivières de la province. – (*AFP.*)

Etats-unis : un troisième évêque accusé de pédophilie, démissionne

DALLAS. A la veille de la réunion plénière annuelle des évêques américains à Dallas (Texas), pour expliciter les récentes mesures de lutte contre le clergé pédophile adoptées au Vatican (Le Monde du 26 avril), le pape a accepté, mardi 11 juin, la démission de Mgr Kendrick Williams, évêque de Lexington (Kentucky), accusé de pédophilie. Après Mgr Anthony O'Connell, évêque de Palm Beach (Floride), le 8 mars, puis Mgr Rembert Weakland, archevêque de Milwaukee (Wisconsin), le 24 mai, tous deux accusés d'agressions sexuelles, l'évêque de Lexington est le troisième à devoir quitter ses fonctions. Mgr Williams avait été mis en congé il y a plusieurs mois déjà, à la suite de la plainte d'un ancien enfant de chœur pour une agression sexuelle datant de plus de vingt ans. L'évêque a toujours nié ces accusations, mais a décidé d'abandonner sa charge « pour des raisons de santé ou de convenance personnelle », selon le communiqué du Vatican. – (*AFP.*)

DÉPÊCHES

■ **BELGIQUE** : le tribunal de première instance de Bruxelles a tranché en faveur de deux journalistes un conflit qui opposait le quotidien flamand De Morgen à la Société nationale des chemins de fer belges. Condamnés, dans un premier temps, à une astreinte horaire de 25 euros s'ils ne dévoilaient pas la source d'un document dénonçant un important dépassement budgétaire pour la construction de la gare TGV de Liège, les journalistes ont fait opposition. La justice leur a, cette fois, donné raison en soulignant que le secret des sources était un fondement de la liberté de la presse et que « le seul risque d'identification de la source suffit à refuser la divulgation du document ». La justice bruxelloise s'est inspirée d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme qui fait, selon elle, jurisprudence. – (*Corresp.*)

■ **PAKISTAN** : un tribunal a autorisé les avocats des meurtriers présumés du journaliste américain Daniel Pearl à utiliser la vidéo de son assassinat, « à la condition qu'elle ne la livre pas à une personne ou un média pour une diffusion publique », a affirmé le juge devant la Haute Cour de la province de Sindh. Lors de ce procès, à huis clos dans la prison d'Hyderabad – à 160 km au nord de Karachi où le correspondant du Wall Street Journal, âgé de 38 ans, avait été enlevé le 23 janvier –, seuls les avocats de l'accusation avaient été autorisés à utiliser la vidéo de l'exécution de Daniel Pearl. Quatre hommes, dont le principal suspect, Sheikh Omar, sont accusés de l'enlèvement et du meurtre, alors que sept autres accusés sont toujours en fuite. – (*AFP.*)

■ **ÉTATS-UNIS** : quinze immigrants clandestins mexicains sont morts dans le désert de l'Etat de l'Arizona en tentant de franchir la frontière avec les Etats-Unis, a annoncé mardi 11 juin la police des frontières. « Nous en avons sauvé cent autres pendant la même période », a indiqué Rob Daniels, de la patrouille frontalière de Tucson (Arizona), en précisant qu'ils étaient morts de déshydratation. « Il ne fait aucun doute que les clandestins ont été amenés vers le désert par les passeurs qui les ont abandonnés là », a-t-il ajouté. Les températures ont atteint 43 degrés centigrades ces derniers jours dans la région. – (*AFP.*)

■ **ALGÉRIE** : Karim Younés a été élu lundi président de l'Assemblée populaire nationale, lundi 10 juin, par 271 voix contre 52 à son adversaire Mohamed Djahid Younsi, du parti islamiste le Mouvement de la réforme nationale (MNR) de Cheikh Abdallah Djaballah. M. Younés, ministre de la formation professionnelle du premier gouvernement d'Ali Benflis (août 2000-juin 2002), était tête de liste, à Alger, du FLN aux élections législatives du 30 mai, largement remportées par ce parti. – (*AFP, Reuters.*)

Jacques Isnard

Les Quinze engagent une difficile négociation sur la réforme de la pêche

Les pays du Sud et l'Irlande rejettent le projet de la Commission de désarmer 8 600 navires d'ici à 2006

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

La « guerre du poisson » n'a pas eu lieu, mardi 11 juin, à Luxembourg. Sans doute les divergences vont-elles se cristalliser à l'occasion du prochain conseil des ministres européens chargés de la pêche, en octobre, ou peut-être avant, à la faveur d'une mobilisation estivale des professionnels, dans les ports des littoraux atlantique et méditerranéen. Ce premier débat a eu lieu dans un climat plus constructif qu'on pouvait le craindre, même si les lignes de partage entre partisans et adversaires de la réforme préconisée par la Commission européenne n'ont pas été modifiées et si la détermination des seconds – Espagne, Portugal, France, Grèce et Italie, ainsi que l'Irlande – reste intacte. L'heure n'était visiblement pas au compromis, mais pas davantage au veto.

L'aspect positif, c'est le fait que les uns et les autres admettent qu'ils ne pourront camper sur leurs positions et, plus important, que personne ne conteste le problème de fond : les ressources halieutiques sont effectivement menacées et l'on n'évitera pas une réforme en profondeur de la politique commune de la pêche (PCP), laquelle passe par un coup d'arrêt à la surcapacité de la flotte européenne. Après des escarmouches naturellement exacerbées, les Quinze se préparent à plusieurs mois de négociations, qui seront ponctuées par les trois « conseils

pêche » sous présidence danoise de l'Union européenne, laquelle commence en juillet.

Lorsque « les faits auront été établis et passés au crible », et à l'issue d'un débat que Franz Fischler, commissaire européen chargé de l'agriculture et de la pêche, a souhaité « constructif et non émotion-

« Amis des poissons » ou « amis des pêcheurs » : les uns et les autres savent qu'ils devront faire des concessions

nel », les deux camps (identifiés de manière manichéenne en « amis des poissons » et « amis des pêcheurs ») devront faire des concessions. La Commission espère alors être en mesure de rallier une majorité qualifiée, en s'appuyant notamment sur les « pays du Nord » (Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suède, Finlande, Royaume-Uni et Danemark), qui, moins concernés, approuvent, dans l'ensemble, sa réforme.

Pour l'heure, comme l'a souligné Hervé Gaymard, ministre français de l'agriculture et de la pêche, « chacun est dans un jeu de rôles ».

La France notamment, puisque, en pleine campagne électorale, elle ne peut faire mine d'approuver une réforme émanant de « Bruxelles » qui va porter le fer au sein d'une profession au fort pouvoir de mobilisation, mais qui est « sans aucun doute nécessaire », comme l'a reconnu M. Gaymard. Franz Fischler est peu ou prou dans le même état d'esprit : « La Commission a présenté une proposition. Il s'agit maintenant de négocier autour de celle-ci. »

In fine, il est probable que les estimations avancées par la Commission – le retrait de quelque 8 600 navires et la suppression de 28 000 emplois directs, entre 2003 et fin 2006 –, qualifiées de « brutales » par plusieurs Etats, seront revues à la baisse. De leur côté, les cinq pays du Sud et l'Irlande, qui s'élèvent contre les conséquences humaines de la réforme, devront accepter des sacrifices. Fondées sur des avis scientifiques attestant de l'épuisement des ressources contestées, les propositions de la Commission vont faire l'objet de contre-expertises.

Les pays du Sud reprochent surtout à la réforme d'être peu pro-

gressive et de ne pas établir de distinction selon les pays et les zones de pêche. « La réforme est beaucoup trop déséquilibrée entre la nécessaire protection de la ressource et la non moins nécessaire prise en compte de la dimension socio-économique et territoriale de la pêche. Elle est également trop globalisante face à une réalité par nature complexe et constituée d'une addition de particularités », a résumé Hervé Gaymard.

Elle « dénote une hostilité envers certains Etats membres », a renchéri le ministre portugais Armando Sevinato Pinto, tandis qu'au nom de l'Espagne – première flotte de pêche européenne –, la secrétaire d'Etat Carmen Fraga faisait part de son « rejet total » du projet. Tous insistent en outre sur une sous-estimation des difficultés de la pêche artisanale. Franz Fischler a conservé ce qu'un diplomate a qualifié d'attitude de « sphinx », se contentant de rappeler que la réforme est largement débattue depuis 1999, ce qui exclu la thèse selon laquelle les gouvernements auraient été pris au dépourvu.

Laurent Zecchini

Droits de l'homme : la Turquie condamnée

STRASBOURG. La Cour européenne des droits de l'homme a condamné, mardi 11 juin, la Turquie pour avoir déchu de leur mandat parlementaire treize députés du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde) après la dissolution, en 1994, de cette formation politique. Saisie par les anciens députés, la Cour a estimé que les autorités turques avaient violé la Convention européenne des droits de l'homme, qui garantit le droit à des élections libres. Pour les juges de Strasbourg, « la dissolution immédiate et définitive du DEP ainsi que l'interdiction faite aux membres du parti d'exercer leur mandat et activités politiques » sont « incompatibles avec la substance même du droit d'être élu et d'exercer un mandat, et elle a porté atteinte au pouvoir souverain de l'électorat ». La Cour européenne a condamné la Turquie à verser 50 000 euros à chacun des requérants au titre du préjudice matériel et moral subi. L'Etat turc devra également payer 10 500 euros pour frais et dépens aux sept des requérants à avoir été condamnés à des peines de prison, et la somme globale de 9 000 euros aux six autres ex-députés. – (AFP, Reuters.)

Cosmétiques : vers une interdiction des tests sur les animaux

STRASBOURG. Le Parlement européen a approuvé, mardi 11 juin, en deuxième lecture, un projet de directive européenne visant à interdire les expérimentations sur des animaux pour les produits cosmétiques dans l'Union européenne. Ce texte, qui modifiera une législation de 1976, prévoit d'interdire, à partir de 2005, de réaliser des expérimentations animales pour des ingrédients utilisés dans l'industrie cosmétique, lorsqu'il existe des méthodes alternatives de tests validées. Les producteurs des pays tiers devront être traités de manière équivalente à celle des producteurs européens pour éviter les discriminations. Un autre amendement adopté par les députés européens demande aux fabricants de cosmétiques qui auront effectué des tests sur les animaux après l'entrée en vigueur de la directive d'indiquer sur les emballages « testé sur des animaux », en attendant l'interdiction définitive. – (AFP.)

Des milliers d'agriculteurs ont manifesté à Strasbourg contre une remise en cause de la PAC

STRASBOURG

de notre bureau européen

« Non à la modulation ! », « Modulation, nein danke ! », proclamaient les pancartes des agriculteurs qui ont manifesté à Strasbourg, mardi 11 juin – 12 000 selon la police, 15 000 selon le Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne (COPA – auquel adhère notamment la FNSEA.

« Nous ne voulons pas d'une réforme à mi-parcours de la politique agricole commune ! », ont expliqué les manifestants, sous les pétards et les tirs de fusées. Ils avaient été appelés à faire pression sur la Commission, afin qu'elle renonce à proposer un mécanisme, aujourd'hui facultatif, qui imposerait de financer le développement rural grâce à un prélèvement de 20 % maximum sur les aides directes aux agriculteurs.

« Si l'Europe veut financer du développement rural, elle n'a qu'à trouver de l'argent supplémentaire »

Les paysans ont défilé dans les rues de Strasbourg parce que le Parlement européen, dont ils espéraient le soutien, s'y trouvait réuni en session plénière. Le président irlandais, Pat Cox, qui a accueilli une délégation, l'a assurée de sa « solidarité », et s'est prononcé pour « le modèle agricole européen ». Ce geste a satisfait nombre d'agriculteurs français qui, dans le cortège, confiaient qu'ils « aimeraient être soutenus par les pouvoirs publics comme les Américains le sont par George Bush » : le président des Etats-Unis a promulgué une loi, le « Farm Bill », qui augmente fortement les subventions aux agriculteurs, et que le COPA condamne officiellement, parce qu'il est contraire aux engagements pris dans le cadre de l'OMC.

« La modulation, c'est une injustice ! », protestent des agriculteurs de la Moselle : « On veut nous reprendre l'argent qui nous a été pro-

mis pour compenser nos pertes par rapport aux prix mondiaux des céréales, de la viande ou du lait », expliquent-ils. Ils critiquent ceux qui en ont eu l'idée, « ces technocrates de Bruxelles comme Fischler [le commissaire en charge de l'agriculture et de la pêche], qui se moque bien de voir disparaître les paysans, comme il se moque de voir crever les pêcheurs ». Ils s'en prennent aussi aux ministres susceptibles de l'accepter, telle l'allemande Renate Künast (Verts). « Avec Künast, on aura encore moins d'argent ! », assure Helmut, viticulteur dans le Palatinat.

Les Français en veulent à « Glavanny, qui a fait volontairement de la modulation, et qui nous a enlevé 3 % de nos revenus ». Ils lui reprochent d'avoir « politisé l'affaire, en prétendant qu'on ne ponctionnerait que les gros revenus, alors que ceux qui gagnent 8 000 francs par mois ont été touchés ».

Ils applaudissent le président allemand du COPA, Gerd Sonnleitner, qui rejette « catégoriquement toute idée de nouvelle réforme de la PAC », et demande que « ce qui a été promis pour six ans ne soit pas modifié ». Ils estiment que « si l'Europe veut financer du développement rural, elle n'a qu'à trouver de l'argent supplémentaire ».

Bien que les dirigeants du COPA aient souhaité la bienvenue à leurs homologues des pays candidats, « présents pour la première fois dans un tel rassemblement », nombre de paysans font état de leur peur de l'élargissement. Derrière des banderoles proclamant « non au blé ukrainien », des agriculteurs de l'Argonne redoutent que les paysans de l'Est « produisent moins cher et tirent les prix vers le bas », ou bien qu'ils « inondent le marché, déjà saturé ».

Les dirigeants du COPA sont partagés : ils trouvent bon que les agriculteurs de l'Est réclament, avec eux, la pérennisation de la politique agricole commune. Mais ils craignent d'avoir à partager l'argent. Aucun d'eux n'a ainsi déploré le fait que les nouveaux venus pourraient ne toucher, la première année, que 25 % des aides octroyées aux paysans de l'Ouest. Les représentants des petites délégations présentes ont pourtant réclamé « un traitement équitable » pour leurs mandants.

Rafaële Rivais

eau de Cartier

Existe maintenant en Eau de Cartier concentrée

Informations ☎ 47 18 43 83 - www.cartier.com

FRANCE

LES LÉGISLATIVES À GAUCHE

Face à la perspective d'une défaite annoncée, le Parti socialiste s'efforce de sauver 200 circonscriptions sur les 250 qu'elle détient encore. Ainsi, tous les grands élus sont appelés à **SILLONNER LE TERRAIN** pour sou-

tenir les candidats en difficulté. Des déplacements préférentiels aux grandes réunions nationales qui avaient marqué la campagne du premier tour. Ainsi, Laurent Fabius, Bertrand Delanoë, Dominique Strauss-Kahn,

Jean-Marc Ayrault ou encore Bernard Kouchner se sont pliés à la **NOUVELLE CONSIGNE**. Même Martine Aubry, pourtant en difficulté à Lille, est allée animer une réunion de soutien à Adeline Hazan à Reims. De

son côté, François Hollande consacra tout son temps à sa campagne en Corrèze. Pour lui, comme pour tous les candidats socialistes, le salut pourrait venir de la **MOBILISATION** des abstentionnistes du 9 juin.

Où et comment le Parti socialiste espère limiter les dégâts

Face à la perspective d'une défaite annoncée, le PS concentre ses efforts sur une trentaine de circonscriptions incertaines. Les grands élus, tels Bertrand Delanoë, Laurent Fabius et Jean-Marc Ayrault, multiplient les visites de soutien aux candidats en difficulté

DEPUIS la défaite de l'équipe de France au Mondial de football, mardi 11 juin, la blague fait fureur chez les militants socialistes. « *La défaite des Bleus, c'est comme le 21 avril, l'équipe de France avait négligé les premiers matchs comme Lionel Jospin avait oublié le premier tour* », plaisante-t-on sans que cette métaphore sportive soit vraiment encourageante pour la suite... Sur RTL, mercredi 12 juin, Dominique Strauss-Kahn a repris la même image footballistique en assurant que « *tant que le coup de sifflet final n'est pas donné, la partie n'est pas perdue* ».

Avec l'énergie du désespoir et une vraie mobilisation sur le terrain, le Parti socialiste met le turbo pour mener une campagne de proximité. La victoire de la droite apparaissant désormais inéluctable, l'objectif est de limiter son ampleur. Réélu dès le premier tour, Jean-Marc Ayrault, le président sortant du groupe socialiste, qui va aller soutenir des candidats, à partir du 12 juin, dans l'Hérault, le Tarn-et-Garonne et les Deux-Sèvres, continue à se persuader que 200 députés socialistes sur 250 peuvent être réélus.

L'équation qu'a à résoudre le PS n'est pourtant pas aussi simple. Les projections opérées (*Le Monde* du 12 juin) montrent qu'il devrait parvenir à préserver 111 sièges (auxquels s'ajouteraient 5 sièges pour le Parti radical de gauche). Sur ces 111 ballottages favorables, 103 sortants socialistes seraient reconduits, auxquels pourraient s'ajouter 3 gains. Mais beaucoup de circonscriptions se joueront à quelques centaines de voix. Cer-

tains ballottages dits favorables peuvent se révéler, le 16 juin, plus serrés que prévus, comme dans la 1^{re} de Corrèze, où François Hollande va consacrer toute sa semaine à assurer sa réélection. A contrario, des circonscriptions jugées perdues par les projections des instituts de sondages peuvent être miraculeusement sauvées si les abstentionnistes de gauche du premier tour se réveillent. C'est le cas dans la 1^{re} circonscription de Côte-d'Or, où François Rebsamen, espère conquérir le siège de son prédécesseur RPR à la mairie de Dijon.

Renonçant à toute campagne nationale, le PS va envoyer des mousquetaires, non candidats aux législatives ou en situation très favorable pour le second tour, pour voler au secours de socialistes en difficulté, concentrant l'effort sur une trentaine de circonscriptions. Dans la première catégorie, Bertrand Delanoë, très présent à Paris mais aussi, le 14 juin, à Nantes, Robert Badinter, sénateur, Bernard Kouchner, Alain Richard, Hubert Védrine et Jean-Paul Huchon doivent faire plusieurs déplacements.

TROIS CATÉGORIES

Dans la seconde, Jean Glavany, Laurent Fabius, Daniel Vaillant, Henri Emmanuelli, Dominique Strauss-Kahn vont aussi aller donner des coups de main. En situation pourtant très délicate dans sa circonscription du Nord, Martine Aubry est allée soutenir, le 11 juin à Reims, une de ses proches, Adeline Hazan, qui, malgré un premier tour défavorable, espère toujours conquérir la 2^e circonscription de

la Marne, où l'abstention s'est élevée à 39,55 %. Un examen détaillé des 76 circonscriptions jugées indécises, le premier tour ne permettant de donner l'avantage ni à l'UMP ni à la gauche, montre que le PS a des chances limitées d'en emporter un grand nombre.

Tout dépendra d'un éventuel renfort des abstentionnistes du premier tour. Mais on peut d'ores et déjà distinguer trois cas de figure. Le premier est celui où le 9 juin a été marqué à la fois par une abstention supérieure à la moyenne nationale et un score élevé de l'extrême droite : les 2^e et 4^e de l'Eure ;

les 3^e et 7^e de l'Oise avec, dans les deux cas, une abstention qui frôle les 40 % et un FN au-dessus de 20 % ; la 7^e du Pas-de-Calais ; les 5^e, 8^e (où il y a eu 46,77 % d'abstention !), 11^e et 13^e du Nord ; la 1^{re} de la Meuse ; la 2^e du Bas-Rhin ; la 4^e du Doubs ; la 16^e des Bouches-du-Rhône ; les 6^e et 7^e du Rhône ; la 3^e de Côte-d'Or ; la 9^e du Val-d'Oise.

Dans le second cas, l'abstention étant proche ou inférieure à la moyenne nationale, le Front national se trouve souvent, au-dessus de 10 %, dans une position d'arbitre : dans la 2^e, la 4^e et la 5^e de l'Hérault, où les Verts ont par ailleurs

décidé de soutenir tous les socialistes à l'exception de Lodève, les 2^e et 3^e du Lot-et-Garonne ; la 1^{re} du Tarn-et-Garonne ; la 3^e des Pyrénées-Orientales ; la 1^{re} du Loir-et-Cher ; la 9^e de Seine-Maritime. Toutes les autres circonscriptions indécises, le troisième cas, sont marquées par un éparpillement des candidatures à droite comme à gauche, rendant le pronostic incertain. Dans certaines, l'abstention a dépassé la moyenne nationale - 2^e du Finistère, 12^e du Val-de-Marne, 1^{re} et 2^e de Loire-Atlantique -, ce qui nourrit les espoirs des socialistes.

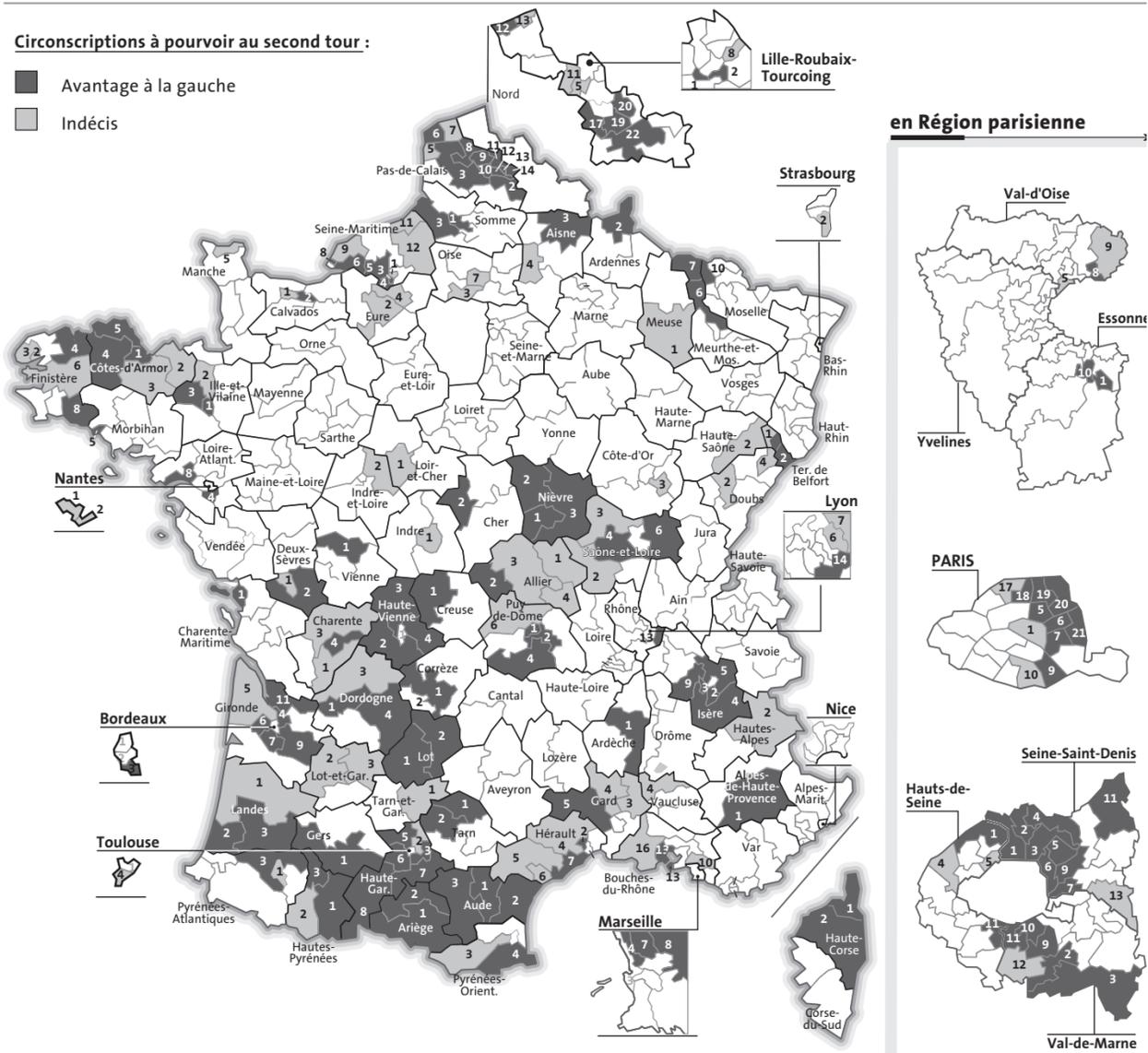
Quoi qu'il en soit pour le maire de Nantes, qui refuse de s'inscrire dans un scénario où la défaite du 9 juin serait amplifiée le 16, le groupe socialiste devra « *ouvrir ses portes et ses fenêtres* » à ses alliés, quitte à imaginer, comme l'avait envisagé M. Hollande, « *une structure de coordination* ». Alors que M. Fabius devrait briguer la présidence du groupe, M. Ayrault se contente de botter en touche : « *Je refuse l'autoproclamation, mais si les députés le souhaitent, je suis disponible.* »

Michel Noblecourt

LES CIRCONSCRIPTIONS OÙ LE PS ESPÈRE GAGNER

Circonscriptions à pourvoir au second tour :

- Avantage à la gauche
- Indécis



A Epinay, le PCF et les Verts offrent un soutien minimum à M. Le Roux

EPINAY-SUR-SEINE a été le théâtre, mardi 11 juin, d'un de ces mini-drames qui se jouent à quelques jours d'un second tour lorsque les candidats restés en lice s'attendent à un scrutin serré. Hervé Chevreau, maire UDF de la ville, arrivé en tête avec 33,32 % des suffrages exprimés (8 023 voix), devant le député sortant, le socialiste Bruno Le Roux (29,88 %, 7 194 voix) inaugurait le jardin public entourant le Canyon, un complexe sportif tout neuf. Il avait invité ses administrés à un pot de l'amitié dans cet établissement qui vit le jour grâce à son prédécesseur à la mairie, ce même M. Le Roux.

L'élus socialiste avait, lui, décidé d'alerter la population, par voie de tracts, sur les risques de fermeture du centre. Une hypothèse peu probable, même si la société gestionnaire du complexe, déficitaire, souhaite, à terme, se retirer. En début de soirée, les deux adversaires et leurs directeurs de campagne se sont donc retrouvés face à face, au grand dam de M. Chevreau qui prétendait interdire à M. Le Roux l'accès du Canyon. La tension est brusquement montée devant quelques dizaines d'administrés décontenancés...

Pour être mineur, cet incident n'en est pas moins révélateur d'une fin de campagne tendue. Dans la 1^{re} circonscription de Seine-Saint-Denis, traditionnellement à gauche, la droite l'avait emporté en 1993. Le maire UDF d'Epinay espère surfer sur la vague bleue pour la reconquérir. « *Ce n'est pas joué, mais c'est gagnable* », explique-t-il. Pour l'emporter, il espère un bon report des voix du Front national (12,41 % des suffrages exprimés, 2 987 voix) et du MNR (0,98 %, 236 voix), voire de quelques voix de gauche : « *La réserve de voix à gauche n'est pas acquise à Bruno Le Roux. Les gens veulent de nouvelles têtes. Et ils attendent surtout de leur député qu'il soit présent dans sa circonscription* », analyse M. Chevreau qui a construit toute sa campagne autour du renouveau et du travail de proximité.

Arrivé en tête pour la première fois, le 9 juin, dans deux villes de sa circonscription (L'Île-Saint-Denis et Saint-Ouen) et dans une partie de Saint-Denis, Bruno Le Roux met un avant l'argument inverse : son « *poils politique* » - il est secrétaire national aux élections - contre « *l'excès de proximité* » dont souffrirait son rival. Pour gagner, l'élus socialiste doit « *rassembler à gauche* » et réduire la très forte abstention du premier tour (42,85 %). Depuis lundi matin, il passe trois heures par jour à ratisser sa circonscription et a mobilisé ses équipes dans la douzaine de quartiers où l'abstention a été la plus forte.

SOUTIEN OFFICIEL...

Côté rassemblement à gauche, les difficultés ne manquent pas. Officiellement, tout va bien : les Verts et le PCF de Seine-Saint-Denis ont appelé à voter Le Roux. Officieusement, rien n'est sûr. Aux dernières municipales, Bruno Le Roux et les Verts d'Epinay sont entrés en conflit. Il en reste des traces. Quant à la fédération de Seine-Saint-Denis du PCF, elle s'irrite du maintien, dans la 7^e circonscription, d'une socialiste contre le député communiste sortant et maire de Montreuil, Jean-Pierre Brard. François Hollande et M. Le Roux ont beau avoir assuré M. Brard de leur soutien, le parti communiste est furieux. « *Nous sommes choqués et très en colère* », admettait, mardi soir, Michel Laurent.

« *La décision de soutenir Bruno Le Roux a été prise le 10 juin dans la soirée par une assemblée générale des communistes. Cela n'a pas été sans discussion* », a précisé M. Laurent, avec cet art consommé de la litote que cultivent les cadres du parti. Signe qui ne trompe pas, Pierre Zarka, membre de l'exécutif du PCF, a entraîné les pieds avant d'avertir, tardivement, Bruno Le Roux de son soutien. A l'évidence, le député sortant, qui se dit « *inquiété mais pas paniqué* », ne fera sûrement pas le plein des voix communistes...

Claire Guélaud

A Montpellier, Georges Frêche est talonné par la droite

« Le vent n'est pas à gauche, dit-il, mais je pense que les électeurs vont corriger le tir dimanche »

MONTPELLIER

de notre correspondant

En campagne, le « bulldozer » Frêche est continuellement inquiet. Quel que soit le climat politique du moment, le maire socialiste de Montpellier aborde chaque bataille électorale comme s'il s'agissait de son baptême du feu, ne laissant rien au hasard, trimbalant ses conseillers dans d'épuisantes tournées de porte-à-porte. En ce mois de juin, la vague bleue qui menace de déferler sur l'Assemblée nationale n'atténue évidemment en rien son anxiété.

Les chiffres du premier tour sont loin d'être catastrophiques pour lui. Arrivé en tête du scrutin avec 35,84 % des voix, le député sortant de la deuxième circonscription de l'Hérault a amélioré de cinq points son score de 1997. Le total des voix de gauche et d'extrême gauche (45,18 %) est identique à ce qu'il était au premier tour des précédentes élections législatives.

Pour autant, le candidat de l'UMP, Jacques Domergue, un jeune chirurgien de 49 ans, jusqu'ici inconnu en politique, est tou-

jours en course. Avec 33,43 % des suffrages, il a créé la surprise, dimanche dernier, en dépassant de plus de six points le résultat de son prédécesseur Bernard Serrou. Le vote utile a joué à plein en faveur des deux principaux candidats, laissant le FN à 12 % (contre 18 % en 1997), les Verts à moins de 6 % et les seize autres candidats sous la barre des 2,5 %.

A quel niveau, au second tour, ce fichu climat national portera-t-il M. Domergue ? La question taraude Georges Frêche, qui se hasarde à un pronostic : « *Le vent n'est pas à gauche, c'est évident, mais si je ne passe pas, cela veut dire que le groupe socialiste sera réduit à 35 députés.* » « *Je pense tout de même, se rassure-t-il, que les électeurs vont corriger le tir en faveur de la gauche dimanche prochain, comme ils l'avaient fait pour la droite entre les deux tours de l'élection de 1997.* »

Depuis lundi, la machine de guerre « fréchiste » tourne donc à plein. Objectif, après s'être assuré du soutien des autres formations de gauche : la chasse aux absten-

tionnistes, notamment dans le quartier de La Paillade, où l'on a voté à moins de 40 % dimanche dernier. M. Domergue, qui a fait la même analyse, se trouve deux rues plus loin ce mardi 11 juin. « *On va gagner, Frêche a fait le plein des voix au premier tour, il est pied au plancher* », lance-t-il.

« On va gagner, Frêche a fait le plein des voix au premier tour »

JACQUES DOMERGUE, UMP

Une analyse que le maire de Montpellier balaie d'un revers de main : « *Mais non, les réserves de voix sont ici et elles sont plutôt à gauche. Elles ne sont pas dans les villages qui votent à droite. Et puis, Jacques Domergue ne dispose d'aucun réseau.* » Et effectivement, quand le chirurgien distribue des tracts au boulo-drome entouré d'une poignée de proches qui semblent

découvrir le quartier, M. Frêche, venu les mains dans les poches, fait la bise aux dames. Si nécessaire, une quinzaine de collaborateurs sont là pour lui souffler un prénom ou prendre note des requêtes qui fleurissent à chaque palier.

Pendant que le maire se montre dans le quartier, buvant le thé à la menthe à la terrasse du café de l'Atlas, cent cinquante petites mains relancent par téléphone les abstentionnistes. Pour M. Frêche, l'enjeu, cette fois, n'est pas dans sa simple réélection.

Au lendemain du scrutin, il compte participer à sa manière à la refondation d'une gauche qui ne se limiterait pas au seul Parti socialiste, qu'il juge en lambeaux. Lui qui a toujours été tenu à l'écart des cercles parisiens - notamment en raison de l'hostilité de François Mitterrand à son égard - envisage la création d'un club des maires des grandes villes et des présidents de département et de région d'où, explique-t-il, « *pourraient sortir certaines vérités* ».

Richard Benguigui

Dans l'Essonne, Manuel Valls a laissé la photo de Jospin sur son matériel de campagne

Il affronte l'avionneur Serge Dassault

QUAND l'un est à Corbeil, l'autre est à Evry. Et quand l'autre est à Evry, l'un est à Corbeil. Dans la 1^{re} circonscription de l'Essonne, Serge Dassault, le célèbre avionneur, et Manuel Valls, le fameux porte-parole, chassent l'abstention en jouant à cache-cache dans les mêmes cités : les Tarterêts, les Pyramides, les Aunettes, les Epinettes... Dans ce duel serré – le maire socialiste d'Evry a réuni 36,34 % des voix, le 9 juin, contre 35,95 % à M. Dassault – pour succéder au socialiste André Guyard, qui ne se représente pas, chacun teste ses ficelles, apprises, il est vrai, dans les

M. Valls conduit sa Twingo tout seul, alors que M. Dassault a aménagé sa 806 Peugeot comme son jet privé

meilleures « prépas » : cinquante ans passés dans le monde de la presse et des affaires, pour M. Dassault ; ou, tout aussi efficace, un stage militant à l'UNEF, au début des années 1980, pour M. Valls.

Mais les styles diffèrent. M. Valls conduit sa Twingo tout seul, alors que le maire UMP de Corbeil, 77 ans, a aménagé sa 806 Peugeot comme son jet privé : vitres fumées, cuir beige, et un grand espace, derrière le chauffeur, pour allonger ses jambes sur un petit repose-pieds : « Entre deux voyages, ça me permet de piquer un petit somme. »

Pourtant, l'impatience et l'envie est la même. Les deux hommes ont trop longtemps piâffé. Certain de sa victoire, M. Valls avait dû laisser la 5^e circonscription du Val-d'Oise à Robert Hue, aux législatives de 1997, pour se réfugier dans la ville nouvelle d'Evry, qu'il a conquise en 2001. Aujourd'hui, le vice-président de la région Ile-de-France adresse, grand seigneur, une lettre de soutien au président du PCF. Et reconforte un Lionel Jospin qui, au lendemain du premier tour, s'est fendu d'un coup de fil d'encouragement : « Moi, je laisse ta photo sur

mes tracts », a glissé l'ex-conseiller à l'ancien premier ministre.

Longtemps, l'avionneur a dû aussi retenir ses envies. Président d'honneur de Dassault industries et maire de Corbeil, il s'amuse à l'idée qu'il pourrait siéger au côté de son fils, Olivier, favori dans la 1^{re} circonscription de l'Oise. Le candidat UMP a accueilli le nouveau ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, il y a quelques jours. « Chirac était un grand ami de mes parents, et le mien aussi, naturellement », glisse-t-il d'une voix douce. « Je fais comme Valls au début de sa campagne avec Jospin, j'en profite », ajoute-t-il.

M. Valls avait engagé sa campagne dès janvier, en la couplant avec la campagne présidentielle. Son matériel en garde la couleur, bordeaux, choisie par son ami Stéphane Fouks, d'Euro RSCG Corporate, pour ses tracts et ses affiches. « Oui, Manuel Valls a travaillé avec Lionel Jospin, pendant quatre ans, et alors ? », répond aujourd'hui, dans un tract, le maire d'Evry, après que M. Dassault a accusé son adversaire, dans une feuille largement distribuée, d'avoir « grandi en politique sous les ors de Matignon » et de s'être acheté « rubis sur l'ongle » une maison de 3 millions de francs. « Sur un crédit de vingt ans, comme des milliers de Français », riposte M. Valls, qui ajoute : « Entendre cela de la part de l'une des plus grosses fortunes de France, qui croit qu'on peut tout acheter comme les journaux, les votes, la jeunesse... » « J'ai une fondation pour handicapés, j'aide les gens, je vis simplement », répond M. Dassault, qui poursuit : « Comme disait mon père, on ne mange que deux fois par jour... »

Retour dans les cages d'escaliers. « Bonjour, je suis Manuel Valls. Vous n'allez quand même pas envoyer à l'Assemblée le plus vieux parlementaire de France, à une unité près... », lance le maire d'Evry. « Bonjour, dit M. Dassault, vous allez voter pour moi, hein, dimanche ? Voter pour Valls, ça sert à rien. Jospin, c'est fini. » De temps en temps, M. Valls a un coup de blues. « A Matignon, on expliquait que la croissance était revenue, mais la croissance, pour beaucoup de gens, ça ne veut rien dire », lâche-t-il...

Ariane Chemin

Clotilde Valter (PS) passe avec peine de Matignon au pays d'Auge

CAEN

de notre correspondant

Sur le marché d'Orbec, au cœur du pays d'Auge, le marchand de fromage ne refuse pas le prospectus de Clotilde Valter, candidate PS-Verts-PRG dans la 3^e circonscription du Calvados (Lisieux-Falaise). Arrivée en tête du scrutin, le 9 juin, avec 26 % des voix, l'ancienne conseillère de Lionel Jospin à Matignon pour les affaires intérieures est opposée à Claude Leteurre (UDF). Le maire de Falaise a distancé ses deux rivaux à droite, André Fanton (UMP), député (RPR) de la circonscription de 1993 à 1997, et Eric Lehéry (DL).

M^{me} Valter sait que la partie est difficile. Les réserves de voix sont maigres, les petites formations ont été laminées. Elle espère mobiliser les abstentionnistes (37,4 % le 9 juin). « Sur la ville de Lisieux, il me manque la moitié des voix que faisait Yvette Roudy. Ce n'est pas normal, dit-elle. La gauche doit bénéficier du ressac, après la vague bleue de dimanche dernier. » Au volant de sa voiture, elle sillonne les cantons augerons pour prendre la succession de l'ancienne ministre de François Mitterrand, qui a mis fin à sa carrière politique.

« En 1999, Yvette Roudy est venue me proposer de travailler à ses côtés, raconte M^{me} Valter. J'ai accepté, cela me plaît beaucoup. » Depuis lors, elle s'est efforcée de s'imposer dans le pays d'Auge, malgré l'échec des dernières municipales à Lisieux. « J'ai montré aux agriculteurs que l'on pouvait être énarque et savoir traire les vaches, dit-elle. Ils ne me prennent pas trop pour un horsain » (une personne de l'extérieur). Sur

les marchés, dans les fermes, la candidate veut faire œuvre de pédagogie. « Quand je rencontre des gens qui me demandent pourquoi nous n'avons pas nationalisé Moulinex – c'est fréquent –, je prends du temps pour montrer que le monde a changé, explique-t-elle. Nous n'avons pas assez expliqué la phrase de Jospin sur les licenciements chez Michelin. »

RECONSTRUIRE LA FÉDÉRATION

Energique, la jeune femme prétend « réinventer la façon de faire de la politique, mener une réflexion de fond à gauche sur les questions économiques et sociales ». Avec des amis, comme Claude Allègre, elle entend réactiver le club Renaissance, fondé en 1993. Elle sait qu'« il y a du pain sur la planche », que « ce sera compliqué », sans parler de la reconstruction de la fédération du PS du Calvados, mise sous tutelle parisienne à la suite de luttes intestines entre partisans et opposants de Louis Mexandeau.

A droite, M. Leteurre est persuadé de l'emporter, dans une circonscription où l'alternance joue régulièrement. La refondation de la gauche ne l'intéresse guère. Chirurgien à Falaise, il assure néanmoins que son cheminement politique doit beaucoup à... Claude Allègre. La lecture du livre de l'ancien ministre de l'éducation, *Les Audaces de la vérité* (Robert Laffont, 2001) aurait constitué pour lui « un déclic ». « Dans un monde qui a perdu la tête, dit-il, je crois comme lui au bon sens, à l'expérience. Il faut sortir du schéma traditionnel de l'énarchie et des professionnels de la politique. »

Jean-Jacques Lerosier

A Argenteuil, Robert Hue cherche à reconquérir l'électorat populaire perdu par le PCF

Talonné par son adversaire UMP, le président du Parti communiste subit la chute de la gauche dans sa circonscription. « Le rapport entre la politique et la société a changé », explique-t-il

MARDI 11 juin, 14 heures, devant l'hôpital d'Argenteuil (Val-d'Oise), au coin de la rue Lénine et de la rue du lieutenant-colonel-Proudhon. Une heure durant, Robert Hue tente de répondre à ceux qui, le reconnaissant, viennent lui soumettre leurs doléances et lui souhaiter bonne chance. D'autres passent leur chemin, refusant les tracts distribués par des sympathisants. L'hôpital est, pour le député sortant de la 5^e circonscription, une des étapes qui vont jaloner la campagne jusqu'à dimanche. Au programme : sorties d'écoles, visites d'entreprises et séances de porte à porte. A tous, le président du PCF répète : « Votez dimanche et mobilisez tous vos amis. Ne laissez pas la droite accaparer tous les sièges. »

Le combat d'entre les deux tours, Robert Hue a décidé de le mener d'abord contre l'abstention, qui est pour lui la première raison du mauvais résultat du 9 juin. « Elle est sur-tout le fait de l'électorat de gauche, estime-t-il. Les quartiers où j'ai fait mes meilleurs scores (près de 40 %) sont les plus populaires de ma circonscription, traditionnellement acquis à la gauche. Or, c'est là qu'on a enregistré aussi les plus forts taux

d'abstention – près de 50 % parfois. Il y a donc une vraie réserve de voix à gauche. »

Un autre élément a, selon lui, contribué à l'échec des communistes : le vote utile. « La peur de l'extrême droite et la frustration d'une victoire à la présidentielle ont poussé les électeurs de gauche à voter dès le premier tour pour un socialiste. D'autres partis en ont fait les frais, comme les Verts, le Pôle républicain ou encore

Au programme : sorties d'écoles, visites d'entreprises et porte-à-porte

l'extrême gauche. En revanche, lorsque la gauche est partie unie, comme ici, son candidat s'est souvent retrouvé en tête. » Au premier tour, M. Hue a totalisé 38,63 % des suffrages, face au maire (RPR) d'Argenteuil, Georges Mothron, crédité de 35,53 % sous l'étiquette UMP.

« Le PC a aussi été fortement pénalisé par son absence dans 72 circons-

criptions, pour cause de candidature unique », ajoute-t-il, en calculant : « Entre le 21 avril et aujourd'hui, le PC a progressé d'environ 250 000 voix, 5 000 dans le Val-d'Oise. » Pour autant, le président du PCF ne masque pas la difficulté. Dans le Val-d'Oise, son parti est passé de 11,06 %, en 1997, à 5,58 %. Il y a cinq ans, communistes et socialistes recueillaient ensemble 47,71 % dans la circonscription de M. Hue – presque dix points de plus qu'aujourd'hui.

« Notre électorat, qui se compose surtout de gens modestes, est touché de plein fouet par la crise sociale, explique le leader du PCF. Il en a tellement marre qu'il décroche, et ne va plus voter. Le rapport entre la politique et la société a changé. Aujourd'hui, l'intérêt particulier prime sur l'intérêt collectif. Ce n'est pas par égoïsme, c'est par désespoir. Adhérer à un parti politique, voter, c'est déjà une prise de conscience. Beaucoup n'en sont plus là. Et si, autrefois, nos scores étaient bien plus hauts, c'est qu'il existait une classe ouvrière structurée. Nous offrons un autre modèle de société, une alternative, même si elle n'a pas toujours été celle qui convenait. »

Militante de la première heure, Yolande, directrice d'école à la retraite, distribue des tracts dans les rues d'Argenteuil. L'avenir du parti la préoccupe ; elle avoue y réfléchir depuis longtemps. « Dans le passé, dit-elle, de grands partis ont disparu car ils ne collaient plus à la société en évolution, comme le MRP, le RPF de De Gaulle. La SFIO, mouvement ouvrier à ses débuts, a laissé la place, avec Mitterrand, à un PS reconstruit sur de nouvelles bases. Le PCF, lui, a pris du retard dans l'analyse de l'évolution de la société et le paradoxe, c'est qu'il n'est plus reconnu comme porteur de propositions humanistes, de justice et de progrès sociaux, alors que ces valeurs sont les fondements mêmes de sa création. »

Robert Hue, lui, brandit une fois encore la menace du Front national. « La droite, ici, fait de l'œil à l'extrême droite et mon adversaire ne pourra être élu sans elle », prédit-il. Mardi, le FN a publié un communiqué appelant ses électeurs à faire battre plusieurs leaders de la gauche. Le président du PCF figure, bien sûr, sur la liste.

Jacqueline Meillon

PARFUM D'ECOSSE

SINGLE MALT ABERLOUR

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

Rivalités au sein de l'UMP pour la présidence de l'Assemblée nationale

Edouard Balladur, Jean-Louis Debré, Philippe Douste-Blazy et Alain Juppé sont en lice. Jean-Pierre Raffarin a réuni, mardi 11 juin, les présidents des groupes sortants (RPR, UDF, DL) pour organiser la rentrée parlementaire et préparer l'entrée du nouveau parti du président au Palais-Bourbon

L'ÉLECTION, mardi 25 juin, du successeur de Raymond Forni à la présidence de l'Assemblée nationale constitue une première épreuve pour l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). Officiellement, et jusqu'au soir du second tour des élections législatives, personne n'est encore candidat au « perchoir ». « C'est comme à l'Académie française, il n'y a pas de candidat », s'amuse un habitué du Palais-Bourbon. En fait, la campagne a bel et bien commencé. Quatre hommes sont sur les rangs : Edouard Balladur, Jean-Louis Debré, Philippe Douste-Blazy et Alain Juppé (*Le Monde* du 18 mai).

Mardi 11 juin, un dîner a réuni le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, et les trois présidents des groupes de la droite et du centre de l'Assemblée nationale : M. Debré (RPR), M. Douste-Blazy (UDF) et François d'Aubert (DL), qui a remplacé Jean-François Mattei après la nomination de celui-ci au ministère de la santé. L'objectif était d'organiser la rentrée parlementaire et, surtout, de préparer la constitution d'un groupe commun de l'UMP au sein de la future Assemblée.

Dès la semaine prochaine, en

effet, vraisemblablement le mercredi 19 juin, les députés de l'UMP devront élire le président de leur groupe. Vu l'importance probable de celui-ci – quelque 400 députés venus d'horizons différents –, et donc la difficulté à le diriger, les prétendants sont peu nombreux. M. Juppé, qui vise la direction de l'UMP, a déjà confié qu'il préférerait s'occuper des « stratégies d'avenir » plutôt que de la « gestion quotidienne » des députés.

BRUIT DES ASSIETTES

Pour mieux montrer que l'UMP n'est pas un « RPR élargi », nombre de ses responsables plaident, en outre, pour que la présidence du groupe revienne à un député expérimenté et non issu du RPR. Le nom de Jacques Barrot, député (UDF) sortant de la Haute-Loire, est le plus souvent avancé. Déçu de ne pas avoir été appelé au gouvernement, le cofondateur, avec M. Raffarin, Dominique Perben et Michel Barnier, du club chiraquien Dialogue et initiative, obtiendrait ainsi une compensation.

L'élection à ce poste d'un centriste aurait, par ailleurs, l'avantage de dégager la voie du « perchoir » à



Quatre hommes sont sur les rangs pour l'élection, mardi 25 juin, du successeur de Raymond Forni au « perchoir ». Parmi eux, Edouard Balladur, qui devise ici avec Alain Juppé lors de l'allocation du président algérien, Abdelaziz Bouteflika devant l'Assemblée nationale, le 14 juin 2000.

un gaulliste. M. Juppé, qui n'a pas fait connaître ses intentions, trouverait sans doute à la présidence de l'Assemblée un poste à sa mesure. « Il vaudrait mieux pour tout le monde, à commencer par Raffarin, que Juppé trouve une place, sinon on ne va pas tarder à entendre le bruit des assiettes », plaide un minist-

tre proche du maire de Bordeaux. Au sein de l'UMP, plusieurs responsables, parmi lesquels Jérôme Monod, conseiller du président de la République, estiment toutefois que seul M. Juppé a l'autorité nécessaire pour prendre la tête du futur parti du président, constitué à l'automne prochain, et qu'il

devrait donc faire l'impasse sur l'Hôtel de Lassay.

Meurtri, lui aussi, de ne pas avoir été payé de retour pour sa fidélité à M. Chirac, M. Debré a entrepris de son côté une discrète campagne en envoyant ses félicitations aux députés déjà élus et ses encouragements aux candidats de l'UMP encore en ballottage. Fort de sa réélection dès le premier tour à Paris, M. Balladur fait de même. Dès lundi 10 juin, l'ancien premier ministre a réuni l'ensemble des candidats parisiens de l'UMP pour organiser la campagne du second tour et apporter un soutien à ceux qui en ont le plus besoin. Dès le 4 juin, il avait déjà invité à un « déjeuner

de réconciliation » les principaux responsables de la droite parisienne, parmi lesquels l'ancien maire, Jean Tiberi. Chaque jour, M. Balladur se rend au minimum dans une circonscription parisienne et dans un département d'Ile-de-France. Interrogé sur ses intentions, mercredi 12 juin, sur Europe 1, le député de Paris a simplement répondu : « Je ferai connaître ma décision le moment venu, mais elle est prise et elle est définitive, bien entendu. » M. Balladur a aussi indiqué que le poste de président de l'Assemblée nationale, compte tenu de la bipolarisation droite-gauche, devait « changer de contenu ».

Chacun à leur manière, MM. Debré et Balladur font valoir leurs atouts : le travail effectué auprès des députés de la précédente législature, pour le premier ; l'image consensuelle qu'il revendique notamment auprès des députés centristes et libéraux, pour le second. Mais plusieurs inconnues subsistent encore. Y aura-t-il des primaires au sein de l'UMP ? Si l'UDF parvient à constituer un groupe, sera-t-elle invitée à procéder au choix du candidat à la présidence de l'Assemblée ? Enfin, quelle solution trouver pour le quatrième prétendant, M. Douste-Blazy ? Chiraquien de la première heure au sein de l'UDF, le maire de Toulouse reste lui aussi inemployé à ce jour. Mais il demeure très exigeant.

Raphaëlle Bacqué et Jean-Louis Saux

M. Raffarin et M. Chirac divergent sur le sort de M. Donnedieu de Vabres

DANS la perspective du remaniement gouvernemental qui doit intervenir après le second tour des élections législatives, l'une des principales questions restant en suspens est le sort qui sera réservé à Renaud Donnedieu de Vabres. Le ministre délégué aux affaires européennes, mis en examen depuis 1998 pour « blanchiment » et « infraction à la législation sur les partis politiques », mais qui avait demandé l'annulation de la procédure, devait connaître, mercredi après-midi 12 juin, la réponse de la Cour de cassation.

Selon nos informations, l'Elysée et Matignon ne sont pas d'accord sur les conséquences à tirer d'une validation du dossier, qui ouvrirait la voie à un possible renvoi du ministre devant le tribunal correctionnel. Le premier ministre serait favorable, dans cette hypothèse, à l'application de la « jurisprudence Bérégovoy-Balladur », c'est-à-dire à la démission de M. Donnedieu de Vabres, qui pourrait alors être remplacé par l'actuel ministre délégué aux libertés locales, Patrick Devedjian. Sans préjuger de la position personnelle du chef de l'Etat, il semblait que plusieurs proches de Jacques Chirac – et de l'ancien secrétaire général de l'Elysée, Dominique Villepin, actuel ministre des affaires étrangères –, plaideraient, en revanche, pour le maintien au gouvernement de M. Donnedieu de Vabres.

Dès le 8 mai, au lendemain de l'annonce la composition de son gouvernement, M. Raffarin avait clairement indiqué que son équipe était « à compléter ». Le premier ministre avait alors précisé que l'industrie, la famille, le logement, et les anciens combattants, devraient être pourvus d'un ministre délégué ou d'un secrétaire d'Etat après les législatives. Les résultats du 9 juin ont dégagé l'horizon. La victoire de la droite est assurée ; et la perspective de voir l'UMP détenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale a éloigné la nécessité de devoir négocier avec François Bayrou l'éventuelle nomination de certains de ses proches.

Dans le même temps, la perspective d'une large victoire a avivé les tensions. Philippe Douste-Blazy, qui avait renoncé à l'éducation nationale en mettant en avant son attachement à son mandat de maire de Toulouse, se montre particulièrement exigeant. Candidat non

déclaré au perchoir, il n'envisage de reporter ses ambitions sur un portefeuille ministériel que s'il couvre un périmètre très étendu. Or, le premier ministre, qui expliquait avoir bâti son gouvernement autour des « deux points d'appui » que sont « la sécurité et le dialogue social », s'est jusqu'à présent refusé à envisager d'en modifier l'architecture.

« Sauf coup de théâtre », comme on l'indique à Matignon, le remaniement ne devrait donc déboucher que sur la création de postes de secrétaires d'Etat, voire de ministres délégués. Les noms les plus fréquemment cités sont ceux

Le premier ministre en campagne à Paris

Avant de se rendre à Montauban (Tarn-et-Garonne), et probablement en Corrèze, jeudi 13 juin, le premier ministre devait poursuivre, mercredi, ses déplacements dans des circonscriptions parisiennes. A l'issue du conseil des ministres, le chef du gouvernement devait se rendre dans la 11^e circonscription, pour prêter main-forte à la secrétaire d'Etat Dominique Versini, avant d'aller soutenir, en fin d'après-midi, Xavier Chirac dans la 18^e circonscription de la capitale, puis Patrick Stefanini dans la 17^e. Après Meaux (Seine-et-Marne), où il a apporté son soutien, mardi matin, à l'ancien ministre des sports, Guy Drut, et au porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé, le premier ministre a accompagné Jacques Toubon dans la 10^e circonscription de Paris, où l'ancien garde des sceaux affronte le député PS sortant Serge Blisko.

de Pierre Bédier pour le logement, de Pierre-André Wiltzer pour le commerce extérieur, des anciennes conseillères de Jacques Chirac, Valérie Pécresse ou Valérie Terranova, à la famille, s'il devait renoncer à la présidence du groupe UMP, le centriste Jacques Barrot pourrait se voir proposer l'industrie. Parmi les autres personnalités qui pourraient faire leur entrée au gouvernement, on cite également le député des Yvelines issu de Démocratie libérale, Pierre Lequiller, le sénateur UDF Jean-Paul Virapoulé et le député centriste Marc-Philippe Daubresse.

Jean-Baptiste de Montvalon



NOKIA 9210i Communicator

Plus fort, plus vite, plus proche ! Le nouveau Nokia 9210i Communicator vous fait dépasser toutes les bornes.

Plus fort, avec tout votre bureau situé dans votre poche. En quelques instants, il vous connecte à vos e-mails, à Internet et à votre agenda. Il vous ouvre les portes du traitement de texte et des tableurs. Le tout sur un grand écran en couleur. Il vous permet aussi d'envoyer des télécopies et bien sûr de téléphoner.

Plus vite, avec plus de mémoire et un nouveau navigateur Internet qui supporte la technologie Java™.

Plus proche, avec pour personnaliser votre Nokia 9210i Communicator, de nouvelles applications professionnelles et des jeux téléchargeables sur le www.nokia.com

Avec le Nokia 9210i Communicator, vous allez vous élever.

Dépassez toutes les bornes

plus vite



ViaMichelin

Le Guide Rouge Michelin en version électronique est disponible pour le nouveau Nokia 9210i Communicator... découvrez-le !



NOKIA

CONNECTING PEOPLE

www.nokia.fr

Jean-Paul Delevoye, ministre de la fonction publique

« Je dénonce sans hésitation l'impasse que représente le vote en faveur du FN »

NOUS publions ci-dessous un entretien avec M. Delevoye, dont le texte a été relu et approuvé par lui.

Comment analysez-vous le résultat des élections législatives dans votre département, le Pas-de-Calais, où l'on assiste, au second tour, à un duel entre la gauche et le Front national dans quatre circonscriptions ?

Cette confrontation résulte de l'absence de la droite républicaine. Dans ces circonscriptions, qui recouvrent le bassin minier, l'alternative que représente la droite n'est pas encore jugée assez crédible. Aussi, le vote en faveur du Front national est-il utilisé pour condamner la politique de la gauche et exprimer une douleur de vivre. Ce phénomène est particulièrement identifiable dans les fiefs communistes, où de nombreux citoyens sont passés directement du vote en faveur de l'extrême gauche à un vote en faveur de l'extrême droite. Je condamne naturellement cette propension du Front national à exploiter et à s'approprier la douleur des gens.

Que dites-vous aux électeurs de droite qui, dans ces circonscriptions, n'ont le choix qu'entre un candidat du PS et un candidat du FN ?

Je dénonce sans aucune hésitation l'impasse que représente le vote en faveur du FN. A la demande du député socialiste sortant de la 14^e circonscription, Albert Facon, je peux vous préciser que je lui ai transmis, dès le lendemain du premier tour, les consignes de l'UMP et que je l'ai autorisé à les utiliser, s'il le souhaite, dans son matériel électoral. Ces consignes sont les suivantes : « L'UMP rappelle à ses candidats que toute entente directe ou indirecte avec les mouvements extrémistes serait inacceptable et qu'elle les placerait en dehors de la majorité présidentielle. » La candidate de l'UMP dans cette circonscription, Muriel Bury, a

d'ailleurs aussitôt appelé à faire barrage au Front national. Il n'y a donc ni confusion, ni compromission, ni faiblesse de notre part à l'égard du FN.

Vous dites « faire barrage au FN ». Vous ne pouvez pas dire « voter socialiste », comme la gauche a appelé à voter pour Jacques Chirac, au second tour de l'élection présidentielle ?

Les gens comprennent ce que veut dire faire barrage au Front national. Je ne sais pas s'il faut être plus explicite. S'il le fallait, je n'hésiterais pas personnellement à m'engager publiquement.



« L'honneur du bassin minier commande de faire en sorte que le FN soit en baisse dimanche prochain »
JEAN-PAUL DELEVOYE

Vous faites campagne pour le second tour, mais pas dans les circonscriptions où le PS est opposé au FN. Pourquoi ?

Parce que, précisément, nous n'avons plus de candidats. Mais je le dis très clairement, par votre intermédiaire, aux électeurs de Cambrin, Liévin, Lens ou Hénin-Beaumont : l'honneur du bassin minier commande de faire en sorte que le Front national soit en baisse dimanche prochain par rapport au premier tour.

Si vous étiez électeur dans l'une de ces circonscriptions, pour qui voteriez-vous ?

Un candidat socialiste à plus de 40 % au premier tour, qui dispose de réserve à gauche pour le second, a les moyens de gagner l'élection. Pour ce qui me concerne, si un duel PS-FN avait eu lieu dans ma commune de Bapaume, je n'aurais pas fui mes responsabilités, je n'aurais pas hésité à accueillir le candidat socialiste dans ma mairie.

Propos recueillis par
Jean-Louis Saux

A Lyon, l'affaiblissement de Charles Millon au premier tour renforce l'UMP face à la gauche

LYON

de notre correspondante

Charles Millon a-t-il décroché le soutien de l'UMP ? Le candidat dans la 7^e circonscription l'affirme, les responsables départementaux du RPR démentent. En tout cas, Charles Millon, qui sera opposé au second tour à l'ancien ministre socialiste Jean-Jack Queyranne, a décidé d'apposer le sigle de l'UMP sur toutes ses affiches ainsi que la mention « soutien officiel de la majorité présidentielle ».

Pour toute explication, l'ancien président de la région Rhône-Alpes renvoie aux propos de Jean-Claude Gaudin, président de la commission des investitures, qui avait déclaré, lundi 10 juin, que « Charles Millon appartient à la majorité présidentielle. Il peut s'y référer et attendre le soutien des formations qui la composent ». « Charles Millon ne figure pas sur la liste des 500 élus bénéficiant du soutien de l'UMP. Une telle décision ferait voler en éclat l'accord de désistement passé entre l'UMP et François Bayrou », relève un responsable du RPR du Rhône. La décision de l'UMP, si elle était confirmée, aurait de fâcheuses conséquences au plan local.

FIN DU « MILLONISME »

En effet, dès l'annonce des résultats du premier tour des législatives dans le Rhône, marqué par l'échec des candidats investis à Lyon par M. Millon, UDF et RPR ont fêté la fin du « millonisme » et choisi la neutralité pour le second tour, ne se prononçant ni pour M. Millon ni pour M. Queyranne. Pariant sur l'isolement et la défaite de M. Millon, la droite lyonnaise, ressoudée, espère trouver le chemin de la reconquête des électeurs. Aux municipales de mars 2001, RPR et UDF avaient été devancés au premier tour par les listes millo-

nistes, obligeant les uns à s'allier avec leur adversaire, contraignant les autres à se retirer de la course. Dans la confusion, le sénateur socialiste Gérard Collomb avait emporté la mairie de Lyon ainsi que la présidence de la communauté urbaine. Depuis, RPR et UDF subissent à la fois la suprématie de M. Millon, qui s'est érigé en leader de la droite lyonnaise, et les ruses de M. Collomb, qui a réussi à s'assurer une majorité à la communauté urbaine en offrant au RPR et à l'UDF des vice-présidences.

Dès lundi, deux représentants locaux de la majorité présidentielle ont tenté de profiter de l'avantage des législatives pour s'assurer le leadership de la droite. Au cours d'un conseil de la communauté urbaine de Lyon, Jean-Michel Dubernard et Christian Philip, candidats UMP en ballottage favorable dans les 3^e et 4^e circonscriptions du Rhône, ont annoncé la création d'un groupe UMP « clairement dans l'opposition aux exécutifs dirigés par Gérard Collomb ». Les deux initiateurs espèrent ainsi mettre fin à « la collaboration de la droite locale avec l'exécutif socialiste », selon l'expression de M. Philip. Mais cette initiative est jugée « prématurée » par l'UDF et le RPR, qui auraient préféré attendre la défaite éventuelle de M. Millon pour convaincre ses élus de se rallier à l'UMP afin de mettre M. Collomb en minorité. A la région, les élus RPR et apparentés ont entrepris mardi 11 juin la même démarche. Le PS, de son côté, a aussitôt dénoncé l'esprit de « revanche des perdants » aux municipales.

Sous couvert de rassemblement, RPR et UDF commencent à se déchirer pour prendre la direction de la future majorité présidentielle locale.

Sophie Landrin

Dans plusieurs départements, l'abstention n'explique pas seule le net recul du Front national

La volonté d'empêcher une nouvelle cohabitation, la faible implantation du FN et l'enracinement des députés sortants ont permis d'endiguer la poussée de l'extrême droite à la présidentielle

SI LE FORT TAUX d'abstention (35,58 %) au premier tour des élections législatives explique, pour une bonne part, le coup d'arrêt à l'ascension du Front national, dimanche 9 juin, l'explication doit être nuancée. Dans cinq départements limitrophes (Ardèche, Aveyron, Cantal, Haute-Loire et Lozère), les candidats du FN ont subi une forte érosion par rapport au résultat de Jean-Marie Le Pen, le 21 avril, bien que la participation, dimanche, y ait été plus élevée que la moyenne nationale.

Le constat est particulièrement net en Lozère (28,06 % d'abstention), où les postulants du FN des deux circonscriptions accusent, en moyenne, une déperdition de 8,25 points. Avec respectivement 4,36 % et 6,41 %, Bernadette Couvreur et François Pardigon n'ont même pas pu maintenir le niveau atteint par leur parti au premier tour des élections législatives de 1997. Et ce n'est pas la présence très symbolique, dimanche 9 juin, des représentants du Mouvement national républicain (moins de 2 %) qui explique, à elle seule, ce revers pour le parti de Jean-Marie Le Pen.

Dans la Haute-Loire (32,46 % d'abstention), les candidats FN des deux circonscriptions ont enregistré une baisse moyenne de 7,58 points par rapport à la présidentielle. Toujours en Auvergne, le Cantal (31,21 % d'abstention) reproduit une courbe quasi à l'identique. Dans les deux circonscriptions, le FN a régressé, en moyenne, de 7,35 points, ce qui devrait assurer aux deux députés sortants de droite une réélection sans histoire.

« Dans ces cinq départements, pour la plupart marqués très à droite, les électeurs ont, avant tout, voulu faire battre la gauche, estime Carl Lang, secrétaire général du FN. Notre implantation n'y est pas forte, ce qui entraîne une certaine fluidité des choix d'un scrutin à l'autre. » D'une manière générale, les candidats de la majorité présidentielle en lice n'ont pas axé uniformément leur campagne sur le thème de la sécurité pour plagier les thèmes cardinaux de l'extrême droite.

Ironie du sort, Pierre Hugon (UMP), soutenu par Jacques Blanc, sénateur de la Lozère et président de la région Languedoc-

Roussillon, qui a passé des accords locaux avec le FN, a été devancé de 437 voix par un RPR dissident, Francis Saint-Léger, dans la circonscription de Mende.

La bonne tenue des prétendants de droite s'explique d'abord « par

« Les électeurs ont, avant tout, voulu faire battre la gauche »

CARL LANG,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU FN

leur forte implantation locale », explique Stéphane Wahnich, directeur de l'institut d'études sociologiques SCP communication et co-auteur de l'ouvrage *Le Pen-les mots* (Le Monde édition, 1997). Pour preuve, dans la Haute-Loire, Jacques Barrot (UMP-UDF) est le député du Puy-Est depuis 1967 et Jean Proriot (UMP-DL) celui du Puy-Ouest depuis 1978. Dans le Cantal, Yves Coussain (UMP-

UDF) représente la circonscription d'Aurillac depuis 1988 et Alain Marleix (UMP-RPR) celle de Saint-Flour depuis 1993. « Les électeurs de ces départements fortement désindustrialisés, qui avaient apporté leurs voix au FN à l'élection présidentielle, ont choisi, dimanche, de manifester une cohérence républicaine », observe M. Wahnich. Cela ne signifie pas qu'ils abandonnent définitivement l'extrême droite. »

Sur ces terres rurales, M. Wahnich met aussi en avant « les arguments moraux » qui auraient pesé sur les consciences après « le choc du premier tour de la présidentielle ». Ce constat l'amène à penser que « la diabolisation de Le Pen a fonctionné » auprès d'un électeurat plus vieux que la moyenne et « rétif à la modernité ». En revanche, il doute que les actions médiatiques du ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, aient pu marquer les esprits : « Je n'y crois pas. Ce qui a joué, outre la proximité des élus de droite, c'est la volonté des gens d'accorder une chance à Jacques Chirac et à son gouvernement. »

Elie Barth

JAÏPUR
HOMME

BOUCHERON
PARIS

www.frou.bez.nac.m

Seules dix triangulaires auront lieu, dont neuf avec un candidat du Front national

Au total, ce sont 1 045 prétendants qui se présenteront aux suffrages des électeurs dans les 519 circonscriptions restant à pourvoir

LA DROITE comme la gauche se sont efforcées de limiter les affrontements dans leurs camps respectifs pour le second tour des élections législatives, qui se tiendra dimanche 16 juin. Après le premier tour, 37 triangulaires se profilaient. En définitive, seules 10 circonscriptions mettront aux prises trois candidats ; dans neuf d'entre elles, un représentant du Front

national (FN) sera en lice. Le candidat du PS s'est retiré dans la 4^e circonscription du Vaucluse, laissant face à face Thierry Mariani (UMP-RPR) et Jacques Bompard, maire (FN) d'Orange.

Au total, ce sont donc 1 045 candidats qui se présenteront aux suffrages des électeurs dans les 519 circonscriptions restant à pourvoir. Trois d'entre eux sont d'ores

et déjà assurés d'être élus, puisqu'ils resteront seuls en lice : Françoise de Panafieu (RPR), dans la 16^e circonscription de Paris, qui s'était présentée face au député (RPR) sortant investi par l'UMP, Bernard Pons ; Georges Hage (PCF), dans la 16^e du Nord, qui deviendra, à 81 ans, le doyen de l'Assemblée nationale ; Patrick Roy (PS), dans la 19^e du Nord.

Dans sept circonscriptions, deux candidats de droite resteront face à face, comme dans la 15^e de Paris, qui verra s'affronter Gilbert Gantier (UDF) et Laurent Dominati (UMP-div. d.). Dans la 3^e circonscription des Yvelines, l'UMP a décidé d'investir au second tour la députée sortante, Anne-Marie Idrac, qui s'était présentée au premier tour avec l'investiture de l'UDF. Le candidat de l'UMP, Philippe Brillault, arrivé en deuxième position, a décidé de se maintenir.

Les retraits des candidats de l'UMP bénéficieront notamment à deux représentants du RPF de Charles Pasqua : Arsène Lux, dans la 2^e circonscription de la Meuse, et Philippe Pémezec, dans la 12^e des Hauts-de-Seine. En revanche, les blessures non cicatrisées des précédentes campagnes électorales ont abouti au maintien de deux candidats de droite dans la 5^e circonscription des Hauts-de-Seine : Patrick Balkany (div. d.), arrivé en tête au premier tour, affrontera à la fois Olivier de Chazeaux (UMP-RPR), qu'il n'avait devancé que de 119 voix, et Gilles Catoire (PS).

Patrick Roger

Les dix triangulaires du second tour

● Alpes-Maritimes

— 2^e circonscription (Nice-IV, V, VI, VII) : Muriel Marland (UMP-UDF), 33,68 % ; Patrick Mottard (PS), 26,61 % ; Marie-France Stirbois (FN), 23,02 %.

● Bouches-du-Rhône

— 8^e circonscription (Marseille, parties des 11^e, 12^e et 13^e arr.) : Christophe Masse (PS), 35,66 % ; Jacques Rocca-Serra (UMP-UDF), 16,35 % ; Stéphane Durbecq (FN), 21,09 %.

● Gard

— 2^e circonscription (Vauvert) : Alain Fabre-Pujol (PS), 27,86 % ; Florence Berthezène (FN), 21,74 % ; Etienne Mourrut (UMP-RPR), 20,79 %.

— 3^e circonscription

(Villeneuve-lès-Avignon) : Jean-Marc Roubaud (UMP-RPR), 25,7 % ; Gérard Revol (PS), 24,95 % ; François Bonnieux (FN), 20,01 %.

● Hérault

— 6^e circonscription (Béziers) : Paul-Henri Cugnenc (UMP-RPR), 31,32 % ; Alain Barrau (PS), 26,87 % ; Francine Lopez-Commengue (FN), 21,77 %.

— 7^e circonscription (Sète) :

François Commeinhes (UMP-div. d.), 28,16 % ; François Liberti (PCF), 20,30 % ; Jean-Claude Martinez (FN), 20,13 %.

● Rhône

— 13^e circonscription (Meyzieu, Saint-Priest) : Martine David (PS),

33,01 % ; Bruno Gollnisch (FN), 23,23 % ; Anne-Marie Dubost (UMP-RPR), 21,33 %.

● Var

— 4^e circonscription (Draguignan) : Jean-Michel Couve (UMP-RPR), 42,88 % ; Christian Martin (PS), 25,49 % ; Michèle Dutoya (FN), 20,13 %.

— 6^e circonscription (Le Beausset, Brignoles) : Josette Pons (UMP-DL), 31,33 % ; Hélène Turdy (FN), 20,61 % ; Guy Menut (PS), 20,42 %.

● Hauts-de-Seine

— 5^e circonscription (Levallois-Perret) : Patrick Balkany (div. d.), 26,89 % ; Olivier de Chazeaux (UMP-RPR), 26,58 % ; Gilles Catoire (PS), 22,45 %.



NOUVELLE JAZZ



Turbulences au sein du Forum « Toute la gauche »

LA RECONSTRUCTION de la gauche, engagée notamment par les revues *Regards*, *Mouvements*, *Multitudes*, les Verts, Act Up, les refondateurs communistes, des socialistes et d'autres acteurs du mouvement social, nécessitera un peu de diplomatie. Clémentine Autain (app. communiste) et Roger Martelli, de la revue *Regards*, en particulier, ont vivement réagi, mercredi 12 juin, à l'entretien accordé au *Monde* (daté 12 juin) par le Vert Noël Mamère. « *Le Forum "Toute la gauche" n'est pas une initiative exclusive des Verts, ce que l'on pouvait croire. Ce type de forum est fragile, il rassemble des gens venus de tous horizons qui doivent être respectés* », précise Clémentine Autain. La conseillère de Paris estime que les Verts, qui redoutent l'hégémonie du Parti socialiste, ne doivent pas adopter la même attitude avec leurs partenaires du Forum, signataires d'un texte commun dans *Libération* du 29 mai.

DÉPÊCHES

■ **EXTREME DROITE** : le président du Front national, Jean-Marie Le Pen a ajouté, mardi 11 juin, à la liste des candidats dont il souhaite la défaite le 16 juin, Michel Vauzelle, le président socialiste de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

■ **La coordination lyonnaise de vigilance face à l'extrême droite**, qui rassemble une quarantaine d'associations, dont le MRAP, la LDH, et la LCR, a appelé, mardi 11 juin, à « battre les candidats de l'extrême droite et leurs alliés », citant Bruno Gollnisch (FN, 13^e du Rhône) et Charles Millon (DVD, 7^e du Rhône). Se réjouissant, dans un communiqué, « de la baisse du score de l'extrême droite », la coordination estime cependant qu'elle « ne signifie pas la fin de l'extrême droite ni le recul de ses idées ».

■ **Une nouvelle antifasciste de 12 pages**, intitulée *Matin Brun* et vendue un euro, (Editions Cheyne) s'est glissée dans la semaine du 2 au 8 juin au quatrième rang des ventes en France, au plus grand plaisir de son auteur, Franck Pavloff, écrivain grenoblois « citoyen » qui a abandonné ses droits sur ce livre pour en assurer la plus grande diffusion.

■ **JUSTICE** : le tribunal de grande instance de Paris a condamné, jeudi 6 juin, Michèle Sabban, vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France et secrétaire nationale aux droits des femmes au PS, à combler personnellement le passif de l'association Comité pour l'aménagement du temps de travail et de loisirs (Catral), qu'elle présidait depuis septembre 1998. Le tribunal lui a reproché d'avoir fait exécuter un audit pour 50 894 euros, alors qu'un autre venait d'être réalisé à la demande du conseil régional.

■ **CONJONCTURE** : les prix de détail en France ont augmenté de 0,1 % en mai après une hausse de 0,4 % en avril. Sur un an, ils n'affichent plus qu'une progression de 1,4 % contre 2 % à fin avril, selon les chiffres provisoires de l'Insee, publiés mercredi 12 juin.

Quatre élections cantonales partielles

AIN

Bellegarde-sur-Valserine (premier tour).

I., 9 850 ; *V.*, 5 846 ; *A.*, 40,65 % ; *E.*, 5 716.

Ball. : Guy Larmanjat, PS, 1 710 (29,92 %) ; Patrick Perréard, div. m. de Châtillon-en-Michaille, 1 644 (28,76 %) ; Roger Petit, UMP, m. de Bellegarde-sur-Valserine, 1 515 (26,50 %).

Elim. : Olivier Wissa, FN, c. r., 593 (10,37 %) ; Claude Blanchet, PS, 217 (3,80 %) ; Jean Pelletier, MNR, 37 (0,65 %).

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Gérard Armand (RPR), récemment décédé. Figure emblématique de Bellegarde-sur-Valserine, dont il était aussi maire, conseiller régional, ancien député, Gérard Armand avait été élu à l'assemblée départementale en 1979 et constamment réélu depuis. Roger Petit, son successeur à la mairie, se trouve en position difficile : il perd plus de 700 voix par rapport au score réalisé par son prédécesseur au premier tour des cantonales de 1998 et se trouve devancé à la fois par Guy Larmanjat (PS), qui pourrait bénéficier au second tour de l'apport des voix du PCF dans un canton autrefois communiste, et par le maire de Châtillon-en-Michaille, Patrick Perréard (div.).

15 mars 1998 : *I.*, 9 748 ; *V.*, 5 267 ; *A.*, 45,97 % ; *E.*, 5 035 ; Gérard Armand, RPR, c. g. m., 2 259 (44,87 %) ; Guy Larmanjat, PS, 1 473 (29,26 %) ; Georges Rousseau, FN, c. m., 880 (17,48 %) ; Georges Mossaz, PCF, 423 (8,40 %).]

CORSE-DU-SUD

Sartène (premier tour).

I., 2 916 ; *V.*, 2 412 ; *A.*, 17,28 % ; *E.*, 2 296.

Ball. : Betty Tramoni, div. g., 991 (43,16 %) ; Jean Matteaccioni, div. d., 511 (22,26 %) ; Antoine Mondoloni, rég., 355 (15,46 %) ; Paul Quilichini, div. d., 310 (13,50 %).

Elim. : Xavier Mondoloni, div. g., 129 (5,62 %).

[Betty Tramoni (div. g.) arrive en tête de cette élection partielle provoquée par le décès de son mari, Paul Tramoni (div. g.), le 30 mars. Elle était soutenue par l'ensemble des partis de gauche et sera opposée au second tour à Jean Matteaccioni (div. d.), qui revendique le soutien de l'UMP.

11 mars 2001 : *I.*, 2 890 ; *V.*, 2 734 ; *A.*, 5,40 % ; *E.*, 2 691 ; Paul-Jérôme Tramoni, PCF, 1 219 (45,30 %) ; Jean Jalpi, RPR, c. t., 780 (28,99 %) ; Xavier Mondoloni, div. g., 692 (25,72 %).]

HAUTE-GARONNE

Cintegabelle (premier tour).

I., 3 847 ; *V.*, 2 949 ; *A.*, 23,34 % ; *E.*, 2 813.

Christian Brunet, PS, m. de Cintegabelle, 1 496 (53,18 %)...

ÉLU André Mistou, RPR, 764 (27,16 %) ; Serge Laroze, FN, 289 (10,27 %) ; Nadine Stoll, PCF, 104 (3,70 %) ; Jean-Michel Audoin, LCR, 95 (3,38 %) ; Philippe Hubert, P. rép., 51 (1,81 %) ; Christian Dancale, div., 14 (0,50 %).

[Christian Brunet (PS), maire de Cintegabelle, succède à Lionel Jospin, qui avait démissionné de toutes ses fonctions politiques après sa défaite au premier tour de l'élection présidentielle. Le nouveau conseiller général est également délégué CGT de l'usine SNPE de Toulouse, menacée de fermeture après l'explosion de l'usine AZF, le 21 septembre 2001.

15 mars 1998 : *I.*, 3 497 ; *V.*, 2 699 ; *A.*, 22,82 % ; *E.*, 2 581 ; Lionel Jospin, PS, 1 567 (60,71 %) ; Jean-Pierre Dumas, div. d., 534 (20,69 %) ; Armand Delamare, FN, 298 (11,55 %) ; Marius Courtin, PCF, 150 (5,81 %) ; Christian Dancale, div., 26 (1,01 %) ; Bernard Guégan, div. g., 6 (0,23 %).]

PAS-DE-CALAIS

Barlin (premier tour).

I., 13 524 ; *V.*, 8 104 ; *A.*, 40,08 % ; *E.*, 7 490.

Michel Dagbert, PS, adj. m. de Barlin, 4 318 (57,65 %)...

ÉLU Jean-Baptiste Morchipont, FN, 1 318 (17,60 %) ; Jean-Pierre Courcheville, PCF, c. m. de Barlin, 1 118 (14,93 %) ; Patrice Besnard, Verts, 736 (9,83 %).

[Michel Dagbert (PS) succède dès le premier tour à Joseph Brabant (PS), décédé début mai, qui occupait le poste depuis 1985. M. Dagbert, qui était également le premier adjoint de M. Brabant à la mairie de Barlin, était donné favori dans ce canton ancré à gauche. Le seul candidat de droite, Jean-Baptiste Morchipont (FN), par ailleurs candidat aux législatives, arrive en deuxième position, mais loin derrière M. Dagbert.

15 mars 1998 : *I.*, 13 155 ; *V.*, 8 030 ; *A.*, 38,96 % ; *E.*, 7 562 ; Joseph Brabant, PS, m., 3 980 (52,63 %) ; Jean-Pierre Picard, FN, 986 (13,04 %) ; Christian Brayelle, PCF, adj. m., 908 (12,01 %) ; Alain Blanquin, Verts, adj. m., 647 (8,56 %) ; Jean Dagouneau, div. d., 558 (7,38 %) ; Louis Wimille, UDF-DL, 483 (6,39 %).]

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

A la veille du **BACCALAURÉAT CUVÉE 2002**, Stéphane Beaud, maître de recherches en sociologie à l'université de Nantes et chercheur associé au laboratoire de sciences sociales de l'École normale supérieure fait le

point sur la démocratisation scolaire et ses ratés. « La politique des 80 % a ancré dans la tête des jeunes l'idée qu'il existe une seule voie normale qui, pour beaucoup, s'est transformée en **MIRAGE** », déclare-t-il. Xavier Dar-

cos, nouveau ministre délégué à l'enseignement scolaire, juge pour sa part que cet objectif, affiché par la loi Jospin de 1989, de conduire **80 % DE CHAQUE CLASSE D'ÂGE** au baccalauréat n'est « pas réaliste ». Ber-

trand, Rachid ou Damien ont en commun d'avoir été les premiers de leurs familles à décrocher le bac, alors que leurs parents avaient arrêté l'école très tôt. Ils racontent **AVEC FIERTÉ** leur parcours.

Le baccalauréat pour tous, mirage de la démocratisation scolaire ?

A la veille de l'ouverture de la session 2002, le nouveau ministre délégué à l'enseignement scolaire, Xavier Darcos, juge irréalistes les objectifs affichés par les précédents gouvernements. Le sociologue Stéphane Beaud décrit les « ambivalences et les contradictions » de la massification du lycée

Vous expliquez dans votre livre que les enfants de la démocratisation scolaire, issus des milieux populaires et des cités ouvrières, ne vivent ni dans la réussite ni dans l'échec complet, mais dans un fragile entre-deux. Quels sont les aspects positifs de la politique des 80 % au niveau du bac ?

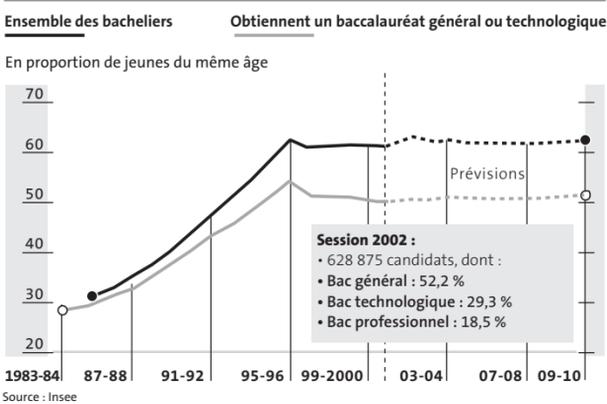
Rappelons l'objectif premier des 80 % au bac : dans un contexte de crise de la compétitivité de l'industrie française et de chômage des jeunes, il s'agit d'élever le niveau général de formation de la nation et d'imiter le modèle japonais des ouvriers bacheliers. Grâce à l'abaissement de la barrière à l'entrée de la seconde, un certain nombre de jeunes ont pu échapper au lycée professionnel, découvrir le lycée, se frotter à la culture légitime, etc. Dans les établissements de recrutement social diversifié, ils rencontrent l'altérité sociale (le monde des « bourgeois », comme ils le disent). Etant donné la ségrégation spatiale croissante, la rarefaction des brassages sociaux, ce choc est brutal dans le rapport au langage, la découverte des privilèges des enfants de « riches ». Mais les jeunes apprennent à se parler, écoutent, comprennent peu à peu, au contact des autres, que le « langage de la rue » les dessert. En trois ou quatre ans de lycée, même s'ils

n'apparaissent pas comme des bons élèves, ils accèdent partiellement à la culture légitime, changent dans leurs manières d'être (en témoigne une anecdote : la diffusion des lunettes d'intellos chez les garçons), apprennent à se contrôler, à fournir des efforts scolaires. Ainsi un jeune bachelier enquêté confiait-il à sa prof, avec fierté, juste après son bac : « J'ai plus travaillé pendant trois mois que dans toute ma scolarité depuis la sixième. » Il y a donc des effets diffus et notables de cette socialisation lycéenne.

En même temps, vous décrivez des jeunes bacheliers très fragilisés, échouant en fac, ou devant se contenter d'emplois non qualifiés. Quels sont les ratés de la démocratisation ?

La démocratisation comporte des ambivalences et des contradictions. Pierre Merle parle de « démocratisation ségrégative ». La sélection scolaire, qui ne s'opère plus au collège, a été différée au lycée, entre les filières. La filière S reste celle de l'excellence et d'un recrutement social privilégié. A l'inverse, la filière technologique STT s'est proliférée et fait figure de repoussoir. Au milieu, on trouve les filières L et ES avec une progression des milieux populaires. Dans mon enquête, je me suis surtout intéressé aux effets psychologi-

62 % DE BACHELIERS PAR CLASSE D'ÂGE



ques, importants, que les 80 % ont eu sur ces jeunes. Beaucoup d'entre eux savent qu'ils sont entrés au lycée avec de petites moyennes. Ils ont réussi à s'y maintenir sans beaucoup travailler, ne s'y sentent pas entièrement à leur place, restent éloignés de la culture scolaire, ont de grandes difficultés à l'écrit.

C'est l'une des principales contradictions qui les taraude : que signifie être en L et ne pas aimer lire ? On a minimisé ce coût psychologique. Ces élèves craignent aussi de décevoir un jour les espérances de leurs parents. La plus grande criti-

que que l'on puisse faire à la massification, c'est que ces enfants de la démocratisation ne peuvent pas s'appuyer sur un socle scolaire suffisant. Ils ont conscience de leur fragilité : ils demandent des dossiers de BTS au dernier moment, avec l'espoir que le lycée, où ils sont soutenus par les enseignants, continue à les protéger encore deux ans.

Ceux qui ne sont pas acceptés en BTS prennent alors la fac comme « une roue de secours ». Mais, à l'université, leurs lacunes se payent comptant parce qu'il faut

savoir y travailler de manière autonome.

Comment les familles populaires ont-elles compris les 80 % ?

Elles l'ont réinterprété en faveur des filières générales. De 1985 à 1995, années de forte démocratisation, le mot d'ordre, dans les usines, était : « Il faut plus de bagages, pour devenir technicien. » Les parents ouvriers se sont dit qu'il fallait le bac + 2 pour leurs enfants. Le projet Chevènement a fortement pâti de la dévalorisation de l'enseignement professionnel. Le bac pro n'a pas conduit aux postes de technicien. Il a fallu viser plus haut. Aujourd'hui, cette pression forte pour les études longues perdure, la quête de respectabilité sociale continue de passer par le lycée général. La politique des 80 % a ancré dans la tête des jeunes l'idée qu'il existe une seule voie « normale » qui, pour beaucoup, s'est transformée en mirage. En lycée professionnel, du coup, la culpabilisation des élèves en échec scolaire, qui n'ont pas réussi à atteindre la norme sociale des études longues, est très forte. Et la « faute » se reporte sur les 40 % d'une génération qui n'ont pas le bac.

Le lycée massifié a échoué à favoriser la mixité sociale ?

Pas pour les filles, qui sont en attente d'ouverture sociale et réussissent à mettre le quartier entre parenthèses. Mais les garçons, souvent moins assurés scolairement, se protègent en restant entre eux. De ce point de vue, les antennes universitaires sont un échec, la rupture avec le quartier ne s'y fait pas. Elles ont obéi aux objectifs institutionnels des collectivités locales (« on veut de l'étudiant ») et non à des objectifs de réussite des enfants des milieux populaires.

Les enseignants ont-ils une part de responsabilité ?

Ils ont fait ce qu'ils ont pu. Les 80 % ont été menés à marche forcée, avec des pressions de toutes sortes pour faciliter les passages d'une classe à l'autre. Par exemple, depuis 1993, les familles peuvent s'opposer au redoublement en 1^{er}. Les enseignants se sont sentis dépossédés d'un moyen sûr d'encourager les élèves au travail. Or le problème du lycée aujourd'hui, c'est le manque d'incitation au travail scolaire, qui touche en premier les familles populaires. Ces élèves ont besoin qu'on les fasse beaucoup travailler, notamment à l'écrit, pour leur faire acquiescer la norme scolaire exigée dans l'enseigne-

Xavier Darcos ne juge pas « réaliste » l'objectif des 80 %

L'OBJECTIF d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat doit-il être maintenu ? Le ministre délégué à l'enseignement scolaire, Xavier Darcos, a relancé le débat, quelques jours avant le début des épreuves de la session 2002, en estimant que cette ambition n'était pas « réaliste ». « L'objectif affiché par la loi Jospin de 1989 était d'atteindre 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat pour 1999. Or, force est de constater que trois ans après, nous avons à peine dépassé 60 % », a souligné Xavier Darcos jeudi 6 juin. « Faudra-t-il rester dans l'illusion législative que le taux de 80 % pourra être atteint ? », s'est interrogé le ministre délégué en se prononçant pour l'ouverture d'une discussion sur le sujet.

Les progrès accomplis ont, certes, été considérables depuis que le premier ministre, Laurent Fabius, et le ministre de l'éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement, avaient, en 1985, lancé le slogan finalement inscrit dans la loi en 1989 par Lionel Jospin. A l'époque, ce chiffre avait été établi en retranchant les 15 % d'élèves en apprentissage et les 5 % orientés vers l'enseignement spécialisé, deux pourcentages jugés incompressibles, comme le rapporte Claude

Lelièvre dans *Les Politiques scolaires mises en examen* (éd. ESF). Ce seul était-il réaliste ? Grâce à la création des bacs professionnels notamment, le taux de bacheliers dans une génération est effectivement passé de 29,4 % en 1985 à 62,9 % en 1995. Mais, depuis cette date, la progression est interrompue, marquant selon le sociologue Pierre Merle une « rupture profonde » : le taux de bacheliers est resté inférieur à 62 % sur les six dernières années, se fixant à 61,6 % en 2001.

« INVERSION DE TENDANCE »

Alors que les besoins en main-d'œuvre qualifiée devraient croître d'ici à 2010 du fait des nombreux départs en retraite, la stagnation de la proportion de bacheliers produit déjà des effets sur les poursuites d'études dans le supérieur. « Cette inversion de tendance se traduit aujourd'hui par une baisse significative, de l'ordre de 10 % en cinq ans, du taux d'accès immédiat des bacheliers dans les différentes filières de l'enseignement supérieur », note ainsi Nicole Bellobet-Frier dans un rapport sur l'avenir du lycée rendu à Jack Lang en mars (*Le Monde* du 16 avril). M. Darcos s'est publiquement fait l'écho de cette inquiétude en insistant sur les

« immenses besoins » de bacheliers et de diplômés.

Réagissant aux propos de M. Darcos, le SNES a relevé la contradiction entre la mise en cause de l'objectif des 80 % et la crainte d'une pénurie de diplômés. « S'il est vrai qu'en l'état actuel de son fonctionnement, le système éducatif ne peut atteindre l'objectif des 80 % (...), il est urgent de se donner les moyens de l'atteindre et de répondre ainsi aux multiples besoins en qualifications de la société française », note le principal syndicat enseignant du second degré.

Le SNES devra également accomplir un travail de persuasion auprès des enseignants pour convaincre ceux qui craignent une dévalorisation du baccalauréat. Selon un sondage réalisé en mars 2001 auprès d'enseignants de moins de 35 ans, 71 % d'entre eux estiment qu'inciter le plus d'élèves possible à poursuivre jusqu'au bac « a surtout pour conséquence de dévaloriser le baccalauréat et d'abaisser le niveau ». Seuls 24 % des enseignants interrogés considèrent que cette incitation « a pour effet d'améliorer le niveau de formation moyen de toute une génération ».

Luc Bronner

Le parcours semé d'embûches de Bertrand, Rachid, Damien, premiers bacheliers de leur famille

LEURS PARENTS ont arrêté l'école bien avant le bac. Eux l'ont décroché il y a quelques années. Rachid, Bertrand et Damien racontent leur itinéraire et leur réussite

■ TÉMOIGNAGES

Des études pour « surtout ne pas être ouvrier, ne pas travailler dans la merde »

professionnelle encore en devenir.

► **Bertrand, 23 ans, missions d'intérim en informatique.**

Si tout se déroule comme il le souhaite, il devrait lancer en septembre une société d'hébergement de sites Internet. Puis, quand « ça commencera à tourner », en déléguer la gestion pour pouvoir repasser son BTS en candidat libre et « se racheter vis-à-vis de [lui-même] ». En mars 2001, Bertrand a abandonné ses études à deux mois des examens. Déstabilisé par une mauvaise note lors de l'examen blanc. Pour la première fois, ses parents ont été déçus. « Même mon père, qui a commencé à la chaîne, a tout appris sur le tas et est aujourd'hui cadre. » Au collège,

Bertrand estime sans détour qu'il était un cancre. On l'orienta en 4^e puis en 3^e techno, enfin en BEP électronique. « Je m'ennuyais. J'avais l'impression de connaître tout ce que l'on me racontait, se souvient ce passionné d'informatique. Toute l'année, j'avais des notes épouvantables. Mais je me mettais à travailler le dernier mois et ça allait. » En 1999, il décroche son bac pro. « J'étais le premier à passer le bac dans ma famille, y compris parmi mes cousins », rapporte le jeune homme, pour qui la réussite professionnelle, c'est de « ne pas compter ses heures » et de « trouver un intérêt réel dans un emploi ». S'il n'a aucuns remords sur son orientation, il regrette d'avoir arrêté ses études. D'abord, parce qu'il aime apprendre. « Quand on a quitté la filière scolaire, on a du mal à trouver des informations sur les thèmes qu'on veut approfondir. » Mais, surtout, c'est un sésame qui lui fait défaut pour trouver un emploi. « Sans diplôme, c'est plus difficile de donner une preuve de son niveau. »

► **Rachid, 22 ans, en licence administration, économie et social (AES).**

Pour le motiver, son père l'emmenait faire du bûcheronnage avec lui : « Tu préfères faire ça ou faire des études ? » « C'était la seule manière que mes parents avaient

pour me mettre la pression, car ils ne savent ni lire ni écrire », raconte ce fils de Marocains arrivés en Champagne dans les années 1970. Mais, selon lui, ses parents « n'ont pas compris que, pour avoir un poste bien rémunéré, il faut faire une école qui coûte 40 000 francs par an ». Pour Rachid, la réussite sociale, c'est accéder à une connaissance que ses parents n'ont pas eue. Et détenir une « vraie utilité dans la société ». « Surtout ne pas être ouvrier, ne pas travailler dans la merde. » Il souhaite être haut fonctionnaire ou directeur des ressources humaines, « pour lutter contre les discriminations ». De ses trois sœurs de 20, 21 et 23 ans, Rachid estime qu'elles « s'en sortent économiquement » mais « pas socialement ». Deux, l'une avec un bac pro, l'autre avec un BEP, travaillent au centre de tri postal. La dernière, bac technologique en poche, a commencé un IUT puis a tout lâché pour devenir responsable d'un magasin à Paris. Dans sa cité, il est un des rares à avoir fait des études. Son parcours scolaire, il l'a construit par réaction : à un redoublement en CMI qu'il juge abusif. A une orientation en 4^e techno à laquelle, « heu- reusement », ses parents se sont opposés, « grâce à un voisin ».

Quand, en 1999, il décroche un baccalauréat économie et social

(ES), cela fait déjà deux ans qu'il s'est « mis à lire ». La presse, d'abord, puis les grands sociologues, économistes... Il quitte le domicile familial pour les bancs de l'université. « Tout le monde peut aller à la fac, mais tout le monde ne peut pas y réussir », juge-t-il. Bourcier, il fait des petits boulots pour subvenir à ses besoins. « Mes parents pensent que je suis tiré d'affaire. Mais, curieusement, la pression commence vraiment maintenant. »

► **Damien, 25 ans, aide-éducateur**

« Avoir le bac, pour moi, c'était comme décrocher une promotion. Presque comme une quête du Graal. » Damien touche son objectif en 1995, après des « années de lutte ». « Un challenge vis-à-vis des enseignants, de mes parents et de moi-même. » Il décroche son bac ES au « repêchage ». « J'aurais tant aimé l'avoir du premier coup », regrette ce fils d'un ouvrier spécialisé et d'une coiffeuse, qui a le sentiment d'avoir parfois déçu ses parents par le niveau de ses résultats, même s'il donnait « le maximum » de lui-même.

Après le bac, ses enseignants estiment qu'il n'a pas le niveau pour un BTS ou un IUT. Il s'inscrit donc en première année d'histoire-géographie à l'université. « J'étais complète-

ment perdu. C'était la première fois que je n'arrivais pas à m'organiser. Loin des parents, j'étais même dépassé par la gestion de ma vie quotidienne », analyse Damien. Il rate ses examens et ne souhaite pas recommencer. Le centre social près du campus, où il fait bénévolement du soutien scolaire, lui propose un service civil d'objecteur de conscience. Puis en novembre 1998, il postule à un emploi jeune. Depuis, il travaille comme aide-éducateur dans un collège difficile. « Depuis que j'ai quitté la fac, je me serai levé tous les jours avec l'envie d'aller accomplir la mission qui m'a été attribuée », juge-t-il, satisfait des rencontres qui ont émaillé son chemin. « Mais je n'ai pas encore atteint le stade de la reconnaissance professionnelle car je suis un précaire », estime Damien, qui touche 907 euros par mois. Son épanouissement réel, désormais, passe par les cours du soir de gestion et administration du personnel, au Conservatoire national des arts et métiers, au prix d'un emploi du temps bien chargé depuis deux ans. « Il me faudra encore cinq ou six années pour rattraper le niveau bac, plus quatre nécessaires pour passer des concours ou trouver un emploi dans les ressources humaines. »

Damien est sans regret sur son parcours scolaire. « L'école m'a per-

sensu mou. Le bilan de la démocratisation est en demi-teinte. Il faut donner plus que jamais à l'école les moyens de redevenir un outil de promotion sociale. Son fonctionnement uniforme aggrave des inégalités. Aujourd'hui, il faut donner plus aux établissements scolaires situés dans les quartiers populaires, encourager les vocations enseignantes. Par exemple, pourquoi ne pas créer un pré-recrutement d'enseignants qui favorise les bons étudiants issus des cités ? Les fils du peuple qui redonnent au peuple ce qu'ils ont reçu de l'école, voilà un des ressorts d'une entreprise réussie de démocratisation.

Propos recueillis par Nathalie Guibert et Marie-Laure Phélippeau

mis de me structurer. De me montrer que la vie est dure et qu'il faut s'accrocher. »

M.-L. P.

MÉDAILLE D'OR 2001 concours NF ameublement

DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS

Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MIEUX QUE DES SOLDES

MATELAS • SOMMIERS

Vente par téléphone possible fixes ou relevables - toutes dimensions.

SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX
Garantie 5 et 10 ans

CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC

Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

MOBECO

► 247, rue de Belleville - Paris 19^{ème}
► 148, av. de Malakoff - Paris 16^{ème}
► 50, avenue d'Italie - Paris 13^{ème}

01.42.08.71.00 - 7 j / 7

5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

Onze personnes placées en garde à vue dans l'enquête sur l'explosion de l'usine AZF de Toulouse

Les ouvriers ont vivement réagi après la mise en cause de quatre des leurs et de sept employés d'entreprises sous-traitantes et jugent que les responsables sont leurs employeurs

TOULOUSE

de notre correspondant régional
Onze personnes devaient être déferées au parquet, mercredi 12 juin, après avoir été placées en garde à vue, mardi matin, dans le cadre de l'enquête sur les causes de l'explosion d'AZF qui, le 21 septembre 2001, avait fait 30 morts à Toulouse. La plupart d'entre elles devraient être mises en examen par les deux juges d'instruction, Joachim Fernandez et Didier Suc, qui, depuis huit mois, conduisent l'information judiciaire ouverte pour « homicides et blessures involontaires, et destruction et détérioration de biens d'autrui par violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ».

Ces gardes à vue et ces mises en examen sont les premières à intervenir dans un processus judiciaire qui est maintenant entré dans une phase active. Elles ne concernent encore que « des lampistes », selon le procureur de la République, Michel Bréard. « Tout le problème est de savoir à quel niveau se situent les responsabilités et jusqu'où on va récolter suffisamment de preuves pour remonter », estime le procureur. Dans une interview accordée à *Télé Toulouse*, il ne cache pas l'objectif de la justice : « Au-delà de la société Grande Paroisse [propriétaire de l'usine AZF], il y a la société intermédiaire Atofina [dont Grande Paroisse est une filiale] et, finalement, le groupe TotalFinaElf ». « Le véritable responsable est au niveau de l'organisation de l'entreprise et du travail absolument déficient », ajoute Michel Bréard.

D'ici la fin de la semaine, d'autres personnes devraient être



PANCHO

entendues et mises en examen, notamment le directeur de l'usine AZF, Serge Biechlin, qui a déjà reçu sa convocation à la police. Les mises en examen ne devraient pas s'arrêter aux milieux industriels. D'autres sont également attendues dans l'administration, du côté des autorités de tutelle et de contrôle (l'usine AZF était classé Seveso 2).

Les personnes entendues depuis mardi – quatre salariés d'AZF et sept employés de deux sociétés sous-traitantes d'AZF, la Surca et MIP – sont qualifiées de « subalternes » par les enquêteurs du SRPJ de Toulouse. On trouve néanmoins parmi elles l'ancien respon-

sable de la gestion du hangar 221, où les 300 tonnes d'ammonitrate ont explosé, et un manutentionnaire de la Surca, chargé de pelleter et de transférer les granulés de nitrate. Les fonctions de ces deux personnes sont directement mises en cause par l'enquête policière et scientifique dont les premiers éléments ont été transmis aux parties civiles jeudi 6 juin (*Le Monde* du 7 juin).

500 KILOS DE DÉRIVÉS CHLORÉS

L'une aurait laissé l'environnement du hangar 221 se dégrader, favorisant la « pollution » chimique des ammonitrates et leur transformation de produit inerte en pro-

duit explosif. L'autre personne aurait commis une erreur de chargement, amenant dans une benne 500 kilos de dérivés chlorés (du DCCNa) qu'il aurait déposés dans le sas du hangar, un quart d'heure avant l'explosion. Cette erreur de manutention serait la cause involontaire de l'accident, le chlore servant de détonateur au nitrate, sous certaines conditions. Une erreur humaine qui s'est greffée sur des « négligences » dans l'entretien et la sécurité du site, c'est le scénario que les enquêteurs et les experts privilégient. Les juges cherchent maintenant à en déterminer les responsabilités.

Les ouvriers de l'usine ont vivement réagi, mardi, à cette mise en cause de certains des leurs. Ils ont manifesté devant l'hôtel de police de Toulouse où leurs collègues étaient interrogés, dénonçant des gardes à vue « monstrueuses et scandaleuses ». Pour le délégué CGT d'AZF, Marc Gianotti, « le responsable reste l'employeur ».

De son côté, la direction de Grande Paroisse estime que les premières conclusions de l'enquête « n'apportent pas d'éléments permettant de conclure ». S'appuyant sur les travaux de la commission d'enquête mise sur pied par le groupe TotalFinaElf, elle estime, dans un communiqué rendu public mardi, que « la réalité de la piste chimique chlore-nitrate est infondée après reconstitution des mouvements de ces produits ». Les services de police se sont rendus à Paris au siège de TotalFinaElf pour se faire remettre les documents de cette commission d'enquête interne.

Jean-Paul Besset

L'avocat général appelle à la clémence pour François Besse

Une peine de 13 ans maximum a été requise



L'AVOCAT GÉNÉRAL Philippe Bilger a fait appel à la clémence des jurés en requérant, mardi 11 juin, treize années de réclusion criminelle contre François Besse, braqueur multirécidiviste plusieurs fois évadé, dont six journées d'audience devant la cour d'assises de Paris ont mis au jour l'exceptionnelle métamorphose en prison (*Le Monde* des 6, 7, 8 et 12 juin).

Estimant qu'il n'avait pas à livrer un réquisitoire à proprement parler, mais un « objet judiciaire non identifiable » en raison des circonstances de l'affaire – des faits vieux d'un quart de siècle – et, surtout, de la personnalité de l'accusé, aujourd'hui âgé de 58 ans, M. Bilger a exhorté les jurés à opérer « une totale révolution intellectuelle » pour juger l'ancien complice de Jacques Mesrine.

« Avec quelle sincérité, avec quelle lucidité, avec quelle volonté d'aller au fond de soi, [François Besse] est venu s'offrir à la justice ! s'est exclamé le représentant du ministère public. Il a des choses à attendre de nous et de moi en tant qu'accusation. »

Ainsi, reprenant le fil d'une vie emportée dans la délinquance à 17 ans, scellée dans la révolte, dix ans plus tard, après une condamnation vécue comme une douloureuse injustice, l'avocat général a fait la part des personnalités du « compagnonnage » Mesrine-Besse, qui fit régner l'insécurité en mai et juin 1978. François Besse, a-t-il fait comprendre, n'est pas, loin s'en faut, « le m'as-tu-vu de la mort et de l'assassinat » qu'était l'« ennemi public numéro un ». D'ailleurs, l'accusateur a finalement estimé que les tirs effectués contre les policiers et les gendarmes lors de la spectaculaire évasion de la Santé ou lors des suites de l'attaque du casino de Deauville ne relevaient pas, pour François Besse, de la tentative de meurtre.

« Quelle volupté intellectuelle et quelle satisfaction judiciaire d'entendre un accusé dire : "Je ne revendis rien. Je ne peux être un modèle, car je me suis trompé" ! Comme je le remercie de mettre un terme à cette mythologie de l'assassinat libérateur [quand Mesrine était qualifié de « poète violent des années 1980 »] ! » En venant à la situation pénale et carcérale très particulière de celui que d'actuelles études de philosophie aident à reconsidérer sa vie, M. Bilger a demandé qu'il soit « tenu compte de l'ancienneté des faits et de ce que François Besse n'a jamais tué ».

Ainsi, pour ne pas aggraver la situation pénale de l'accusé, qui a déjà passé, par bribes, dix-huit ans de sa vie en prison et qui doit enco-

re purger une peine de quinze ans prononcée en 1975, M. Bilger a évoqué la possibilité que celle qui sera décidée mercredi, et qu'il ne souhaite pas supérieure à treize ans, soit confondue avec deux autres (à cinq et huit ans) qui lui ont été infligées pour d'autres affaires depuis sa dernière arrestation en 1994. En tout état de cause, a rappelé M. Bilger, François Besse ne pourrait prétendre à une libération conditionnelle avant 2009.

Divergeant sur ce calcul de confusion de peines, juridiquement complexe, M^e Henri Leclerc, en défense, qui devait plaider mercredi matin, estimait qu'il était encore possible aux jurés, en l'état, de descendre à huit ans.

« CRÉER DE L'AVENIR »

« La fonction la plus élémentaire de l'être humain, c'est de créer de l'avenir, a ensuite conclu l'avocat général, citant Paul Valéry. C'est ce que je vous souhaite, monsieur Besse, à vous et à tous les détenus. »

« C'est vous qui détenez les clés de son avenir », avait, pour sa part, quelques heures plus tôt, lancé à la barre André Bellaïche, ancien membre du « gang des postiches », que François Besse a, au cours de l'audience, reconnu avoir aidé à s'évader d'une prison de Rome en 1986.

Evoquant tout à la fois les quartiers de haute sécurité (QHS) d'hier – « ces tombeaux » –, les cales « où l'on est prisonnier de soi-même », et sa propre réinsertion à partir de sa sortie de prison en 1991 – son « autre vie » –, M. Bellaïche, ému de témoigner, expliquant les difficultés pour lui à revenir vers ce passé, avait laissé parler son cœur : « Je me suis battu chaque jour pour vivre libre (...). Je m'en suis sorti parce que j'ai fait un travail sur moi, mais aussi parce qu'il y a eu des procureurs honnêtes, des présidents de cour d'assises qui m'ont fait confiance. Je le dois aussi à ma famille. Si j'avais été seul, je ne me serais pas réinséré. »

Peu avant la clôture de l'instruction à l'audience, l'avocat général avait aussi demandé à François Besse comment il se situait face à la sanction qui devait être prononcée : « La société l'attend, elle est nécessaire et justifiée », avait répondu celui-ci. « Une peine donnée à un accusé va engager sa vie. Et peut-être que l'accusé ne sera pas capable de la recevoir. Ce ne sera pas mon cas. J'accepterai votre décision et je ne ferai pas appel. J'estime que j'ai été bien traité. J'ai eu la parole. Vous m'avez posé des questions très fortes. J'ai eu l'occasion de rencontrer les victimes. C'est nécessaire. J'ai tenté de me réconcilier avec elles. Je tiens à bien intégrer en moi le fait que j'ai pu faire du mal et que je me dois de réparer. »

Jean-Michel Dumay

« L'outrage » d'un avocat amène le président du tribunal au désespoir

METZ

de notre correspondant

Candidat malheureux de la gauche dissidente, éliminé au premier tour dans la 1^{re} circonscription de la Moselle, M^e Daniel Delrez, avocat au barreau de Metz, est aujourd'hui menacé de sanctions disciplinaires pour avoir, au détour d'une plaidoirie, outragé ou offensé – la qualification n'a pas été arrêtée – le président de la République. A l'origine, un incident d'audience survenu le 7 mai devant le tribunal correctionnel de Thionville (Moselle). M^e Delrez défend un étudiant poursuivi pour « outrage et rébellion sur personnes dépositaires de l'autorité publique ». A deux commissaires de police et sept gardiens de la paix réquisitionnés le 1^{er} mars pour une opération de contrôle d'identité, le jeune prévenu aurait lancé, selon les termes de la citation : « Bande de SS, vous feriez mieux de contrôler le président de la République et de le foutre en prison ! »

A la barre, le prévenu dément avoir comparé les plaignants à des nazis mais reconnaît avoir mis en doute la probité du chef de l'Etat. Dans sa plaidoirie, son avocat s'interroge d'abord sur la matérialité du délit, faisant remarquer aux juges que cette invective ne visait pas les représentants

des forces de l'ordre mais le président lui-même. « Ne soyons pas hypocrites, nous avons été des milliers, voire des millions, le 1^{er} mai, à descendre dans la rue pour dire qu'il valait mieux voter pour un escroc que pour un facho », observe M^e Delrez. Le président du tribunal, Alphonse Thiry, l'interrompt : « Maître, je vous en prie, pas de politique à l'audience ! »

L'avocat ne se démonte pas : « Permettez-moi de terminer ma phrase. Je disais donc que, le 1^{er} mai, nous étions des milliers à appeler à voter pour un escroc plutôt que pour un facho, autrement dit à préférer le président sortant. Mon client n'a pas outragé la police mais éventuellement M. Chirac, comme des milliers d'autres manifestants qui, pour ce que j'en sais, n'ont pas été inquiétés à ce jour. »

« DE LA LIBERTÉ DE PAROLE »

Offusqué, le président du tribunal demande au procureur de donner acte à ces propos, qui, sous d'autres régimes, auraient relevé du crime de lèse-majesté. Une infraction aujourd'hui punie – en théorie du moins – d'une amende de 45 000 euros ou d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende, selon

que le délit visé est l'offense (loi sur la presse du 29 juillet 1881) ou l'outrage (article 433-5 du code pénal). Reconnu coupable, le prévenu écope de 100 jours-amende à 7 euros.

Mais le président de la chambre correctionnelle n'en reste pas là. En sa qualité de président du tribunal de grande instance de Thionville, il prend la plume et dénonce les faits au procureur, qui transmet au parquet général de la cour d'appel de Metz, lequel saisit le bâtonnier de l'ordre des avocats pour avis. Le procureur général Claude Chevalier classe la procédure au pénal, mais l'enquête diligente par le bâtonnier menace toujours l'avocat irrévérencieux. Qui persiste : « Mes détracteurs considèrent que j'ai outragé le président. Je me considère pour ma part outragé dans la conception que je me fais des droits de la défense et de la liberté de parole, les propos que l'on me reproche n'ayant eu d'autre but que de resituer et expliquer les faits reprochés à mon client », indique-t-il. Et de conclure, avec ironie : « Jusqu'à nouvel ordre, il ne me semble pas qu'un président de tribunal ait vocation à se porter garant de l'honneur d'un président de la République. »

Nicolas Bastuck

Meurtre de Sangatte : trois réfugiés écroués

Les trois Kurdes irakiens nient avoir tué un des leurs la semaine dernière

LILLE

de notre correspondant régional

Trois Kurdes irakiens ont été mis en examen et écroués, dimanche 9 juin, à Boulogne-sur-mer (Pas-de-Calais), après le meurtre d'un de leurs compatriotes, tué d'une balle en pleine face, la semaine dernière, dans une zone industrielle de Calais.

Le corps de la victime, âgée de 20 à 25 ans, avait été retrouvé dans la nuit de mercredi 5 à jeudi 6 juin, sous un pont d'autoroute, près d'un parking où les routiers stationnent avant d'embarquer sur les ferries (*Le Monde* du 7 juin). Alertés par des témoins qui avaient entendu des coups de feu, des agents de la police aux frontières et des CRS avaient ratissé le secteur, et interpellé dix clandestins qui ont tous été mis hors de cause. L'enquête a pris un tour nouveau au cours de la nuit du vendredi 7 au samedi 8, quand un groupe de Kurdes irakiens hébergés au Centre de réfugiés de Sangatte a dénoncé quatre des leurs. L'un d'eux est parvenu à s'échapper, les trois autres ont été interpellés par les CRS près du Centre.

Plus tôt dans la journée, un autre jeune Kurde irakien avait été blessé à l'arme blanche, dans l'enceinte même de ce vaste hangar qui abrite actuellement quelque 1 300 personnes. Son agresseur est parvenu à s'échapper. Touché à la carotide, il est aujourd'hui hors de danger.

DIFFÉREND ENTRE PASSEURS

« Aucun élément ne permet aujourd'hui d'affirmer que ces deux affaires sont liées », tandis que les trois Kurdes écroués « nient formellement les accusations des témoins » qui les ont livrés : c'est à peu près tout ce que l'on peut apprendre des enquêteurs et des magistrats qui gardent un mutisme quasi total. Les employés du Centre de la Croix-Rouge estiment qu'il s'agit très probablement d'un différend entre « passeurs ».

Le durcissement des mesures de sûreté autour du tunnel et des ferries semblent provoquer « une réorganisation des marchés » au sein des réseaux qui, dans la région calaisienne, sont contrôlés par les Kurdes irakiens, explique un familier du Centre de Sangatte.

« Ils cherchent d'autres débouchés, d'autres méthodes de passage, sur l'ensemble du littoral. Ils s'en prennent aussi aux "amateurs", de simples réfugiés qui tentent parfois de monnayer leur connaissance du terrain auprès des nouveaux arrivants ». Un portique de détection des métaux est désormais installé à l'entrée du Centre, mais il est toujours possible de dissimuler des armes à l'extérieur. Les éléments suspects ou perturbateurs sont expulsés de l'établissement, mais les passeurs les plus actifs sont installés en ville.

Jean-Paul Dufour

La Cour de cassation autorise les journalistes à produire des pièces de l'instruction au tribunal

LA COUR DE CASSATION a rendu un arrêt en matière de droit de la presse, mardi 11 juin, qui favorise l'exercice des droits de la défense des journalistes poursuivis en diffamation. La chambre criminelle a en effet infirmé une décision de la cour d'appel de Paris du 21 mai 2001, qui avait condamné un journaliste de l'Express, Gilles Gaetner, pour « recel de violation de secret de l'instruction », après qu'il eut fait état, devant un tribunal, des copies de pièces de procédure pour se défendre de poursuites en diffamation. Faisant primer les droits de la défense sur la protection du secret de l'instruction, la Cour de cassa-

tion reconnaît aux journalistes le droit de produire en justice, pour se défendre lors d'un procès, des documents provenant, même illégalement, d'un dossier d'instruction.

M. Gaetner avait été poursuivi pour atteinte à la présomption d'innocence et diffamation, en 1995, sur la base de deux articles qu'il avait publiés dans l'Express en 1994, mettant en cause l'intermédiaire financier Michel Pacary – aujourd'hui décédé – et son épouse. Lors de l'audience, le journaliste avait fait état de plusieurs pièces d'un dossier d'instruction, couvertes par le secret, qu'il n'avait pas mentionnées dans ses articles mais qu'il produisait alors pour établir sa bonne foi et la véracité de ses propos. Estimant que ces documents n'avaient pu être obtenus que de façon illicite, les époux Pacary avaient déposé plainte contre M. Gaetner pour « recel de violation de secret de l'instruction ».

Le journaliste avait cependant été relaxé, le 2 octobre 1998, par le tribunal correctionnel de Paris. La chambre de la presse avait en effet considéré que le principe constitutionnel des droits de la défense, qui

a une valeur supérieure à la loi, doit « conduire à admettre que la libre production dans un procès, de pièces écrites, dès lors qu'elles ne sont pas étrangères à la cause, est tout aussi essentielle que la liberté de parole et de ton », protégée par la loi de 1881 sur la presse.

Ce jugement avait cependant été contredit par la cour d'appel de Paris, qui le 21 mai 2001, avait condamné le journaliste à 10 000 francs d'amende. La cour avait alors fait primer la protection du secret de l'instruction sur les droits de la défense, en considérant que ce secret constituait une « restriction nécessaire, dans une société démocratique, tant à la protection des droits d'autrui qu'à l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire ». Cette position n'a pas été suivie par la Cour de cassation, qui a considéré au contraire qu'il appartenait à la juridiction de « rechercher si, en l'espèce, la production en justice de pièces litigieuses (...) n'avait pas été rendue nécessaire par l'exercice des droits de la défense ».

Cécile Prieur

BACCALAURÉAT

Tous les corrigés sur

3617 LNPLUS

0,337 € la minute

Un pamphlet antisémite circule dans les milieux propalestiniens radicaux

Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, y est faussement désigné comme l'auteur d'une « véritable profession de foi nazie »

SUR LA COUVERTURE, une vieille femme palestinienne exprime sa douleur en levant les bras au ciel. Ce petit opuscule de 64 pages a pour titre *Le Manifeste judéo-nazi d'Ariel Sharon*. Il prétend dénoncer « les origines du génocide actuel des Palestiniens » et s'en prend violemment au premier ministre israélien, qualifié de « nazi ».

Le texte se présente comme un long entretien avec le général Sharon, réalisé en 1982 par l'écrivain israélien Amos Oz, repris dans un livre paru en français en 1983, sous le titre *Les Voix d'Israël* (Calmann-Lévy). On le trouve dans une librairie islamique de la rue Jean-Pierre-Timbaud, à Paris. Il était largement diffusé sur les stands de livres au cours de la rencontre annuelle des musulmans de France au Bourget, début mai.

Le contenu en est terrible. Le personnage interrogé par Amos Oz, dans le contexte de l'opération « Paix en Galilée » menée par l'armée israélienne au Liban en 1982, se définit lui-même comme un « judéo-nazi » et se dit prêt à appliquer aux Arabes les mêmes méthodes qu'Hitler a utilisées contre les juifs : « Moi, aujourd'hui encore, je suis prêt pour le peuple juif à me charger d'exécuter le sale travail, de tuer les Arabes selon le besoin, de chasser, brûler, exiler, tout ce qu'il faut pour nous faire détester. Prêt à chauffer le sol sous les pieds des "yids" de la diaspora jusqu'à ce qu'ils soient obligés de se précipiter ici en hurlant. Même s'il me faut pour cela faire sauter quelques synagogues. Cela me serait égal. » Pour les éditeurs de cet opuscule, il ne fait aucun doute qu'Ariel Sharon est l'auteur de ce qu'ils considèrent comme « une véritable profession de foi nazie », qui « résume l'idéologie sioniste ».

Amos Oz n'a jamais révélé l'identité de son interlocuteur, qu'il désigne seulement par la lettre T. Il s'en explique dans *Les Voix d'Israël* : « Comme T. refuse toujours de "se découvrir", je suis contraint de respecter la promesse que je lui ai faite de conserver son anonymat. » Mais l'écrivain israélien, militant de longue date du camp de la paix, interro-

gé par *Le Monde diplomatique*, a affirmé de façon formelle que le personnage qui s'était confié à lui – aujourd'hui décédé – n'était pas Ariel Sharon. Un élément du texte vient confirmer cette assertion : dans l'entretien reproduit dans *Les Voix d'Israël*, T. affirme être prêt à assumer les violences contre les Arabes « avec Sharon, Begin et Rafoul [Eytan] ». On voit mal Ariel Sharon se citer lui-même... De manière significative, dans le petit libelle diffusé dans les milieux islamistes, la citation a été tronquée et le nom de Sharon a disparu.

PUBLIÉ PAR DES ASSOCIATIONS

Depuis longtemps, cette « vraie-fausse interview » circulait sur Internet. Un personnage pour le moins ambigu est à l'origine de sa publication : Mondher Sfar est un universitaire tunisien au passé marxiste, opposant au régime du président Ben Ali, qui vit en France depuis 1974. Au début des années 1990, il a publié trois articles négationnistes dans la *Revue d'histoire révisionniste*. Il s'y livrait à une dénonciation forcée du « mythe des chambres à gaz », des « prêtres de l'Holocauste qui ont élevé la mémoire d'Auschwitz au rang d'une religion ». Dès cette époque, il s'en prenait aussi au « fascisme juif contemporain ». Mondher Sfar dirige aujourd'hui le Collectif de la communauté tunisienne en Europe. Interrogé par *Le Monde*, il persiste à se dire « convaincu que Sharon est l'auteur du Manifeste ». « Et même si ce n'est pas lui, ajoute-t-il aussitôt, l'auteur de ce texte doit être dénoncé comme antisémite ! »

Les autres associations à l'origine de la publication du *Manifeste* sont le Parti des musulmans de France, le Parti de la France plurielle, l'Arab Commission of Human Rights et La Pierre et l'olivier. Créé en 1997 par Mohamed-Nasser Latreche, le Parti des musulmans de France est un groupuscule à l'origine de plusieurs manifestations propalestiniennes, dont l'une, à Strasbourg le 7 octobre 2000, s'est accompagnée des cris de « Mort aux juifs ! » (*Le Monde* du 7 novembre 2000).

La Pierre et l'olivier est une association propalestinienne radicale présidée par Ginette Skandrani. Cette ancienne militante écologiste, qui a appartenu un temps à la direction nationale des Verts, est très active dans les milieux tiers-mondistes. Selon Jean-Yves Camus, collaborateur de l'hebdomadaire *Actualité juive*, M^{me} Skandrani a également noué des contacts avec la droite radicale : en 1999, elle signe, au nom du mouvement de gauche Alternatives 21, un appel hostile aux frappes de l'OTAN contre la Serbie, lancé par les cadres de la Nouvelle droite. La présidente de La Pierre et l'olivier a rédigé récemment pour le site *geostrategie.com* un article sur la situation à Jérusalem, intitulé « Au secours, les nazis sont de retour ». Elle y compare le camp de réfugiés à un « camp de concentration » et évoque « la fumée et l'odeur de mort » qui y régneraient...

Le Manifeste judéo-nazi s'ajoute à une longue liste de pamphlets contre les juifs, comparable au tristement célèbre *Protocole des sages de Sion*. Il illustre comment certains milieux propalestiniens radicaux sont passés insensiblement de l'antisémitisme à l'antisémisme.

Xavier Ternisien

Cinq personnes interpellées dans l'enquête sur Richard Reid

Ils sont soupçonnés d'avoir aidé le terroriste du Paris-Miami

ré avec Richard Reid, huit mois à un an avant la tentative d'attentat sur le Paris-Miami.

Les enquêteurs font cependant preuve de la plus grande prudence. S'ils ont acquis la quasi-certitude que Richard Reid a bénéficié d'une aide logistique, pendant son séjour dans la capitale, ils n'ont pas été jusqu'à présent en mesure d'en apporter la preuve, en dépit d'un long travail de surveillance exercé sur plusieurs suspects.

ITINÉRAIRE RECONSTITUÉ

L'itinéraire de Richard Reid pendant les mois qui ont précédé la tentative d'attentat dans l'avion, commise avec des explosifs dissimulés dans les chaussures, a été reconstitué. Après un séjour dans la zone pakistano-afghane à l'automne 2001, le militant islamiste s'était envolé pour l'Europe. Sa trace a été retrouvée en Belgique où il aurait résidé pendant environ une semaine. Il serait ensuite entré en France, le 7 décembre 2001. A Paris, il avait installé ses quartiers dans le 18^e arrondissement. Il y fréquentait régulièrement un fast-food et un cyber-café situés rue Labat. Le responsable de ce dernier établissement se souvenait de l'avoir vu à au moins deux reprises. Les expertises effectuées sur

les disques durs des ordinateurs du cyber-café ont montré que Richard Reid avait été en liaison avec des correspondants au Pakistan.

Parmi les sept personnes interpellées en avril, figurait un commerçant de la rue Rochecouart, animateur d'une association baptisée Chemin droit, dont l'objet est de venir en aide aux musulmans nécessiteux. Celui-ci avait été interpellé à son retour du Pakistan. Aucun élément probant n'avait pu être retenu à son encontre. C'est également dans une agence de voyage du 18^e arrondissement de Paris que Richard Reid avait acheté son billet d'avion pour le vol Paris-Miami du 21 décembre.

Une première fois refoulé sur le vol du 21 décembre, Richard Reid avait finalement embarqué le lendemain. Il avait passé sa dernière nuit sur le territoire français dans un hôtel situé à proximité de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Il y avait été hébergé aux frais de la compagnie American Airlines. Il avait adressé plusieurs courriers électroniques de sa chambre d'hôtel à destination de plusieurs personnes qui n'ont pas toutes été identifiées.

Pascal Ceaux

Le testing, une preuve valable pour la Cour de cassation

LA COUR DE CASSATION a jugé, mardi 12 juin, que le « testing » pouvait être utilisé comme preuve en justice, même obtenue de manière illicite ou déloyale. La Cour avait été saisie par SOS-Racisme, qui a lancé en octobre 1999 une « campagne contre les discriminations », pour prouver que la sélection à l'entrée de discothèques se fait sur des critères raciaux. Le 5 juin 2001, l'association avait été déboutée par la cour d'appel de Montpellier, qui avait jugé que le testing, pratiqué en l'absence d'un officier de justice ou d'un huissier, était « un mode de preuve qui n'offre aucune transparence et n'est pas empreint de la loyauté nécessaire à la recherche des preuves ». A l'inverse, la Cour de cassation a estimé qu'il fallait examiner la « valeur probante » des preuves et non les écarter.

« Le Monde » condamné sur plainte des juges Moracchini et Le Loire

LE MONDE et l'un des avocats de la veuve du magistrat Bernard Borrel ont été condamnés, mardi 4 juin, pour « diffamation publique » par le tribunal de Nanterre à la demande des juges Marie-Paule Moracchini et Roger Le Loire. Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, a été condamné à une amende de 500 €, Franck Johannès à 800 € et M^o Olivier Morice à 4 000 € ; ils doivent verser 7 500 € à chacun des juges, avec exécution provisoire. Il est reproché au journaliste, dans l'article du 7 octobre 2000 intitulé « Affaire Borrel, remise en cause de l'impartialité de la juge Moracchini », l'usage du mot « pire » et d'avoir pris contact avec la seule M^{me} Moracchini. Les 28 pièces de M^o Morice ont été repoussées, le tribunal a estimé « qu'aucune offre de preuve n'est sérieusement rapportée pour établir une faute professionnelle et un comportement déloyal » des juges. *Le Monde* et M^o Morice ont fait appel.

DÉPÊCHES

■ **TORTURE** : *Le Monde* a été condamné, le 21 mai, par la 17^e chambre du tribunal de Paris, à payer deux amendes de 3000 euros après la publication d'un article, le 8 mai 2001, sur « la torture en Algérie entre tabou, occultation et mémoire ». L'article évoquait les propos tenus par Antoine Argoud, ex-officier passé à l'OAS, sur la torture et les exécutions sommaires lors de la guerre d'Algérie.

■ **JUSTICE** : le parquet de Metz a ouvert une enquête préliminaire sur les meurtres de deux enfants en 1986 à Montigny-lès-Metz, crime pour lequel Patrick Dils a purgé quinze ans de prison, avant d'être innocenté le 24 avril à Lyon. Le procureur Joël Guittou a annoncé cette décision, mardi 11 juin, aux parents des deux enfants. Un rapport de gendarmerie avait conclu à la « quasi-signature criminelle » du tueur en série Francis Heaulme (*Le Monde* du 18 avril).

■ **AGRESSION** : 5 des 14 joueurs de l'équipe des moins de 15 ans de l'AS Cannes, soupçonnés d'avoir agressé un pompier, dimanche 9 juin, à l'issue d'une rencontre de football, ont été mis en examen, mercredi 12 juin, pour « violences aggravées ». Jean-Marc Tarbouriech avait été roué de coups dans les vestiaires après un match.

Saint-Gobain

Assemblée Générale du 6 juin 2002

Au cours de cette Assemblée Générale, M. Jean-Louis BEFFA, Président-Directeur Général, a notamment évoqué :

LA STRATÉGIE

« La stratégie de développement de Saint-Gobain s'appuie sur ses Métiers historiques - Vitrage, Conditionnement, Isolation, Matériaux de Construction, Canalisation -, qui disposent de solides parts de marché et de positions technologiques de pointe. Fort de l'assise et de l'important autofinancement libre dégagé par ses métiers historiques, le Groupe s'est fixé deux axes stratégiques de développement : d'une part vers les métiers industriels - Céramiques & Plastiques, Abrasifs, Renforcement -, à fort contenu technologique ; d'autre part vers la Distribution Bâtiment, sur les marchés de la rénovation et de la construction. Cette stratégie de métiers permet à Saint-Gobain d'atteindre trois objectifs-clés : dégager une croissance plus forte, améliorer la résistance aux cycles pour assurer des résultats réguliers, et générer un autofinancement libre croissant ».

LES OBJECTIFS 2002

« Notre scénario économique pour 2002 est celui d'une reprise modérée, avec un redémarrage progressif de l'économie américaine à la fin du premier semestre, une stabilisation de la construction neuve en Europe - sauf en Allemagne - et un maintien à des taux satisfaisants de la croissance de la rénovation de l'habitat et de la consommation des ménages. Sur ces bases, nous nous sommes fixés un objectif de croissance du Résultat Net hors plus-values compris entre 0 et 4 %, dans la mesure où la reprise de l'investissement se confirmerait au second semestre. Nous visons également une nouvelle progression de notre autofinancement libre, après le record atteint en 2001. Nous poursuivons naturellement la mise en œuvre de notre stratégie de développement, avec une priorité aux acquisitions dans les métiers à forte croissance et au développement géographique, en particulier dans les pays émergents ».

LA MOBILISATION DES SALARIÉS

« Ces résultats, votre Groupe les doit en premier lieu à la mobilisation de ses salariés, qui s'engagent en permanence à son service. Nombre d'entre eux sont aussi actionnaires : le Plan Épargne du Groupe, compte tenu des résultats qui viennent d'être enregistrés pour le Plan 2002, dépasse aujourd'hui les 7 % du capital de la Compagnie, et est ainsi un gage de leur motivation et de leur implication dans les performances de Saint-Gobain. Nous poursuivons aussi l'internationalisation de nos cadres, notamment dirigeants, et nous favorisons leur mobilité, convaincus que la diversité des cultures est une occasion d'enrichissement. Enfin, fidèle à sa tradition de dialogue social, Saint-Gobain continue à promouvoir une identité commune et une solidarité qui renforcent l'unité du Groupe. »

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DES ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN S'EST RÉUNIE LE JEUDI 6 JUIN 2002 À PARIS.

CETTE ASSEMBLÉE A NOTAMMENT RATIFIÉ LA COOPTATION COMME ADMINISTRATEUR DE MADAME SYLVIA JAY, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BRITISH FOOD & DRINK FEDERATION. ELLE A ÉGALEMENT APPROUVÉ LA DISTRIBUTION D'UN DIVIDENDE NET DE 4,5 EUROS (ASSORTI D'UN AVOIR FISCAL MAXIMUM DE 2,25 EUROS). CE DIVIDENDE, INTÉGRALEMENT PAYÉ EN ESPÈCES, SERA MIS EN RÈGLEMENT LE LUNDI 24 JUIN 2002.

AFIN D'EN AUGMENTER LA LIQUIDITÉ, L'ASSEMBLÉE A EN OUTRE DÉCIDÉ LA DIVISION PAR QUATRE DE LA VALEUR NOMINALE DE L'ACTION SAINT-GOBAIN, POUR LA FIXER À 4 EUROS. LE JEUDI 27 JUIN 2002, LES ACTIONS AU NOMINAL DE 16 EUROS SERONT ÉCHANGÉES CONTRE DES NOUVELLES ACTIONS AU NOMINAL DE 4 EUROS, À RAISON DE QUATRE ACTIONS NOUVELLES POUR UNE ANCIENNE.

Direction de la Communication Financière

Les Miroirs 92096 La Défense Cedex

Téléphone : 01 47 62 33 33

Mimitel : 3615 GOBAIN (0,15 €/mn)

Internet : <http://www.saint-gobain.com>

E-mail : actionnaires@saint-gobain.com

Reuter : SGOPPA

N° VERT 0800 32 33 33

SAINT-GOBAIN

Le succès du TGV Méditerranée dépasse les espérances

Un an après sa mise en service, et malgré un départ difficile, 18 millions de personnes ont emprunté la nouvelle ligne, dont les tarifs vont augmenter à la mi-juin. Sa création renforce le développement des métropoles régionales au détriment des autres agglomérations

QUELLE plus grande satisfaction pour un cheminot que de voir les trains arriver à l'heure ! Il en fut ainsi dimanche 5 mai. Ce jour-là, pour la première fois depuis sa mise en service, il y a un an, le TGV Méditerranée affichait une ponctualité presque parfaite, avec un taux de 98,5 % sur l'ensemble de la journée. Une réussite que Louis Gallois, PDG de la SNCF, ne manquera pas de rappeler, mercredi 12 juin, sous le pont du Gard, lors de la célébration officielle du premier anniversaire de ce TGV.

Cette ponctualité, qui a atteint 90,5 % du trafic sur l'ensemble du mois de mai, tend à effacer les mauvais chiffres des débuts, où seules 75 % des rames de TGV respectaient leur horaire. Autre bonne nouvelle : le TGV Méditerranée a transporté 18 millions de passagers depuis son lancement. Louis Gallois, le PDG de la SNCF, se félicite de cette fréquentation : « *Le TGV Méditerranée est un succès technique, humain et commercial. Nous sommes à 10 % au-dessus de nos prévisions* », déclare-t-il. En un an, la ligne a d'ailleurs généré 15 millions d'euros de recettes supplémentaires pour l'entreprise. Et si l'on se fie à la progression actuelle du trafic, l'équilibre commercial de la ligne devrait être atteint en 2004, un an plus tôt que prévu.

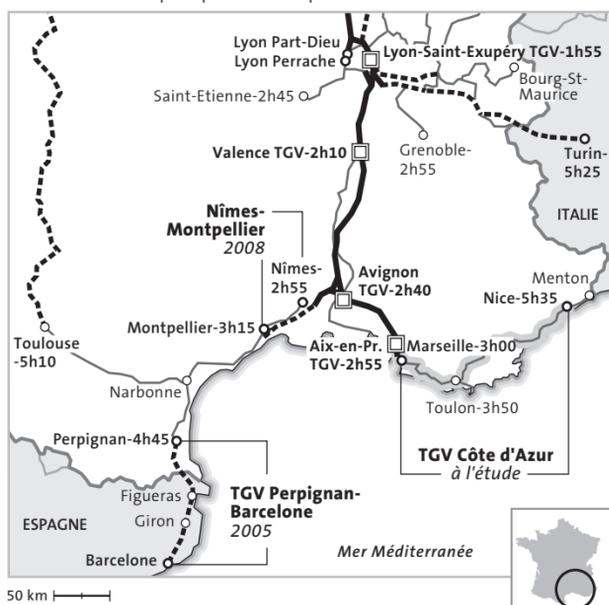
Au rythme de 60 000 passagers par jour en moyenne, le TGV Méditerranée a dessiné une nouvelle représentation spatiale des transports en France. Certes, sur ses 18 millions de passagers, 11 millions se sont déplacés entre Paris et Marseille – reliées désormais en trois heures. Mais, grâce au TGV, le trafic sur le littoral méditerranéen s'est accru de 35 %.

Des motivations multiples – loisirs avec les 35 heures, déplacements professionnels – sont à l'origine de ces 11 millions de déplacements, pour lesquels l'espace entre l'Île-de-France et la Méditerranée s'est considérablement réduit. Quant aux 7 autres millions de passagers, ils se répartissent entre les trajets Lille-Marseille (4,7 millions) et Lyon-Marseille (2,3 millions).

Sur la portion Lyon-Marseille, la SNCF avait misé sur un doublement de son trafic. Or elle vient d'annoncer qu'il a été multiplié par trois. « *Un temps de parcours d'une heure quarante, au lieu de trois heures auparavant, explique cette montée en puissance des liaisons entre les deux capitales régionales* », constate Yves Crozet, directeur du laboratoire des transports à l'université Lyon-II.

UN ACCÈS PLUS RAPIDE VERS LE SUD

— TGV — TGV en projet — Lignes classiques empruntées par les TGV
1h55 : meilleurs temps de parcours au départ de Paris à l'été 2002



« *Mais, précise-t-il, l'effet TGV aura plus accompagné que provoqué le renouveau et le dynamisme de la cité phocéenne, qui remontent à plus d'une dizaine d'années.* » Si le TGV multiplie la fréquence des échanges dans la vallée du Rhône, il renforce surtout, pour Yves Crozet, « *la métropolisation des agglomérations marseillaise et lyonnaise, dont les schémas de développement*

seront de plus en plus liés ». Pour le chercheur, cette métropolisation se traduit par la concentration, au cœur de ces deux villes, de l'ensemble des pouvoirs (économie, culture et politique). « *Cependant, observe-t-il, la diffusion de ces pouvoirs irrigue un espace limité, qui correspond à l'attractivité des différents moyens de communications rapides : autoroutes, avions et, plus*

encore, maintenant, le TGV. » Alors que les agglomérations situées entre Lyon et Marseille, hors de l'attraction d'une gare TGV, sont pénalisées dans leur développement, celles qui sont desservies par le TGV enregistrent un essor spectaculaire. La gare d'Aix-en-Provence a vu en un an 1 100 000 voyageurs, celle de Valence 1 630 000 et, enfin, celle d'Avignon 2 200 000. La SNCF réalise des travaux pour augmenter les places de parkings et pour améliorer les relations avec les centres-villes.

DÉSÉQUILIBRES

Cette « métropolisation » provoque des déséquilibres territoriaux. Alors qu'il suffit de trois heures pour parcourir les 750 km qui séparent Paris de Marseille, il faut encore deux heures trente pour aller de Marseille à Nice (190 kilomètres) et trente-cinq minutes pour rejoindre Aix-en-Provence à Marseille (28 km). C'est d'ailleurs le principal reproche que formulent nombre d'associations de voyageurs. « *La SNCF a réduit la desserte directe des petites villes de la vallée du Rhône : Montélimar, Pierrelatte, Orange, Arles ; les liaisons Marseille-Montpellier se sont détériorées* », observe Jean Sivardière, président de la Fédération nationale des usagers des transports (Fnaut).

Le TGV a permis au rail d'inverser la tendance par rapport à l'avion. Avant la mise en service du TGV, l'avion assurait plus de 60 % du trafic sur Paris-Marseille, et le train 40 %. Aujourd'hui, le TGV occupe 60 % du marché. Une

proportion qui peut atteindre 98,5 % sur Paris-Avignon et 95 % sur Paris-Nîmes. « *Mais l'avion n'a pas vu son trafic s'effondrer*, assure Louis Gallois. *Nous estimons que les deux tiers de notre trafic ont été pris sur l'avion et la route et que l'autre tiers a été créé. En multipliant les moyens de déplacement*

Le tracé sera pourtant difficile à définir, car les obstacles naturels sont importants. »

Un effet négatif sur le fonctionnement des TER

Les passagers des trains express régionaux (TER) de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (100 000 déplacements par jour) se plaignent d'être les « victimes » du TGV. « *On a changé nos horaires en fonction du TGV et les retards de cinq à dix minutes sont quotidiens* », dénonce Jean Reynaud, président de l'association Les Pendulus, surnom des banlieusards marseillais. « *Avant juin 2001, j'arrivais à l'heure. Maintenant on nous bloque en gare pour laisser passer le TGV* », explique un voyageur. De son côté, le conseil régional a fait le constat suivant : en 2001, un TER sur cinq était en retard, 5,7 % des trains ont été annulés et seuls 80 % (pour un objectif de 87 %) de ces trains ont respecté le retard maximum de cinq minutes prévu dans le contrat entre la SNCF et la région. La SNCF devra donc verser 1,43 million d'euros de pénalités. Pourtant, l'arrivée du TGV a entraîné une augmentation du nombre des TER de 330 à 440 par jour. La livraison, d'ici à 2004, de 10 nouvelles rames et de 25 autorails ainsi que les nouvelles infrastructures, comme le doublement de la voie Aix-Marseille, devraient fluidifier le trafic. « *Mais les 460 millions d'euros prévus dans le plan Etat-région sont insuffisants*, estime Gérard Piel, président de la commission des transports à la région. *Il nous faudrait 2,29 milliards d'euros.* »

de qualité, nous créons des besoins nouveaux. »

Sur Paris-Nice, où le TGV représente désormais 40 % des parts du marché, la prolongation d'une ligne rapide revient d'actualité. « *Un projet sur lequel on travaille à nouveau, alors qu'il avait été arrêté*, reconnaît Louis Gallois. *Il existe un véritable potentiel de trafic entre Marseille et Nice, non seulement de loisirs, mais également d'affaires.*

8 000 places supplémentaires, seront mises en service les jours de pointe. Une amélioration du service que le voyageur supportera par une augmentation de tarif de 4,1 % en seconde classe et de 5,3 % en première classe. En juin 2003, douze nouvelles rames devraient encore compléter ce dispositif.

Dominique Buffier

Le tourisme, principal bénéficiaire de la liaison ferroviaire rapide

MARSEILLE

de notre correspondant régional
Si on peut quantifier le succès du TGV pour la SNCF, il est beaucoup plus difficile de le faire en terme d'aménagement du territoire et de retombées économiques. A la Direction des affaires économiques de la Communauté urbaine de Marseille, on se refuse à chiffrer quoi que ce soit : les entreprises qui choisissent la région le font, dit-on, en fonction de l'existence d'un marché, du coût de la main-d'œuvre et des loyers, et du raccordement aux réseaux de télécommunication. L'existence du TGV ne fait que renforcer le tout : « *L'accessibilité de Marseille est désormais une affaire entendue* », explique Olivier Latil d'Albertas à la Direction, mais il ne connaît pas d'entreprise venue spécialement pour le TGV.

On reconnaît quand même dans son service que celles du secteur audiovisuel, en progression ici, et qui travaillent beaucoup avec Paris, apprécient le train rapide.

Le directeur de Provence promotion (émanation du conseil général et de la CCI de Marseille), Guy Guistini, est plus prolixe sur les apports du TGV : « *C'est un plus en terme d'image à l'étranger*, dit-il. *Les Américains sont jaloux de cet outil rapide et sûr.* » Selon lui, c'est aussi un atout fort pour les métiers de service, très développés dans la région. M. Guistini affirme même que des sociétés de conseil, comme Cognitis et Cross System, dont le personnel est plus souvent chez les clients qu'au siège, sont venues s'installer ici car elles disposent de locaux moins coûteux qu'ailleurs, et désormais reliés à toute l'Europe par ce train rapide et par l'avion.

Les activités de recherche-développement et de formation, elles aussi, profiteraient du nouveau train. D'abord parce que celui-ci est remboursé par tous les laboratoires publics, qui ne paient pas l'avion. Ensuite parce que les socié-

tés d'assurance exigent que les groupes issus des mêmes entreprises soient scindés en cas de déplacement aérien, et ne le demandent pas pour le rail.

La chambre de commerce et d'industrie du Vaucluse se refuse aussi à chiffrer les retombées économiques du TGV : la nouvelle gare, qui a accueilli 2,2 millions de voyageurs en un an – 30 % de plus que prévu – a vécu sa première année entourée d'un chantier. Les projets de la mairie de transformer la ZAC en grand centre spécialisé dans la formation (*Le Monde* du 9 juin 2001) sont donc encore dans les cartons. Benoît Oliot, chef de service commerce de la CCI, indique quand même que les prix de l'immobilier en Lubéron et dans les Alpilles ont sérieusement grimpé récemment, tout comme ceux d'Aix-en-Provence et de Marseille, où il s'agit d'abord d'un rattrapage.

C'est dans le tourisme que le TGV a eu l'effet le plus visible. Car, malgré le choc du 11 septembre, qui a eu des retombées immédiates et négatives, en particulier pour une ville comme Aix, qui

reçoit beaucoup d'Américains, ce secteur reste à la hausse. Les séjours courts se sont bien développés dans le Vaucluse et les taux d'occupation des lits de l'hôtellerie ont atteint 63,6 %, contre 61 % en 1999.

SÉJOURS COURTS

Les touristes européens, bons clients du TGV, sont d'ailleurs beaucoup plus nombreux, à l'image des Britanniques, qui sont 19 % de plus que l'année dernière. Aix-en-Provence, dont la gare TGV a reçu 1,1 million de voyageurs – 10 % de plus que prévu – a profité d'une embellie dès la mise en service du train rapide l'été dernier, avant le choc du 11 septembre, et avec une remontée progressive dès janvier 2002.

Même réflexion à Marseille. Le bureau de l'Office du tourisme et des congrès (OT) à la gare Saint-Charles, qui accueille mensuellement 20 % de clients en plus que l'an dernier, reste désormais ouvert sept jours sur sept. Le directeur de l'OT, Maxime Tissot, note que ce sont les séjours courts qui font la différence : « *Les gens arri-*

vent jeudi ou vendredi soir et repartent dimanche soir, voire lundi matin », note-t-il. Le TGV, dans ce cas, renforce l'effet des 35 heures, qui a créé des week-ends plus longs et dont on décide de l'emploi dix jours seulement avant le départ. A Marseille, le boom de la croisière maritime coïncide avec celui du TGV : il y a eu 230 000 croisiéristes en 2001 et on en attend 500 000 en 2005, ce qui offre de belles perspectives au train et à la ville, surtout si la cité phocéenne parvient à devenir plus souvent tête de ligne et à faire arriver le train jusqu'au port.

M. Tissot pousse aussi la SNCF à mieux attirer les clientèles de groupe à bord de ses trains. Il rêve de voir se multiplier les déplacements courts mis à profit par certaines entreprises pour la promotion d'un nouveau produit en louant un wagon de TGV. Le trajet aller sert à la présentation du produit. Une fois à Marseille, les clients de l'entreprise sont promenés et nourris. Et, au retour, ils peuvent retrouver leur wagon réservé.

Michel Samson

L'aménagement du territoire, priorité de Jean-Paul Delevoye

Le nouveau ministre veut aider les élus à mieux comprendre la réglementation européenne

QUAND Jean-Pierre Raffarin lui a proposé le ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, Jean-Paul Delevoye a d'abord posé un préalable : « *Je veux aussi l'aménagement du territoire* », avant d'accepter. Depuis, ce fidèle de Jacques Chirac, qui était maire (RPR) de Bapaume, et sénateur du Pas-de-Calais – deux mandats qu'il a dû abandonner pour se plier à la règle du non-cumul –, président en congé de l'influente Association des maires de France, entend faire de l'aménagement du territoire un levier stratégique de l'action du gouvernement. « *Je n'ai accepté la proposition de Jean-Pierre Raffarin que lorsque j'ai analysé les raisons pour lesquelles tant de Français ont voté pour le Front national* », dit-il. Dans son ministère parisien, à deux pas de Matignon, M. Delevoye n'ignore pas pour autant le risque de se couper du terrain et « *des gens* ».

Comment faire de l'aménagement du territoire un outil au service de « *la France d'en bas* » ? Les dossiers en souffrance ne man-

quent pas. L'un d'eux accapare toute son attention : La France accuse un très grand retard dans la consommation des fonds structurels européens, alloués par Bruxelles pour la période 2000-2006. Les sommes en jeu portent sur 15 milliards d'euros. Et le taux de programmation des crédits dans les régions, qui devrait être de 30 %, n'est en moyenne que de 12 % aujourd'hui. Or, chaque année, l'enveloppe qui n'est pas utilisée est perdue, Bruxelles récupère l'argent.

Pour rattraper ce retard, le ministre entend décréter « *la mobilisation générale* » des régions et des services déconcentrés de l'Etat, autour des préfets. Les élus, souvent inhibés par le caractère technocratique des règles qui régissent le versement de ces fonds, pourraient se voir aidés par une « *task force* » susceptible de leur offrir « *une ingénierie* » pour les aider à s'y retrouver.

M. Delevoye suggère d'assouplir l'interprétation des règlements communautaires qui fixent les conditions d'obtention de la man-

ne européenne. Autre dossier : la mise en œuvre des contrats de plan Etat-régions (2000-2006). S'il se confirme que certains crédits ne sont pas utilisés dans les délais prévus, il sera possible de revoir leur affectation en 2003.

M. DEVEDJIAN PRUDENT

Plutôt qu'aménager le territoire, le nouveau ministre se fixe pour objectif de « *développer la compétitivité et l'attractivité de chaque territoire* ». Il entend aussi, en liaison avec Bercy, « *accompagner les mutations industrielles* ». Et demander qu'avant d'engager toute dépense de l'Etat on évalue les effets économiques escomptés des crédits publics sur l'ensemble de l'économie de la région, par exemple en Corse. M. Delevoye prévoit de fournir à la Délégation à l'aménagement du territoire et au développement régional (Datar) « *une feuille de route* ». Cette administration pourrait se voir dotée d'antennes régionales pour accompagner la « *régionalisation* » que le gouvernement envisage de relancer.

En charge de cette réforme, Patrick Devedjian, ministre délégué aux libertés locales, se veut prudent pour l'instant. Mais devant les préfets, le 28 mai, Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, en a précisé les contours. Le gouvernement devrait proposer à l'automne une révision du titre XII de la Constitution pour consacrer le rôle des régions et garantir le principe de « *l'autonomie financière* » des collectivités locales. La révision permettrait aussi de leur reconnaître le « *droit à l'expérimentation* », qui pourrait porter aussi bien sur les compétences que sur les structures. « *Il faut donner aux régions la liberté de se regrouper, si elles le veulent* », affirme M. Devedjian.

Ce grand dessein est caressé par quelques présidents de région. A la tête de l'Auvergne, Valéry Giscard d'Estaing confiait, le 23 mai, dans une interview au *Figaro* son rêve de former une seule et même entité avec le Limousin, dont la capitale serait... Clermont-Ferrand.

Béatrice Jérôme



**Le successeur
de Fodé Sylla
à la tête
de SOS-Racisme
n'emploie pas
de langage
angélique
pour parler des
« barbares » qui
sèment violence
et terreur
dans les cités**

CET homme va prendre des coups. Ceux qui parlent trop haut, trop clair, trop fort et à contre-courant en prennent toujours. Malek Boutih se veut dynamiteur de tabous, éradicateur d'idées reçues, hérétique du bien-penser. Avec lui sur le trône moins « caviarisé », mais toujours très exposé, de SOS-Racisme, finie la culture de l'excuse, à bas la compassion, à mort le charity-business de l'exclusion. « *Les barbares des cités, il n'y a plus à tergiverser, il faut leur rentrer dedans, taper fort, les vaincre, reprendre le contrôle des territoires qui leur ont été abandonnés par des élus en mal de tranquillité. Et vite !* » La République, sa très chère République française, ne va quand



GASTON BERGERET

Juin 2002. Malek Boutih dans les locaux de SOS-Racisme.

Quoi qu'il arrive, le « *pauvre petit Arabe boiteux* », comme il disait naguère, aura fait un sacré bout de chemin...

Années 1960. Zerrouk Boutih, Algérien, Kabyle, ancien du FLN, sue le burnous sur les chantiers français des « trente glorieuses ». Comme tant d'autres. Aïcha, sa femme, fait le ménage chez les plus riches. Aujourd'hui encore, dans leur HLM d'Argenteuil, « *ils ne se rendent pas vraiment compte de ce qui m'est arrivé* », dit Malek. Le couple est analphabète.

Deuxième de cinq rejetons, le fils célèbre naît en 1963, dans un baraquement de Levallois-Perret. Ni eau courante ni toilettes. Insalubrité à tous les étages. A neuf mois, le petit dernier, qui n'est déjà pas bien costaud, attrape la polio. Hôpitaux, chirurgie à répétitions, convalescences en solitaire, quand la famille rentre au bled pour les vacances d'été. Malek ne s'en plaint pas. « *Cela m'a permis de voir autre chose, j'ai gagné en autonomie, je peux m'adapter à tout.* » Il a bien fallu. Notre homme hérite d'une patte folle qu'il gardera à vie. Il se forge une volonté en acier trempé et une méthode de survie. « *Je ne pouvais pas courir mais je faisais autant de conneries que les copains. Je me suis donc fabriqué deux leçons de vie : 1) toujours avoir un peu d'avance sur les autres ; 2) ne jamais m'affoler. La méthode me sert encore en politique.* »

N'ANTICIPONS pas. A l'école, le petit beur handicapé n'est pas hyperbrillant, mais intelligent. Surtout, il a décidé de rejeter le cursus quasi obligatoire des mômes de son milieu. Ni CAP ni BEP pour lui, merci. « *Après la primaire, on ne m'a pas attribué de bahut. Alors j'en ai cherché un tout seul. Le bus 174 menait direct à Neuilly. J'étais né à côté, le proviseur du lycée Saint-James, un ancien Français d'Algérie, m'a pris. Ça ne débordait pas vraiment de beurs ni de pauvres dans ce coin-là.* » Et puis les pauvres, à petites doses, « *c'est acceptable chez les riches, c'est même exotique* ». L'idée du mélange obligatoire des cultures et des ethnies de France est sans doute née là.

En tout cas, le « p'tit rebeu » bosse dur. Il passe un bac B puis s'inscrit en fac, pour faire un peu de droit, « *parce que je ne savais pas vraiment quoi faire d'autre en réalité* ». Le conte de fées s'est provisoirement arrêté. Malek Boutih fait des petits boulots, est vaguement tenté par le « deal », le trafic de haschich, pour faire comme les potes, quoi. Pas son truc. Son « truc » à lui, c'est dans la lecture quotidienne de *Libé* qu'il le dénêche. Il passe ses après-midi à la bibliothèque municipale, lit Franz Fanon, le Che et « *tous les révolutionnaires* ». Son « truc » à lui, ce sera la politique, le militantisme, la démocratie surtout.

MALEK BOUTIH

LE « DÉSILLUSIONNISTE »

même pas « *se laisser indéfiniment intimider par cinq mille gangsters* » qui « *terrorisent les quartiers, violent les filles en tournantes, cament leurs petits frères jusqu'à l'os, s'équipent en armes de guerre et tiennent chambres de torture dans les caves, non !* ».

Boutih est en rogne. On soupçonne que cela remonte à loin. A l'époque où le bel Harlem Désir professait amour, paillettes et tolérance pour la réussite du métissage à la française peut-être. Ou bien à plus récemment, quand son « *grand pote* » Fodé Sylla s'embarlificotait dans l'institutionnel et les bons sentiments. Une seule chose est sûre : le troisième patron de la petite main jaune ne fait pas, ne fait plus, dans la dentelle. L'antibarbare est entré en piste en février 1999. Avec lui, ça passe ou ça casse. Fini l'angélisme. « *On a trop longtemps vécu dans l'illusion* », trop cru qu'avec la baisse du chômage, un habile saupoudrage de fonds publics et une assistance bien ciblée on ramènerait le calme dans les cités. Et les galeux dans le droit chemin. Terminé, il y a le feu au lac. Le grand « *désillusionniste* » martèle son clou dans tous les médias. « *Aujourd'hui, soit on reprend le contrôle des cités, soit on bascule dans la grande délinquance.* » C'est net et sans bavure.

Attention, florilège décoiffant. Les surs-papiers ? « *Une cause dépassée que certains soutiennent en recourant au terrorisme intellectuel.* » Ses concitoyens, ses « *frères en République* », ont beau avoir donné 17 % à Le Pen, « *les Français ne sont pas racistes* ». Une preuve ? « *Les mariages mixtes de seconde génération chez les immigrés allemands, c'est à peu près 5 %.* Encore moins en Grande-Bretagne. Chez nous, en 1996, on en était déjà à 40 %. C'est quelque chose, non ? *Incomparable.* » Le mode d'intégration à la française n'a pas globalement réussi. Il a « *surréussi* » selon Malek Boutih. Et il pour-

rait encore « *servir d'exemple à l'univers tout entier* ». A condition que la République fasse son travail. Et donne d'abord « *un grand coup de balai* » parmi les gangs des cités.

La police, « *il faut la remettre au boulot. Le plus grand nombre de bavures n'est plus son fait, c'est la racaille qui tue le plus dans les cités* ». A ses yeux, « *l'ennemi n'est pas le flic à 7 500 balles par mois, ce sont les petits Le Pen de banlieue, les petits dictateurs de quartier qui vendraient leur frère pour quelques billets* ». Les islamistes plus ou moins masqués qui tentent aujourd'hui de se faire reconnaître par la République ? Athée « *par choix* », Boutih, qui veut parler pour « *ceux qu'on n'entend jamais, ceux qui ne brûlent pas de voitures devant les caméras et qui veulent que ça change* », leur fonce dessus : « *Ces types sont encore plus dangereux que les caïds. Sous prétexte de faire du soutien scolaire, ils quadrillent pour imposer le voile et leurs normes. Faut pas me la faire à moi : le Coran, pour eux, ça sert à justifier des positions fascistes. Il faut les combattre, pas les adouber.* »

Le président de SOS-Racisme a soutenu l'intervention américaine en Afghanistan. Et rencontré Chirac à New York, où, lui aussi, il était allé observer de près le choc du 11 septembre. « *Parce que tout ne se vaut pas.* » Et que, même s'il n'ignore pas « *les responsabilités US* » dans le grand désordre du monde, « *Bush et Ben Laden, ce n'est quand même pas la même chose* ». Les prises de position internationales de Malek Boutih ne plaisent pas à tout le monde. Son refus de participer aux récentes manifestations parisiennes en faveur des Palestiniens – il a préféré défilier pour la paix avec, notamment, ses potes de l'Union des étudiants juifs de France – lui ont valu quolibets et insultes. Dans les autres associa-

tions de lutte contre le racisme, au MRAP, à la Licra, au MIB, on susurre volontiers que le premier patron beur de SOS est « *complètement prisonnier de ses parrains feux* ». Et même, selon certains, que le jour n'est pas loin où « *Malek Boutih ne pourra plus mettre le pied dans les quartiers sans se faire caillasser* ».

Dans son bureau du 10^e arrondissement parisien, sous une grande ménora dorée – le chandelier hébraïque à sept branches, « *un bel objet offert par un ami* », explique-t-il, soulignant qu'il avait aussi, sur ses étagères, « *une jolie photo de Palestiniens pendant l'Intifada* » que quelqu'un lui a « *piquée* » –, Boutih sourit, relax. « *Ouais,*

bouffon chaque soir dans les halls d'immeuble ».

Les quartiers déglingués ? « *Arrêtons de leur coller des rustines, démolissons-les une fois pour toutes. Et reconstruisons, dans un vaste plan Marshall des cités, des quartiers ethniquement mélangés. Black-blanc-beurs. Même s'il faut recourir au tri ethnique, même s'il y faut un peu de force, on n'y coupera pas...* »

Ainsi parle Malek Boutih, 38 ans, deux yeux noirs incandescents dans une belle gueule tannée, un front haut, la taille basse. Un petit taureau à la Nougaro, 50 kilos de fébrilité ramassés dans un corps d'ado souffreteux et bringuebalant. « *Dans dix-quinze*

« **L'ennemi n'est pas le flic à 7 500 balles par mois, ce sont les petits dictateurs de quartier qui vendraient leurs frères pour quelques billets** »

pour certains, la question juive reste une grosse obsession. Pas moi. En fait, cette question est peut-être celle qui m'a le plus ouvert les yeux sur le racisme. » Pas de clientélisme pour l'antibarbare. Le boss de SOS n'a peur de rien, il assume tous ses paradoxes, toutes ses provocs. Prenez le cannabis, le shit qui parfume toutes les cités et rapporte au dealer moyen « *jusqu'à 30 000 euros par mois* ». Eh bien, il faut en priver la racaille, dépénaliser la substance ! « *A l'autorité publique de réglementer la vente, de prendre le marché en main.* » Les internats, « *il faut en ouvrir, y mettre ceux qui veulent s'en sortir, étudier en paix sans se faire traiter de*

ans », dit Julien Dray, mentor, sponsor et « *père spirituel* » patenté aussi bien du bonhomme que de la « *marque SOS* », ce garçon « *pourrait bien être l'un des grands leaders politiques français issus de l'immigration* ». Boutih ne joue pas les faux modestes. Il ne dément rien. « *On verra bien.* » Pour l'heure, seule compte la cause qu'il défend depuis maintenant presque vingt ans. Il se définit toujours en « *militant de l'antiracisme et homme de gauche* ». Mais, que Chirac ou le PS-PC gagne les législatives, si on lui propose un maroquin, il « *étudiera ce que ça veut dire* ». S'il peut « *vraiment faire quelque chose, pourquoi pas ?* ».

En 1983, il a 19 ans, la grande marche des beurs le saisit à la gorge. Elle ne le lâchera plus. Il embrassera avec SOS, parce que « *ça cadrait mieux avec son refus du communautarisme* », dit un de ses copains. SOS sera sa vraie fac. « *Tu sors de Levallois, tu te retrouves au cœur du monde, avec Mitterrand, BHL, tout ça. Ça décomplexé, c'est sûr...* » Boutih ne renie rien des années paillettes de l'organisation ni de ses origines controversées. Dans son premier bouquin, un dialogue pénétré avec Elisabeth Lévy joliment intitulé *La France aux Français ? Chiche* (édition Mille et une nuits), il récuse l'image de « *poupée mitterrandienne* » accolée à SOS et affirme que la véritable histoire de l'association reste à écrire.

L'ultime chapitre pourrait-il être consacré à la mort du mouvement ? « *Sur le terrain, jure-t-on dans les associations concurrentes, on ne voit déjà plus ses militants nulle part.* » Azouz Begag, le sociologue romancier qui vient de signer un ouvrage sur les quartiers (*Les Dérouilleurs*, éditions Mille et une nuits) et qui partage certaines des thèses de Boutih – « *sauf que moi, je suis un homme libre* », précise-t-il –, confirme « *la perte de crédibilité* » d'un mouvement « *qui reste attaché au PS alors que les beurs, dans les cités, ne veulent plus rien avoir à faire avec ce parti qui leur a tout promis et rien tenu* ». Malek Boutih prend son air de boxeur sonnè mais ne réplique pas. « *Ça va, il y a des adhésions, je ne suis pas tout seul...* » Moins que jamais, en fait. Les militants encartés sont peut-être tombés de 20 000 à 11 000, officiellement. Mais le petit « *désillusionniste* » reste adulte des médias. Son message passe. Et, en plus, il vient de tomber amoureux. Alors...

Patrice Claude

Cette Shoah qui ne passe pas *par Françoise Giroud*

MÊME si ce vieux brigand d'Arafat débloque en déclarant qu'il n'y a jamais eu de temple juif à Jérusalem, la cause palestinienne est excellente. Un Etat palestinien doit enfin pouvoir naître et se développer dans le respect et la paix, on ne dira jamais le contraire. Avec une réserve cependant : assassiner tous les jours des civils, des femmes, des enfants par paquets au moyen d'hommes-suicide éduqués dans cette perspective ne stimule pas la sympathie, même si cela semble ne déranger personne parmi ceux, nombreux, qui ne connaissent de cet horrible conflit qu'un responsable : Israël.

Mon propos n'est pas de chercher à exonérer les Israéliens d'un long aveuglement, d'une longue arrogance envers leurs voisins de palier, mais d'essayer de comprendre comment ils sont devenus aux yeux de Français, en particulier d'intellectuels qui ont la réputation de réfléchir avant d'écrire, des cibles exclusives pour la réprobation sinon pour la haine (dans *Le Monde* du 4 juin, Danièle Sallenave, Edgar Morin et Sami Naïr).

Je crois que l'ensemble des peuples chrétiens n'a jamais avalé la Shoah. Que sa révélation, relativement tardive, son ampleur, sa méticulosité hallucinantes et avant tout le caractère d'anéantissement systématique et gratuit d'un peuple entier ont causé un choc beaucoup plus profond qu'on ne le croit. Non

à conquérir. Les Français, pour ne parler que d'eux, ont exterminé les protestants, torturé les Algériens ; les Américains ont massacré les Indiens ; les Soviétiques ont massacré tous azimuts ; la liste n'est pas limitative. Mais jamais l'homme n'avait exterminé méthodiquement d'autres hommes sans rai-

te évidence la réalité de la Shoah. En bonne logique, dans la mesure où ils se déclarent ouvertement ennemis déclarés des juifs, ils auraient dû se féliciter d'en voir disparaître autant d'un seul coup et mettre cet acte d'hygiène à l'actif du national-socialisme.

Mais ceux qui nient ne supportent pas mieux que d'autres que cela ait été. Et bien que les années passent, chacun porte avec ennui, avec irritation parfois, sa petite part de culpabilité dans la plus remarquable extermination de l'histoire parce qu'elle était sans objet. Parce que ce n'est pas le dixième malheur des juifs qu'elle a révélé mais ce dont l'homme contemporain policé, cultivé, éduqué, est capable, donc nous-mêmes. « *Chaque fois qu'on a tué un juif pendant la guerre, a pu dire un moraliste, c'est Jésus que nous avons tué, le premier d'entre eux* ».

Or que se passe-t-il aujourd'hui ? L'occasion de transformer la figure du juif martyr en juif bourreau. D'évacuer cette culpabilité récurrente qui excède pour libérer le petit fond d'antisémitisme que tout le monde trouve dans son berceau.

Avec une rapidité remarquable,

dès la première pierre de la seconde Intifada, un retournement s'est produit, saisissant, qui serait inexplicable sans le tableau de fond sur lequel il s'inscrit. Enfin ! On a le droit de dire du mal des juifs ! « *Antisémitisme, moi ? Vous m'insultez, mais cet enfant palestinien qui meurt sous nos yeux à la télévision, qui l'a tué ? Qui ?* » Surtout, ne pas discuter, l'émotion ne se discute pas, ni le désir naturel de se ranger du côté du plus faible.

Moi non plus je n'aime pas qu'on tue les enfants palestiniens, moi aussi je suis scandalisée qu'Israël refuse une commission d'enquête sur Jénine, moi aussi je supporte mal de voir des soldats israéliens relever la chemise de leurs prisonniers pour s'assurer qu'ils ne portent pas une ceinture d'explosifs ou les marquer de chiffres sur leur avant-bras.

Mais ce concours macabre qu'Israéliens et Palestiniens semblent faire sur le nombre de morts enterrés chaque jour, les Palestiniens sont en train de le gagner, ils tuent davantage, ils tuent énormément de civils israéliens, 400 depuis le début de la seconde Intifada dans les rues, les autobus, les cafés, les lieux où la jeunesse

danse, preuve que la stratégie antiterroriste d'Ariel Sharon est une impasse.

A la guerre, on pardonne aux généraux de faire des victoires avec des morts, pas des défaites. Mais à Paris, les personnes de bon goût ne comptent que les morts palestiniens. Quand on arrive aux

FRANÇOISE GIROUD est éditorialiste au *Nouvel Observateur*, écrivain, ancienne secrétaire d'Etat.

autres, on ne sait plus compter. D'ailleurs, ce sont des goujats... Les fils d'un peuple supplicé devraient savoir se tenir à table, je veux dire à la guerre, et prendre les coups sans les rendre, c'est à peu près ce qu'ici et là on entend et on lit.

Prendre les coups sans les rendre paraît néanmoins une conduite sur laquelle on ne doit plus pouvoir compter de la part des juifs, en aucune circonstance. En revanche, au lieu de montrer aujourd'hui - vainement - leur force, on voudrait les adjurer de montrer leur intelligence, et leur si longue sagesse. « *Choisie la vie* », dit le message de Moïse.

Une frontière, maintenant ! *par Ilan Greilsammer*

LES trois données actuelles du conflit israélo-palestinien sont parfaitement connues. La première : la situation est devenue absolument insupportable, tant pour les Israéliens que pour les Palestiniens. Du côté israélien, malgré l'opération dite « *Mur de protection* », nous devons à nouveau faire face à un terrorisme de plus en plus violent, de plus en plus aveugle, et tout indique que la sécurité du pays va aller de mal en pis. La peur s'est installée, chaque parent craint pour ses enfants, on évite restaurants, cafés et autobus.

Du côté palestinien, l'occupation, elle aussi, est devenue invivable : extension rampante des implantations juives, barrages, violence des colons, liquidations des cadres palestiniens et arrestations. En un mot, et même si c'est à des degrés divers, les deux populations n'en peuvent plus, elles sont à bout de souffle.

Deuxième certitude : aucune solution ne sortira de la confrontation

des deux leaders actuels, Ariel Sharon et Yasser Arafat. Le chef du gouvernement israélien aurait pu se fonder sur la popularité dont il jouit dans l'opinion pour proposer un plan audacieux et laisser à l'histoire l'image d'un pionnier de la paix. Mais non, c'est un vieil homme, éternellement fidèle à l'idéologie de la Terre-d'Israël-Tout-Entière, obsédé par l'idée de mettre hors jeu Arafat et qui, malgré tous nos espoirs, ne peut pas être et ne sera pas un de Gaulle sur le tard.

Quant au président palestinien, n'en déplaise à ses thuriféraires européens, l'affaire est entendue : c'est un homme usé et roublard, expert en promesses non tenues, entouré de courtisans corrompus, qui appelle à la paix des braves tout en clignant de l'œil en direction du Hamas et du Djihad, et en finançant les actions terroristes. De toute façon, il est de plus en plus contesté par son propre peuple.

Enfin, troisième certitude, aucun salut ne viendra d'un facteur extérieur, qu'il s'agisse des Etats-Unis

d'Amérique ou de l'Union européenne. Les Etats-Unis de George W. Bush ne veulent pas vraiment intervenir, ils sont très réticents à s'engager plus avant et estiment apparemment qu'une initiative de leur part ne pourrait que nuire à leurs intérêts. Quant à l'Europe unie, n'en parlons même pas : sa

Alors, nous sommes de plus en plus nombreux, au sein de la gauche sioniste israélienne, à penser que la seule solution alternative, dans l'attente d'un règlement de paix qui ne pourra survenir que dans plusieurs années, est un retrait unilatéral immédiat d'une grande partie des territoires occu-

cation, de toute ligne qui risquerait de devenir une frontière politique définitive entre Israël et l'Etat palestinien. A cause de ce refus purement idéologique, nous continuons à payer le prix fort et à vivre dans une situation absurde : quoique veut pénétrer en Israël à l'aéroport Ben-Gourion est soumis à des conditions d'entrée pointilleuses, alors que n'importe quel candidat à l'attentat-suicide peut faire à pied le trajet de Jénine à Afoula en déjouant les barrages et sans que personne ne lui demande rien !

Dans l'état où nous vivons, dans ce climat de peur et d'hostilité qui caractérise les deux populations, il faut absolument une frontière, une vraie frontière, qui sépare les deux peuples.

Cela nécessite, dans un premier temps, qu'Israël se retire d'une partie des territoires palestiniens. L'Autorité palestinienne gouverne actuellement (du moins en théorie, si l'on ignore les incursions de Tsahal) un peu plus de 40 % de la Cisjordanie - des îlots séparés par des barrages, des implantations juives, des bases, des routes de contournement. Il faut qu'Israël évacue ses colonies et ses troupes d'environ 40 à 45 % de la Cisjordanie et remette l'espace libéré à l'Autorité palestinienne, qui disposerait alors d'une continuité sur 85 % de la Cisjordanie.

Tout indique qu'une telle solution serait acceptable pour la grande majorité des Israéliens, qui en ont assez à la fois de subir le terrorisme et de se mettre en danger pour défendre des colonies sans intérêt. D'ailleurs, les 40 à 45 % de territoires à évacuer ne concernent pas les grandes zones de peuplement juif en Cisjordanie, qui resteraient pour le moment rattachées à Israël, à l'intérieur de la frontière provisoire.

Les territoires qui seraient évacués sont peuplés d'un grand nombre de petites colonies isolées, où l'habitat juif est minime, dans des zones à très forte population arabe, et l'opinion israélienne paraît aujourd'hui acquise au rapatriement de ces colons.

En l'absence de tout progrès du processus de paix, les grandes zones de colonisation, proches de la ligne verte, resteraient, comme le Grand Jérusalem, à l'intérieur d'Israël. Des points de passage bien contrôlés seraient établis le long de la frontière provisoire, et les Palestiniens pourraient organiser leur vie de l'autre côté, dans leur pré-Etat, sans barrages ni contrôles.

Tout cela, répétons-le encore, serait transitoire, jusqu'à ce que des négociations sérieuses s'ouvrent entre les deux parties, dans six mois, deux ans, dix ou vingt ans, afin de déterminer la frontière définitive entre les deux Etats, les partages de souveraineté sur Jérusalem, le sort du mont du Temple/des Mosquées, les échan-

ges éventuels de territoires, le sort des réfugiés, etc.

Quelles objections les adversaires d'un tel retrait unilatéral ont-ils à opposer ? Il y a d'abord la droite israélienne, nationaliste et bornée, qui pousse des hauts cris, bat le tambour et ne veut entendre parler ni de frontière à l'intérieur

ILAN GREILSAMMER est professeur de science politique à l'université Bar-Ilan (Israël).

d'Eretz Israël ni d'évacuation de colonies, même si elles ne comptent que dix ou vingt familles. Pour cette droite faucon qui se refuse à tout en attendant que la partie d'en face capitule, il n'y a aucune objection à ce que des soldats de Tsahal se mettent en danger pour accompagner les enfants des colons à leurs cours de piano ou de danse classique... Cette droite essaie de nous persuader, tantôt qu'un grillage électronique et sophistiqué est impossible étant donné la nature du terrain, tantôt qu'un Etat terroriste surgirait à nos portes, mais aucun de ses arguments n'est vraiment convaincant.

Il y a ensuite, à gauche, le clan des inconsolables nostalgiques d'Oslo qui pleurent amèrement répétant : « *Ah ! si nous avions fait ceci, ou cela...* », qui continuent à croire dans la « virginité » d'Arafat et à nous annoncer pour demain - pardon, pour ce soir même ! - le dialogue israélo-palestinien tant attendu. Pour cette partie du camp colombe, il ne faut rien essayer d'autre qu'une négociation en bonne et due forme avec Yasser Arafat, pour arriver avec lui à un règlement de paix définitif.

Les deux populations ne peuvent plus attendre. Je suis entièrement d'accord avec un nombre de plus en plus grand d'intellectuels de mon pays, au premier rang desquels l'écrivain A. B. Yehoshoua, qui voient le retrait unilatéral et la frontière comme la seule solution provisoire.

Le départ de Tsahal, l'abandon des colonies isolées, la continuité du territoire remis aux Palestiniens, la fin des barrages et des humiliations, donneront aux Palestiniens un sentiment de confiance et de liberté, et les engageront, espérons-le, à négocier la fin du conflit avec Israël.

D'un autre côté, la frontière provisoire, aussi infranchissable pour les terroristes que celle de la bande de Gaza, ramènera le calme et la sécurité en Israël, et poussera les Israéliens à un dialogue réel avec leurs ennemis-partenaires. Il ne fait aucun doute que le règlement définitif comportera un Etat palestinien souverain, l'évacuation du reste des colonies et un partage de souveraineté à Jérusalem, mais pourquoi serions-nous condamnés à souffrir en attendant ce jour lointain ?

Moyen-Orient : comment en sortir

Suite de la première page

Au nom de cette résolution 242, qui devint la pierre angulaire du processus de paix, Israël se retira de la péninsule du Sinaï, conformément au traité de paix de 1979 avec l'Egypte. C'est encore au nom des principes de la résolution 242 qu'Israël participa, en 1991, à la conférence de paix de Madrid, au cours de laquelle le président George Bush parla de « *compromis territorial* » entre les parties.

Et, toujours dans la logique de la résolution 242, Israël, en application des accords d'Oslo de 1993, mit fin à son gouvernement militaire sur les populations palestiniennes, de sorte qu'en 1999, 98 % des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza étaient sous administration palestinienne.

Et pourtant l'Autorité palestinienne décida de déclencher l'actuelle guerre contre Israël après l'échec du sommet de Camp David, en juillet 2000. Plutôt que de résoudre pacifiquement les différends israélo-palestiniens, elle a délibérément encouragé une vague d'attaques terroristes contre le peuple d'Israël. Elle a failli à son engagement écrit de procéder au démantèlement de groupes terroristes internationaux comme le Hamas et le Djihad islamique. Bien au contraire, elle leur a offert un sanctuaire dans la zone qui est sous sa juridiction. Elle a aussi lâché certaines de ses forces les plus loyales, comme les milices Tanzim du Fatah et la garde présidentielle, la Force 17, contre des civils israéliens. Enfin, le conseiller financier personnel de Yasser Ara-

fat, Fouad Shubaki, a non seulement financé une bonne partie de ces attaques, mais organisé un consortium du terrorisme au Moyen-Orient, reposant sur l'Autorité palestinienne, l'Irak et l'Iran.

Malgré cette situation, il existe encore un moyen d'en sortir. Il faut en premier lieu qu'Israël vainque le terrorisme ; on ne négocie pas sous le feu. Israël a fait par le passé de douloureuses concessions pour la paix et fera de nou-

Israël ne reviendra pas aux frontières fragiles de l'armistice de 1967, ne redivisera pas Jérusalem, ne cédera pas sur son droit à des frontières sûres reconnues par la résolution 242

veau preuve de souplesse diplomatique pour aboutir à la paix, mais, pour cela, il lui faut d'abord et surtout un partenaire fiable.

En 1977, lorsque le président égyptien Anouar El Sadate est venu à Jérusalem, il a dit au peuple d'Israël : « *Plus de guerres*. » A partir de ce jour, la menace de violence a cessé de planer sur les relations égypto-israéliennes, et le traité de paix de 1979 a pu être négocié. Le roi Hussein de Jordanie a suivi la même voie en 1994. Cet engagement élémentaire à une renonciation définitive à la violence lors de la résolution des différends politiques n'a malheureusement pas été tenu par la présente

Autorité palestinienne. Ensuite, lorsque Israël et les Palestiniens finiront par reprendre les négociations, il faudra une diplomatie fondée sur le réalisme. La course à un accord définitif, tant à Camp David que lors des entretiens de Taba en janvier 2001, en Egypte, a échoué parce que les divergences de vues entre les parties étaient trop importantes.

La seule option sérieuse pour le succès d'un règlement négocié est de rechercher un accord intérimaire durable qui laisse de côté, pour le futur, les problèmes dont la solu-

tion est hors d'atteinte dans le présent.

Au cours des deux années ou presque d'Intifada palestinienne, le peuple d'Israël a assisté à l'exploitation des vulnérabilités d'Israël, à la profanation de ses lieux saints, à un trafic massif d'armes ensuite utilisées contre ses villes. Pour cette raison, Israël ne reviendra pas aux frontières fragiles de l'armistice de 1967, ne redivisera pas Jérusalem, ne cédera pas sur son droit à des frontières sûres reconnues par la résolution 242.

Le passage d'un accord intérimaire durable à un règlement définitif ne peut être guidé que par des changements dans la réalité et sur

Ariel Sharon
Traduit de l'anglais par
Françoise Cartano.
© The New York Times
Syndicate.

★ Ce texte a été publié par le *New York Times* du 9 juin, à la veille de la dernière rencontre entre M. Sharon et le président américain, George W. Bush.

Inde-Pakistan : le choc de deux fanatismes

L'ÉCHEC de la récente tentative de médiation de Vladimir Poutine aura servi à rappeler l'incapacité des dirigeants de l'Inde et du Pakistan à mettre fin à un conflit qui les oppose depuis 1947. La mission du sous-secrétaire d'Etat américain Richard Armitage, suivie ces jours-ci par celle du secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, a certes fait baisser la tension, et New Delhi vient de faire des gestes d'apaisement. Il n'en reste pas moins que la crainte d'un holocauste radioactif ne semble pas faire peur aux deux capitales, tant les passions chauvines l'emportent sur la raison. Une guerre n'est peut-être pas pour demain, mais elle est loin d'être inévitable. Le milliard d'habitants du sous-continent reste à la merci des ambitions et des rancœurs de ses dirigeants, mais aussi de l'impuissance des grandes capitales face à ce qui pourrait devenir la première guerre atomique de l'histoire. Une impuissance qui trouve en partie son origine dans leur passivité face à la politique poursuivie dans la région depuis deux décennies.

Les conséquences internationales d'un tel conflit seraient pourtant loin d'être négligeables. On a déjà vu que le terrorisme islamiste – lié à Al-Qaïda et aux guérilleros qui opèrent au Cachemire – ne se limitait pas à des cibles locales : les 14 Français assassinés le 14 mai à Karachi l'ont payé de leur vie. Cela fait longtemps que Paris vend des armes aux deux camps, n'ignorant pas qu'elles sont faites pour servir. Séduit par Benazir Bhutto, François Mitterrand avait accepté en 1990 de lui vendre une centrale nucléaire, officiellement destinée aux besoins énergétiques du Pakistan. On est loin de la « politique responsable, cohérente et pérenne » affichée par le ministère de la défense. L'attitude de Londres n'est pas

plus glorieuse, qui a refusé de bloquer la commande de 60 avions d'entraînement par l'Inde. La Chine, l'ex-URSS ou les Etats-Unis – ces derniers jusqu'à l'embargo imposé après les essais nucléaires de 1998 – ne sont pas en reste. Comme si les profits ne risquaient jamais d'avoir un effet-boomerang.

Le ministre britannique de l'intérieur s'inquiète de l'impact que pourrait avoir un afflux de réfugiés indo-pakistanaïses – estimé par le *Times* à 150 000 – et souhaite que, dans une telle éventualité, l'UE prenne sa part du fardeau. Plus sérieuse encore, les risques d'affrontements entre communautés issues du sous-continent : les sujets de Sa Majesté d'origine cachemirise sont nombreux et politiquement très actifs, et certains sont sensibles aux sirènes du fondamentalisme. Des accrochages avec les émigrants venus d'Inde menaceraient l'équilibre d'un pays qui se veut multi-ethnique. Comme le conflit au Proche-Orient avec Al-Qaïda, un affrontement indo-pakistanaïse risquerait de s'inviter chez nous.

DE 12 À 20 MILLIONS DE MORTS

Cela n'est rien en comparaison des pertes civiles qu'occasionnerait une guerre nucléaire : les Américains avancent le chiffre de 12 millions de morts, Moscou celui de 20 millions, sans compter les effets à long terme des radiations. Le monde n'a aucune expérience d'une telle catastrophe de cette nature et serait vite débordé par l'ampleur de la tâche humanitaire pour secourir les victimes dans des pays parmi les plus peuplés de la planète. Si toutefois on trouvait suffisamment de volontaires prêts à braver les retombées radioactives.

Il est bien tard pour remédier à un tel scénario catastrophique. Cela fait en effet vingt ans que les deux camps jouent la carte religieuse, hindouïste d'un côté, islamique de l'autre. Depuis Indira Gandhi, l'Inde laïque est rongée par un communautarisme aux objectifs électoraux. Et, comme ailleurs, au lieu de pouvoir être contrôlé, l'irréductible confessionnel a su profiter de l'espace qui lui était laissé pour s'étendre. Parfois d'une manière horrible comme dans les récents pogroms sanglants du Gujarat. Les hindouïstes du BJP font assaut d'intolérance pour se maintenir au pouvoir à New Delhi. Héritiers des assassins de Gandhi, ils entendent prendre leur revanche contre ceux de l'empire moghol.

Les militaires au pouvoir à Islamabad ne sont guère en reste. Le général Yahya Khan avait été soutenu pendant les années 1980 par l'administration Reagan en dépit de sa politique dictoriale, de sa volonté d'islamisation du pays et de ses ambitions de se doter de l'arme atomique, car il avait fait du Pakistan la base arrière contre l'envahisseur soviétique en Afghanistan. Combattre le communisme était hier la priorité de Washington, comme l'est aujourd'hui la guerre contre le terrorisme. Un terrorisme longtemps soutenu, et parfois créé de toutes pièces, par les services spéciaux pakistanaïses pour assoier leur influence en Afghanistan et croiser le fer avec l'armée indienne au Cachemire par moudjahidins interposés.

Fanatisme hindouïste contre fanatisme islamique, joints à l'ambition d'en découdre d'armées qui se font face depuis plus d'un demi-siècle et qui se sont fait la guerre trois fois, voilà une bonne recette pour un désastre. D'autant que l'arrogance des dirigeants et des états-majors les a empêchés de prévoir le moindre filet de sécurité. Existe-t-il un téléphone rouge pour éviter qu'un accident ou un accrochage conventionnel ne suscite un embrasement alors qu'une dizaine de minutes seulement séparent une alerte de l'impact d'une bombe A sur une cible adverse ?

Il est bien difficile au général Moucharraf de faire entendre raison à ses va-t-en-guerre et de museler les groupes terroristes que ses prédécesseurs, et lui-même, ont utilisés par le passé. Ou au premier ministre indien Vajpayee de mettre une sourdine à ses propos belliqueux. D'autant que c'est l'occupation militaire du Cachemire musulman par New Delhi et son refus de dialoguer honnêtement avec sa population qui est à la source de la confrontation. Chauffées à blanc par la propagande, les populations ne sont plus un frein à un aventurisme dont elles seraient pourtant les premières victimes. Dans ce contexte d'aveuglement réciproque, une solution ne peut qu'être imposée de l'extérieur. Moscou a perdu son influence sur New Delhi et les Etats-Unis sont écartelés entre leur soutien à une Inde démocratique s'ouvrant à l'économie de marché et à un Pakistan indispensable pour lutter contre Al-Qaïda. Après avoir trop longtemps manifesté son désintérêt pour les crises qui ne cadraient pas avec ses schémas stratégiques ou idéologiques, l'administration Bush doit cette fois donner un signal fort de sa détermination à s'impliquer de manière durable si elle veut apaiser une situation au bord de la rupture.

Patrice de Beer

On ne peut pas tout gagner PAR SERGUEI



Des revues au secours de la refondation de la gauche

QUELQUES HEURES à peine avant l'ouverture du premier tour des élections législatives, l'occasion était bonne de vérifier si l'« envie de politique » qui avait suivi les résultats inopinés du 21 avril avait conservé sa force, et si le désir de penser la refondation de la gauche restait à la mesure des mobilisations spontanées de lycéens et d'étudiants contre le Front national dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle.

C'est dans cet esprit que l'hebdomadaire *Les Inrockuptibles* avait convoqué, dans la petite salle du Centre Pompidou, samedi 8 juin, des « états généraux » en miniature, animés par le journaliste Sylvain Bourmeau. Des revues scientifiques ou militantes de gauche et d'extrême gauche avaient été conviées à mettre l'« énergie » déclenchée par le 21 avril « au service d'un travail plus constructif » sur le thème en vogue de « reconstruire la politique ».

Une vingtaine de publications, dont beaucoup sont nées à la fin de la décennie 1990, avaient répondu à l'appel, conditionné à l'existence, en leur sein, d'un comité de rédaction. Pour cette raison, explique Sylvain Bourmeau, une revue identifiée au centre gauche comme *Le Débat* n'a pas été sollicitée – pilotée qu'elle est par un ou deux individus (Pierre Nora ou Marcel Gauchet). Autre absent remarqué : *Les Temps modernes*, de Claude Lanzmann, « pour des raisons techniques », et *La Revue socialiste*. Si l'on excepte *Esprit*, représenté par son rédacteur en chef Marc-Olivier Padis, et quelques revues de chercheurs, la tonalité politique de la rencontre était plutôt « gauche de gauche ». La figure et la démarche de Pierre Bourdieu

demeuraient très présentes dans l'esprit des intervenants, et la revue que l'auteur de *La Misère du monde* avait fondée et dirigée, *Actes de la recherche en sciences sociales*, était de la partie. En revanche, le public clairsemé confirmait la retombée de l'élan créé par le 21 avril, qui devait se traduire, le lendemain, par un record d'abstention aux législatives, notamment chez les plus jeunes. De même l'absence de personnalités politiques révélait-elle le divorce croissant à gauche entre celles-ci et les intellectuels. A leur grande déception, les revues se sont donc retrouvées entre elles, comme l'a fait observer Raphaël Metz, de *R comme réel*, lequel a regretté une quasi-« homogénéité idéologique » sur la plupart des thèmes.

INSUFFISANCES DES MÉDIAS

Face à ce consensus critique, l'extraordinaire floraison des publications politiques de ce type à la fin des années 1990 laisse espérer sinon un « projet collectif », du moins un « nouveau média collectif » dont le besoin se fait sentir, a plaidé M. Bourmeau. De fait, les insuffisances des médias ont été plus d'une fois mises en cause. Notamment dans la prétention des journalistes à « sonder naïvement la France profonde », à l'heure où les slogans du « terrain » et de la « proximité » sont ressassés ad nauseam. Croisant les analyses d'historiens, de sociologues, de philosophes, d'économistes, d'anthropologues et de juristes, les revues constitueraient autant de lieux « mieux informés de cette réalité sociale ». « S'il n'y avait pas eu des revues comme *Esprit* ou *Les Temps modernes*, a tenu à rappeler la sociologue Nicole Lapierre, de *Communi-*

cations, au moment des guerres yougoslaves, que se serait-il passé ? »

Or « les conflits internes de la société ne trouvent plus la capacité de se représenter, parce que les médias et les partis politiques ne jouent pas leur rôle, a déploré Yves-Charles Zarka, de *Cités*. Ils reformulent le débat en fonction de ce qui est censé intéresser les gens. Quand la représentation de la société ne correspond plus à la société réelle et quand la deuxième a l'occasion de s'exprimer, comme lors de la dernière présidentielle, c'est la surprise ! » Plus généralement, beaucoup d'intervenants font, à l'instar de Remi Lenoir, de *Sociétés et représentations*, le constat d'une « véritable crise de la délégation politique ». L'électeur lui-même, plus imprévisible, a changé. Appartenances et engagements s'avèrent plus tactiques, plus précaires, plus volatils. « Comment refonder la démocratie représentative, a renchéri Gilbert Wasserman, rédacteur en chef de *Mouvements*, quand on va vers une américanisation de la vie politique où les catégories populaires considèrent que la politique institutionnelle ne les concerne pas, sinon sous forme protestataire. »

Pour le géographe Jacques Lévy, de la revue *Espace-temps*, toutefois, « l'électeur n'est pas que réactif. Il existe une capacité des individus à se construire, y compris en tant qu'individus politiques ». Il faut se méfier, a-t-il dit, d'une vision ultradéterministe, voire naturaliste, des « couches populaires » engoncées dans leurs « souffrances » et leur statut socio-économique, réagissant « comme des rats dans une cage par le biais d'un vote protestataire comme si elles ne pouvaient pas agir autrement ».

Beaucoup n'en ont pas moins

dénoncé l'irruption d'un « citoyen-consommateur » « formaté » par une alliance des pouvoirs économiques, politiques et médiatiques que symboliserait le premier ministre italien, Silvio Berlusconi.

Plusieurs voix se sont accordées sur la nécessité de réintroduire de la « conflictualité » dans une vie politique « en pilotage automatique ». Cette évocation récurrente de la « conflictualité » comme essence du politique a révélé un autre processus en cours au sein de la gauche intellectuelle et critique : une étrange diversification des références qui, derrière quelques tributs à Marx et au marxisme, vont de Walter Benjamin à Nietzsche relu par Michel Foucault... La conflictualité peut être un habillement poli de la « lutte des classes », comme l'a fait remarquer Daniel Bensaïd, de *Contretemps*. Mais la thèse selon laquelle l'espace politique se définirait par un affrontement entre ami et ennemi a aussi fleuri sur le terrain de la pensée contre-révolutionnaire du XIX^e siècle, dont se sont nourris des auteurs comme le philosophe allemand Carl Schmitt, très éloigné de la gauche, même s'il fut fort admiré de Walter Benjamin...

Face à la faiblesse de la culture démocratique, face à un certain radicalisme, il restait utile, comme l'a fait le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond, d'*Alliage*, d'émettre l'hypothèse – pour mieux la combattre – que, face aux nouveaux défis représentés par les OGM, le clonage, l'effet de serre ou les attentats du 11 septembre, les difficultés avancées de la démocratie depuis deux siècles n'aient été qu'une parenthèse.

Nicolas Weill

Le Monde
ÉDITORIAL

La fin d'une illusion

SATANÉ printemps ! Le 21 avril, la France, qui s'imaginait championne du monde de la démocratie, découvre que 16,95 % des électeurs de la présidentielle ont porté leurs voix sur Jean-Marie Le Pen, chef de file de l'extrême droite. Le 9 juin, la France, qui se pensait championne du monde de sur-saut citoyen, découvre que 35,62 % du corps électoral a choisi de ne pas participer au premier tour des législatives. Le 11 juin, la France, qui se croyait championne du monde de football, découvre que sa sélection nationale est incapable de défendre son titre, éliminée au premier tour du Mondial 2002 sans avoir emporté une seule victoire, ni inscrit le moindre but.

Il est des résultats qui incitent à la prudence, à la modestie – qualité fort prisée depuis peu – et à la réflexion. Si tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il ne faut pas « brûler ce qu'on a adoré hier », force est d'admettre que la passion bleue, vécue par le pays depuis le triomphe de 1998, a rendu aveugle. A grand renfort de spots publicitaires, d'émissions de variétés, de contrats de travail en millions d'euros, de panégyriques et de dithyrambes en tout genre, les Bleus se sont crus divins, invincibles, incontestables, et avec eux une partie du pays. C'était oublier qu'aucun titre ne se décrète et que toutes les qualités doivent se prouver.

Aux bruyants « On est les champions, on est les champions ! », entonnés au soir du 12 juillet 1998, a fait place un grand silence, de ceux qui suivent le fracas des naufrages. La

France n'est pas le Brésil, l'Italie ou l'Angleterre. Ici, point de révolte populaire, pas de lynchage en direct, pas de commission d'enquête parlementaire ad hoc, mais une déception résignée. C'est que l'ensemble du football français affiche depuis quelque temps une santé chancelante dont chacun soupçonnait qu'elle n'était pas le fait d'un simple coup de fatigue.

Compétitions décevantes ; exode des talents ; structures professionnelles gangrenées par mille maux (affaires des faux passeports, agents véreux, incurie financière) ; dirigeants obnubilés par la croissance ininterrompue des chiffres d'affaires : le système court péril.

La Ligue nationale de football (LNF), qui, en France, tient les rênes du professionnalisme, n'a pris conscience du danger que très récemment. Il lui a d'abord fallu assainir sa présidence, en évincant Gérard Bourgoïn, chef d'entreprise aux méthodes contestées, au profit de Frédéric Thiriez, juriste scrupuleux. Une fois l'ordre rétabli, il lui restera à entamer les réformes nécessaires à sa survie, autrement dit à renouer avec la réalité de la société française.

Malgré eux, sans doute, les Bleus ont longtemps fait écran. En ce sens, la défaite du 11 juin peut être considérée comme salutaire. Elle aura contribué à faire éclater la « bulle footballistique ». Elle aura démontré que la course effrénée à la rentabilité mène à la faillite, que la morgue est la meilleure ennemie de la motivation, que le laisser-faire ne peut tenir lieu de stratégie et que le titre de champion du monde n'est pas concédé à perpétuité.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Lichon
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
François Bonnet (*International*) ; Anne-Line Roccati (*France*) ;
Anne Chemin (*Société*) ; Jean-Louis Andréani (*Régions*) ; Laurent Mauduit (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Franck Nouchi (*Culture*) ;
Josyane Savigneau (*Le Monde des Livres*) ; Serge Marti (*Le Monde Economie*)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

COMMUNICATION. Dans nos premières éditions du *Monde* du 12 juin, nous avons attribué par erreur la photographie de la page Communication à Alain Le Bot (Gamma), alors qu'il s'agissait d'un cliché de Rodolphe Escher (MPA).

JEAN-MARIE LE PEN. Dans les pages consacrées aux témoignages sur la participation de Jean-Marie Le Pen à des actes de torture durant la guerre d'Algérie (*Le Monde* du mardi 4 juin), la légende de la photo était inexacte. Le prénom de M. Amara est Mohamed, et non Saïd.

PRÉCISION

COMMISSION EUROPÉENNE. Dans notre article « Enquête sur une Commission européenne de plus en plus critiquée » (*Le Monde* du 4 juin), nous écrivions que certains commissaires insistaient pour parler dans leur langue lors des réunions du collège. La Commission précise que « le recours aux interprètes dans les réunions de la Commission est constant », que « les commissaires peuvent s'exprimer dans l'une des trois langues de travail – français, anglais, allemand – à leur convenance » et qu'« il n'y a eu aucune évolution sous la Commission présidée par Romano Prodi en la matière ».

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde
PUBLI-MÉDIA

Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

L'EXPRESS

Denis Jeambar

Avant même que la messe électorale ne soit définitivement dite, ce printemps électoral constitue un sacre pour Jacques Chirac. Nul ne peut dire ce qu'il fera de la France de demain tant il nous a habitués à son inconsistance, mais le voilà puissant comme jamais, triomphant après avoir frôlé le gouffre, vainqueur absolu en revenant du diable vauvert. Il y a chez cet homme un mystère, comme s'il lui fallait côtoyer le pire pour l'emporter, comme si le confort l'anesthésiait, comme s'il était un homme de conquête plus qu'un homme de pouvoir. C'est dans cet habit-là que Lionel Jospin l'a connu et c'est pour cela qu'il l'a méjugé. (...) Le fabuleux destin de Jacques Chirac s'est nourri des faiblesses de son adversaire, magister aveuglé par sa suffisance.

L'HUMANITÉ

Claude Cabanes

Dans ces circonstances-là, il faut toujours qu'un imbécile entre en scène. Cette fois le rôle est tenu par M. Le Gallou, qui nous vient des forêts noires de l'extrême droite : il a estimé que l'élimination des Bleus « sonnait le glas de la propagande immigrationniste », et que la victoire des Danois avait une valeur « particulièrement symbolique ». En somme, il était temps : les Aryens blonds ont écrasé les « sales » Nègres ! L'imbécillité est toujours obscène.

LA TRIBUNE

Gilles Bridier

Le foot-business n'est pas mort avec la défaite des Bleus. Et en Europe les excès du Mercato, le grand marché des joueurs, n'ont pas fini d'alimenter la chronique, même si ce ne sont plus des athlètes français qui, dans un avenir immédiat, signeront les plus gros contrats. (...) Dans la folie du sport-business, le foot-business n'a pas atteint les limites de la démesure. (...) Les Bleus sont rentrés chez eux. Mais les affaires continuent.

Bucarest déclare la guerre à la presse

Le gouvernement roumain est de plus en plus chatouilleux quand les médias le critiquent. Déjà malmené par ses journalistes, il a pris pour cible la presse étrangère, dont « Le Monde »

Cotidianul

roumaine est faux. Ce n'est pas de réflexes qu'il est question, mais de quelque chose de plus complexe. »

Une étude confidentielle intitulée « Stratégie pour contrecarrer les attaques à l'encontre de l'image de la Roumanie », que les journaux se sont empressés de publier, fait état des dangers que représente la presse. « La Roumanie est vulnérable aux agressions perpétrées à travers les médias, y compris Internet, prétend le texte, destiné au Conseil supérieur de la défense, qui réunit le président, le premier ministre et les chefs des services de renseignement. L'opinion roumaine est facile à manipuler psychologiquement. »

Les Roumains semblent peu apprécier cette estimation officielle de leur niveau intellectuel.

« Nous sommes donc un peuple de cons, facile à mener en bateau !, conclut le rédacteur en chef du quotidien Adevarul (« La Vérité »). Cette façon de penser était celle de la Securitate et du PC. »

FERMEZ VOS GUEULES !

Les attaques contre la presse risquent de fragiliser ce dernier rempart de la démocratie roumaine. L'opposition démocratique est divisée en groupes d'intérêts incapables d'offrir une alternative. Le populiste Corneliu Vadim Tudor, qui a obtenu 28 % des suffrages en 2000, est un véritable aspirateur du mécontentement social, qui ne cesse de s'amplifier. La corruption et le népotisme pourraient ouvrir la voie aux extrémistes qui attendent les élections de 2004.

La Roumanie avait pourtant évolué dans le bon sens ces dernières années. L'ouverture des négociations avec l'Union européenne lais-

sait espérer une amélioration de la situation économique et politique. Les Etats-Unis ont d'ores et déjà fait savoir que Bucarest devrait entrer dans l'OTAN cet automne. De fait, seule l'intégration dans l'espace euro-atlantique garantirait le fonctionnement démocratique de la Roumanie. Mais ces poussées autoritaires risquent de remettre en question ce rendez-vous du pays avec l'histoire. Le Parlement s'apprête à voter une loi portant atteinte à la liberté de la presse. Mais une forte pression médiatique semble avoir convaincu le président Ion Iliescu de ne pas promulguer ce texte. Comme lui, le premier ministre Adrian Nastase a également adouci le ton de son discours à l'encontre de la presse. Mais pour combien de temps ?

Les thuriféraires de M. Nastase font tout pour inquiéter les journalistes. Le ministre de la défense leur a rappelé que « la vie est trop

courte pour être gaspillée dans des débats stressants ». Le secrétaire général du gouvernement, Serban Mihailescu, déjà à ce poste sous Ceausescu, a apostrophé l'opposition en ces termes devenus célèbres : « Fermez vos gueules ! » Le ministre de l'information prétend que les journalistes roumains sont à vendre.

En échange, la presse leur a donné des surnoms peu gratifiants. Adevarul appelle M. Mihailescu « Mickey le Bakchich ». C'est parce que Le Monde du 23 mai y a fait allusion que le secrétaire général le menace d'un procès. Le premier ministre a tenté de justifier la colère gouvernementale en ces termes : « Le problème, c'est que nous ne sommes pas les seuls à lire Le Monde, d'autres le lisent aussi ! »

Mirel Bran

★ www.cotidianul.ro

SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Baccalauréat

Le ministère de l'éducation nationale décrit les nouveautés du baccalauréat général et technologique. www.education.gouv.fr/sec/baccalaureat/nouveaute.htm

Il a rendu public les statistiques de la session 2002 en mettant en perspective dans le temps et dans l'espace européen.

ftp://trf.education.gouv.fr/pub/edutel/presse/2002/bac.pdf

Le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) liste toutes les dispositions concernant l'examen parues au Bulletin officiel de l'éducation nationale.

www.cndp.fr/lycee/textesBac/

Le site pédagogique Eduscol décrit les épreuves du bac général pour chaque série.

www.eduscol.education.fr/Do056/definitions_epreuves1.htm

Une base de données permet de comparer le taux de réussite au bac par lycée - de 1997 à 2001 - au taux « attendu », soit ce qu'il devrait être si la population fréquentant cet établissement était conforme à la moyenne de tous les lycées en termes d'âge et de milieu social.

www2.education.gouv.fr/ival/rechercheg.html

Dans une note d'information, le ministère rend compte des motivations des bacheliers de 2001 inscrits à l'université.

ftp://trf.education.gouv.fr/pub/edutel/dpd/nio202.pdf

vincent.truffey@lemonde.fr

Les Palestiniens vus par la presse du Proche-Orient

Ariel Sharon semble avoir convaincu le président Bush de ne plus faire confiance à Arafat

« LE PRÉSIDENT Bush semble parfois être la seule personne dans l'administration américaine qui ait la tête sur les épaules », se réjouit le Jerusalem Post. Le quotidien israélien a de quoi être content. Après sa rencontre, lundi 10 juin, avec Ariel Sharon, le président américain a déclaré « que les conditions ne sont pas encore réunies pour un sommet ministériel œuvrant pour la paix. Personne n'a confiance dans le gouvernement palestinien en formation ». Recevant à Camp David le président égyptien Moubarak, M. Bush avait déjà écarté l'idée de

fixer un calendrier pour la création d'un Etat palestinien. Pour le Post, « la vision américaine d'un Etat palestinien restera une vision tant que les Palestiniens n'auront pas épuré leur politique. Il n'y aura même pas de conférence pour revenir là-dessus. Tout cela est, à l'évidence, absolument juste. La politique américaine au Proche-Orient a le mérite de la clarté. »

LIQUIDER OU EXPULSER ARAFAT ?

Asharq al-Awsat est du même avis : « La situation politique au Proche-Orient n'a jamais été aussi clai-

re et les exigences israéliennes aussi grandes. » M. Sharon est arrivé à Washington décidé à marginaliser Yasser Arafat et à s'opposer à toute relance du processus de paix. D'ailleurs, poursuit le quotidien panarabe, juste avant la rencontre Sharon-Bush, Israël avait manifesté son intransigence en lançant de nouveau ses chars contre le quartier général d'Arafat. « Quant à Bush, il a prêté une oreille attentive aux thèses du premier ministre israélien. L'entrevue avec Sharon n'a suscité aucune divergence. »

« Bush a soutenu son interlocu-

teur en réclamant davantage de réformes de la part des Palestiniens et en allant jusqu'à approuver des opérations dans les territoires occupés. L'entente américano-israélienne fait craindre un feu vert américain pour liquider le président palestinien, ou au moins l'expulser », estime Al Quds al-Arabi. Le quotidien palestinien de Londres ajoute que, « pour les pays arabes, amis de Washington dans la région, c'est une grande déception ».

Plus grande encore est la désillusion des Palestiniens, estime Danny Rubinstein dans Haaretz. Jusqu'alors Israël n'entreprenait aucune opération d'envergure pendant l'absence de son premier ministre. Or, cette fois, Ariel Sharon semblait sûr de ne pas s'attirer de critiques de son hôte. « Pour les Palestiniens, la réoccupation de Ramallah traduit en soi un changement dans la politique américaine. A l'évidence, cette dernière s'aligne progressivement sur la position israélienne. »

L'encerclement du bureau d'Arafat est intervenu alors que son gouvernement remanié devait tenir sa première réunion, poursuit Rubinstein. « C'est sans doute une coïncidence. Néanmoins, à quoi servirait un exécutif palestinien si le gouvernement israélien envoie son armée pour l'empêcher de fonctionner ? »

courrierinternational.com pour Le Monde

AU COURRIER DES LECTEURS

MOTS À MOTS

L'homme politique n'aime guère le verlan. Il est un adepte, dit-il, du langage clair. Il est proche du peuple. Il sait ce qui est bon pour l'autre. Il devine ce que doit être la France de demain. Il sait par avance comment éviter les embûches et les coups tordus. L'homme politique est un malin. Il sait tendre la main pour plaire, il a l'art du bon mot, le sourire éclatant et la riposte facile. On dit même qu'il apprécie les banquets, les bons vins, la bonne chair et les plaisirs des desserts.

Le verlan, c'est l'envers du vernis que nous propose l'UMP. C'est le langage qui inverse les syllabes pour dire aux députés que les enfants des banlieues, les smicards, les clochards et les autres exclus croient aux vertus du PMU en politique. La vie de la cité est ainsi jouée à la loterie (...). On transforme l'Union pour la majorité présidentielle en une aire de course pour chevaux dociles et domestiqués. Le gouvernement est au Pari mutuel urbain ce que le croupier est à la roulette. La bille n'en finit pas de tourner et le joueur, devenu citoyen, croit, de cette foi du charbonnier indémodable, que l'employé de la maison de jeu est à l'origine du désastre social auquel nous conviait le FN. Refuser de jouer au PMU est un acte en vers lents pour dire que le jeu ne vaut la peine d'être joué que si les dés ne sont pas pipés. Les électeurs qui ont pré-

férent l'abstention et le PMU aux élections sanctifiant l'UMP n'ont peut-être eu que le tort d'avoir refusé de jouer à un jeu de perdants. (...)

Stéphane Riland
Sion (Suisse)

IDENTITÉ ALSACIENNE

Les petits Alsaciens ne naissent pas avec un casque à pointe, et parler le dialecte alsacien ne prédisposent pas à un goût immodéré pour « l'ordre et la discipline », essence substantielle d'une supposée germanité. Non, nous serons nombreux à ne pas nous laisser aligner au cordeau comme l'ont été les trottoirs et les bacs à géranium de notre ville. (...)

L'affirmation de Marc Reyman, candidat UDF-UMP (Le Monde du 7 juin), selon laquelle « Nous, les Alsaciens, sommes de race germanique, nous voulons l'ordre et la discipline », soulève l'estomac ou fait hurler de rire, selon les tempéraments. Tous ceux en Alsace qui, attachés à la langue française et à sa culture, mais aussi souvent ouverts à la littérature, la philosophie et la musique allemande, ne se reconnaissent pas dans une définition raciale de notre identité.

J'espère que de tels propos conforteront de nombreux habitants de notre région dans l'évidence que nous possédons avec ce monsieur le représentant de la droite la plus bête de France et qu'entre lui et les amis de MM. Le Pen et Mégret, il n'y a pas l'ombre d'une différence. (...)

Paul Hilfiger
Strasbourg

CNP Assurances

Assemblée Générale

et Conseil de Surveillance du 4 juin 2002



Message du Président

« Malgré la baisse des marchés actions, les fondamentaux de CNP Assurances et la lisibilité de sa stratégie sont aujourd'hui mieux compris par les marchés financiers. Notre cours de Bourse est ainsi en forte hausse depuis le début de l'année et se situe désormais autour du montant de notre valeur intrinsèque (embedded value). »

Gilles Benoist, Président du Directoire

Conseil de Surveillance et Directoire

La nouvelle formation du Conseil de Surveillance de CNP Assurances a désigné son Président et son Vice-Président : Edmond Alphandéry est reconduit dans ses fonctions de Président du Conseil de Surveillance et Martin Vial, Président de La Poste, est nommé Vice-Président. Le Conseil de Surveillance a ensuite procédé à la nomination du nouveau Directoire de CNP Assurances dont le mandat venait à expiration à l'issue de l'Assemblée. Gilles Benoist, Président du Directoire, est reconduit dans ses fonctions. Jean-Paul Marchetti et Jean-Pierre Walbaum sont également reconduits dans leurs fonctions. Jacques Ouvaroff est remplacé par Gérard Ménérout. Bernard Delas, Directeur général de CNP International, est nommé membre du Directoire.

Dividende

Sur la base des résultats financiers 2001, l'Assemblée Générale a approuvé le versement d'un dividende net de 1,39 euro par action, en progression de 29 % par rapport à l'an dernier. Sa mise en paiement interviendra à compter du 7 juin 2002. Le montant global du dividende sera d'environ 190,6 millions d'euros, correspondant ainsi à un taux de distribution de 36 % du résultat récurrent.

Perspectives

L'activité du 1^{er} trimestre 2002 s'est établie à 5 491,7 M€, en progression de 16,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2001. A périmètre constant, la hausse est de 12,8 %, en nette surperformance par rapport à l'évolution du marché français de l'assurance vie - capitalisation (-0,9 %). Pour l'ensemble de l'année 2002, CNP Assurances a pour objectif une croissance de 5 % de son chiffre d'affaires et de 10 % du résultat net consolidé récurrent.



Prochains rendez-vous

Réunions Actionnaires

le 11 juin 2002 à Nantes
le 24 septembre 2002 à Annecy
le 15 novembre 2002 à Lyon
le 29 novembre 2002 à Nice

Résultats du 1^{er} semestre

le 10 septembre 2002

Salon Actionaria

les 22 et 23 novembre 2002

1^{er} assureur
de personnes en France14 millions
de personnes assurées25 000
points de vente136 Mds €
d'actifs gérésDividende net 1,39 €
par action +29%Mise en paiement du dividende
à partir du 7 juin 2002

Relations avec les actionnaires :

N° Vert 0800 544 544

E-mail : actionnaires@cnp.frwww.cnp.fr

L'Organisation internationale du travail (OIT) organise, mercredi 12 juin, à Genève une journée consacrée au travail des enfants. Ce phénomène concernerait **211 MILLIONS DE MINEURS** dans le monde, surtout

dans les pays en développement mais les pays industrialisés ne sont pas épargnés. 2,5 millions d'enfants travailleraient dans les **ÉCONOMIES DÉVELOPPÉES**, que ce soit dans l'agriculture américaine, les services

en Grande-Bretagne, le textile ou le bâtiment en Europe du sud. Les multinationales redoutent les conséquences de **CAMPAGNES DE PRESSE** sur leur image. Mais dans certains pays comme la Chine, la

sous-traitance en chaîne rend difficile les contrôles. En Afrique, les industriels du cacao s'inquiètent des législations occidentales. Au Malawi, l'industrie du tabac entame une **OPÉRATION-PILOTE**.

Les entreprises appelées à s'engager contre le travail des enfants

L'Organisation internationale du travail organise mercredi 12 juin une journée pour sensibiliser les opinions mondiales sur ce phénomène qui concerne environ 211 millions de mineurs. Environ 10 millions d'entre eux travailleraient indirectement pour les multinationales

PRÈS DE 211 millions d'enfants de 5 à 14 ans ont, dans le monde, une activité professionnelle. Un triste bilan, qu'a souligné l'Organisation internationale du travail (OIT) lors de la première journée mondiale contre le travail des enfants, mercredi 12 juin à Genève. « Les formes les plus dangereuses de travail des enfants dépassent largement nos estimations précédentes », s'alarme l'OIT. Un problème général qui n'épargne pas les entreprises. Certes, sept enfants sur dix travaillent dans des exploitations agricoles, souvent pour une production locale à destination de leur propre famille. Mais environ 10 millions d'enfants (en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud) travailleraient pour une activité d'exportation, c'est-à-dire, *in fine*, pour des entreprises occidentales. Les secteurs les plus exposés à ce genre de pratique sont le textile, la fabrication de tapis, la récolte de tabac ou de cacao à destination des grands groupes internationaux.

Des images-chocs ont déjà fait le tour du monde : enfants pakistanais cousant des ballons de football, fillettes bengalaises travaillant sur des machines à coudre, petits garçons empilant consciencieusement les feuilles de tabac dans des plantations... Frans Röselaers, directeur de l'International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), une émanation de l'OIT, reconnaît à mi-mots la nécessité d'un contre-pouvoir



Au Laos, dans la banlieue de la capitale, Vientiane, après la récolte du tabac, les enfants préparent les feuilles pour les faire sécher.

pour motiver le monde économique à réagir. « Il est important que les syndicats et les organisations non gouvernementales maintiennent la pression. » Il reconnaît : « C'est bien souvent lorsqu'il y a une critique mondiale que les entreprises commencent à s'engager. »

MULTIPLES SOUS-TRAITANTS

L'association américaine Human Right Watch a justement profité de cette journée mondiale pour publier un résumé de ses enquêtes réalisées ces trois dernières années. « En Égypte, en Équateur et en Inde, nous avons trouvé des enfants de 7 à 8 ans travaillant dans des champs de

laitues, de bananes ou de coton 12 heures par jour », explique, de New York, Jo Becker, de l'association. L'ONG américaine a pointé du doigt les grandes entreprises de bananes Chiquita, Del Monte ou Dole.

Conscientes de l'impact désastreux des campagnes médiatiques sur leur réputation, des centaines d'entreprises ayant fortement délocalisé leur production dans les pays émergents, comme Adidas, Mattel ou encore Gap, se sont dotées, dans les années 1990, de codes de « bonne conduite » sociale. Des codes souvent inspirés des cinq

droits fondamentaux de l'homme au travail édictés par l'OIT, parmi lesquels l'interdiction du travail des enfants. Beaucoup se sont arrêtées à ces déclarations de bonnes intentions. D'autre, comme Nike, vont plus loin, mais reconnaissent que le contrôle des engagements est compliqué.

Un point de vue également partagé par les ONG. « En Chine, les enfants ne travaillent plus chez les sous-traitants principaux, désormais trop exposés. Mais ceux-ci font ensuite appel à de multiples sous-traitants qui ne sont pas contrôlés. D'où de possibles dérives », explique Chan Ka Wai, directeur de l'association Hong-Kong Christian Indus-

trial Committee. C'est en remontant une telle chaîne que cette association avait, en 2000, défrayé la chronique en révélant qu'une école primaire chinoise, pour financer ses programmes, demandait aux élèves d'assembler des jouets destinés à McDonald's.

Même complexité sur le continent africain. Les producteurs mondiaux de cacao ont été montrés du doigt en 2001 lorsque a été découvert un trafic présumé d'enfants béninois à destination des plantations. L'industrie du cacao cherche à faire amende honorable, et travaille avec l'ONG Anti Slavery International. Les grandes entreprises comme Kraft, Mars, Ferrero ou Danone sont parties prenantes, et un protocole a été signé en décembre 2001. Mais la situation locale est complexe. « La Côte d'Ivoire compte 700 000 fermes qui produisent du cacao », explique David Zimmer, secrétaire général de Caobisco, l'association européenne des industries de la chocolaterie, biscuiterie et confiserie. Nous devons simplifier notre chaîne d'approvisionnement. »

La situation est d'autant plus complexe que le travail des enfants, dans de nombreux pays en voie de développement, apporte aux familles une part substantielle de leurs revenus. Mae Wong, observatrice attentive des conditions de travail en Asie du Sud-Est, note même une évolution récente en Chine : « Après le 11 septembre, de nombreuses commandes ont été annu-

lées. Les personnes sont actuellement tellement contentes de retrouver du travail qu'elles ne sont pas regardantes sur les conditions. » Le travail des enfants s'inscrit, de fait, dans le problème plus vaste de l'amélioration globale des conditions de travail dans les pays émergents.

« Il ne faut pas retirer des enfants de leur travail sans les scolariser ni trouver pour la famille une nouvelle source de revenu », explique M. Röselaers. Rien ne sert de taper sur les employeurs tout le temps, ce serait trop simple. » Pour ce diplomate international, il ne s'agit pas d'imposer des normes occidentales mais de faire comprendre aux pays émergents le bien-fondé pour leurs économies d'une génération d'enfants qui aura été scolarisée. Son organisation, qui milite auprès des Etats pour que soient reconnus les cinq droits fondamentaux de l'homme au travail, se verrait bien dans le rôle de super-conseiller du secteur privé.

Un rôle qu'elle tient déjà auprès des industries du tabac et du cacao. Pour la première fois, des associations professionnelles mondiales se sont regroupées et envisagent d'investir directement en Afrique pour réduire le travail des enfants qui existe lors des récoltes, en amont de leur activité industrielle. Ce test sera sans aucun doute observé à la loupe par les autres secteurs (banane, café, coton) qui pourraient être concernés.

Laure Belot

L'initiative de l'industrie du tabac au Malawi

LE MALAWI sera-t-il un cas d'école ? Pour la première fois, les multinationales du tabac (British American Tobacco, Japan Tobacco, Philip Morris...) vont investir dans ce pays africain pour réduire le nombre d'enfants qui travaillent dans les plantations. Le programme, qui devrait démarrer en juillet, concernera 60 villages et coûtera 2,11 millions d'euros sur quatre ans. Il est financé par la Fondation Eliminate Child Labour in Tobacco (ELCT), qui regroupe également l'Union internationale des travailleurs de l'agroalimentaire et du tabac (UITA) et l'Association des producteurs de tabac.

L'histoire a commencé dans les années 1990 : plusieurs ONG dénoncent alors le travail des enfants dans les plantations de tabac. Au Malawi, 65 % des 10 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté et l'industrie du tabac, avec 1 million de salariés, est le premier employeur. Après plusieurs années, British American Tobacco s'engage lors d'une conférence à Nairobi, en novembre 2000, à laquelle est présente l'Or-

ganisation internationale du travail. Il faudra ensuite un an pour convaincre les autres multinationales de rallier cette association inédite. « La Fondation est officiellement lancée depuis octobre 2001 », précise Marc Hofstetter, son directeur, un ancien de la Croix-Rouge. Certaines entreprises comme RJ Reynolds ou Altadis (fusion de Seita et de Tabacalera) ne sont pas encore parties prenantes, mais la dernière devrait le devenir.

Reste à savoir comment cette fondation va procéder. Elle déclare d'ores et déjà vouloir promouvoir la scolarisation des enfants et l'éducation des parents. Elle dispose pour l'instant d'un maigre budget de 800 000 euros. Pour motiver les multinationales à donner davantage, « il faut que ça marche », reconnaît son directeur. Le Malawi est un test ». La Fédération européenne des chocolatiers, qui envisage la même démarche, est venue prendre conseil auprès de la Fondation.

L. Be.

Les planteurs ivoiriens et les multinationales nient les accusations mais redoutent les sanctions

ABIDJAN

de notre correspondant

Edoukou Angoa ne décolère pas. Jeune planteur ivoirien retourné à la terre après avoir fait des études à Abidjan, il est l'un des responsables régionaux de l'Association nationale des producteurs de Côte d'Ivoire (Anaproc). Comme beaucoup de ses collègues, il est irrité et inquiet de voir, depuis plus d'un an et demi, sa corporation et son pays accusés de recourir au travail des enfants. Il sait très bien ce que pourrait perdre la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, à un renforcement des législations dans les pays occidentaux. Ce qu'il craint par-dessus tout : le vote, par le Congrès américain du projet de loi Harkin-Engel prévoyant la création

d'un label « Chocolat sans travail d'enfants », à l'image de ce qui a été fait en Sierra Leone, afin d'éviter la mise sur le marché des « diamants de la guerre » alimentant le Front révolutionnaire unifié (RUF), mouvement rebelle.

Le feuilleton autour du trafic des enfants dans les plantations de cacao ivoiriennes a paradoxalement commencé au Bénin, en avril 2001. Les médias du monde entier avaient alors suivi l'odyssée de l'*Etireno*, un bateau battant pavillon nigérian et parti du Bénin transportant des enfants qui doivent être vendus comme esclaves au Gabon. Cet événement a mis en lumière une pratique qui, selon l'Unicef, touche 200 000 enfants en Afrique centrale et de l'Ouest. Plusieurs journalistes ont voulu l'illustrer en évoquant le cacao, produit grand public. Très vite, plusieurs associations lancent une campagne pour un « cacao équitable ». Leur action débouche sur l'adoption, en juillet 2001, par la Chambre des représentants américains du projet de loi Harkin-Engel, jamais entériné par le Sénat.

Très vite, en effet, les industries chocolatières américaines, très présentes en Côte d'Ivoire – notamment avec la première société mondiale de négoce de cacao, Cargill, et un des quatre plus gros exportateurs des fèves ivoiriennes, Archer

Daniel Midlands (ADM) – prennent les devants et s'engagent à une autorégulation. Principal argument : les sanctions exigeraient des contrôles difficilement réalisables. Les industriels ont aussi fait valoir que le système prévu par le projet de loi Harkin-Engel provoquerait un boycottage du cacao ivoirien, appauvrissant encore plus les paysans.

« ENFANTS PAS EFFICACES »

Malgré ce répit, les producteurs ivoiriens et le gouvernement sont montés au créneau. Le contrôle et le rapatriement, souvent très médiatisés, d'adolescents soupçonnés d'être destinés au trafic se sont intensifiés. Planteurs et officiels se sont également employés à minimiser l'ampleur du trafic en martelant que seule une minorité des agriculteurs venus des pays voisins d'Afrique de l'Ouest y avaient recours. « Le travail dans les plantations est difficile, surtout dans le café et le cacao. Les enfants ne peuvent pas être efficaces. Moi, je n'emploie que des adultes mariés, à qui je cède le tiers de la récolte et une partie de mes terres. En plus, nous avons mis en place un comité pour lutter contre le fléau. A la frontière, nous refoulons les jeunes qui n'ont pas de papiers. Nous ne voulons pas salir l'image de notre cacao », explique Edoukou Angoa.

Théophile Kouamouo

L'AGRICULTURE, PREMIER EMPLOYEUR

Nombre d'enfants, âgés de 5 à 14 ans, au travail dans le monde en 2000 (estimations)

	Enfants (en millions)	% d'enfants au travail
Economies développées	2,5	2
Europe centrale et orientale	2,4	4
Asie-Pacifique	127,3	19
Am. latine et Caraïbes	17,4	16
Afrique sub-saharienne	48,0	29
Moy.-Orient et Afr. du Nord	13,4	15
Total	211	18

Les 211 millions d'enfants au travail sont majoritairement employés sur des marchés locaux ou pour satisfaire les besoins de leur propre famille. On estime qu'environ 5 %, soit 10 millions, travaillent pour l'exportation (in fine, au bénéfice des entreprises occidentales).

Source : Organisation internationale du travail

Répartition mondiale par secteur du travail des enfants, en %

70,4	agriculture, chasse, sylviculture, pêche
8,3	industrie
8,3	commerce, restaurants, hôtels
6,5	secteur tertiaire
3,8	transport
1,9	construction
0,8	mines et carrières

Les pays industrialisés ne sont pas épargnés

LE TRAVAIL des enfants ne concerne pas uniquement les pays en développement. Sur les 211 millions d'enfants de 5 à 14 ans travaillant dans le monde, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), près de 2,5 millions vivent dans les pays industrialisés. S'y ajoutent 11,5 millions d'adolescents entre 15 et 17 ans, qui travaillent souvent dans des conditions risquées, dans l'agriculture, le bâtiment et le textile. Le travail des enfants dans les ateliers et usines est encore répandu en particulier en Europe du Sud.

Toutes les activités rémunérées des moins de 18 ans ne sont pas concernées. Ce qu'il convient d'abolir, selon l'OIT, ce sont d'une part « les pires formes de travail des enfants », d'autre part tous les travaux effectués par des enfants d'un âge inférieur à l'âge minimum légal défini dans les législations nationales du travail, les pays devant s'efforcer de porter cet âge minimum à 16 ans – 14 ans dans les pays en voie de développement, préconise l'OIT.

Aucun pays n'échappe au phénomène qui prend « des proportions considérables » dans l'agriculture commerciale (cacao, café, caoutchouc, coton, sisal, thé, etc.). Le rapport de l'OIT cite le Portugal, qui compte une main-d'œuvre enfantine nombreuse dans le textile et la chaussure, le sud de l'Italie et l'Espagne. Dans le Mezzogiorno, des enfants travaillent dans de petits

ateliers industriels dans des conditions précaires, pour un salaire nettement inférieur à celui d'un adulte. En Espagne, on estime à 200 000 le nombre des travailleurs âgés de moins de 14 ans, principalement dans des entreprises de sous-traitance, et dans la fabrication de chaussure. Les mineurs sont encore largement employés dans le bâtiment. Selon la Confédération générale des travailleurs italiens (CGIL), 10 % des 400 000 enfants de 11 à 14 ans économiquement actifs en Italie travaillent dans le BTP. Une activité où les jeunes ouvriers sont exposés à un risque accru d'accidents du travail. Dans certains pays, c'est dans l'agriculture que le travail fait le plus de morts chez les moins de 18 ans.

SANTÉ EN DANGER

De leur côté, les Etats-Unis emploient environ 120 000 jeunes de 14 à 17 ans, soit 7 % de la main-d'œuvre agricole. L'association Human Rights Watch a récemment tiré la sonnette d'alarme, après avoir reçu de nombreux témoignages d'enfants souffrant de nausées, vertiges, éruptions, maux de tête, vomissements pour avoir travaillé dans des champs où l'on vaporisait régulièrement des pesticides. Ces expositions répétées risquent de provoquer des cancers, des troubles cérébraux, des problèmes de fertilité. Enfin des horaires extrêmement longs expliquent que 55 % seule-

ment des enfants d'agriculteurs américains finissent leurs études.

Le tourisme et l'hôtellerie emploient aussi des mineurs, ainsi que les services domestiques, « les plus invisibles » des emplois. Quatre ans après la publication en 1998 de la retentissante enquête de la *Low Pay Unit* en Grande-Bretagne, le chiffre de 2 millions d'adolescents de moins de 16 ans salariés plus ou moins régulièrement, n'est pas remis en cause. Selon ce rapport, 49 % de ces petits Britanniques occupaient un emploi de livraison (journaliers, etc.) tandis qu'un sur cinq travaillait dans une boutique, un restaurant ou un hôtel. Les autres faisaient des travaux de nettoyage, de vente à domicile, de chantier ou d'agriculture. La majorité travaillait moins de 12 heures par semaine – 7,75 heures pour les garçons, 9 pour les filles – pour un salaire hebdomadaire moyen de 14 livres.

La grande majorité des pays industriels à économie de marché ont ratifié la convention 182 du Bureau international du travail (BIT) sur les pires formes de travail des enfants, entrée en vigueur en 2000. Manquent encore à l'appel l'Australie et la Russie. A l'exception du Canada, des Etats-Unis et de la Nouvelle-Zélande, et de l'Australie, ils ont également adopté la convention 138 sur l'âge minimum requis (15 ou 16 ans selon les Etats).

Martine Picouët



Le marché des télécommunications français a crû de 10,6 % en 2001

Le mobile représente un tiers du marché, Internet est marginal

GLOBALEMENT, la consommation de services de télécommunications a continué à progresser en France en 2001. Selon les chiffres publiés mercredi 12 juin par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), cela s'est traduit par une croissance en valeur de ce marché de 10,6 %, à 33 milliards d'euros.

Cette croissance globale reflète des réalités diverses. La téléphonie mobile a continué à bénéficier d'une forte dynamique et a joué le rôle de principal propulseur du marché. A la fin décembre 2001, 37 millions de Français possédaient un mobile. Pour le plus grand bonheur des trois opérateurs français, Orange (France Télécom), SFR (Vivendi Universal) et Bouygues Telecom, les recettes générées par le mobile ont progressé de 26 % sur un an. Au total, elles représentent près de 10 milliards d'euros, soit presque un tiers du marché global des services de télécommunications.

Les opérateurs ont aussi bénéficié du succès des mini-messages SMS, plébiscités par les adoles-

L'opérateur historique a perdu d'un coup 10 % du marché des communications locales

cents, dont le volume commence à peser dans les comptes. Au cours du seul dernier trimestre 2001, plus de 1 milliard de SMS ont été échangés entre les clients des trois opérateurs de téléphonie mobile.

Dans une moindre mesure, Internet a lui aussi contribué à la croissance du marché. Même si le nombre de minutes téléphoniques généré par les communications Internet a doublé, cette activité

RÉSULTATS DE L'ANNÉE 2001

Pour les opérateurs français

	Communications en milliards de minutes	Recettes en milliards d'euros
Téléphone fixe	117	14,4
évol. en % 2000-2001	-2%	-6,8%
Téléphonie mobile	44	9,9
évol. en % 2000-2001	+24,6%	+26,8%
Internet	21	1,1
évol. en % 2000-2001	+108%	+58,8%

Source : opérateurs

représente moins de 5 % du marché global des services.

Le paysage est moins rose en ce qui concerne l'activité traditionnelle de téléphonie fixe. En 2001, que ce soit en terme de revenus ou de volume de communication, la tendance est à la baisse. La chute du chiffre d'affaires, de 6,8 %, plus marquée que celle du nombre de minutes téléphoniques, en recul de 2 %, illustre bien la bataille des prix que se livrent les opérateurs, particulièrement sensible sur les communications interurbaines.

Economiquement, 2001 a été une année paradoxale, avec une concurrence qui grignote régulièrement des parts de marché à France Télécom, et qui pourtant a affiché une santé financière chancelante. Tout au long de l'année, les annonces de mise en faillite se sont multipliées. Les rangs des opérateurs, qui au plus fort de la bulle spéculative des télécommunications comptaient près de 130 prétendants selon l'ART, se sont clairsemés. L'échec des opérateurs de boucle locale radio censés commercialiser des accès rapides à Internet sur

tout le territoire a été particulièrement frappant en 2001.

Tous les projets qui n'ont pas démontré leur viabilité économique ont souffert d'un brutal arrêt de financement. Mais cette hécatombe, qui réduit le nombre de concurrents, renforce les plus forts. Dans ce contexte, Cegetel (Vivendi Universal) et le suédois Tele2 ont continué à progresser sur le marché de la téléphonie résidentielle et se disputent le rang de premier challenger de France Télécom, suivi de 9Telecom, qui souffre de l'indécision sur son avenir, son actionnaire l'opérateur italien Telecom Italia ayant décidé de céder sa filiale. Un autre acteur, Louis Dreyfus Communication (LD COM), est apparu comme challenger de Cegetel, au gré d'une politique d'acquisition d'entreprises en déroute commencée en 2001.

Résultat : selon les données publiées par l'ART, sur un total de 34 millions de lignes téléphoniques fixes en France, près de 8 millions sont passées partiellement ou totalement sous la coupe des concurrents de France Télécom en 2001. Plus grave pour l'opérateur, 2,8 millions de clients avaient opté fin décembre 2001 pour la présélection. Le trafic local de ces clients, qui avaient choisi un opérateur tiers pour acheminer toutes leurs communications nationales et internationales, est passé automatiquement à la concurrence début 2002. France Télécom a perdu d'un coup 10 % du marché des communications locales, ce qui a affecté ses résultats du premier trimestre. Cette année, le marché des services de télécommunications risque de ne pas afficher la même croissance qu'en 2001. Sur le premier trimestre, le nombre de clients du téléphone mobile marque le pas pour la première fois, alors que la téléphonie fixe poursuit sa baisse.

L. Gi.

EDF freine les envies de privatisation rapide de Gaz de France

L'électricien estime qu'il faut d'abord régler la question des retraites et le statut commun de leurs salariés

PIERRE GADONNEIX, le président de Gaz de France (GDF), ne tient plus en place. Alors que le projet de changement de statut et d'ouverture du capital était prêt et approuvé par Laurent Fabius à Bercy, Lionel Jospin, soucieux de ménager le PCF, y a renoncé au dernier moment, en avril 2001. Aujourd'hui, le président de l'entreprise gazière publique, proche de la droite, piaffe de pouvoir remettre en route ce projet. Il n'a pas attendu le deuxième tour des élections législatives pour dévoiler - il est vrai après une « fuite » dans *La Tribune*, mardi 11 juin - la nouvelle organisation de Gaz de France, taillée sur mesure pour le futur groupe privatisé.

La refonte de la direction générale en trois grands pôles d'activités - l'amont, les infrastructures et le commercial - vise officiellement à « poursuivre l'adaptation de la structure industrielle aux évolutions européennes, dans le cadre d'une stratégie d'intégration et de croissance du groupe sur toute la chaîne gazière », explique un communiqué du groupe. La fédération CFDT chimie-énergie a aussitôt dénoncé le « passage en force » de la direction de GDF, la « menace de filialisations en série » du groupe et « la volonté de la direction d'introduire une partie du capital de l'entreprise en Bourse qui tourne le dos à l'élaboration d'un véritable projet industriel et favorise l'aspect purement financier de l'opération ».

M. Gadonneix fait monter trois de ses fidèles. Les activités « amont », regroupant l'exploration-production et les approvisionnements, sont confiées à Jean-Marie Dauger. Cet ancien de HEC, 50 ans, est l'une des têtes pensantes de la nouvelle stratégie du groupe. Jean-Louis Mathias, 54 ans, sera chargé de « la conduite des forces commerciales », c'est-à-dire à la fois du négoce et des ventes de gaz. Une division essentielle dans le cadre de l'ouverture du marché

européen et de l'intrusion de la concurrence dans le pré carré de l'ex-monopole gazier. En outre, cet ancien responsable de la direction du personnel et des relations sociales, commune à EDF et GDF, sera chargé de superviser « les questions sociales ».

POLITIQUEMENT PLUS DÉLICAT

Enfin, les infrastructures de transport et de distribution seront prises en charge par Yves Colliou, 56 ans. Il se verra « doté » du réseau de transport du gaz, dont l'Etat doit prochainement céder la propriété à Gaz de France. M. Colliou, ancien directeur de cabinet à la présidence d'EDF était, jusqu'à janvier, directeur général d'EDF-GDF Services, la structure commune aux deux groupes. Il est un parfait connaisseur des rouages d'EDF

me de gauche fait un argument décisif pour se faire adouber par le nouveau pouvoir -, le président d'EDF estime qu'on ne peut privatiser séparément les deux entreprises énergétiques. En tout cas pas avant d'avoir traité les deux questions cruciales et communes qui se posent à elles : les retraites et le statut commun des gaziers et des électriciens. Nombre de salariés sont encore placés sous la coupe conjointe des deux entreprises dans les activités commerciales et de services aux particuliers, alors que la libéralisation pousse, à terme, à une mise en concurrence totale de l'électricité et du gaz. Gaz de France salarie 36 451 personnes, dont 29 000 en France. Mais 25 000 sont employés par EDF-GDF Services et leurs salaires sont payés majoritairement par EDF.

Fiat reprend 14 % de ses parts dans Edison

L'assemblée générale de la holding Italennergia devait approuver, mercredi 12 juin, le schéma de reconstitution du capital de l'électricien italien Edison. Fiat doit ramener sa participation de 38 % à 24 % afin de ne pas avoir à consolider la dette du futur ensemble fusionné Edison-Italennergia. Un pool de banques reprendra les 14 % lâchés par le groupe automobile, qui se ménagerait un « droit de retour » d'ici à 2005.

EDF, pour sa part, n'aura pas à remettre de cash dans l'immédiat. Selon nos informations, l'électricien français, actionnaire à 18 % d'Italennergia, pourrait verrouiller sa position en apportant sa garantie sur des emprunts contractés par le futur Edison et par des droits de préemption sur les participations d'autres actionnaires, comme Romain Zaleski.

et de GDF, et pourra aider à démêler l'écheveau des statuts des salariés communs aux deux sociétés.

Car le premier obstacle à la réalisation du projet de M. Gadonneix pourrait être son collègue d'EDF, François Roussely. L'électricien nourrit lui aussi le projet d'ouvrir son capital pour financer son développement international. Mais un tel projet est politiquement plus délicat pour EDF que pour le gazier. Et M. Roussely n'entend pas précipiter le mouvement. Fort de la paix sociale acquise grâce à son accord avec la CGT - dont cet hom-

Francis Mer, le nouvel occupant de Bercy, semble plutôt enclin à laisser M. Roussely mener les choses à son rythme. La précipitation d'Alain Juppé en 1995, qui avait entraîné la grève de la SNCF en décembre, est encore dans toutes les mémoires. Mais pour financer ses projets, le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin risque d'avoir besoin rapidement de recettes de privatisations. A ce titre, Gaz de France est incontestablement l'un des projets les plus avancés.

Pascal Galinier

France Télécom rompt son accord avec l'opérateur allemand MobilCom

Perdant ce soutien, le groupe de Gerhard Schmid est en difficulté

NOUVEAU rebondissement dans le bras de fer entre France Télécom et MobilCom : l'opérateur français a décidé, mardi 11 juin, de dénoncer le contrat qui le lie à son « partenaire » allemand, dont il détient 28,5 % du capital. La décision a eu un effet aussi spectaculaire qu'immédiat ; le titre de MobilCom a aussitôt perdu 46 %, avant d'être suspendu à la Bourse de Francfort, incitant la société à réagir sèchement : la décision de son actionnaire n'est « pas fondée sur le plan du droit ».

Avec cette initiative spectaculaire, France Télécom tente en fait une ultime parade pour se débarrasser de Gerhard Schmid, fondateur, principal actionnaire et président du directoire de MobilCom.

Nokia revoit en baisse sa prévision de ventes

Nokia a publié, mardi 11 juin, un avertissement sur ses résultats. Le leader mondial des équipements de téléphonie mobile a reconnu que son chiffre d'affaires au deuxième trimestre ne serait pas en croissance de 2 % à 7 % comme il l'avait envisagé, mais en décroissance de 2 % à 6 %.

Nokia est pénalisé par la stagnation de ses ventes de téléphones mobiles, sur un marché où des concurrents comme le coréen Samsung ou le tandem nippo-suédois Sony-Ericsson marquent des points. Surtout, les ventes d'équipements de réseaux sont en chute de 20 % à 25 %. Le finlandais a toutefois maintenu ses prévisions de bénéfice, ce qui a rassuré les marchés. L'action Nokia a terminé en recul de 5,94 %, à 14,10 euros, entraînant également le titre du suédois Ericsson à la baisse.

Le cours de l'action France Télécom a d'ailleurs vivement grimpé mardi (*lire page 24*), en perspective de l'annonce d'une décision devant le mettre en position de force vis-à-vis de la société allemande.

« Infractions au droit allemand des sociétés », « violations de l'accord cadre de coopération » : France Télécom a avancé plusieurs motifs pour justifier la rupture du contrat signé en mars 2000, en prélude à l'acquisition d'une licence UMTS sur le marché allemand. M. Schmid et le conseil de surveillance de son groupe auraient « très régulièrement détourné

l'esprit et la lettre » de leur accord, en ne reconnaissant pas à l'opérateur français le droit de regard sur le plan d'affaires de MobilCom. Depuis des mois, les deux associés s'opposent sur l'ampleur des investissements à consentir pour développer le réseau UMTS allemand, France Télécom souhaitant limiter les projets de dépense de M. Gerhard Schmid.

TUTELLE

Le groupe français n'a pas non plus apprécié ces derniers jours de ne pas obtenir le soutien du conseil de surveillance de MobilCom, où siègent deux de ses représentants, afin de pousser M. Gerhard Schmid à la démission. Le fondateur de l'opérateur

de contrat n'a eu lieu qui pourrait justifier sa rupture. (...) Le contrat prévoit des règles claires concernant le traitement d'éventuelles violations contractuelles. France Télécom n'a jusqu'à présent utilisé aucune des étapes successives ». M. Vinciguerra a reconnu que M. Schmid pouvait contester cette rupture d'accord, mais a-t-il souligné, « je ne pense pas qu'il sera dans une position favorable devant les tribunaux ». Selon *TeleBörse*, à paraître jeudi 13 juin, MobilCom aurait sollicité les autorités de surveillance boursière allemandes pour enquêter sur la chute du titre MobilCom avant l'annonce de France Télécom.

Ce nouveau coup de théâtre place cependant MobilCom et son fondateur dans une situation très délicate. Car la situation financière de la société pourrait se dégrader. Pour certains observateurs, l'entreprise « est au bord du gouffre ». France Télécom, qui considère n'être plus qu'un actionnaire ordinaire, promet de réduire au strict minimum ses versements d'argent frais. Et une ligne de crédit de 4,7 milliards d'euros arrive à échéance à la fin du mois de juillet. L'opérateur français a précisé qu'il continuait à négocier avec les banques créancières pour trouver un compromis et assurer le financement de MobilCom, sans alourdir un endettement record.

En cas d'accord, France Télécom souhaiterait que MobilCom participe au mouvement de consolidation inéluctable sur le marché allemand mais qui ne pourra se produire qu'après l'échéance électorale, fin septembre. « L'accord doit intervenir rapidement ou il n'y aura pas d'accord du tout », a précisé M. Vinciguerra qui tente de convaincre les banques de sauver MobilCom de la faillite.

Laurence Girard et Philippe Ricard (à Francfort)

HORS-SÉRIE

SCIENCE ET AVENIR

Paroles animales



La langue des félins
Les dialectes de la baleine à bosse
Les chœurs de cigales
L'effet cocktail-party chez les manchots

Vient de paraître

Jean-Charles Corbet, président d'Air Lib, est candidat à la reprise du fabricant de motos Voxan

Le repreneur d'AOM-Air Liberté, ex-pilote et syndicaliste d'Air France, est sur les rangs pour racheter l'entreprise auvergnate, en liquidation. Le tribunal doit se prononcer mardi 18 juin

L'ANNONCE de la candidature de Jean-Charles Corbet à la reprise de Voxan, le fabricant de motos français, a surpris. Déjà retenu par le tribunal de commerce de Créteil

■ PORTRAIT

Sa boulimie rappelle un célèbre repreneur des années 1980, un temps ministre

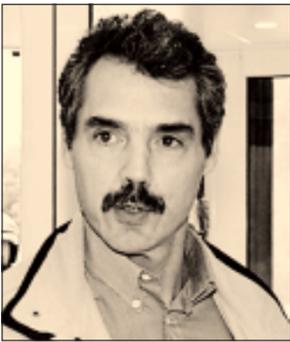
(Val-de-Marne) pour la reprise d'Air Lib, ex-AOM-Air Liberté, l'ancien patron du Syndicat national des pilotes de lignes (SNPL) d'Air France et actuel président d'Air Lib se lance à titre personnel dans un autre challenge. Une boulimie, qui rappelle à certains un célèbre repreneur des années 1980, un temps ministre. Le tribunal de commerce de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) doit rendre sa décision sur Voxan mardi 18 juin.

Agé de 49 ans, diplômé de l'Ecole nationale de l'aviation civile de Toulouse (Haute-Garonne), M. Corbet a fait ses armes à Air Gabon, de 1978 à 1982, avant de rejoindre Air France. D'abord officier-pilote, il devient commandant de bord en 1991. Vient ensuite une longue expérience de militantisme syndical au sein du SNPL. Il se bat contre la double échelle des salaires : « On ne peut pas mettre dans le même cockpit un vieux qui roule en Jaguar et un jeune qui n'a pas les moyens de manger correctement sans mettre la sécurité en question », disait-il alors. En mai et juin 1998, alors que la situation semble bloquée face à la direction d'Air France, à quelques jours du début de la Coupe du monde de

football, il obtient un accord de sortie de conflit en échangeant le manque à gagner salarial des pilotes contre des actions de la compagnie. En contrepartie, la direction abandonnera la double échelle des salaires.

« C'est un homme qui a des passions, un homme de conviction, attiré par tout ce qui peut ressembler à un problème social », dit Gilles Baronnin, l'un des trois administrateurs judiciaires qui ont présidé au sort de l'ex-AOM-Air Liberté. « Ce qui m'a frappé, chez lui, c'est sa détermination. » A l'intérieur d'Air Lib, le jugement est moins flatteur. Interrogés sur sa candidature à la reprise de Voxan, les salariés sont peu disert, faute d'informations. Pascal Perri, conseiller du président, explique : « Cette candidature n'est pas commentée à l'intérieur de l'entreprise car c'est éphémère. Holco [la holding de M. Corbet, maison mère d'Air Lib] a été approché pour son expertise sur la reprise d'entreprise par des groupes belges et luxembourgeois. Sa compétence ne va pas au-delà. » Mais en dépit de ces assurances, les salariés s'interrogent. « Bien sûr qu'on s'est demandé si les fonds qui lui permettaient cette candidature n'étaient pas ceux donnés pour la reprise d'Air Lib. Mais nous n'avons jamais eu de réponse », explique l'un d'eux.

Cette discrétion dans la gestion et la culture du secret reviennent souvent dans le jugement des salariés. Nombre d'entre eux déplorent la façon « très monarchique » de diriger de Jean-Charles Corbet. « Il a besoin d'une cour autour de lui. Soit on est dans son cercle, soit on est à l'extérieur, et on en tire les conséquences. C'est ce qui s'est passé pour Bachelet, l'ancien président du directoire, tombé en disgrâce au début de l'année », explique l'un.



« Il y a très peu d'information, relève un autre. On nous dit que le low fair [billets à bas prix] marche, mais nous n'en avons pas les preuves. »

LASSITUDE

Du côté des organisations syndicales, les avis sont mitigés : « Depuis la reprise, qui est intervenue il y a presque un an, nous n'avons pas eu d'état des comptes satisfaisant, déplore Paul Fourier, délégué CGT d'Air Lib. A toutes nos requêtes, nous n'avons obtenu que des réponses vagues et approximatives. Jamais nous n'avons connu une opacité pareille. » D'autres salariés se sentent floués. Il n'est pas rare d'entendre : « Nous nous sommes fait avoir, ce qu'il a dit, il ne l'a pas fait. » Ou encore : « C'est pire qu'avec Rochet » ; voire : « On nous avait promis que des actionnaires de référence arriveraient. On n'a rien vu de tout cela. » « Tout juste avons-nous la bénédiction d'Air France pour cohabiter sur le réseau domestique. Pendant que nous occupons ces slots [créneaux de décollage et d'atterrissage], les Ryanair, EasyJet ou autre Buzz ne viennent pas tailler des croupières à la compagnie nationale. »

Mais d'autres n'ont pas eu la patience d'attendre. A commencer par François Bachelet, ancien patron d'Air France Cargo, qui a, en janvier, préféré retourner à la retraite dont M. Corbet l'avait tiré pour en faire le président du conseil de surveillance.

Un autre s'est lassé également, et non des moindres : Jean Immediato, pilote et syndicaliste. Ce délégué du SNPL d'Air Liberté était un farouche opposant à Marc Rochet, ancien président d'AOM-Air Liberté. C'est lui qui est allé chercher Jean-Charles Corbet chez Air France pour monter le projet de reprise de la compagnie défaillante. Conseiller à la présidence, il est sorti fatigué de l'aventure en février. Faisant allusion à la passion de M. Corbet pour le rugby, il dit aujourd'hui : « J'ai préféré renoncer quand je me suis aperçu que j'avais affaire à un rugbyman qui a une mentalité des années 1970. » Sur ce dossier, il déplore qu'« il n'ait pas su insuffler ce dont les gens avaient besoin au niveau humain ».

François Bostnavaron

Huit banques autrichiennes à l'amende pour entente illicite

« C'EST l'une des affaires d'entente les plus choquantes jamais découvertes par la Commission », a déclaré le commissaire européen chargé de la concurrence Mario Monti. Huit banques autrichiennes viennent d'être épinglées par la Commission pour entente illicite sur les prix et se voient infliger une amende de 124,26 millions d'euros, l'une des plus lourdes jamais infligées par l'institution.

L'ampleur de cette entente, dite du « Club Lombard », et son caractère institutionnalisé sont sans précédent, selon la Commission. Si huit banques sont condamnées, parmi lesquelles la Erste Bank, Bank Austria Creditanstalt et Raiffeisen Zentralbank Österreich, la plupart des banques autrichiennes sont en réalité impliquées, de manière moins prépondérante. L'entente couvrirait l'ensemble des services bancaires sur tout le territoire autrichien, « jusqu'au plus petit village », selon les termes de l'un des établissements.

300 RÉUNIONS À VIENNE

D'après la Commission de Bruxelles, les huit banques incriminées se réunissaient chaque mois, pour « éviter une concurrence incontrôlée sur les prix », selon l'une d'elles. C'est souvent une modification des principaux taux de la Banque centrale autrichienne qui déclenchait l'organisation des tables rondes. Les banques s'accordaient alors pour fixer les taux créditeurs et débiteurs, les taux d'intérêt des prêts et de l'épargne des ménages et des entreprises, ainsi que certaines commissions. L'entente s'étendait également aux versements et aux financements des exportations.

Ces tables rondes avaient commencé bien avant l'adhésion de l'Autriche à l'espace économique européen en 1994, mais l'amende ne s'applique que pour la période comprise entre la date d'adhésion à l'Union européenne (1995) et juin 1998, lorsque les vérifications ont commencé. Ainsi, entre janvier 1994 et juin 1998, au moins 300 réunions ont eu lieu dans la seule ville de Vienne.

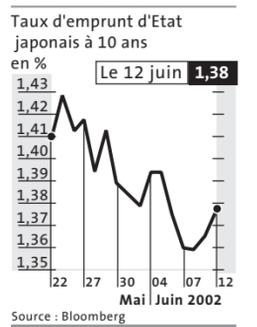
D'après l'enquête de la Commission, les banques avaient conscience du caractère illicite de leur comportement. L'un des participants avait à cet égard suggéré que « plus aucun compte rendu de ces réunions ne soit rédigé » à l'avenir, tandis que le service juridique d'une autre avait recommandé la destruction de tous les comptes rendus existants. Condamnées le 11 juin, les banques ont désormais trois mois pour payer les amendes, versées au budget général de l'UE.

Elsa Conesa

Moody's s'explique devant le parlement japonais

DES RESPONSABLES de l'agence de notation financière Moody's Investors Service ont dû expliquer, mercredi 12 juin, devant des parlementaires japonais les raisons de leur décision de déclasser récemment la dette du Japon au même rang que celle de Chypre, de la Grèce, d'Israël, de la Lettonie, de la Pologne et de l'Afrique du Sud. Thomas Byrne, l'analyste de Moody's chargé du Japon et de l'Asie, a déclaré à la commission financière et budgétaire de la Chambre des représentants que les notations continueraient de refléter un accroissement du risque en l'absence de tout changement radical de la politique de la dette publique. Le Japon dispose pourtant des réserves de change les plus importantes du monde et un taux d'épargne des ménages très élevé. « Bien que nous admettions que le Japon soit capable de supporter un endettement intérieur très lourd, suivant les normes internationales, nous pensons qu'il arrive un moment où, quel que soit le pays, le poids de la dette devient insupportable », a répondu M. Byrne tout en ajoutant que les 1 400 milliards de yens (11,76 milliards d'euros) d'épargne publique constituée en actifs nationaux, n'étaient pas éternels, notamment à cause du vieillissement de la population.

SOUS PRESSION



US Airways sollicite l'aide de l'Etat américain

LA SIXIÈME compagnie aérienne américaine, US Airways, a sollicité le soutien financier du gouvernement de George W. Bush pour faire face aux graves difficultés auxquelles est confrontée l'entreprise dirigée depuis trois mois par un nouveau PDG, Dave Siegel. Arguant d'un important préjudice causé, notamment, par les conséquences commerciales des attentats terroristes du 11 septembre, M. Siegel demande à la Maison Blanche l'obtention d'un crédit de 900 millions de dollars (955 millions d'euros) en vue de contracter auprès des banques près d'un milliard de dollars de prêts. Le patron d'US Airways a indiqué qu'il s'agissait d'une aide indispensable destinée à éviter la faillite de la société, qui est la deuxième compagnie aérienne, après America West, à être ainsi mise en danger depuis les attentats. La baisse sensible du trafic passagers, l'augmentation du coût lié aux mesures de sécurité et la fermeture prolongée de l'aéroport Ronald Reagan, à Washington, centre névralgique de ses activités, ont, semble-t-il, accentué la chute de la compagnie.

EN BAISSÉ



Le bâtiment négocie sur l'épargne salariale

UNE NÉGOCIATION de branche s'est ouverte, lundi 10 juin, dans le secteur du bâtiment pour la mise en place de l'épargne salariale associant l'ensemble des organisations syndicales et la fédération française du Bâtiment (FFB). Ouverte dans le cadre de la loi dite Fabius du 19 février 2001 sur l'épargne salariale, cette négociation doit permettre, selon la FFB, de mettre en place pour l'ensemble de la profession un dispositif développant l'épargne salariale, en particulier dans les petites et moyennes entreprises du secteur. Cette première réunion, lundi, a été consacrée à l'évaluation des attentes de tous les acteurs. Les cinq organisations syndicales de salariés (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC et CFTC) ont, notamment, abordé les questions de l'abondement par l'employeur, le choix des organismes gestionnaires et le rôle des représentants des salariés. La prochaine réunion de négociation doit avoir lieu le 1^{er} juillet.

FINANCE

■ **COMPTES** : une société cotée en Bourse sur trois aux Etats-Unis pourrait manipuler ses résultats financiers, selon une étude menée sur 700 entreprises cotées à Wall Street et sur le Nasdaq, publiée mardi par la société de notation financière Weiss Ratings, qui sera transmise à la commission américaine des opérations de Bourse.

■ **HONGKONG** : le nombre des faillites enregistrées a été multiplié par trois au cours des cinq premiers mois de cette année en raison du marasme de l'activité économique, selon les chiffres officiels publiés mercredi. 8 104 faillites ont été prononcées de janvier à mai alors qu'en 2001, seulement 2 735 avaient été enregistrées durant la même période.

■ **CITIGROUP** : le groupe américain de services financiers a annoncé, mardi, une réorganisation visant à donner plus de responsabilités internationales à sa direction. La nouvelle structure « met l'accent sur des produits internationaux afin de mieux capitaliser sur notre expérience, notre taille et notre ampleur dans nos principales franchises », a déclaré le PDG Sandy Weill.

SERVICES

■ **CARREFOUR** : les autorités chinoises ont demandé au groupe de distribution français de vendre 35 % des deux supermarchés qu'il contrôle intégralement dans le nord-est du pays. Un décret gouvernemental de 1999, adopté dans le cadre des contraintes imposées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) limite à 65 % la participation d'une société étrangère dans un supermarché implanté en Chine.

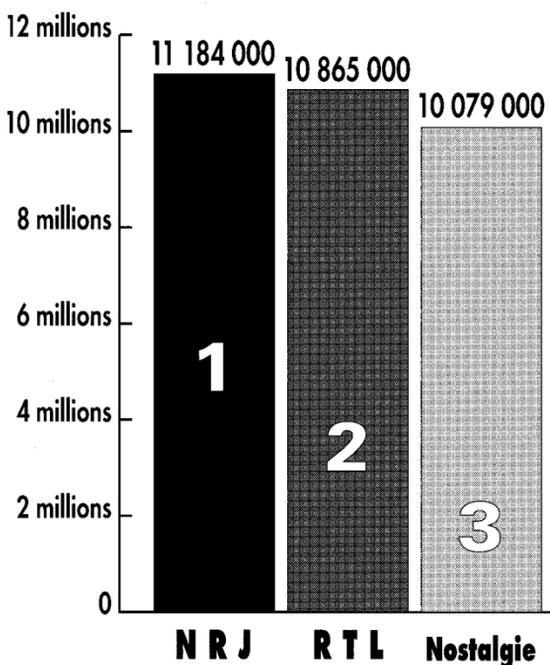
INDUSTRIE

■ **THALES** : la cession de Thales IS, filiale informatique du groupe Thales (ex-Thomson CSF), et le nom de son repreneur pourraient être annoncés, le 18 juin, aux représentants des salariés lors d'un comité central d'entreprise, selon la CGT. Le 3 juin, la direction de Thales IS avait confirmé que le canadien CGI et la SII française GFI étaient candidats pour une prise de participation majoritaire.

■ **LUSTUCRU** : la police est intervenue, mercredi 12 juin, vers 6 heures du matin, à Arles et Marseille, pour libérer l'accès à deux usines du groupe Lustucru, occupées depuis trente jours par des salariés en grève. Près de 200 grévistes, inquiets pour leur emploi après la vente de Lustucru au groupe Paribas Affaires Industrielles, demandent une augmentation de salaires de 8 % et une prime exceptionnelle de cession.

NRJ 1^{ère} Radio de France

Avec plus de 11 millions d'auditeurs chaque semaine*



1^{ère} radio de France devant RTL*



3^{ème} radio de France devant Europe 1*

(9 891 000 auditeurs)



Près de 23 millions d'auditeurs chaque semaine*.

Contact commercial 01 40 71 43 34

*Source : Panel radio 2001-2002 Médiamétrie audience cumulée semaine moyenne, lundi dimanche, 5h-24h, 15 ans et +. NRJ GROUP : NRJ + NOSTALGIE + CHÉRIE FM + RIRE & CHANSONS.

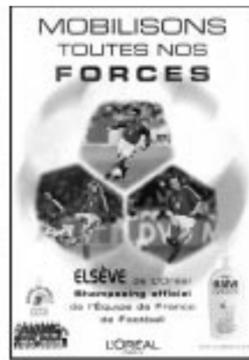
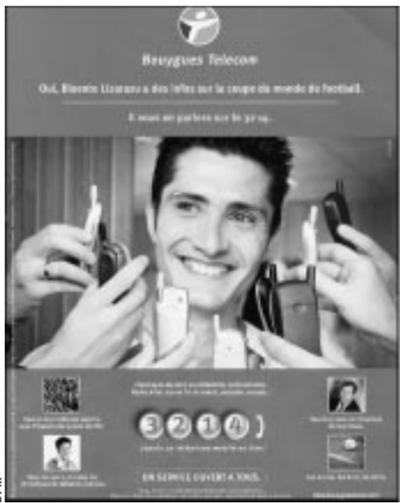
La promotion autour des Bleus s'adapte à la défaite

Les annonceurs n'entendent pas abandonner l'équipe de France et ses joueurs, élevés au rang d'icônes publicitaires. Des renégociations pourraient toutefois avoir lieu

EAU MINÉRALE, téléphones mobiles, biscuits, boissons gazeuses, chaussures de sport, viande de bœuf... Les Bleus qui sont partis défendre leur titre de champion du monde de football en Corée du Sud ne portaient pas sur leurs épaules les seuls espoirs de leurs supporters, mais aussi les attentes de leurs multiples sponsors. Avant même d'avoir touché le premier ballon sur le terrain de la compétition, les joueurs de l'équipe de France ont nourri une présence médiatique intense. Leur contre-performance sportive, mardi 11 juin, a été vécue intensément par les entreprises qui avaient fait de ces joueurs le porte-drapeau de leur marque.

Toutes ces sociétés avaient échafaudé un certain nombre d'hypothèses sur le parcours de leur équipe favorite. Mais comme le confesse l'opérateur de téléphonie mobile SFR (Vivendi Universal), aucun des scénarios les plus pessimistes n'envisageait l'élimination de l'équipe de Roger Lemerre au premier tour. Trois petits matches et puis s'en vont, sans même marquer un but. Les états-majors engagés dans l'aventure font grise mine. Certaines décisions ont été prises sans attendre.

La grande fête programmée par SFR, partenaire officiel de l'équipe de France, pour féliciter les champions à leur retour ? Annulée. La chronique quotidienne de Marcel Desailly, délivrée sur les téléphones mobiles SFR ? Arrêtée. Les calendriers des campagnes publicitaires ? Bousculés. Chacun tente de relativiser les conséquences de l'échec sportif, invoquant la part de risque - celle de la « glorieuse » incertitude du sport - qu'inclut le sponsoring sportif. Adidas a ainsi remplacé son spot sur la victoire des Bleus par un autre film qui met en exergue ces autres valeurs du



Lizarazu, sous contrat avec Bouygues Telecom, apparaît dans les publicités SFR (partenaire officiel de l'équipe), mais sans téléphone. Le magazine « Entrevue » fête ses dix ans dans la presse professionnelle en publiant, sans payer de droits, une annonce avec Henry. Elsève, sous contrat avec Petit, est le « shampooing officiel » des Bleus.

sport que sont l'humilité et la remise en question.

« Les marques doivent savoir que le sport est aléatoire. Cela crée une intensité et une émotion très forte, suscitées aussi bien par la victoire

La grande fête SFR au retour des joueurs ? Annulée. La chronique de Desailly sur les téléphones mobiles ? Arrêtée

que par la défaite. La défaite contraint à quelques retouches logistiques, mais en termes d'image, il n'y a pas de problème de fond », affirme Lucien Boyer, d'Havas Advertising Sport. Un discours que les entrepri-

ses qui ont payé très cher leur ticket d'entrée dans l'enceinte footballistique aimeraient croire. Elles se sont en effet bousculées au portillon, pour décrocher le droit de s'associer à l'épopée de l'équipe de France, dont l'image a été commercialisée par Sportfive, la société de marketing et de droits sportifs dirigée par Jean-Claude Darmon. Par le biais de sa filiale Football France Promotion, toute une gamme d'accords, du « partenaire » au « fournisseur » de l'équipe de France, selon le montant de l'enveloppe, ont été verrouillés.

Depuis la victoire de 1998, le ticket d'entrée a été revu à la hausse. Carrefour, qui a repris l'accord signé par Promodès en 1998, paie environ 3 millions d'euros par an, pour être partenaire officiel et afficher son logo sur les maillots d'entraînement des joueurs. SFR, qui a renégocié son contrat fin 2001, s'est engagé à verser 5,5 millions d'euros par an pour être partenaire officiel

au même titre que Carrefour, Canal+, Elsève ou La Poste. Au total, près de 40 millions d'euros ont été versés à l'équipe de France.

Mais les entreprises se sont également disputées le droit d'associer leur marque à l'image d'un joueur. Là encore, les prix se sont envolés avant même l'issue de cette nouvelle Coupe du monde. Tous les joueurs ne sont pas logés à la même enseigne. Tout est question de notoriété et d'image. Considéré comme l'un des meilleurs joueurs du monde, connu du Brésil au Japon en passant par l'Espagne où il évolue au sein du prestigieux Real Madrid, Zinedine Zidane est le plus sollicité. En signant un contrat de 3 millions d'euros sur trois ans avec Orange, il a battu tous les records. La personnalité préférée des Français séduit pour son image rassurante et tout public. Pour Volvic, il est tantôt le père de famille qui se ressource sur les coteaux d'une montagne, tantôt le

José Barroso et Laurence Girard

Report de la télévision numérique terrestre

LE CONSEIL supérieur de l'audiovisuel (CSA) a annoncé que le choix des chaînes de la télévision numérique terrestre (TNT) était reporté de fin juillet à fin octobre, selon un communiqué publié mardi 11 juin. Il retarde ainsi le démarrage de la TNT, prévu début 2003. Le CSA justifie ce délai en invoquant le nombre inattendu de dossiers (66 alors qu'il n'en attendait qu'une quarantaine). Il accède également au souhait du ministre de la culture et de la communication Jean-Jacques Aillagon qui lui avait demandé d'ouvrir « une concertation dans les plus brefs délais » (Le Monde du 8 juin). Le CSA confirme qu'il engagera cette concertation afin de trouver « des réponses aux questions techniques, économiques et juridiques encore en suspens » après les auditions publiques qui auront lieu du 17 juin au 1^{er} juillet. Au cours d'une réunion avec les présidents des chaînes publiques, M. Aillagon avait laissé entendre que la TNT ne démarrerait sans doute pas dans les délais prévus sur fond de polémique autour de l'abandon du projet.

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION**: Jérôme Seydoux, président du conseil de surveillance du groupe Pathé, a été déprogrammé par LCI où il devait parler de ses projets audiovisuels, notamment, la TNT, selon Le Canard Enchaîné du 12 juin. L'hébdomadaire précise que la consigne viendrait de Patrick Le Lay, PDG de TF1 (maison-mère de LCI) et adversaire de la TNT. Joint par Le Monde, M. Seydoux n'a pas voulu commenter cette information, par ailleurs démentie par LCI.

■ **TF1 a attiré** 9 381 000 téléspectateurs lors du match France-Danemark, mardi, soit 90,3 % de part de marché selon Médiamétrie.

TROIS QUESTIONS À... PAUL ROUSSEL

1 Vous êtes directeur de la publication de L'Equipe. Quelles seront les conséquences de la défaite de l'équipe de France pour le quotidien ?

Cela va, bien sûr, avoir une légère influence sur notre résultat annuel. La France éliminée au premier tour, ce n'est pas la France championne du monde. Toutefois, calculer les conséquences économiques est difficile, car ce n'est pas mathématique. Il s'agit de sport et nous ne pouvons pas nous fonder sur des certitudes : nous ne connaissons pas l'issue, la façon dont l'équipe de France aurait pu se qualifier, ni la qualité des matches disputés. Une victoire 3-0 contre le Brésil, ce n'est pas une victoire 1-0 contre l'Eire. La progression de l'équipe de France aurait engendré de nouvelles recettes publicitaires. Nous les aurions prises et puis voilà.

2 Quelle est la proportion de commandes publicitaires fermes sur juin, mois de la Coupe du monde ?

Elles sont de l'ordre de 85 %. Il faut savoir qu'à L'Equipe la fourchette de recettes publicitaires varie de 3 millions à 4 millions d'euros pour un mois normal ou de 7 millions à 8 millions pour un mois exceptionnel. Nous sommes dans un mois exceptionnel. Dans l'hypothèse où l'équipe de France aurait été finaliste ou championne du monde, nous aurions obtenu 2 millions d'euros supplémentaires. Je le répète, il est très difficile de quantifier les conséquences de cette défaite. C'est le sport, les Français auraient aussi pu perdre en huitième, en quart ou en demi-finale. En 1994, nous avions estimé que l'absence de la France à la Coupe du monde aux Etats-Unis avait provoqué un manque à gagner de 2,2 millions d'euros.

3 Comment les ventes du journal se sont-elles comportées depuis le début du Mondial ?

La mayonnaise avait bien pris, avec la publication du « Guide de la Coupe du monde », vendu à 550 000 exemplaires. Il y a eu un petit coup de froid après la défaite contre le Sénégal, le 31 mai, mais il s'est vite résorbé. La Coupe du monde continue [L'Equipe du 12 juin a été tirée à 715 000 exemplaires, soit 120 000 exemplaires de plus qu'après France-Uruguay]. Même sans les Bleus, il reste le même nombre de huitièmes, de quarts, de demi-finales et de finale. Nous nous devons de couvrir cet événement et nous avons de quoi faire. Nous allons rapatrier 4 ou 5 journalistes. C'est une économie dont je me serais bien passé.

Propos recueillis par Bénédicte Mathieu

Des radios locales ne diffusent plus les matches

Certaines, dans le Nord et l'Est, ne reprendront plus le signal de RMC

LA DÉFAITE de l'équipe de France de football pourrait bien signifier la fin de la Coupe du monde pour les auditeurs des régions françaises du Nord et de l'Est, où RMC Info n'est pas reçue. Plusieurs stations locales qui se sont associées à RMC pour diffuser certains matches, avec l'autorisation du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), ne souhaitent plus diffuser aucun match de la compétition. D'autres hésitent à poursuivre l'aventure, quand bien même l'accord initial prévoyait la diffusion des demi-finales et de la finale, quel que soit le sort des Bleus.

En signant des partenariats avec Direct FM et Radio Faget (Lorraine), Judaica (Strasbourg), MFM et Océane FM (Bretagne et Pays-de-Loire), Contact FM et Fugue (Nord-Pas-de-Calais, Picardie), Normandie FM et Radio Manche (Basse et Haute-Normandie), RMC avait résolu son principal souci : permettre au plus grand nombre de Français possible de suivre les matches des Bleus, tel que le prévoit le contrat octroyé à RMC par Kirch-Sport, le mandataire de la FIFA.

Si les stations se sont immédiatement déclarées enchantées par le partenariat avec RMC, elles apprécient moins l'absence des coéquipiers de Marcel Desailly pour la suite de la compétition.

« UNE BONNE OPÉRATION »

En attendant, du côté de RMC Info, on a le sourire : la station, qui a versé 564 000 euros pour acquérir l'exclusivité radiophonique en France, assure que son investissement est d'ores et déjà bénéficiaire. L'élimination de l'équipe de France dès le premier tour n'a pas entamé le moral du PDG, Alain Weill : « Disons que ça aurait pu être une très bonne opération et que ce sera simplement une bonne opération. »

La station a rempli son carnet de commandes publicitaires avant le début de la compétition, le 31 mai. Elle avait détaché ses tarifs du parcours des Bleus : toute la grille du mois de juin a ainsi été rehaussée de 25 %. Résultat, la station annonce un chiffre d'affaires pour juin en hausse de 140 %. « Pour la première fois depuis quinze ans, nous

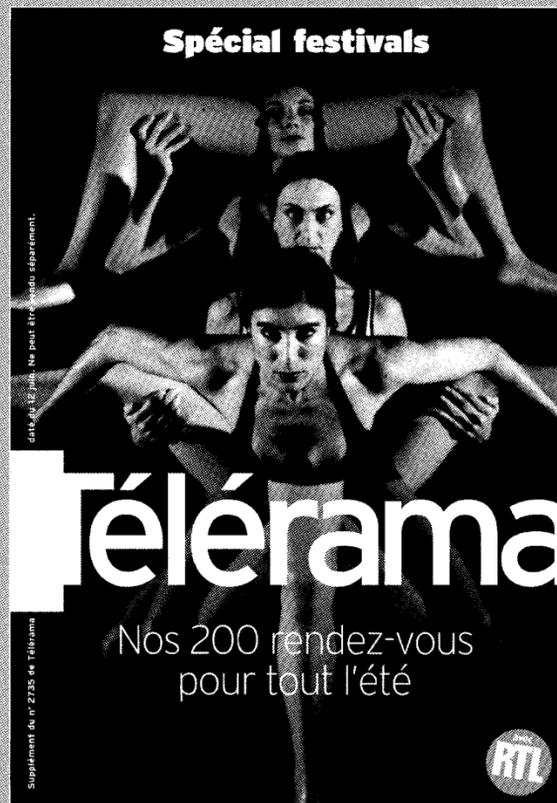
allons gagner de l'argent sur un mois, se félicite M. Weill. Et même sans l'équipe de France, cela reste la Coupe du monde, autrement dit une très belle vitrine pour attirer les auditeurs. »

Le principal bénéfice pour la station - qui prévoit l'équilibre des comptes « en 2003 » - se situe en effet au-delà de la Coupe du monde et de juin 2002. Crédité d'un modeste 2,4 % d'audience cumulée par la dernière enquête Médiamétrie en avril, RMC a réalisé un coup de poker à la barbe des grandes généralistes : elle entend encore accroître sa notoriété et attirer à elle de nouveaux auditeurs. La polémique avec RTL, Europe 1 et Radio France au sujet des droits exclusifs (Le Monde du 18 mai) a constitué une publicité exceptionnelle pour la station en mal de notoriété. L'audience aurait déjà marqué une hausse avant même le début de la Coupe du monde. Et l'objectif affiché pour la fin de l'année (3 % d'audience cumulée) semble presque atteint.

J. Bo

Cette semaine, offert avec **Télérama**

Le guide des festivals de l'été

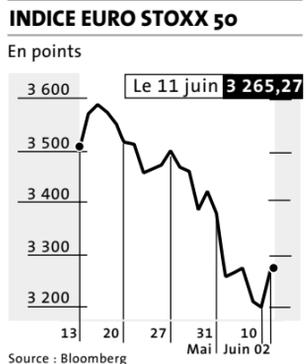


Musique, théâtre, cinéma, photo, cirque, multimédia...

Wall Street au plus bas, Paris rebondit

DANS la deuxième partie de la séance, mardi 11 juin, Wall Street a décroché, les grands indices américains terminant à leur plus bas de l'année. L'indice Dow Jones a reculé de 1,33 %, à 9 517,26 points. Riche en valeurs de technologie, le Nasdaq a abandonné 2,19 %, à 1 497,18 points. Les investisseurs se sont montrés inquiets des tensions au Proche-Orient, le recul du marché coïncidant avec l'annonce d'un attentat-suicide en Israël.

Une série de mauvaises nouvelles dans le secteur pharmaceutique et des biotechnologies a aussi provoqué des ventes massives. L'action Abbott a plongé de 16,10 % à 38,30 dollars, le laboratoire ayant annoncé des ventes décevantes de son traitement anti-obésité et devant payer une amende de 140 millions de dollars



Source : Bloomberg

(147,5 millions d'euros) à l'Agence de l'alimentation et du médicament (FDA) pour un défaut de contrôle de qualité dans une usine. L'action du laboratoire britannique Glaxo SmithKline a aussi perdu 4,60 %, à 39,12 dollars, le *Wall Street Journal* de mardi révélant un conflit de la société avec l'administration fiscale américaine.

Le marché américain avait pourtant ouvert en hausse, influencé par les commentaires de l'équipementier de télécommunications Nokia. Le numéro un mondial a revu en baisse ses prévisions de chiffre d'affaires au deuxième trimestre, mais attend un rebond et maintient sa rentabilité. A Helsinki, l'action Nokia a terminé la journée en hausse de 5,94 %, à 14,10 euros. L'effet Nokia a permis à l'indice Euro Stoxx 50 de progresser de 1,87 %, à 3 265,27 points. L'action France Télécom s'est envolée de 8,27 %, à 18,85 euros, sur des rumeurs de désengagement de MobilCom, confirmées après la fermeture. Le titre de sa filiale allemande, en chute de 46,40 %, a été suspendu à Francfort.

Dans l'ensemble, à Paris, l'indice CAC 40 a progressé de 2,10 %, à 4 109,37 points. A Francfort, le DAX a gagné 0,37 %, à 4 606,09 points. A Londres, le Footsie a progressé de 0,13 %, à 4 934,80 points. A Tokyo, le Nikkei a perdu 1,07 %, mercredi, à 11 327,06 points.

Adrien de Tricornot

Les espoirs de reprise dans les semi-conducteurs ont fait long feu

CHRONIQUE DES MARCHÉS

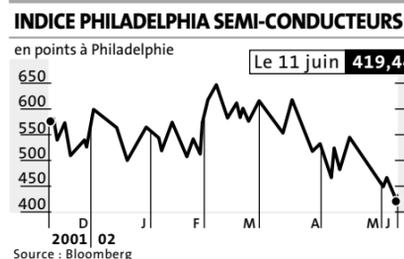
DANS L'INFORMATIQUE, l'internet, les télécommunications, chaque jour qui passe semble amener plus de mauvaises nouvelles, alors que les investisseurs ne cessent de répéter depuis le début de l'année que le pire était passé. La situation du secteur des semi-conducteurs, considéré comme un thermomètre de l'ensemble de l'industrie de la haute-technologie est emblématique.

BAROMÈTRE DE L'INDUSTRIE HIGH-TECH

L'indice de référence rassemblant les principales actions américaines du secteur des semi-conducteurs, le SOX, avait quasi doublé entre son plus bas, début octobre 2001 et début mars, illustrant les espoirs de la Bourse quant à la fin de la crise dans la technologie. Après une annus horribilis en 2001, où les ventes mondiales de semi-conducteurs avaient chuté de 32 % (contre une croissance de 37 % en 2000), le sur-stockage semblait en passe de s'apurer et la dégringolade des prix s'était arrêtée en début d'année. Las, la remontée des volumes de ventes se fait attendre. L'Association de l'industrie des semi-conducteurs (SIA), dans une étude publiée le 5 juin, prévoit au mieux une stagnation des ventes sur l'ensemble de 2002, avant qu'elles fassent un bond de 23,2 % en 2003 et de 20,9 % en 2004. Voilà qui a douché l'enthousiasme de la Bourse qui voulait croire en une reprise dès le deuxième semestre 2002. Le SOX a ainsi chuté de 22 % en moins d'un mois.

LA DÉCONFITURE D'INTEL ET DES AMÉRICAINS

Un effet d'annonce négatif de la part du numéro un mondial du secteur, jeudi 6 juin, a sonné l'hallali. Intel a nettement abaissé sa prévision de chiffre d'affaires pour le deuxième trimestre, à 6,2 à 6,5 milliards de dollars, contre 6,4 à 7 mil-



Source : Bloomberg

liards précédemment, à cause d'une erreur d'appréciation de la demande en Europe. Sanction immédiate : le titre a chuté de près de 30 % en quatre jours ! Surtout, le groupe, qui s'était montré plutôt optimiste lors de la publication, mi-avril, de solides résultats pour le premier trimestre, a changé de ton. Il indique que les signes d'une reprise des investissements des entreprises sont « très ténus », surtout sur le Vieux continent.

Le même jour, la banque d'affaires Merrill Lynch a annoncé que son analyste vedette spécialisé dans les composants électroniques, Joseph Osha, avait revu à la baisse ses appréciations à moyen terme sur sept valeurs américaines des semi-conducteurs. Outre Intel, étaient citées Linear Technology, Semtech, Texas Instruments, Triquant Semiconductor, Analog Devices, Maxim Integrated Products. S'il remarque que le secteur a touché le fond en août 2001, il observe que l'amélioration est « lente et fragile ». « La probabilité d'une reprise plus forte s'est évaporée à mesure que l'année s'écoulait », écrit-il, notant donc que les niveaux actuels de valorisation

boursière de ces titres sont justifiés et que les perspectives de rebond sont faibles.

EUROPÉENS ET ASIATIQUES AUSSI PÉNALISÉS

En revanche, Jo Osha regarde d'un œil beaucoup plus favorable le franco-italien STMicroelectronics et les asiatiques Taiwan Semiconductor Manufacturing (TSMC), United Microelectronics (UMC) et Samsung Electronics, à la fois parce que leurs valorisations seraient plus attractives mais aussi parce qu'ils sont moins dépendants qu'Intel de l'industrie du PC, la plus touchée par la morosité. Après avoir affiché parmi les meilleurs résultats de l'industrie en 2001, STMicroelectronics continue de bien résister à la morosité du secteur, grâce à la diversification de ses activités (notamment dans la téléphonie mobile et les appareils numériques grand public). Quant aux deux taiwanais TSMC et UMC, ils ont vu leur chiffre d'affaires progresser respectivement de 78 % et de 33,5 % en mai par rapport à mai 2001. Ces spécialistes de la fabrication à façon de puces profitent de la baisse des investissements des grands groupes comme Texas Instruments et Motorola qui préfèrent leur sous-traiter le travail.

Signe de leur foi en l'avenir, STMicroelectronics comme TSMC et UMC, n'hésitent pas à investir cette année des milliards de dollars dans la construction d'usines pour fabriquer des semi-conducteurs de nouvelle génération et être prêts pour la reprise du secteur en 2003. Une stratégie audacieuse, mais très risquée tant que leur cours de Bourse restera malmené, comme celui de toutes les valeurs du secteur. En un mois, ST Microelectronics a reculé de plus de 26 %, TSMC de 20 % et UMC de 18,5 %.

Gaëlle Macke

LES BOURSES DANS LE MONDE

12/6, 9h49

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER	
UNION EUROPÉENNE							
ALLEMAGNE	DAX Index	4544,58	12/6	-1,34	5467,31	19/3 4513,00	7/6 21,70
	Euro Neu Markt Price IX	743,13	12/6	-1,47	1212,43	4/1 748,59	7/6
AUTRICHE	Austria traded	1273,08	12/6	-0,21	1368,18	2/5 1109,88	9/1 14,00
BELGIQUE	Bel 20	2646,11	12/6	-0,97	2906,75	24/4 2609,61	15/1 13,30
DANEMARK	Horsens Bnex	249,48	12/6	-0,88	280,92	26/3 247,94	7/6
ESPAGNE	Ibex 35	7421,40	12/6	-1,75	8608,50	4/1 7399,60	7/6 17,60
FINLANDE	Hex General	5857,66	12/6	-3,40	9224,38	4/1 5746,54	7/6 14,80
FRANCE	CAC 40	4033,60	12/6	-1,84	4720,04	4/1 3968,66	7/6 18,80
	Mid CAC	1986,00	11/6	-0,17	2176,89	2/4 1929,16	2/1 14,70
	SBF 120	2831,37	12/6	-1,66	3263,90	28/3 2789,52	7/6 7,70
	SBF 250	2742,73	11/6	1,64	3081,89	28/3 2694,92	7/6 18,30
	Indice second marché	2452,76	11/6	-0,39	2567,01	15/5 2287,72	2/1 17,10
	Indice nouveau marché	781,10	12/6	-1,99	1175,41	7/1 784,67	7/6
GRÈCE	ASE General	2304,51	12/6	0,00	2655,07	3/1 2160,28	16/4 17,50
IRLANDE	Irish Overall	5134,26	12/6	-0,86	6085,02	18/1 4611,79	20/3 12,90
ITALIE	Milan Mib 30	28899,00	12/6	-1,48	33548,00	17/4 28012,00	7/6 19,10
LUXEMBOURG	Lux Index	1088,09	11/6	0,75	1169,47	14/1 821,61	30/4
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	453,06	12/6	-2,00	531,45	18/4 449,70	7/6 16,00
PORTUGAL	PSI 20	7088,22	12/6	-0,67	7998,50	4/1 7043,79	7/6 16,00

EUROPE Mercredi 12 juin 9h49

INDICES	Indice	% var.
EURO STOXX 50	3200,94	-1,97
AUTOMOBILE	228,92	-1,63
BANQUES	275,56	-1,59
PRODUIT DE BASE	209,07	-0,31
CHIMIE	343,83	-0,83
TÉLÉCOMMUNICATIONS	315,85	-2,51
CONSTRUCTION	230,92	-0,19
CONSOMMATION CYCLIQUE	120,93	-1,91
PHARMACIE	404,03	-2,18
ÉNERGIE	325,34	-1,64
SERVICES FINANCIERS	212,02	-1,88
ALIMENTATION ET BOISSON	243,50	-0,98
BIENS D'ÉQUIPEMENT	338,85	-1,30
ASSURANCES	271,45	-1,17
MÉDIAS	230,34	-1,85
BIENS DE CONSOMMATION	355,55	-1,34
COMMERCE ET DISTRIBUTION	285,08	-0,69
HAUTE TECHNOLOGIE	314,09	-3,90
SERVICES COLLECTIFS	276,31	-0,81

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX	Code pays	Cours	% var. préc.
ABN AMRO HOLDING	NL	19,05	-1,91
AEGON NV	NL	20,61	-2,92
AIR LIQUIDE	FR	167,00	-1,18
ALCATEL A	FR	10,53	-4,62
ALLIANZ N	AL	222,30	-1,20
AVENTIS	FR	68,40	-2,36
AXA	FR	19,53	-2,30
BASF AG	AL	45,75	-0,87
BAYER	AL	33,44	-0,62
BAYER.HYP.U.VERBK.	AL	34,75	-1,70
BBVA	ES	12,24	-2,31
BNP PARIBAS	FR	56,30	-1,83
BSCHE	ES	8,76	-2,77
CARREFOUR	FR	54,70	-0,82
DAIMLERCHRYSLER N	AL	49,55	-1,74

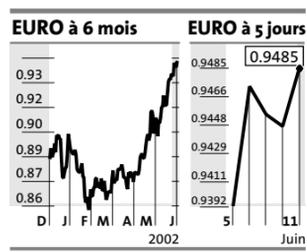
DANONE	FR	141,90	-0,91
DEUTSCHE BANK AG	AL	71,35	-1,79
DEUTSCHE TELEKOM	AL	10,42	-2,16
E.ON	AL	55,49	-0,38
ENDESA	ES	16,42	-0,79
ENEL	IT	6,28	-0,95
ENI SPA	IT	15,83	-1,00
FORTIS	BE	22,57	-1,23
FRANCE TELECOM	FR	18,15	-3,71
GENERALI ASS	IT	24,44	-0,12
ING GROEP CVA	NL	25,86	-2,67
KONINKLIJKE AHOLD	NL	23,51	-1,88
L'OREAL	FR	77,35	-2,09
LVMH	FR	53,35	-2,02
MUENCHENER RUECKV	AL	235,35	-0,08
NOKIA OYJ	FI	13,18	-6,52
PINAULT PRINTEMPS	FR	130,00	-1,44
REPSOL YPF	ES	11,53	-1,96
ROY.PHILIPS ELECTR	NL	29,46	-2,68
ROYAL DUTCH PETROL	NL	55,90	-1,93
RWE	AL	38,75	-0,28
SAINT GOBAIN	FR	183,70	-0,33
SANOPI-SYNTHELABO	FR	56,25	-3,27
SANPAOLO IMI	IT	10,43	-0,38
SIEMENS	AL	62,05	-1,73
SOCIETE GENERALE A	FR	69,10	-2,26
SUEZ	FR	28,49	-1,72
TELECOM ITALIA	IT	8,32	-1,89
TELEFONICA	ES	9,77	-3,27
TIM	IT	4,30	-2,71
TOTAL FINA ELF	FR	158,10	-1,62
UNILEVER ITALIAN	IT	4,76	-0,83
UNILEVER CVA	NL	68,45	-1,01
VIVENDI UNIVERSAL	FR	30,75	-1,98
VOLKSWAGEN	AL	53,90	-1,91
ZONE EURO : FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce)			
HORS ZONE EURO : CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark)			

MARCHÉ DES CHANGES 12/6, 9h49

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,79650	0,94895	1,47340	0,64255
TOKYO (¥)	125,55000		119,17000	185,06070	80,67210
PARIS (€)	1,05395	0,83950		1,55340	0,67725
LONDRES (£)	0,67845	0,54035	0,64395		0,43595
ZURICH (FR. S.)	1,55590	1,23905	1,47650	2,29285	

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COUROSSE DANOISE	7,4362	7,4364
COUROSSE NORVÉGE	7,4200	7,4230
COUROSSE SUÉDOISE	9,1797	9,1827
COUROSSE TCHÈQUE	30,1759	30,6631
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6658	1,6663
DOLLAR CANADIEN	1,4570	1,4580
DOLLAR HONGKONG		
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9296	1,9328
FORINT HONGROIS	240,8306	241,6439
LEU ROUMAIN	31396,0000	31458,0000
ROUBLE	29,8110	29,8430



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER	
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	4876,20	12/6	-1,19	5362,29	4/1 4851,20	7/6 16,70
	FTSE techMark 100 index	940,92	12/6	-1,00	1569,61	4/1 934,17	7/6 117,00
SUÈDE	OMX	621,80	12/6	-2,09	878,88	4/1 626,55	11/6 21,10
EUROPE							
HONGRIE	Bux	8015,66	11/6	0,32	9019,42	7/5 7052,97	3/1
ISLANDE	ICEX 15	1280,87	11/6	0,59	1413,85	21/3 1142,61	7/1
POLOGNE	WSE Wig index	15545,76	11/6	0,07	16423,34	25/1 13842,30	2/1 221,90
TCHÈQUE	Exchange PX 50	458,30	12/6	-0,61	479,39	10/5 384,60	2/1
RUSSIE	RTS	396,15	11/6	-0,14	425,42	20/5 267,70	3/1
SUISSE	Swiss market	6217,70	12/6	-1,78	6740,60	17/5 6059,10	6/2 76,20
TURQUIE	National 100	9629,52	12/6	-0,94	15071,83	8/1 9769,37	10/6 13,50
AMÉRIQUES							
ARGENTINE	Merval	285,37	11/6	3,79	471,33	6/2 274,94	10/6
BRESIL	Ibovespa	12210,49	11/6	-3,09	14495,28	18/3 11943,25	13/5 9,00
CANADA	TSE 300	7398,83	11/6	-0,83	7992,70	7/3 7402,70	20/2 24,10
CHILI	Ipsa	89,78	12/6	-1,46	102,37	4/1 90,08	7/6
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	9517,26	11/6	-1,33	10673,09	19/3 9472,54	7/6 19,90
	Nasdaq composite	1497,18	11/6	-2,19	2098,87	9/1 1495,81	7/6 41,00
	Nasdaq 100	1100,97	11/6	-3,05	1710,22	9/1 1106,60	7/6 37,50
	Wilshire 5000	9609,63	11/6	-1,66	10983,40	19/3 9598,63	7/6
	Standards & Poors 500	1013,60	11/6	-1,66	1176,96	7/1 1012,48	7/6 19,50
MEXIQUE	IPC	6862,89	11/6	0,41	7611,12	11/4 6365,72	14/1 12,40

FRANCFORT

11/6 : 96 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
REFUGIUM HOLDING A	0,03	50,00
MANAGT DATA MEDIA	0,12	33,33
DSL HOLDING AG	22,00	32,53
CEYONIQ	0,10	25,00
FABASOFT	2,60	20,93
BIODATA INF TECH	0,13	18,18
TEAM COMM GRP	7,22	16,67
Plus mauvaises performances		

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Mercredi 12 juin 9h30

Table listing French stock values with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var./préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicoam.

Table listing international stock values with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var./préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicoam.

Table listing international stock values with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var./préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicoam.

NOUVEAU MARCHÉ

Table listing new market values with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var.

Table listing GUYANOR ACTION B, TELECOM CITY, SITICOM GROUP, BUSINESS ET DECIS, BARBARA BUI, ITOSEOF, CEREPI, Plus forts volumes d'échange, A NOVO, BRIME TECHNO., CEREPI, DEVOTEAM, EUROFINIS SCIENT., FIMATEX, GAUDIOT, GUILLEMOT, HI MEDIA, HIGH CO., HIGHWAVE OPTICAL, ILOG, IPSOS, LINEDATA SERVICES, MEDIDEP, NICOX, SAUVEURS DE FRANCE, SOI TECH SILICON, VALTECH, WAVECOM.

Advertisement for 'Le Monde' magazine featuring 'Les gardiens mythiques' and 'Pendant une semaine dans « Le Mondial 2002 »'.

SECOND MARCHÉ

Table listing second market values with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var.

Table listing GPE DIFFUS. PLUS, GECE INTL, ACTIELEC TECHNOL., PLAST-VAL LOIRE, PARC DES EXPOS, IEC PROFES.MEDIA, PINGUPLY HAULOTTE, Plus forts volumes d'échange, ALGECO, BENETEAU, CAMAIEU, ETAM DEVELOPEMENT, FONCIA GROUPE, GPE GUILLIN LY, GREVIN ET COMPANIE, HERMES INTL, BILLON, GPE GUILLIN LY, LAFUMA, LECTRA, MG-METR-TV.ACT.DIV, MANITOU, NAF-NAF, PCAS, RALLYE, RODRIGUEZ GROUPE, SECHE ENVIRONNEM., SYLIS, TRIGANO, VIRBAC.

SICAV ET FCP

Table listing SICAV and FCP values with columns: Valeur, Cours, date en euro, % var. 31/12.

Table listing various investment funds with columns: Valeur, Cours, date en euro, % var. 31/12.

Table listing various investment funds with columns: Valeur, Cours, date en euro, % var. 31/12.

Table listing various investment funds with columns: Valeur, Cours, date en euro, % var. 31/12.

AUJOURD'HUI

SCIENCES

Une trentaine d'équipes s'intéressent aujourd'hui à l'art vu par les **DISCIPLINES DE LA COGNITION**. Leur terrain de recherche : tout ce qui s'attache au niveau comportemental et qui se manifeste par le langage, la

gestuelle ou la psychologie du créateur ou de celui qui contemple. Leur objectif : mettre au jour dans les **CHAMPS ARTISTIQUES** une sorte de syntaxe apte à décrire et à codifier les processus créatifs. Deux domai-

nes sont particulièrement étudiés. La danse dont une équipe de l'Institut de recherche en informatique de Toulouse soupçonne qu'elle cache une « **GRAMMAIRE** » DE LA CHORÉGRAPHIE. L'architecture

dont un chercheur du Laboratoire d'informatique appliquée à l'architecture de Toulouse pense que le langage serait une voie d'accès vers certains processus cognitifs de mise en œuvre de compositions spatiales.

La création artistique sous le regard des sciences cognitives

Des chercheurs explorent les processus mentaux impliqués dans la conception et dans la contemplation d'une œuvre d'art. Ils espèrent ainsi établir de nouvelles connexions entre science et création

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

« La musique est un calcul secret que l'âme fait à son insu », disait Leibniz. Musique, calcul, âme... Le triptyque définit assez bien le champ d'exploration d'un domaine de recherche encore émergent, mais où se rejoignent déjà de multiples disciplines : celui des relations entre l'art et la cognition. Plus précisément, de l'étude des processus mentaux à l'œuvre dans la création et dans la contemplation artistiques. Tel était l'objet des rencontres récemment organisées, au Musée d'art moderne et contemporain de Toulouse, dans le cadre d'un programme de recherches en sciences cognitives fédérant une trentaine d'équipes et de laboratoires.

L'art considéré du point de vue des sciences de la cognition ! L'entreprise peut paraître aussi triviale, réductrice et en définitive vaine que de tenter d'expliquer la fleur par l'engrais. Telle est la conviction des partisans d'une approche « esthétique », pour lesquels la création artistique procède d'un mystère insondable – le génie ou la muse –, et la perception d'une œuvre d'un plaisir ou d'une émotion échappant à la compréhension intellectuelle.

A cette vision s'oppose pourtant « une conception cognitive de l'art », défend Roger Pouivet, qui enseigne la philosophie à l'université de Rennes : « Cette conception affirme que la création artistique suppose vraisemblablement l'inventi-

L'homme, le singe et l'image d'art

Une image issue de l'univers artistique (tableau, photo, plan de film...) possède-t-elle, d'un point de vue cognitif, un statut particulier ? C'est ce que souhaite déterminer Simon Thorpe, du Centre de recherche sur le cerveau et la cognition de Toulouse (Cerco, CNRS-université Paul-Sabatier). Celui-ci a montré que le cerveau humain était capable, en un temps extrêmement court, d'environ 150 millisecondes, de décider si une image flashée pendant quelques fractions de seconde sur la rétine appartenait ou non à une catégorie donnée (animal, transport, nourriture...).

La rapidité de cette réaction, comparée à la relative lenteur des neurones du système visuel, amène le chercheur à se demander si la catégorisation de ces images est liée à leur perception consciente ou si elle relève plutôt de mécanismes automatiques. D'autant que des singes soumis au même test sont encore plus prompts à réagir. De nouvelles expériences devraient permettre d'établir si des images à caractère artistique déclenchent – chez l'homme et chez le singe – des réponses aussi rapides.



L'Institut de recherche en informatique de Toulouse analyse la « grammaire de la danse » – ici la pirouette – à l'aide de capteurs optiques de mouvement (photo de gauche) et de logiciels de traitement d'image (photo de droite). Dans cette expérience, la danseuse répète la même figure dans des conditions sujettes à de légères variations (avec ou sans repère visuel, avec un sens de rotation fixé ou non à l'avance, avec des appuis différents...). L'analyse de l'image vidéo permet de déterminer l'influence de ces variations sur la qualité de la performance de l'artiste.

tivité et l'originalité, mais ni plus ni moins que la création scientifique et technique. » Dès lors, « les processus à mettre en œuvre pour comprendre et apprécier une œuvre d'art sont intellectuels », ce qui ne signifie pas que l'émotion ou le plaisir en soient absents, mais plutôt que « les émotions fonctionnent cognitivement ». Le philosophe l'illustre par une analogie avec le jeu d'échecs, dans lequel peut s'exprimer, à partir de quelques règles parfaitement déterminées, une créativité sans cesse renouvelée.

INFINIE COMPLEXITÉ

Tel est aussi le postulat de Mario Borillo, directeur de recherche émérite au CNRS et instigateur des rencontres toulousaines. « La sensibilité artistique se développe sur un substrat cognitif, observe-t-il. L'émotion esthétique est

enracinée dans ce substrat. » Ce disant, il ne limite bien sûr pas les fonctions cérébrales à des connexions entre neurones ou à des combinaisons de molécules chimiques. Il y intègre « la culture stockée dans le cerveau », « l'imagination qui s'y déploie », ou même – pourquoi pas ? – l'inconscient de l'individu. Ce qui coupe court aux accusations de réductionnisme biologique, mais qui, dans le même temps, donne la mesure de l'infinie complexité de la tâche qui attend les chercheurs désireux de « pénétrer au plus intime du processus de création de l'œuvre d'art ». Et qui explique aussi pourquoi ce projet mobilise l'ensemble des spécialités qui gravitent autour des sciences de la cognition, neurobiologie, psychologie, linguistique, informatique, mathématiques ou philosophie...

Les cognitivistes, au demeurant, ne s'intéressent pas prioritairement aux mécanismes biologiques de l'activité artistique. Une telle approche, estime le neurobiologiste Jean-Didier Vincent, lui-même anticognitivistique farouche, serait dénuée de sens : « Rechercher par des techniques d'imagerie une aire cérébrale qui serait activée par la création ou par la contemplation d'une œuvre ne nous avancerait à rien. Tout le cerveau est en fait impliqué, car c'est l'affect qui préside à toute la construction de nos représentations du monde et à toute action créatrice », souligne-t-il.

CODIFIER LES PROCESSUS CRÉATIFS

Aussi est-il persuadé que, chez l'homme, cet « interprète passionné du monde » – ce qui le différencie des autres primates –, « la biolo-

gie est impuissante à rendre compte de la jouissance esthétique du sujet ».

Les équipes engagées dans les recherches sur l'art et la cognition s'attachent, davantage qu'au niveau biologique, au niveau comportemental, qui se manifeste notamment par le langage, la gestuelle ou la psychologie du créateur ou du récepteur. A l'image des structuralistes qui essayaient de déterminer des systèmes de parenté communs à toutes les sociétés (Lévi-Strauss) ou une grammaire universelle partagée par toutes les langues (Chomsky), ils s'efforcent de mettre au jour, dans les différents champs artistiques, un ensemble de structures élémentaires et de règles formelles, une sorte de syntaxe apte à décrire et à codifier les processus créatifs. Deux disciplines artisti-

De l'écriture automatique à l'art électronique

DANS leur exploration des mécanismes cérébraux et des fonctions cognitives mobilisés par l'activité artistique, les chercheurs veulent aussi établir de nouvelles connexions entre science et création. A leur manière, ils s'inscrivent dans une tradition ouverte avec l'écriture automatique et les techniques d'écriture collective des poètes surréalistes – « le cadavre exquis boira le vin nouveau » –, puis poursuivie avec les expérimentations de l'Oulipo (Ouvroir de littérature potentielle).

Ce groupe d'écrivains, de logiciens et d'informaticiens, fondé au début des années 1960 par Raymond Queneau notamment – et toujours actif aujourd'hui –, interrogeait, pour les subvertir et les transgresser, les règles formelles de la production littéraire, auxquelles il substituait de nouvelles contraintes, quitte à ce que celles-ci procèdent de principes aléatoires. L'une des expressions les plus radicales en reste *La Disparition* de Georges Perec, un roman de plus de 300 pages écrit sans la lettre « e ».

Dans le sillage de l'Oulipo s'est constitué, dans les années 1980, un Atelier de littérature

assistée par la mathématique et les ordinateurs (Alamo).

On peut lire, sur son site internet (indyculture.fr/alamo), quelques exemples d'« alexandrins greffés » obtenus par combinaison d'hémistiches célèbres – « Sois sage ô ma douleur la chair est triste hélas », « Et le combat cessa de ton premier baiser » –, ou d'aphorismes composés à façon – « Qui sème le passé récolte le conflit », « Un peu de science éloigne du rire, beaucoup en rapproche »... Plus récemment s'est formé un Réseau interactif d'activités littéraires télématiques (Rialt), qui se consacre aux interactions entre technologies nouvelles et création artistique.

DES LOGICIELS POUR LES COMPOSITEURS

Ces interactions ont trouvé un écho particulier dans le domaine de la musique. Depuis les travaux pionniers sur la synthèse des sons par ordinateur menés aux Bell Labs, à la fin des années 1950, par Max Mathews, puis la création d'établissements spécialisés comme l'Institut de recherche et coordination acoustique

musique (Ircam) de Pierre Boulez, de nombreux musiciens ont exploité les ressources de logiciels de composition.

La danse n'est pas en reste. Le chorégraphe américain Merce Cunningham est l'un de ceux qui ont poussé le plus loin l'association de la danse et de l'informatique, en utilisant notamment, pour ses créations, le logiciel *Lifeforms* conçu pour l'animation en trois dimensions de personnages. Le dessin industriel, l'imagerie de synthèse, le design, se sont eux aussi appropriés les technologies de l'information.

De la conception ou de la création assistée par ordinateur à la création par ordinateur tout court, il y a toutefois un monde. Toutes ces expérimentations, si elles ont en commun de chercher à formaliser, dans des registres différents, certains processus artistiques, n'ont encore jamais transformé un ordinateur en un Picasso, un Mozart, un Béjart ou un Philippe Stark. Peut-être permettront-elles, précisément, de comprendre pourquoi.

P. L. H.

Une exposition pour mieux décrypter les progrès de la génétique

Le deuxième volet des « Défis du vivant » s'ouvre à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette

« C'EST QUOI, cette longue frise sur le mur ? », demande une visiteuse intriguée. « Le génome humain, évidemment ! », réplique son compagnon. Les progrès de la biologie suscitent autant d'inquiétudes que d'intérêt chez le grand public, c'est dans un souci pédagogique, « et si possible de manière ludique », que des experts de la recherche publique et privée ont lancé, à la Cité des sciences de La Villette (Paris), une série d'expositions sur « Les défis du vivant ». Le deuxième volet de ce programme plurianuel, « L'homme et les gènes », sera visible jusqu'en 2006.

Conçue par Axel Kahn, directeur de l'Institut Cochin de biologie moléculaire (Paris), cette exposition propose un « voyage initiatique » en quatre étapes. Une frise géante retrace tout d'abord l'histoire de la diversité animale, tandis

qu'un film anime les premières cellules apparues sur Terre : c'est un monde perdu qui s'offre au public. Les outils des généticiens d'antan lui sont également présentés, tels ceux du moine Gregor Mendel, qui fut au XIX^e siècle le premier à découvrir, grâce à ses expériences sur les petits pois, les clés du déterminisme génétique.

Comment se font la reproduction et l'évolution de l'embryon ? Comment fonctionne l'ADN ? Dans la seconde étape du parcours, des petits films et des cabines sonores en forme de cloche répondent à ces questions. Non sans nuances. « Il faut que les gens comprennent l'importance des gènes, mais qu'ils sachent aussi que la génétique n'explique pas tout, comme peuvent le prétendre certains. Chacun a une identité propre qui n'est pas due uniquement à l'ex-

pression de son ADN », rappelle Xavier Limagne, responsable des expositions à la Cité des sciences. Plus loin, une séance photos illustre à sa manière la part des gènes. Gros plan sur les yeux, puis sur les narines : en comparant ses photos avec celles du voisin, chacun se rend vite compte qu'il est unique. La plupart, il est vrai, le savaient déjà.

LA CRAINTE DE DÉRAPAGES

Arrive alors l'escalade la plus complexe du voyage, qui concerne l'état actuel des recherches en génie génétique. Instrumentation, descriptifs d'expériences, cela se complique pour les novices. Une immense bande colorée parcourt le mur : la séquence du génome humain. A ses côtés, des souris et du maïs transgéniques. Le petit film illustratif des manipulations

génétiques qui les ont engendrés n'a pas l'air de rassurer les curieux.

Les organisateurs imaginaient bien les interrogations qui émaneraient du public, c'est pourquoi ils eurent l'idée de terminer cette visite par une large réflexion. « Les savoirs de l'homme moderne lui confèrent un pouvoir démultiplié. L'usage de ce dernier a profondément transformé non seulement les sociétés humaines, mais aussi et parfois dangereusement les écosystèmes terrestres. La question de l'usage que fait l'homme du pouvoir qu'il acquiert grâce au développement de ses savoirs reste et restera donc définitivement une question d'actualité », souligne Axel Kahn. Son souhait était que les visiteurs sortent de cette exposition en s'interrogeant « sur les enjeux et les limites de la connaissance de l'homme par les sciences ».

Des bornes ont donc été dressées, sur lesquelles ont été inscrites des questions. Un jeu auquel se sont déjà prêtés, sans consensus, des philosophes et des chercheurs en tout genre. Certains se réjouissent des avancées de la recherche génétique, d'autres, plus méfiants, les critiquent fortement et en soulignent les dérapages – tel un éventuel clonage humain dont les essais commencent à être menés clandestinement en plusieurs lieux du monde. Pour ceux qui veulent en savoir encore plus, des conférences et des débats sur « L'homme et les gènes » sont également organisés jusqu'à la fin du mois de juin.

O. Vi.

★ Pour tous renseignements : tél. : 01.40.05.80.00 ; site Web : www.cite-sciences.fr

ques, la danse et l'architecture, leur offrent des terrains d'étude privilégiés. Au sein de l'Institut de recherche en informatique de Toulouse (IRIT, CNRS-université Paul-Sabatier-Institut national polytechnique de Toulouse), Philippe Joly travaille à établir une « grammaire » de la chorégraphie. A l'aide de systèmes de capture optique de mouvement et de traitement d'images, il tente, en analysant des déplacements simples – par exemple la pirouette, figure de base de la danse classique – ou des enchaînements, de déterminer ce qui marque le début d'un mouvement et sa fin, de repérer les transitions entre deux gestes, mais aussi de mettre en évidence des traits répétitifs qui sont la signature d'un style propre à un créateur ou à une école.

TRAVAUX EMBRYONNAIRES

Jean-Pierre Goulette, directeur du Laboratoire d'informatique appliquée à l'architecture (LI2A) de Toulouse, décortique pour sa part le langage de l'architecte, qui constitue, pense-t-il, « une voie d'accès vers certains des processus cognitifs mis en œuvre dans la conception de compositions spatiales ». Il s'est intéressé plus particulièrement à une structure architecturale basique, la baie, et a montré que le vocabulaire technique employé par l'architecte – qu'il s'agisse de la terminologie désignant les différents éléments (assise, embrasure, piédroit, couvrement, remplage...) ou des indications d'agencement spatial de ces éléments (assemblage, juxtaposition, déplacement, couronnement...) – « lève une partie du voile sur certains modes de raisonnement utilisés dans la composition d'objets dans l'espace et sur le type de représentations mentales associées ».

Ces travaux restent bien sûr très embryonnaires et, en l'état, n'éclaireront que faiblement les ressorts de la création ou de l'émotion artistiques. « Nous avançons avec prudence et modestie sur cette "terra incognita" que constitue, pour les sciences, la sphère multiple de l'art », insiste Mario Borillo.

Une prudence et une modestie d'autant plus grandes que l'objectif final est extrêmement ambitieux : parvenir à une description formelle de l'activité créatrice, qui puisse être modélisée dans un langage mathématique et qui, en poussant la démarche jusqu'à ses développements ultimes, permette de conférer à une machine des compétences artistiques.

On en est évidemment très loin et les recherches des cognitivistes pourraient même avoir pour principal résultat de mettre en évidence l'irréductible « humanité » de la sensibilité esthétique. « Chaque avancée dans la connaissance du fonctionnement de notre cerveau ouvre sur des problèmes nouveaux encore plus complexes », constate Mario Borillo. Ce qu'avait déjà énoncé Victor Hugo, qui tenait la science pour « l'asymptote de la vérité », elle qui « approche sans cesse et ne touche jamais ». Plus qu'ailleurs peut-être dans le domaine de l'art.

Pierre Le Hir

★ *Cognition et création*, par Mario Borillo et Jean-Pierre Goulette, Pierre Mardaga éditeur, 400 p, 35 €.



Sumba, l'île des guerriers

Réputés pour leurs textiles et leurs bijoux rituels en or, les Sumbanais, à l'extrême orient de l'archipel indonésien, défendent des traditions animistes vivaces

WAINGAPU

de notre envoyée spéciale

A peine descendu de cheval, le *bupati*, le chef de clan, maire de Tarimbang, dit sa colère : « *Quand ils sont venus pour mesurer le terrain, on les a rejetés fermement. Nous sommes assez forts, dit-il, pour résister aux investisseurs.* » L'affaire date de deux ans, il n'y a pas eu d'autre alerte. Il faut dire que les 1 500 habitants de ce modeste village de pêcheurs n'avaient pas hésité à défendre leur bien, lance au poing. Et quel bien ! La baie de Tarimbang, sur la côte sud de Sumba, à l'extrême orient de l'archipel indonésien, est sans doute l'une des plus belles plages sauvages de cette île qui en

compte des dizaines. Une baie en demi-lune fermée par des falaises de craie, des grottes et des rochers façon Etretat, du sable blanc bordant la forêt primaire, un estran labouré par les rouleaux de l'océan Indien sur lequel reposent des pirogues de bois nu, grossièrement taillées dans un tronc d'arbre, et un lagon des plus poissonneux protégé par une barrière de corail.

Dans l'intimité de la maison de bambou, Kari et Jolo, les deux anciens, chevalière en or et émeraude à l'annulaire, marques de leur statut, acquiescent en silence. Le danger semble passé. « *On reste en alerte, le gouvernement cherche à développer le tourisme sans nous avoir consultés. Nous, on veut préserver nos terres et nos droits* », insiste le maire. Un réel enjeu. Entre rizière, cocoteraie et jungle, le village exhibe quelques bicoques en dur, signe de prospérité, et une école primaire flambant neuve.

Le semblant d'ouverture, Marthen, l'homme d'affaire du cru, qui tient le stand le plus fourni en savon et lessive du petit marché hebdomadaire, l'a franchi en construisant cinq huttes sur pilotis qu'il loue aux rares surfeurs s'aventurant jusqu'à lui par une méchante piste vertigineuse. Le maire en convient : « *Avec le riz, le maïs, le*



DONATION BARBIER-MULLER

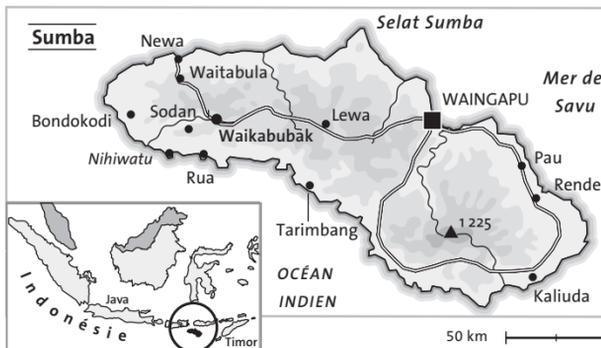


GILLES CRAMPES

copra, le poisson et l'élevage des chevaux, la vie à Tarimbang est plutôt facile. » Ce samedi, paradant entre les étals de guingois qui s'alignent à la lisière de la forêt, les aînés portent l'*hinggi*, longue pièce de coton aux motifs guerriers, noué aux hanches, le *katopo*, sabre-machette, fiché sur le devant, et un turban rouge vif, en guise de couvre-chef.

DES BATAILLES ET DES MYTHES

A Sumba, on apprend l'heure élastique, *jam karet*. On apprend aussi qu'il ne faut pas s'endormir sous un arbre à cause du serpent vert ; que recevoir le bétel, la noix d'arec mélangée à de la chaux et qui rougit les gencives, offerte en signe d'hospitalité, est un honneur qui ne se refuse pas ; que pénétrer dans un village reculé sans y être convié constitue une offense ; qu'un bambou planté dans la rizière avec une palme de cocotier



signifie que l'endroit est tabou. Le respect de l'*adat*, la coutume, est un principe auquel on ne déroge pas.

Très au sud, de la route maritime desservant les petites îles de la Sonde, de Bali à Timor, l'île a conservé des traditions féodales et

guerrières vivaces. Traditions nourries d'animisme, que n'a pas éradiqué la christianisation des trois quarts de la population, majoritairement de religion protestante – les Hollandais, qui contrôlaient Java dès 1619, administrèrent directement l'île à partir de 1913 et

pour trente ans, jusqu'à l'indépendance de l'Indonésie, en 1945. Seuls 5 % des Sumbanais sont musulmans et 20 % observent toujours strictement le *marapu*, culte des ancêtres.

Le plus secret, le plus complexe de la société sumbanaise, se cache à l'intérieur des terres sous les hauts toits de chaume des villages qui se fondent dans le paysage. Collines érodées moutonnant à perte de vue, couvertes de savane, la partie orientale de l'île évoque l'Australie toute proche. Les prairies brûlées de soleil y donnent juste la pâture nécessaire aux chevaux sandal et aux taureaux brahmin, à la robe blanche dentelée, exportés à prix d'or à Java : jusqu'à 6 millions de roupies (750 €, le prix d'une moto d'occasion, 2 000 fois le coût d'un kilo de riz sur le marché, ou le revenu annuel moyen du paysan) pour un taureau de

Bijoux rituels

Le « preneur d'épouse », accepté par le clan de la promesse au terme d'une joute poétique dont il sort vainqueur, s'acquitte d'une lourde dot : 50, voire 100 buffles s'il s'agit d'une jeune fille noble, et un *mamuli* en or massif, symbolisant le sexe féminin. Ce joyau baroque sera porté par le plus fidèle serviteur lors des funérailles, et utilisé comme relais pour appeler l'esprit des ancêtres. « *On ne sort pratiquement jamais [les mamulis] de l'obscurité, de crainte que leurs pouvoirs immenses ne tuent les spectateurs et ne déclenchent des désastres naturels* », écrit Susan Rodgers. « *Ces bijoux sont l'essence même du lignage et de ses pouvoirs politiques et religieux* », précise l'anthropologue, qui signe le texte du catalogue de l'exposition « L'or des îles », où sont montrés, jusqu'au 29 juin à Paris, les ornements ethniques de l'Insulinde de la donation Barbier-Muller pour le futur musée du quai Branly. Le plus beau *mamuli* de la collection, avec des personnages articulés, provient du trésor du dernier raja de Pau, dispersé après sa mort, en 1981, par son frère cadet.

EVASION
Publicités

directours
Voyager mieux. Dépenser moins.
Week-end Seville
3 jours/2 nuits : **371 € TTC**
Vol Paris + hôtel Villa La Palmera 5* L
Nuit sup. : 68 €uros.
Départ province : + 69 €uros.
choix de 14 hôtels à partir du 2* de charme
305 €uros. Prix valable Juillet.
www.directours.com
3615 Directours (0,34 €/min) et 01.45.62.62.62
AGENCE ouverte 6j/7 au 90 av. Champs-Élysées Paris 8e.

LA FLORIDE À PIED, C'EST RISQUÉ !
DONT WALK
LOUEZ PLUTÔT UNE VOITURE CHEZ AVIS...
1 semaine en Floride pour 205 €, tout compris*
Réserver chez AVIS c'est facile et sans soucis : nos tarifs incluent le kilométrage illimité, le rachat de franchise (LDW), le renforcement de la responsabilité civile (AL) ainsi que toutes les taxes locales...
Réservez directement en précisant le code K913 400 sur www.avis.fr ou appelez le 0 820 05 05 05 (0,12 €/min) ou contactez votre agent de voyage.
AVIS
*prix mentionné pour une CAT X en basse saison pour toute réservation effectuée avant le 15/07/02 et pour une location dérivant avant le 15/09/02.

DES VACANCES EN FAMILLE?
Avec **CUENDET** vous trouverez pour vous et vos enfants, l'endroit idéal où passer de joyeuses vacances.
Commandez les catalogues : **ITALIE, FRANCE, ESPAGNE - PORTUGAL**
Appel Gratuit: (0800) 907885 909222 - 907886 - 900381
ou www.cuendet.com
pour Grande Bretagne et Irlande
Cuendet & Cie spa
LOCATION DE MEUBLES DE CHARME
Strada di Strove 17 - I 53035 Monteriggioni
e-mail: info@cuendet.com

SAVOIE
ETÉ 2002 : RANDONNÉES - TREKKING
Séjour à thème
Accueil / Confort / Qualité / Convivialité
Formule Tout compris :
à partir de **309 €** (7 J. complets)
Ouvert à tous / choix très large
"La Bessanaise"
73480 - BESSANS / VANOISE
Tél. 04.79.05.95.15 - www.labessanaise.com

JURA
Vacances scolaires HOME D'ENFANTS / JURA
Agrément jeunesse et sports.
Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme Comtoise du XVIIe, grand confort, 2 ou 3 enfants par chambre (sdb et wc). Cadre pleine nature. Accueil volontairement limité à 15 enfants idéal en cas de 1ère séparation. Ambiance familiale, possibilité d'accompagnement depuis Paris en TGV. **Activités** : VTT, jeux collectifs, peinture sur bois, tennis, pony, initiation échecs et théâtre, fabrication du pain, etc... Tél. : 03-81-38-12-51
www.lecret-lagneau.com

Rubrique "EVASION" renseign. publicité :
☎ 01.42.17.39.63

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE EN CALVADOS
Camping de la Vallée****
à Houlgate
Le camping de la Vallée est situé à Houlgate, à quelques kilomètres de Cabourg. Vous apprécierez l'espace piscine et la proximité d'une belle plage (à 900 m).
- 1 bouteille de cidre offerte pour chaque week-end
- 2 heures de tennis offertes ou 1/2 journée VTT
92 €
Le mobil-home de 4 personnes pour 2 nuits
RÉSERVATION
88 rue de la Vallée - 14510 Houlgate - Tél. : 02 31 24 40 69 - Fax : 02 31 28 08 29
E-mail : camping.lavallee@wanadoo.fr Réf. GW33
GRATUIT, sur simple demande
Votre guide des week-ends et mini-séjours 2002
Tél. 02 31 27 90 30 - www.calvados-tourisme.com
Calvados LA NORMANDE PAR EXCELLENCE

7 jours à 4 pour 309 Euros*.
Partez avec votre voiture en Irlande et découvrez toutes ses richesses.
Il y a tellement à découvrir en Irlande que le meilleur moyen de le faire est de vous y rendre avec votre propre voiture. Pour 309 euros*, offrez-vous une croisière pour 4 personnes + 1 véhicule. Ainsi votre liberté vous guidera parmi les plus beaux sites, les activités les plus passionnantes pour des moments inoubliables... Quant aux Irlandais, ce sont eux qui viendront vers vous.
IRISH FERRIES E-mail : irishferries@bennett-voyages.fr - tél : 01 44 88 54 50
Ireland
Des instants pour toujours...



Au sud de Bondokodi, les toits de Wainyapu s'agencent autour des tombes du clan. Au premier plan, les quatre piliers, seuls vestiges d'une maison en ruine qui a perdu son « clocher » de chaume, dans les hauteurs duquel étaient conservés les objets sacrés (page de gauche). « Mamuli » en or massif du trésor de Pau, (page de gauche, en bas). Aux abords de Wainyapu, les kilomètres de grève labourée par l'océan Indien et une tombe mégalithique sculptée (ci-dessus). Le Sumbanis ne se sépare ni de son turban ni de son sabre (ci-dessus).

JEAN-LOUIS SOSNA/MUSÉE BARBIER-MUELLER

600 kg ou pour un buffle, moitié moins pour un cheval. Le bétail est la seule richesse de l'Est, avec les *ikhat*, ces textiles de coton tissés, teints à l'indigo (bleu) et au *kombu* (rouge) parmi les plus beaux de l'archipel et dont les dessins, propres à chaque clan, disent la position sociale, célèbrent les batailles et racontent les mythes. Elevés au rang de talismans spirituels, les *ikhat* accompagnent le défunt dans son ultime voyage jusqu'au royaume des ancêtres. Dans chaque hameau, le « clang-clang » des métiers à tisser et le bruit sourd des pilons à manioc résonnent comme des coups de gong.

La descente à pied, par les rizières en terrasse, la rivière franchie à gué, où Christina, la fille du *rato*, le

grand prêtre de Sodan, est occupée à enduire de noix de coco sa chevelure de jais qui lui tombe aux genoux, les toits clochers en chaume dressés en sentinelles, le soleil qui brûle, les « *daa ! daa !* » (« hello ! ») et les « *javakaka etaka oda* » (« l'étranger est si blanc ! ») des enfants qui résonnent d'une colline à l'autre, enfin les quarante-cinq minutes d'ascension, jusqu'à la muraille de bambou qui verrouille Sodan, l'un des plus anciens villages de l'ouest de Sumba, préludent à la rencontre. Des trente-huit maisons de bambou sur pilotis, toutes identiques, qui s'alignent de part et d'autre des tombes mégalithiques, celle du Rawa Wainu, le leader, ne paye pas de mine. Elle n'exhibe pas sur sa façade les trophées des vint-

quatre buffles que Tadupalaka a sacrifiés pour les funérailles de sa mère. Le pouvoir de Wainu Talogoro est ailleurs, confie son oncle, un petit homme très maigre, au visage noble : « Chaque année, à la première pleine lune de janvier, il arrête la pluie pour le « *pasola* », ce combat rituel, à cheval, que se livrent les tribus, autrefois armées de lances, pour s'assurer d'une bonne récolte.

Christina accueille son père, au retour de la rizière, avec une noix de coco emplie de lait. Rawa Wainu, très grand, la quarantaine, le regard intense, s'assoit en tailleur sur une natte, et raconte qu'il a « sacrifié, en août dernier, deux chèvres, cent poulets, deux buffles, quatre cochons et trois chiens » pour éradiquer les sauterelles, qui ont totalement disparu (alors que l'Est est envahi). Il dit son rôle de médiateur entre les clans : « *Le plus crucial reste la vente des antiquités, s'il n'y a pas d'arrangement, il faut les récupérer.* » Dans l'obscurité de la maison, près du pilier où il entre en contact avec le *marapu*, il confie qu'il a commencé à vingt ans, après la mort de son père, sans rien connaître. Que les soixante-dix-sept mots rituels à prononcer sur le rivage, à la veille du *pasola*, il les a sus sans les apprendre. Un jour, lui aussi rejoindra la constellation d'Orion, là où les ancêtres deviennent des étoiles, il ira à cheval sur le coursier céleste de l'âme.

Florence Evin

À TOUS PRIX

► **80 € : UNE RANDONNÉE À CHEVAL D'UNE JOURNÉE** dans un vignoble des côtes du Rhône, Villages Cairanne, dans le Vaucluse. Pour apprendre à connaître les principaux terroirs, les cépages, et rencontrer les vignerons lors des dégustations. Prix pour l'accompagnant, en attelage : 50 €. On peut apporter son pique-nique ou déjeuner à la table du vigneron (17 €). Ecurie du Muzet (tél. : 04-90-30-68-50).

► **265 € : LA MONTAGNE EN FAMILLE**, séjour « multi-activités » à Châtel, prix à la semaine, par personne, hébergement compris. C'est l'un des « bons plans » de l'été 2002 des 103 stations affiliées à l'association Ski France, réparties sur les cinq massifs français. En ligne, sur en-montagne.com, le programme destiné aux juniors, aux sportifs, aux amoureux des vieilles pierres, aux adeptes de la balnéothérapie, etc.

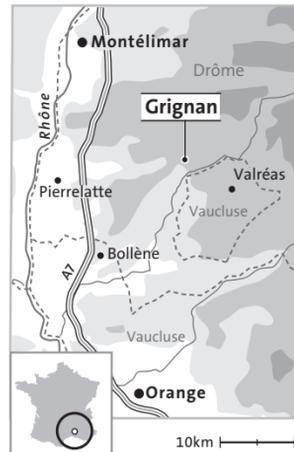
► **570 € : UN WEEK-END SUR LES BORDS DU LAC MAJEUR**. Jet Tours propose un forfait de 3 jours/2 nuits au Grand Hôtel Bristol (4 étoiles) qui borde le célèbre lac italien. Ce prix s'entend par personne, en chambre double, avec petits déjeuners, au départ de Paris. Jusqu'au 29 juin et du 30 août au 31 octobre. Tél. : 01-40-43-90-00. Internet : www.jettours.com

► **775 € : UNE SEMAINE DE PLAGE AU SÉNÉGAL**. Au sud de Dakar, près de Saly, Kuoni propose 8 jours et 7 nuits à l'hôtel La Teranga (4 étoiles), le prix par personne comprend les A/R à partir de Paris, les transferts, l'hébergement en chambre double et la demi-pension. Deux dates seulement, les 23 et 30 juin. Tél. : 08-20-05-15-15. Internet : www.kuoni.fr

► **2 880 € : 16 JOURS DANS LE DÉSERT DE GOBI ET LES STEPPES MONGOLES** en Jeep et à pied. Etapes : mont Bogd, chaîne des Khangai, monastère Zaya Gegen de Tsetserleg, vallée de l'Orkhon et monastère d'Erdene-Zu Karakorum. Un itinéraire de 16 jours, du 5 au 20 juillet. Inclus : les vols internationaux et domestiques, les hôtels et campements sous le *gher* (la tente mongole), les repas au camp ou au restaurant, le guide francophone. Auprès de Terre Mongolie (tél. : 01-44-32-12-83 et www.terre-mongolie.com).

Week-end « écritures » à Grignan

Cet été encore, ce beau village de la Drôme célèbre sa fameuse épistolière, M^{me} de Sévigné, en invitant chacun à prendre la plume



« **BEAU CHÂTEAU**, bel air, belles terrasses, trop bonne chère... », M^{me} de Sévigné. A son énumération sur les attraits de Grignan, la fameuse épistolière française ajouterait sans doute aujourd'hui : « profusion d'écritures ». Depuis sept ans, en effet, chaque début d'été, ce haut lieu du Tricastin, en Drôme provençale, ne se contente plus de proposer au chaland ses paysages striés jaune et bleu par colza et lavande, ses truffes, ses fromages de chèvre, ses vins, son miel et son nougat, ses manoirs recrus de siècles, ses chemins solitaires entre chênes et romarin.

Depuis sept ans, Grignan et toute la contrée alentour invitent à éteindre un moment ordinateurs et portables, à retrouver stylo et papier. Du 3 au 7 juillet, cette année, les « *chambres d'écriture* » sont placées sous le signe du voyage, avec des ateliers, des leçons, des animations pour tous les goûts et tous les âges.

Krisnà Renou parlera de son *Victor Hugo en voyage*, la téléaste Claire Chazal de sa « *correspondance avec le monde* », Eliane Bouvier des missives de son mari, feu le voyageur romand Nicolas Bouvier (*Le Monde* du 16 mai), Pierre de Givenchy et Marie-Thérèse Albert suggéreront aux adolescents de « *vivre et l'écrire* », tandis qu'un peu plus loin on leur contera les itinéraires de Magellan, Cartier ou Bougainville.

Le Festival met plumes, crayons, stylos-billes, feuilles et enveloppes à la disposition du public et se charge de relever, timbrer et poster le courrier. Un carnet de voyage est vendu 2 € pour permettre à ceux qui le souhaitent de s'exprimer sur ce thème. Textes et dessins sélectionnés seront lus ou édités lors de la manifestation de 2003.

Les personnes ne ressentant pas le besoin d'écrire pourront acheter des livres au marché *ad hoc*. Les activités ne finissent pas avec le Festival puisqu'on pourra ensuite choisir des produits du terroir au marché nocturne des 19 juillet et 9 août où les vendeurs arborent des costumes Grand Siècle ; voir *Les Rustres* de Goldoni, dans la mise en scène ambulante de Bernard Rozet. Ou encore écouter un des conférenciers qui, au château, racontent les séjours de M^{me} de Sévigné (1626-1696) ici, chez sa fille M^{me} de Grignan, son horreur du mistral, son enthousiasme pour d'autres caractéristiques régionales, sa mort, la profanation de sa tombe à la collégiale sous la Révolution, l'érection d'une statue de l'écrivaine à Grignan au milieu du XIX^e siècle, enfin le retour en 1996 de son crâne supposé en ces lieux que la marquise aimait tant.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

► Renseignements sur manifestations, marchés, hébergement, à l'office du tourisme de Grignan. Tél. : 04-75-46-56-75 ; fax : 04-75-46-55-89 ; courriel : ot.paysdegrignan@wanadoo.fr / Billet économique « balade à Grignan », pour l'accès aux sites, de 3 € à 5 €. Tél. : 04-75-46-55-96. Festival de la correspondance. Tél. : 04-75-46-55-83. *Les Rustres* sont joués à Grignan du 10 juillet au 18 août. Le château est ouvert tous les jours en juillet-août. Tél. : 04-75-91-83-50. Lire les *Lettres de M^{me} de Sévigné* et l'un des ouvrages de Roger et Jacqueline Duchêne sur M^{me} de Sévigné et sa fille (Fayard), ou bien *Madame de Sévigné, une épistolière en Provence*, de Philippe et Josée Chomel, éd. Aubanel, 224 p. illustrées, 25 €. Accès : sur l'autoroute A7, en venant du sud, sortir à Bollène ; en venant du nord, à Montélimar-Sud. En TGV, descendre à Montélimar : navette pour Grignan à chaque arrivée du TGV de 13 h 27. Tél. : 04-75-51-89-69.

VADE-MECUM

► **REPÈRES**. Saison sèche, de fin juin à décembre. Difficile d'accès, Sumba n'a reçu que 620 visiteurs en 2001, contre 1,5 million de touristes pour Bali.

► **ACCÈS**. De Paris, vol quotidien avec Singapore Airlines (sauf le mercredi) vers Bali via Singapour, où l'on peut passer une nuit dans un 3-étoiles pour 1 dollar de supplément, réservation impérative avant le départ. Aller-retour en promotion : 690 €, jusqu'au 15 juin. Après, tarif à partir de 1 045 €. Et 1 155 € du 11 juillet au 11 août. Réservations, tél. : 01-53-65-79-01, province, tél. : 0810-004-1360, sur Internet (www.singaporeair.fr). Vol Bali-Sumba : 1 420 000 roupies (178 €) l'aller-retour sur Merpati (une fois par semaine) ou Pelita (2 vols hebdomadaires).

► **ÉTAPES**. De modestes établissements en ville, le Sandlewood à Waingapu (14 € la chambre double VIP avec climatisateur, tél. :

0062-387-61-887), des huttes de bambou, sans électricité, proches des plages fréquentées par les surfeurs (Marthen Bungalows à Tarimbang, pas de téléphone, 20 €, en pension complète par hutte, sanitaires médiocres communs). Sumba Nautil Resort, construit par un couple de Français, devrait ouvrir en octobre 2002 : 8 bungalows avec piscine, dans les collines, à 1 kilomètre de la plage de Dasan, sur la côte sud-ouest (pension complète 125 €, pour deux, calèche pour la plage, tél/fax : 0062/387-21806). Nawa Sumba Resort, vaste maison, presque fantôme tant elle est sans vie, sur une longue plage du nord-ouest, chambres bien tenues avec véranda et air conditionné (125€, en pension complète, www.newasumbaresort.com).

► **L'ADRESSE**. Petra et Claude Graves ont vécu quatre ans dans une maison de bambou pour convaincre les villageois de participer à leur projet. Juste

ouvert, Nihiwatu Resort, villégiature d'exception sur une plage sauvage, au sud de Sodan, offre 6 bungalows climatisés à la décoration raffinée et un accueil chaleureux. Formule « tout compris » en pension complète, avec transferts depuis l'aéroport, visites en 4 x 4 de l'île, randonnée dans la jungle, virée en bateau et tous les sports (surf, cheval, pêche...). Pour deux personnes, en bungalow indépendant : 360 € par jour ; enfants gratuits, jusqu'à 12 ans, (sur Internet : www.nihiwatu.com). Une école et un centre médical sont en cours de construction (sumbafoundation.org).

► **FORFAITS**. A la carte avec des modules à associer, chez Asia, qui dispose de sa propre agence à Bali. Par exemple : le vol Singapore Airlines, transfert et 2 nuits au Pansea Puri Bali, sur la plage de Jimbaran, demeurée à l'écart (à partir de 1 300 €, dans un bungalow avec jardin privé) ; itinéraire « Sumba », une

semaine, en pension complète, avec avion de Bali, voiture, chauffeur et guide : 1 113 € par personne (tél. : 01-44-41-50-10 et www.asia.fr).

► **EXPOSITION**. « L'or des îles » : les 252 pièces de la collection Monique et Jean-Paul Barbier-Mueller, offertes en donation pour le futur Musée du quai Branly, sont présentées en avant-première à la Mona Bismarck Foundation, 34, avenue de New York, 75116 Paris, jusqu'au 29 juin 2002 (entrée gratuite). Le catalogue, superbement illustré, avec texte de Susan Rodgers (Editions Somogy, Paris, 375 pages), est la meilleure des introductions à Sumba.

► **LECTURES**. *Between the Folds*, de Jill Forshee (University of Hawaii Press), us et coutumes sumbanaises. Parmi les guides, le plus complet est en anglais : *East of Bali, from Lombok to Timor* (Periplus Travel Guides). *Indonésie* (Lonely Planet, en français).

les Départs en Or

TURQUIE : Kusadasi 3 étoiles 350 €*

(vol A/R + pension complète en chambre cat. sup.)

MAROC : Circuit "Villes Impériales" 430 €*

(vol A/R + pension complète + visites)

EGYPTE : Croisière 5 étoiles sur le Nil 372 €*

(vol A/R + pension complète)

Et plus d'offres encore sur www.voyages-sncf.com !

SEJOURS AU SOLEIL
À PRIX MINI !

jusqu'à -25%
jusqu'à -20%

Departs en juin
Paris/Province !

[voyages-sncf.com](http://www.voyages-sncf.com)

* prix par personne à partir de en occupation double à certaines dates, comprenant : vols spéciaux A/R, pension complète, transferts, assurances assistance / rapatriement (hors taxes d'aéroport). Toutes conditions sur le site.

Vienne est sans toits.

L'été, Vienne a pour seul toit le ciel : plus de 3 millions de visiteurs affluent à la Fête de l'île du Danube ou savourent les airs d'opéra du festival de films musicaux sur la place de l'hôtel de ville.

RÉSERVER DÈS MAINTENANT : 2 nuits, petit déjeuner inclus, dans hôtel****, Ticket spécial Vienne, entrée gratuite au Musée Leopold, café & pâtisserie, à partir de 115 € p. pers. en chambre double.

Vienne
vous attend

WIEN-HOTELS & INFO
TÉL. 0043-1-24 555
www.vienna.info

AUJOURD'HUI

Soleil et chaleur au sud

JEUDI 13 JUIN
Lever du soleil à Paris : 5 h 49
Coucher du soleil à Paris : 21 h 53

Le flux perturbé très peu actif continue de circuler sur la moitié nord du pays alors qu'au sud, une saveur d'été s'invite au menu de la journée avec soleil et chaleur. La hausse des températures s'accroît vendredi et concernera l'ensemble du pays.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Le ciel est très nuageux et quelques précipitations se produisent sous forme de bruine ici où là. Les éclaircies sont un peu plus larges au sud de la Loire. Le vent de sud-ouest souffle entre 40 et 60 km/h le long du littoral de la Manche. Le thermomètre affiche dans l'après-midi de 17 à 20 degrés les long des côtes et de 20 à 23 degrés à l'intérieur des terres.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Les nuages sont très majoritaires. Des éclaircies plus larges se développent sur la Berry et la Sologne. Le vent de sud-ouest souffle entre 40 et 60 km/h en bordure de Manche. Températures maximales de 17 à 20 degrés sur le Nord-Picardie, la Haute-Normandie et les Ardennes, de 20 à 22 degrés sur l'Ile de France et de 21 à 25 degrés sur le Centre.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le ciel est très nuageux en début de matinée sur les Vosges et l'Alsace avec quelques gouttes ; des éclaircies apparaissent par la suite. Ailleurs, temps variable. Températures de 20 à 24 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Journée agréable avec du soleil. Sur les Pyrénées des nuages se développent l'après-midi. Températures de 20 à 30 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Belle journée avec un soleil dominant. De 23 à 30 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le ciel est dégagé. Températures de 25 à 32 degrés.

13 JUI. 2002 PRÉVISIONS
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

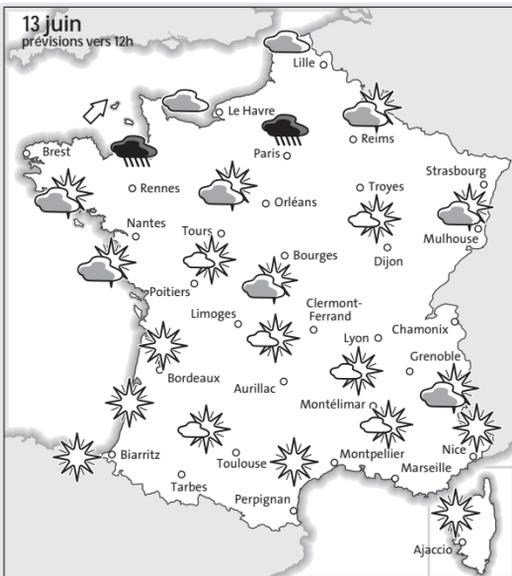
FRANCE MÉTROPOLITAINNE			
Ajaccio	13/24 S	Milan	18/30 S
Biarritz	12/25 S	Moscou	14/25 P
Bordeaux	12/28 N	Munich	14/26 C
Bourges	12/24 S	Naples	17/26 S
Brest	12/17 C	Oslo	8/15 P
Caen	12/17 P	Palma de M.	15/27 S
Cherbourg	11/16 C	Prague	13/23 N
Clermont-F.	13/27 S	Rome	15/25 S
Dijon	13/23 S	Séville	23/36 S
Grenoble	14/30 S	Sofia	15/22 N
Lille	11/19 N	St-Petersb.	14/22 N
Limoges	11/23 S	Stockholm	12/20 P
Lyon	16/27 S	Ténérie	19/25 S
Marseille	17/29 S	Varsovie	14/22 P
Nancy	13/21 S	Venise	18/27 S
Nantes	12/21 S	Vienne	14/28 C
Nice	17/23 S		
Paris	12/21 P		
Pau	11/27 S		
Perpignan	18/26 S		
Rennes	12/22 N		
St-Etienne	13/26 N		
Strasbourg	14/21 N		
Toulouse	14/28 S		
Tours	11/24 S		

FRANCE OUTRE-MER			
Cayenne	23/28 P	San Francisco	9/15 S
Fort-de-Fr.	27/30 P	Santiago Ch.	0/11 S
Nouméa	21/26 S	Toronto	14/21 C
Papeete	23/28 P	Washington DC	18/24 P
Pointe-à-P.	25/32 P		
St Denis Réu.	20/25 S		

AFRIQUE			
Alger	15/30 S		
Dakar	23/28 S		
Kinshasa	20/30 S		
Le Caire	22/32 S		
Nairobi	15/21 C		
Pretoria	10/19 S		
Rabat	18/25 S		
Tunis	16/27 S		

ASIÉ-OCCÉANIE			
Bangkok	26/32 P		
Beyrouth	22/28 S		
Bombay	29/32 P		
Djakarta	23/31 S		
Dubai	29/39 S		
Hanoï	26/32 P		
Hongkong	26/29 P		
Jérusalem	15/27 S		
New Delhi	31/37 P		
Pékin	16/28 S		
Séoul	17/23 S		
Singapour	26/32 P		
Sydney	11/17 S		
Tokyo	19/23 P		

EUROPE			
Amsterdam	11/16 P		
Athènes	21/27 S		
Barcelone	15/23 S		
Belfast	10/17 N		
Belgrade	16/26 S		
Berlin	14/19 N		
Berne	14/26 N		
Bruxelles	11/19 C		
Bucarest	16/28 N		
Budapest	12/27 S		
Copenhague	12/17 N		
Dublin	9/15 N		
Francfort	14/23 C		
Genève	15/27 N		
Helsinki	12/20 N		
Istanbul	20/25 N		
Kiev	16/23 N		
Lisbonne	16/27 S		
Liverpool	11/16 P		
Londres	12/18 N		
Luxembourg	13/20 P		

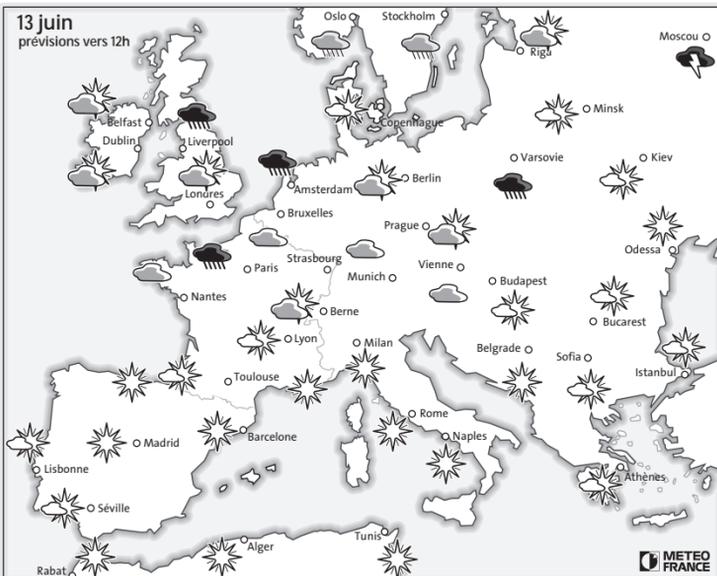


13 juin prévisions vers 12h

- Soleil
- Peu nuageux
- Couvert
- Brèves éclaircies
- Averses
- Pluie
- Orage
- Neige
- Brouillard
- Vent fort



PRÉVISIONS POUR LE 14 JUIN



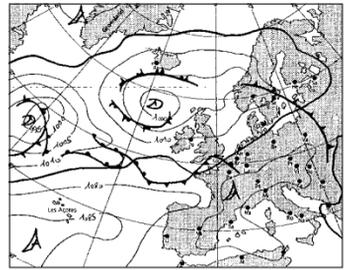
13 juin prévisions vers 12h

Prolongez votre bronzage en septembre à St-Domingue en achetant votre billet dès aujourd'hui !

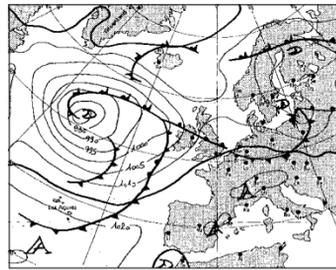
Paris/St-Domingue à partir de 596 € TTC A/R. Tarif soumis à conditions.

AIR FRANCE

Vendredi 14 juin Près de la frontière belge, le ciel reste chargé. Sur la façade atlantique, des débordements nuageux se produisent et peuvent donner quelques ondées en fin de journée. Ailleurs, c'est du soleil et des températures élevées.



SITUATION LE 12 JUIN À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 14 JUIN À 0 HEURE TU

Le grand ménage du jardin

du moins un peu encombré, en certains coins, de mauvaises herbes qu'on n'éradique plus avec autant de verve qu'autrefois. Ces plantes d'en bas ne sont pas si vilaines que ça, parfois franchement belles et utiles pour enrichir le sol, l'aérer en profondeur, le décompacter. Il suffit de les regarder pour leur trouver des qualités.

Dans notre jardin, il y a ainsi des grandes salicaires d'un rose foncé admirable, des reines des prés sauvages d'un blanc crème reposant qui sont venues toutes seules. Elles vont très bien avec les hostas qu'elles dominent d'un peu haut en fin de saison. Ce n'est pas grave, c'est le moment que les hostas mettent à profit pour entrer en repos. On est un peu moins emballé par les petits lierres et les petits frênes qui germement partout, mais une fois tous les deux ans, on arrache sans passer son temps à traquer les nouveaux plans. L'hiver, on les voit mieux.

On observe ainsi les plantes

migrer d'une plate-bande à une autre et les oiseaux se régaler des pucerons dont ils limitent la progression.

Des fauvettes, des moineaux, des mésanges perchées au bout d'une branche de rosier qui ploie, c'est la vie dans le jardin. Particulièrement quand les merles se battent pour manger les fraises des bois qui se propagent très, très vite... un peu moins cependant que les géraniums vivaces, qui se sèment partout, se croisent et donnent naissance à d'étonnantes coloris : il y en a un qui est violet foncé taché de blanc. Là où le géranium vivace s'installe, les autres plantes trempent. Un petit coup de sarcloir en hiver et la touffe gênante rejoint le tas de compost.

DÉSHÉRBANTS IMPUISSANTS

Qu'une grande oseille sauvage surgisse et on la laisse en paix. C'est beau, un pied d'oseille sauvage, c'est un peu raide, mais d'un vert vif et ses inflorescences un peu rouille sont splendides. Les

consoude ? De toute façon, rien ne sert de les traiter au désherbant. Du fond des racines, parfois deux ans plus tard, une pousse resurgit et la plante se reconstitue de plus belle. Le millepertuis sauvage ? Il est d'un jaune d'or si lumineux, si tendre. Les boutons d'or ? Est-il jaune plus vif ? Et il suffit de tirer sur quelques gourmands pour empêcher les pieds de tout envahir. Un désherbage modeste, en somme.

Restent les lisérons et les chardons, avec lesquels on n'a pas fait la paix. Et l'on ne sait pas pourquoi au juste. Si ce n'est que ceux-là sont coriaces et se fauillent partout. Il y a le petit qui pousse au ras du sol, en touffe circulaire et épanouit des jolies petites fleurs rose pâle. Il y a le grand liseron blanc, qui grimpe à plus de deux mètres et produit de grandes fleurs blanches. Le petit liseron rose n'est pas gênant, il n'envahit pas tout et garde de petites proportions. Le grand, c'est autre chose. Tant qu'il reste dans la haie,

pas de problème, qu'il traverse l'allée qui la joute et s'en aille dans les plates-bandes et l'on retrouve un vieux réflexe répressif. Particulièrement s'il se met dans les rosiers... A quatre pattes, on coupe alors au ras du sol les tiges qui sortent de terre, parfois on réussit à sortir un gros macaroni de racine et l'on triomphe en le déposant bien au soleil pour qu'il se dessèche. Et puis aucun désherbant n'en vient à bout de façon durable. Y compris les désherbants qui, absorbés par les feuilles, sont censés se transporter jusqu'au fin fond des racines et les tuer...

Les chardons, c'est encore pire. Ils surgissent n'importe où des profondeurs de la terre et lancent des racines loin, très loin, qui donnent un nouveau pied. Et ils piquent en plus ! On ne sait pas comment ils étaient venus, mais on avait réussi à s'en débarrasser pendant presque dix ans. Comment ? En tirant tout doucement dessus quand ils font une cinquantaine de centimètres de hauteur,

de façon à extirper le maximum de leur longue tige souterraine. Notre record ? Un mètre ! Jamais ils n'ont fleuri. Et de les avoir contrariés de pousser ne leur a pas plu... L'été 2001, ils sont revenus en différents endroits du jardin et en même temps. Alors on recommence...

D'autres mauvaises herbes disparaissent seules. Ainsi du laitron, une plante de la famille des sénécions, qui épanouit des marguerites jaunes et se resème à tout va. Pendant quatre-cinq ans, la population a augmenté et a disparu seule, sans aucune intervention, avalée par un tapis de bruyères et des grandes acanthes qui ont repris le dessus. Ils auraient pu migrer, ils ne l'ont pas fait. Un jardin, c'est vivant, ce n'est pas un objet figé et il faut accepter de parfois se laisser dominer par lui pour mieux profiter de ce qui devient un petit coin de nature enchanté.

Alain Lompech

JARDINAGE
Tous les mercredis datés jeudi, le guide des plantes

LES ANNÉES passant, on a remis la pharmacopée du jardinier au placard, sauf cas réel et urgent. Autant par flemme que par conviction, autant par peur d'inhaler des effluves nocifs que par un sens poussé du ridicule. Du jardinier, on ne voit le plus souvent que le derrière, quand il est courbé dans ses massifs, on n'allait pas en plus se balader avec un vieil imperméable sur le dos, un bonnet sur la tête, un masque sur le visage et des lunettes, le pulvérisateur à la main pour traquer les pucerons et les maladies des rosiers, à la tombée de la nuit, quand le soleil s'efface et ne fait pas s'évaporer les produits de traitement.

Cependant nous n'avons pas de colonies de pucerons dans le jardin. Ni guère de maladies... Il est planté dru et il est sinon envahi,

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 139

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. Petite toile, souvent de qualité. - II. Où il y a de beaux restes. Deviendrait noble sous les coups. - III. Négation. Boîtes ou mises en boîte. La valeur du silence. - IV. Mise en boîte pour choisir la couleur. Se rendit. - V. Pris pour aller plus loin et plus haut. De Gao ou de Bamako. - VI. Sur une plaque batave. Frappés brutalement. - VII. Souvenir

colonial. Charmant mais peu viril. Interjection. - VIII. Eaux des Pyrénées. Mît au travail. - IX. La même chose en plus petit. Pression anglaise. - X. Ferme. Du ver ou du cochon.

VERTICALEMENT

1. Bien que personnelle, elle implique les autres. - 2. Du blé dans les fouilles. Évite les nominations. - 3. Pratique. Possessif.

Réalisent. - 4. Flamand, il aimait la rose et les belles chairs. Pour accueillir le vainqueur. - 5. Gardes à l'intérieur. Au début de l'imprimerie. Conjonction. - 6. Tendres sous les croûtes. Protectrice des bêtes sauvages. - 7. Mauvaises habitudes. - 8. Planté pour le coup. Supports de bar. - 9. Elle peut être balayée. - 10. Cours du Nord. Prends en connaissance. Poème. - 11. Mise au pied. Couleur au grand air. - 12. Sortent de l'ordinaire.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 138

Horizontalement

I. Prédécesseur. - II. Livarot. Urne. - III. Upérisés. Fit. - IV. Montés. Fluor. - V. Auer. Alternas. - VI. Métro. Vt. - VII. Sue. Edite. St. - VIII. Innés. Aéri. - IX. Tuteur. Ado. - X. Restauration.

Verticalement

1. Plumassier. - 2. Ripou. Un. - 3. Événements. - 4. Dartre. Eut. - 5. Érié. Testa. - 6. Cossard. Eu. - 7. Été. Loi. Ur. - 8. SFT. Tara. - 9. Su. Levée. - 10. Erfurt. Raï. - 11. Union. Sado. - 12. Rétraction.

BRIDGE

N° 1999

LE COUP DE L'AGONIE

Voici une très belle illustration du coup de l'agonie, qui inflige à un adversaire une dose mortelle d'une couleur qu'il faut couper.

♠ V 10 8 6 5
♥ 8 6 4 3
♦ D 9 5 2
♣ -

♠ R 3
♥ 10 7 2
♦ R V 8
♣ D V 9 8 4

♠ A
♥ R 9 5
♦ A 10 6 3
♣ 7 6 5 3 2

♠ D 9 7 4 2
♥ A D V
♦ 7 4
♣ A R 10

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud Ouest Nord Est
1 ♠ passe 4 ♠ passe...

Ouest ayant fait l'entame normale de la Dame de Trèfle, comment Sud a-t-il joué pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Réponse

On voit qu'il y a deux atouts et deux Carreaux à perdre. Comment éviter de donner une de ces quatre levées ? Le piège qui consiste à jouer, par exemple, la Dame de Pique (dans l'espoir qu'Ouest fournisse le Roi s'il est second) ne pour-

rait réussir que contre un joueur faible ou distrait.

Mais il existe un moyen technique de marier l'As et le Roi de Trèfle. Après avoir coupé l'entame avec le 5 de Pique, Sud a fait l'impatte au Roi de Cœur, qui a réussi, puis il est remonté au mort en coupant le Roi de Trèfle et il a fait une seconde fois l'impatte à Cœur ; il tiré ensuite l'As de Cœur pour libérer le quatrième Cœur du mort. Après, il est remonté en Nord en coupant l'As de Trèfle et a joué le 8 de Cœur qui était maître.

Est, qui n'avait pas intérêt à couper, jeta un Trèfle. Sud défaussa un Carreau, et Ouest coupa. Mais ensuite le Roi et l'As de Pique tombèrent l'un sur l'autre, et le déclarant ne perdit que la coupe à Cœur, l'As de Pique et un Carreau.

La dose mortelle qui a causé l'agonie a été le treizième Cœur, qu'Ouest a dû couper.

UNE ATTAQUE HORS TOUR

Cette donne a été jouée lors d'un tournoi à Londres, au Chelsea Bridge Club, mais une entame hors tour aurait pu faire perdre la première place aux Anglais Rose et Silverstone.

Après l'entame hors tour, par Rose, du 2 de Carreau, Nord étala son jeu (il pouvait aussi accepter l'entame venant de sa droite). Com-

ment Sheehan, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM À PIQUE contre toute défense ?

♠ R V 5
♥ 4 3
♦ A V 10 9 3
♣ A V 4

♠ 10 9 8 4
♥ 9 2
♦ 2
♣ D 10 9 6 3 2

♠ 2
♥ R 10 6 5
♦ R 7 5 4
♣ R 8 7 5

♠ A D 7 6 3
♥ A D V 8 7
♦ D 8 6
♣ -

Ann. : O. don. E.-O. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
passe	1 SA	passe	2 ♥
passe	2 ♠	passe	3 ♥
passe	4 ♣	passe	4 ♦
passe	5 ♦	passe	6 ♥
passe	6 ♠	passe	7 ♣

Note sur les enchères

« 1 SA » était faible (13-15 dans le style anglais), « 2 Cœurs » était un Texas promettant cinq Piques, « 3 Cœurs » forçant montrait au moins 12 points et cinq Cœurs, « 4 Trèfles » indiquait l'As, « 4 Carreaux » invitait au chelem ; « 5 Carreaux », contrôle de la couleur.

Philippe Brugnon

CULTURE

MUSIQUE

Le neuvième festival Sonar de Barcelone, la plus importante manifestation du genre en Europe, illustre la diversité d'un courant déjà trentenaire

L'électronique entre avant-garde et hégémonie

POUR sa neuvième édition, du 13 au 15 juin, Sonar, le Festival « de musique avancée et d'art multimédia » de Barcelone, revient sur la diversité des musiques électroniques, dans leurs expressions les plus pointues jusqu'à leur part la plus spectaculaire. Avec plus de trois cents manifestations (concerts, projections, expositions, débats...) et la volonté de rendre compte des liens possibles avec d'autres formes artistiques, le festival apparaît comme le plus important du genre en Europe. L'occasion d'ausculter un mouvement arrivé à un âge – une trentaine d'années – qui lui permet à la fois de regarder sa jeune histoire et de s'interroger sur son évolution.

► **Un genre à part entière ?** Les sonorités, machines et techniques communément utilisées dans les musiques électroniques actuelles – samples, boucles rythmiques, nappes de claviers, effets « spatiaux », remix... – sont dorénavant présents partout, comme un élixir de jouvence simple et universel, voire hégémonique, pour les genres

« anciens ». Selon le journaliste Ariel Kyrrou, auteur de *Techno rebelle – un siècle de musiques électroniques (X-Trême/Denoël)*, « les musiques électroniques sont devenues le "paradigme dominant" comme avait pu être le jazz dans les années 1940, ou le rock à partir de la fin des années 1950. Peut-être pas en terme de vente d'un genre précis, mais par la façon dont ces sons et ces modes de fabrication donnent aujourd'hui l'identité de la musique populaire ».

Auprès du grand public en France l'appellation techno s'est imposée en dénominateur commun à de multiples courants et familles stylistiques. Pour Thomas Plessis, ancien directeur d'antenne de Radio FG, directeur de la société B-Broadcast, « le terme techno est galvaudé. C'est le confluent de tous les styles : house, drum n'bass, ambient, downtempo... » De fait, souligne Tanguy Bizien, assistant de Willy Richert pour l'émission Eklektik (Radio France Internationale), si les musiques électroniques sont un genre c'est bien celui où « la fusion des genres prédomine ».

► **Imprégnation ou dilution.** « Cela concerne surtout les têtes d'affiche qui essaient d'évoluer vers des formats plus pop, plus grand public », constate Olivier Isselin directeur artistique des Rendez-vous électroniques. Une formule qui a conduit au succès les Britanniques Fatboy Slim ou Chemical Brothers, l'Américain Moby, les Français de Daft Punk ou St Germain. Dans les halls d'hôtels ou les grands magasins, les musiques électroniques sont une couleur d'accompagnement. Mais, poursuit Ariel Kyrrou, ces quelques exemples masquent une scène devenue « mosaïque, une hydre hallucinante. Cette pléthore finit aussi par brouiller nos repères et nos capacités de jugement ». Une multitude constamment menacée par les facilités mais où le bouillonnement expérimental et la recherche conceptuelle ont rarement été aussi intenses.

► **Tour d'Europe.** Les grandes parades et rassemblements officiels sont toujours d'actualité en Allemagne ou en Belgique – où la scène expérimentale est très active.



Le DJ Luc Peter au festival Sonar, à Barcelone.

C'est en Grande-Bretagne que les musiques électroniques, dans leur part la plus dansante et festive, génèrent l'activité la plus prolifique, avec de nombreux magazines et radios spécialisés et des clubs d'une capacité d'accueil de plusieurs milliers de personnes. « Les organisateurs de soirées et de concerts vivent vraiment des musiques électroniques », constate Thomas Plessis. Le genre est complètement intégré dans l'industrie et dans le paysage musical. A preuve les nombreux sets de DJ sur la radio BBC 1. Ce serait inimaginable sur Radio France. » L'Espagne vit à la fois sur les légendes des nuits d'Ibiza, temple du clubbing, et sur l'impact de manifestations comme Sonar.

« Les nouvelles technologies ont décomplexé les musiciens européens », remarque Jocelyne Auzende, programmatrice du Batofar, péniche amarrée au pied de la bibliothèque François-Mitterrand, à Paris. « La scène festive se ressemble beaucoup d'un pays à l'autre : un genre domine en ce moment, la tek-house dont les DJ sont plus des

bons techniciens que des grands artistes. La différence se fait plus sur les musiques expérimentales. Chaque ville a là sa dynamique et ses laboratoires spécifiques. »

Quant aux free parties et aux raves, le durcissement législatif les a repoussées dans la clandestinité. Elles perdureraient au grand jour dans les pays de l'Est, où continuent d'exister des « festivals hard-techno comme Kazantip en Ukraine », remarque Tanguy Bizien, de RFI.

► **L'exception française.** La plupart des grands rassemblements officiels ne font plus recette : Hélicolor, la rave qui a succédé aux Boréalis de Montpellier, réunissait péniblement 8 000 personnes dans un site prévu pour 20 000 ; installée dans la Grande Halle de La Villette, la programmation audacieuse du Mix Move 2001 n'a pas attiré les foules ; en mai, le Detroit Electronic Tour, qui annonçait la présence des plus grands DJ américains de la techno, était annulé faute de danseurs... « L'électronique a créé des stars, certains DJ qui tournent partout, et qui ont provoqué quelque lassitude, autant que certains courants hier novateurs, comme la French touch. Les DJ stars de Detroit, par exemple, ont très mal géré leur carrière, ils ont joué partout sans contrôle, et localement les affaires ont été menées n'importe comment », explique Ricard Roblès, du Sonar.

Restent Astropolis à Brest ou Aquaplanning à Hyères, manifestation qui a plutôt des allures d'entre-soi. « Les musiciens sont invités à passer le week-end sur place, explique l'organisateur Jean-Pierre Blanc, ce qui favorise les contacts. Dans un cadre magnifique avec des concerts sur la plage, nous voulons donner une dimension humaine au festival. »

► **Philosophie ?** A ses débuts, le mouvement techno prônait la substitution de zones autonomes temporaires (TAZ) comme forme de résistance à la société. La technologie toute-puissante, apprivoisée et détournée, y est perçue comme libératrice, favorisant un état d'esprit mi-hédoniste, mi-rebelle. Pour Thomas Plessis, « contrairement au hip-hop, les musiques électroniques n'ont pas vraiment de message, si ce n'est "amusez-vous !" ». Aujourd'hui, la célébration extatique de la danse s'est prolongée en une réflexion musicale protéiforme.

► **Renouveau.** Pour amener une part d'humanité au genre, des formations s'essaient à recréer « en direct » les empilements rythmiques et mélodiques avec des musiciens de plus en plus nombreux sur scène. A l'opposé on trouve les partisans du retour à l'ordinateur, portable de préférence, comme instrument unique. Ainsi la *laptop music*, dernière évolution en date, explore les possibilités des logiciels, parie sur l'erreur comme les pionniers, pousse le sampler au-delà de ses limites connues, se concentre sur la matière sonore. Dans *La Techno*, de Guillaume Barrot (Librio), Ken Ishii, producteur et DJ japonais de renom, déclarait : « Maintenant, chacun peut composer des musiques à l'infini. Le monde entier sera rempli de musiques diverses, personnelles qui en inspireront toujours davantage. Je suis sûr que de nouvelles musiques naîtront désormais sans cesse. »

Service musique
(avec Thomas Portier et Christophe Jacquet, de l'Institut pratique de journalisme)

Sonar, une institution à Barcelone

Le festival Sonar a été fondé en 1994 par Enric Les Palau, graphiste, Sergio Caballero, musicien, et Ricard Robles, journaliste, pour aborder les multiples approches des musiques électroniques et leurs rapports avec d'autres formes artistiques. Sonar compte ainsi à chacune de ses éditions une exposition ; cette année, la préfiguration de « Sonic Process », attendue, en octobre, au Centre Pompidou, à Paris. Né au Centre de création et de culture de Barcelone (CCCB), près des Ramblas, et au Musée d'art moderne de Barcelone (Macba) voisin, le Sonar, en investissant des lieux institutionnels, a créé une première dans l'univers des musiques électroniques. Les journées sont consacrées à une programmation expérimentale pluridisciplinaire, les soirées conçues comme plus festives et organisées six ans de suite sur les plages et, depuis 2001, dans le vaste parc industriel Pedrosa.

★ Sonar, du 13 au 15 juin, Barcelone. Abonnements : 11,50 € la journée, de 30 € à 33 € la soirée ; ensemble des manifestations, 93 €. Informations complètes : www.sonar.es/

L'explosion des références phonographiques

« L'AVÈNEMENT du home studio et du sampler dans les années 1985-1986 a sans doute été l'un des événements majeurs pour la musique au XX^e siècle », écrit Ariel Kyrrou dans *Techno rebelle*. La démocratisation des moyens d'enregistrement et de composition – qui nécessitent quelques centaines d'euros seulement et les logiciels adéquats – permettent, théoriquement, à tout un chacun de venir grossir la production phonographique des musiques électroniques. Mais pour les 10 millions d'exemplaires du *Play*, de Moby, la plupart des disques s'écoulent à quelques centaines ou milliers d'exemplaires.

La diffusion des musiques électroniques par le disque passe notamment par une pléthore de maxi-45-tours underground, des triumphes rapides sur les pistes de danse internationales, comme par les multiples recherches d'artistes, dont certains se contentent d'une micro-diffusion sur disque quand d'autres veulent trouver un relais sur scène. « C'est plus facile que

quand je produisais du rock, explique Laurent Laffargue, qui dirige le label bordelais Platinum, sensible à l'impact des performances en public. Le marché est international. Sans faire de ventes énormes, chacun de nos artistes sort au minimum sur deux ou trois territoires. »

Pour les amateurs de musiques électroniques, il est nécessaire de rester à l'affût, la plupart des productions tournant très rapidement dans les bacs des disquaires spécialisés et dans les réseaux de diffusion. On trouve aussi dans les linéaires des généralistes une importante production de compilations, en particulier celles consacrées aux bandes-sons des lieux branchés. Dominique Fontaine, chef de produit soul, funk, rap et electro à la Fnac, constate que « ce type de produit vend du glamour, de l'inaccessible, une part de rêve pour des acheteurs qui ne viennent pas du public spécialisé ».

Plus globalement, « l'électro représente aujourd'hui 18 % du chiffre d'affaires du rayon variétés internationales de la Fnac, précise Domi-

nique Fontaine. Autant que les produits soul, funk, rap américains et plus que le rock indépendant (8,5 %). Il y a cinq ans, la techno ne représentait que 7 % de ce total. Le nombre de références a explosé. Les gens s'attachent à la qualité de travail de labels comme F-com, Versatile, Catalogue, Solid, Gigolo, K7, Ninja Tune, Warp, Global... »

Stéphane Davet

TROIS QUESTIONS À... RICARDS ROBLES

1 Le festival Sonar, dont vous êtes l'un des fondateurs, a toujours soigné ses affiches et son catalogue, présentant une série de photos sur le même thème, au concept décalé. De quoi s'agit-il cette année ?

Pour l'édition 2002, nous avons mis en scène Diego Maradona, en raison de la Coupe du monde de football, et parce qu'il a été propulsé au rang de star à Barcelone, une ville qui continue d'avoir de l'affection pour lui. Les visuels ont pour nous une existence indépendante du contenu musical du festival. Nous les utilisons comme image de marque. A travers Maradona, il s'agissait d'évoquer la croissance du Sonar, avec ironie et provocation, assimilant au football la « massification du Sonar », très pointu à ses débuts et qui a évolué en fonction des mutations de son champ artistique.

2 Quelles nouveautés artistiques avez-vous intégrées ?

Nous invitons cette année des classiques de la pop electro tels les Pet Shop Boys ou encore Yo la Tengo, qui présentera *The Sound of Science*, bande sonore jouée en direct sur des films, huit courts métrages en 35 mm. En dehors de cela, il y a de toutes nouvelles tendances, notamment celle de l'« inditronix », mélange d'électronique et de rock indépendant (*indies*) très actif en Californie par exemple, mais aussi de l'électronica très mélodique, des mélanges entre pop, ambient et jazz, et du hip-hop, dont Anti Pop Consortium, ce qui est nouveau ici.

3 Les musiques électroniques sont-elles au creux de la vague ?

Des groupes très marqués par la culture rock, tels les Chemical

Brothers, Underworld ou Prodigy ont pu laisser croire que la lecture de la culture électronique pouvait se faire selon les critères de l'industrie musicale ordinaire. Or, c'est faux. Il faut observer l'énorme activité des labels indépendants, qui produisent des disques vendus à 2 000 ou 3 000 exemplaires, génèrent une activité foisonnante dans les clubs, etc. Les musiques électroniques – mais doit-on les définir collectivement ainsi ? – ont créé une autre manière de distribuer la musique, favorisant les contacts directs avec les artistes, qui sont parfois leurs propres producteurs. Ils ont en tout cas retrouvé le plaisir de la musique, échappant à la logique des majors du disque.

Propos recueillis par
Véronique Mortaigne

JEAN-LOUIS LIVI présente

SUR LE BOUT DES DOIGTS

MARINA HANDS
ANNE-SOPHIE LATOUR

un film de
YVES ANGELO

www.ocean-films.com

ACTUELLEMENT

La Catalogne fête l'architecte Antoni Gaudí, né il y a 150 ans. Cette célébration, marquée par l'exposition du Centre de culture contemporaine de Barcelone, éclaire l'œuvre de ce créateur hors du commun, dont la vie reste teintée de mystère et qui fut beaucoup raillé après sa mort, en 1926

Gaudí perdu et retrouvé dans les tourments de l'architecture

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Il y a cent cinquante ans naissait Antoni Gaudí. Barcelone et la Catalogne, et l'Espagne, et presque toute l'Europe (hors la France paresseuse), et jusqu'à ses lointains mais fortunés admirateurs japonais, gaudinolâtres à l'extrême : le monde entier lui rend hommage. A Barcelone même, le 1^{er} juin s'est imposé comme l'apogée touristique de cette célébration, avec embrasement sonore et pyrotechnique de la Sagrada Família. Mais c'est surtout l'ouverture de l'exposition majeure consacrée à l'architecte, au Centre de culture contemporaine (CCCB), qui marque le tournant de l'année Gaudí, révélant, avec les autres manifestations culturelles qui lui sont consacrées, les faces cachées de ce créateur dimensionné, jeune, comme un Prométhée souffrant d'arthrite plus que du foie, et vieux, tel le Job abandonné à Dieu célébré par la Bible.

La vie d'Antoni Gaudí reste encore teintée de mystère. Son œuvre, son métier, son apprentissage, ses sources et sa fortune critique, viennent en revanche d'entrer dans une ère de savoir et de reconnaissance, grâce au travail très remarquable de Juan José Lahuerta, commissaire de l'enquête dont le CCCB livre les secrets sous un label concis : « Univers Gaudí ». L'exposition est assez riche pour se suffire à elle-même, mais, pour comprendre le travail de l'architecte, il est indispensable de visiter ceux des bâtiments les plus marquants qui sont ouverts au public : la maison Batllo (1906), sans doute la plus libre, la maison Mila, dite la Pedrera (1905-1910), immeuble et palais organique sur le paseo de Gracia, hélas ! restauré à la serpe par des adeptes du culte fonctionnaliste : entretien facile et brillant assuré !

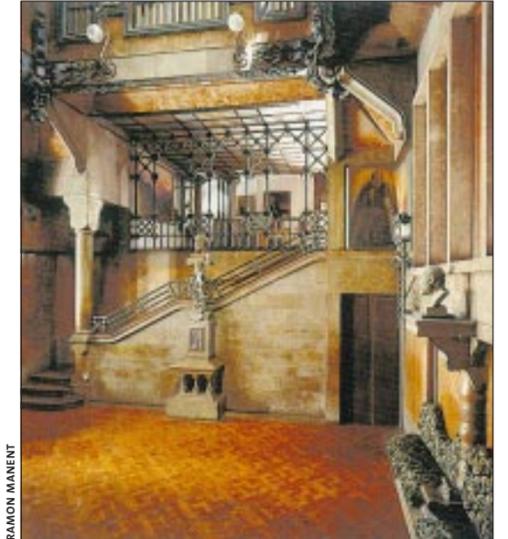
Mieux loti, le palais Güell (1885-1889) près de la Rambla, est désormais ouvert dans son entier, et l'on découvrira avec émotion cette œuvre d'art « total » où l'architecte ne laisse rien au hasard, piège architectural magique, propice aux intrigues, plus sombre que ses homologues autrichiens (Hoffmann), belges (Horta à Bruxelles), écossais (Macintosh à Glasgow), ou français (Guimard). C'est l'édifice d'habitation le plus important dans l'œuvre de Gaudí, le parc Güell (1900-1914), projet immobilier avorté, commandité par la même famille, lui répon-

dant dans le domaine du paysage, tandis que la crypte et l'église de Santa Coloma de Cervello (au sud de Barcelone), pour la colonia Güell, ensemble resté inachevé en 1917, donne les éléments de compréhension de ce qu'aurait pu devenir la Sagrada Família.

Du puzzle rassemblé au CCCB, beaucoup d'éléments étaient sans doute connus, mais ils étaient loin de former un tableau cohérent. Pour le reconstituer, Lahuerta a obtenu des prêts rarissimes, en raison de la fragilité des objets, comme certains moulages de Gaudí, derniers vestiges de son atelier incendié en 1936. Et des pièces exceptionnelles, venues des musées les plus grands ou bien les plus secrets, les plus inattendus. Pourquoi fallait-il aller chercher si loin les traces de cet homme qui ne quitta qu'une fois Barcelone et la Catalogne, pour la proche Carcassonne, en France, restaurée par Viollet-le-Duc ? Comme Lahuerta le montre, Gaudí, dont les pas étaient lourds, avait en revanche l'esprit voyageur, prenant pour diligence les livres et les passions de son temps. Viollet-le-Duc, justement, était une, sinon sa principale, référence.

De l'architecte français sont tour à tour présentés les dessins sensibles (Saint-Nazaire ou la porte de l'Aude) et ces projections mirifiques des *Entretiens sur l'architecture*, dans lesquelles galants médiévaux et observateurs en chapeau melon semblent se croiser sous des voûtes immenses maintenues par des tirants métalliques.

L'exemplaire du *Dictionnaire raisonné de l'architecture* de Viollet, qu'a trouvé Lahuerta est annoté non par Gaudí mais par John Ruskin, l'écrivain anglais, auteur des *Pierres de Venise*. C'est un des liens magiques, parfois aux limites du lisible, comme ils l'étaient aussi pour le grand Catalan, qui peu à peu tissent un univers précisément balisé et en stricte adhésion aux ferveurs de son temps de jeunesse. Venise, par exemple, et des photos et des tissus venus du palais du peintre et inventeur Mariano Fortuny (1871-1949), fils du peintre Mariano Fortuny y Marsal, né en 1838 à Reus... comme Antoni Gaudí. Ruskin et les préraphaélites : Rossetti, Morris, Burne Jones, le mouvement Arts and Crafts, l'idée de l'œuvre partagée d'abord entre soi (ici quatre panneaux cosignés prêtés par le Victoria and Albert Museum de Londres), dans l'espoir d'en



Ci-contre : dessin de la façade est de l'église de Santa Coloma de Cervello, par Gaudí. Un ensemble resté inachevé en 1917. Ci-dessus : vue intérieure du palais Güell (1885-1889), une œuvre d'art « total ».

Face à cet univers sans frontière, méthodique et onirique, plein de sensualité et de macération, d'extase et de douleur, où le spiritisme côtoie le religieux, Dali écrit l'article « De la beauté terrifiante et comestible de l'architecture modern style »

faire ensuite profiter l'honnête ouvrier.

Barcelone est alors un carrefour à la recherche de la nouveauté. On y aime Wagner à la folie, et voici, dans l'univers de Gaudí, les souvenirs de Bayreuth rapportés par Eusebi Güell, décors fantastiques dont l'architecte put avoir l'écho indirect, comme il semble s'être imprégné de façon osmotique des rêves de Louis II de Bavière et de son architecte Christian Jank, champion du minéral devenu végétal. L'architecte catalan est un homme de son temps, taciturne mais appliqué, qui laisse pour tout écrit un journal arrêté au premier temps de sa carrière : étudiant, il explore méthodiquement les ouvrages les plus « exotiques » de l'école, moins pour s'en servir que pour trouver les sources de sa liberté propre.

La voici à l'œuvre, cette liberté,

dans l'atelier qu'il se compose, plus proche des laboratoires de Rodin, de Falguière, de Bourdelle ou du moins célèbre Geoffroy Dechaume que d'une agence d'architecte. Mais à travers ces mondes d'artistes, Lahuerta a pu reconstituer celui de Gaudí, intuition que viennent confirmer les plâtres mutilés mais survivants de l'incendie de 1936. On y voit certes les grandes suspensions grâce auxquelles l'architecte, excellent géomètre, réinventait les formes possibles de la voûte, voûtes gothiques, mais aussi des corps de femme saisis par la fraîcheur du plâtre, des hommes crucifiés pour l'étude, des vierges en lévitation, des squelettes enfin, livrés à mille tourments. Ou bien soumis à mille délices ?

On vogue dans un univers sans frontière, méthodique et onirique, plein de sensualité et de macé-

ration, d'extases et de douleurs, où le spiritisme côtoie le religieux : « De la beauté terrifiante et comestible de l'architecture modern style », article de Salvador Dali publié en 1933 et largement illustré par l'œuvre de l'architecte, rend bien compte de cette fusion des approches et des sentiments. Venant de Dali, la trituration relève de la stricte morale.

Hélas, pour Gaudí, l'enfer critique suit d'assez près sa mort en 1926. La dernière section de l'exposition Lahuerta montre bien comment il est tour à tour raillé, célébré, récupéré. Le Corbusier, qui reprend les voûtes catalanes, se moque gentiment, dans un de ses dessins, de la « casa Gaudí ». Le Musée d'art moderne de New York, en 1936, s'intéresse au surréalisme et à l'art fantastique : côte à côte, Dali, le Facteur Cheval, Hector Guimard, Emilio Terry et le *Merzbau* de Kurt Schwitters.

En 1956, un de ses anciens disciples, Joan Matamala, sort à New York un projet de tour-hôtel, dont rien, pas même un croquis sur un coin de nappe, ne serait de la main du maître. Quant à la Sagrada Família, livrée pour la sculpture à Josep Maria Subirachs, né un an après la mort de Gaudí, elle fait l'objet d'une trahison d'autant plus atroce qu'elle s'appuie sur des fragments minimes de la pensée initiale, pensée qui ne dissociait jamais le propos technique de l'apport de la main. C'était long, certes, mais c'était sûr.

Frédéric Edelmant

Un artiste hors normes, démiurge de Barcelone

S'IL EN EST UN qui échappe à toute approche structuraliste, dont l'œuvre, majoritairement inachevée, ne peut être comprise qu'à travers la compréhension de sa vie, puis de son infortune critique, c'est bien Antoni Gaudí. Or l'architecte se révèle, avec le temps, un créateur majeur de l'histoire de l'art, difficile à comprendre en raison des facettes multiples de son travail, et même à supporter en raison du caractère « limite » de certains de ses projets. Il aurait pu rester à la postérité comme un équivalent catalan et sombre de Guimard, si le projet central qui occupa la moitié de son existence, la Sagrada Família, chantier d'abord admirable, n'en avait fait aux yeux du monde, et malgré l'horrible évolution posthume de son œuvre, l'égal d'Eiffel et du Corbusier réunis.

Antoni Gaudí y Cornet, dont le nom est d'origine française (des Gaudin de Clermont-Ferrand) est né en 1853 à Reus, près de Tarragone. La famille vit à Reus, le père travaille dans le village de Ruidoms où il s'est installé comme chaudronnier. De Reus à Ruidoms, il faut une heure de marche, une heure que le jeune Antoni mettra à profit pour regarder la nature. Une nature qui l'a méchamment pourvu, et très tôt, en rhumatismes, ou en arthrite. Il a pourtant, avec ses yeux bleu profond et sa stature large, une allure à ne pas reculer. Dépourvu de belle éducation, il rejoindra alors le gratin de Barcelone par l'instruction et grâ-



L'artiste en 1878.

ce à des qualités à double tranchant, l'originalité et la sensibilité.

Devenu architecte en 1878, il s'impose comme la coqueluche d'une bourgeoisie catalane enrichie dans les commerces les plus variés, traite des Noirs comprise. Un concours de lampadaires attire l'attention sur lui, puis l'armoire d'un fabricant de gants, conçue pour l'Exposition universelle. Si la rencontre avec Eusebi Güell sera déterminante pour la carrière de Gaudí, d'autres fortunes s'intéressent à son talent. On le verra alors, quelques années durant, fumer des cigares proportionnels à ses émoluments. Il dessine, invente, impose, gagne ordinairement ses procès. Même pour la Pedrera, où il n'arrivera cependant pas à ses fins : placer une Sainte Vierge au fronton supérieur, sur le Paseig de Gracia. Constructeur des plus fantasti-

ques demeures, penseur libre sinon libre-penseur, il se transforme peu à peu, à proportion des coups que lui porte la vie. Son frère Francesc, médecin que la postérité tient pour brillant, meurt en 1876. Antonia Cornet disparaît six mois plus tard, suivie, en 1879, par Rosa Gaudí, tante d'Antoni, qui lui laisse la charge d'une petite fille de trois ans. Gaudí a bien cherché à se marier, amoureux maladroit qui se fait éconduire par Josefa Moreu, première et dernière déclaration connue de l'architecte, qui se résout au célibat, accompagné de sa nièce.

COLOSSAL DINOSAURE

La commande de la Sagrada Família lui est arrivée en 1884, projet monumental que ce temple expiatoire, c'est-à-dire financé par les seuls dons des fidèles. Joan Catstallar-Gassol, qui a consacré une courte biographie relativement fiable à Antoni Gaudí en 1999, alors qu'on entreprenait de conduire ce dernier à la béatification, donne d'assez belles explications au choix de l'architecte par Josep Bocabella, directeur de la revue *Le Propagateur de la dévotion à saint Joseph*, et initiateur du projet du temple (*Gaudí, la vie d'un visionnaire*, Barcelone, 1984, 5,38 €).

Les yeux bleus dans cette tête de futur patriarche, barbu mais chauve assez jeune, deviennent ainsi des signes annonciateurs de son destin hors normes. On suit ou on ne suit pas ce récit qui donne une prudente

consistance au culte du maître d'œuvre. Si l'on gratte, on doit bien admettre que Gaudí, miné par un chagrin, ou la solitude, ou l'angoisse, encadré avec constance par un clergé attentif à ses phases dépressives (il va jusqu'à cesser de s'alimenter), devient de plus en plus dévot, ne se consacrant bientôt plus qu'aux seuls travaux du temple expiatoire. Lui-même ne vit plus que d'aumônes, et ce qui lui reste devient le bien des pauvres, par don manuel ou par testament aux œuvres charitables.

Désormais l'architecte, qui n'était déjà pas franchement bavard, refuse les rencontres, comme il évite les photos, vivant reclus dans les replis de son église. Au reste, l'argent se fait rare et la construction n'avance plus. Géomètre hors pair, étrangement guidé par des mains d'artisan, l'homme, souvent pris pour un mendiant, semble un peu écrasé par le poids même de sa construction. Sans témoin, et sans traces, puisque son atelier sera vandalisé et brûlé dix ans après sa mort.

Le 7 juin 1926, il est renversé par un tramway, sur un trajet qu'il emprunte tous les jours. Au terme d'un long purgatoire, dont on situe la fin aux Jeux olympiques de 1992, Gaudí est devenu le démiurge de Barcelone. Gaudí avait appris à faire jaillir des colombes de la pierre. La Sagrada Família est devenue un colossal dinosaure, quotidiennement nourri au béton.

F. E.

L'année Gaudí en Catalogne

- **Renseignements.** Le catalan, le castillan et l'anglais sont les trois langues officielles des multiples manifestations (*Le Monde* du 11 avril) en Catalogne. Le bureau d'informations de Barcelone (La Rambla, 99. Tél. : 00-34-931-61-06-00) est cependant en mesure de faciliter la venue des amateurs francophones (tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 22 heures) qui peuvent aussi consulter le site Internet www.gaudi2002.bcn.es/ et le guide Ruta Gaudí (Ed. Mediterrania)
- **Univers Gaudí** (L'univers de Gaudí), Centre de cultura contemporània de Barcelona (CCCB) Montalegre, 5, 08001 Barcelona. Sauf lundi, de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 8 septembre. Tél. : 00-34-933-064-100. Internet : www.cccb.org/ L'exposition sera ensuite présentée au Musée Reina Sofía de Madrid, d'octobre au 6 janvier 2003. Tél. : 00-34-914-675-062. Internet : www.museoreinasofia.mcu.es/
- **Gaudí, la búsqueda de la forma** (A la recherche de la forme : espace, géométrie, structure et construction), Museu d'història de la Ciutat. Saló del Tinell, plaça del Rei, 08002 Barcelona, Jusqu'au 29 septembre. De 10 heures à 20 heures, du mardi au samedi, dimanches et jours fériés de 10 heures à 15 heures. Tél. : 00-34-933-151-111. Internet :

- **Gaudí, Art et dessin**, Centre cultural Caixa Catalunya, La Pedrera, passeig de Gracia, 92, 08008 Barcelona. Du 18 juin au 29 septembre. Sauf lundi, de 10 heures à 20 heures. Tél. : 00-34-934-845-900.
- **Eusebi Güell et Antoni Gaudí, deux hommes, un projet**, palais Güell, Nou de la Rambla, 3-5, Barcelone. De 10 heures à 20 heures jusqu'au 15 octobre, puis jusqu'à 18 heures jusqu'au 30 décembre.
- **Gaudí et le parc Güell. Architecture et nature.** Centre d'interprétation, pavillon d'entrée, parc Güell, Barcelone. A partir de 10 heures. Fermeture selon les saisons. Jusqu'au 31 décembre. Tél. : 00-34-933-150-957.
- **Gaudí et son atelier**, Musée du temple de la Sagrada Família, Mallorca, 401, Barcelone. Jusqu'au 31 décembre. De 9 heures à 20 heures jusqu'en septembre, puis de 9 heures à 19 heures. Tél. : 00-34-932-073-031. Internet : www.sagradafamilia.org/
- **Ruta Gaudí**, la route de Gaudí, est un itinéraire qui permet de visiter les œuvres majeures de l'architecte jusqu'au 31 octobre, à Barcelone et dans l'ensemble de la Catalogne. Renseignements : Centre del modernisme, Casa Amatller, passeig de Gracia, 41, Barcelone. Tél. : 00-34-934-880-139. Internet : www.rutamodernisme.com/

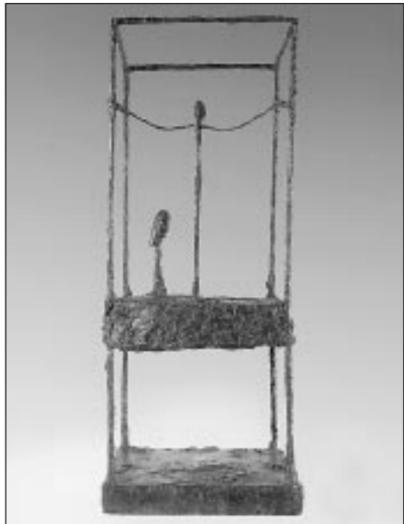
38 œuvres de l'artiste seront mises aux enchères à Paris en septembre par Christie's, alors que la création d'une fondation, voulue par sa veuve aujourd'hui décédée, semble compromise

Une nouvelle vente de sculptures ponctue l'imbroglie de la succession Giacometti

TRENTE-HUIT SCULPTURES d'Alberto Giacometti (1901-1966) seront dispersées aux enchères, à Paris, le 28 septembre. Cette sélection « retrace l'évolution de l'œuvre du sculpteur », indique le communiqué de François de Ricqlès, vice-président de Christie's France, chargé de la vente. Les pièces proviennent de la succession d'Annette Giacometti, qui, depuis neuf ans, ressemble à un mauvais feuilleton ponctué d'épisodes judiciaires.

En 1988, Annette, veuve du sculpteur, entame des démarches pour créer une fondation destinée à abriter ses œuvres : quelque 300 sculptures, des peintures, des dessins, des carnets, une correspondance, des documents. Un ensemble évalué à 122 millions d'euros. Ce souhait est consigné dans son testament, rédigé en 1990. Roland Dumas, son avocat, est chargé de rédiger les statuts de cette fondation. Plusieurs moutures sont jugées insuffisantes par le ministère de l'intérieur, tuteur des fondations françaises. Quand Annette meurt en 1993, la fondation n'est toujours pas créée. Il existe en revanche une Association Alberto et Annette Giacometti, destinée à préfigurer la fondation. Roland Dumas, qui est l'exécuteur testamentaire, entre très vite en conflit avec l'association et avec Mary Lisa Palmer, ancienne secrétaire d'Annette, qui en deviendra la directrice. Des procès en cascade s'ensuivent.

La Fondation est toujours dans les limbes quand, en juillet 1994, à la demande de Roland Dumas, une première vente aux enchères est effectuée par Jacques Tajan pour couvrir les frais de la succession et les



« La Cage », de Giacometti, 1^{re} version. Ce bronze sera mis aux enchères à Paris en septembre. Une dispersion des œuvres que regrette l'Association Alberto et Annette Giacometti.

honoraires du notaire (1,8 million d'euros) et ceux du commissaire-priseur, Jacques Tajan (0,9 million d'euros), responsables de l'inventaire et de la prise de la succession. 18 pièces sont vendues pour une somme de 6,5 millions d'euros.

DISPERSION DOMMAGEABLE

Dès le lendemain de cette vente, une polémique s'élève à propos d'un bronze qui n'avait pas trouvé acquéreur et qui avait été cédé de gré à gré après la vente – une pratique interdite. Le 1^{er} juillet, Roland Dumas veut se dégager de ce guépier. Il fait nommer un administrateur judiciaire, M^{me} Hélène Da Camara, pour régler la succession et faire en sorte que la fondation puisse voir le jour.

A cette date, il reste alors 1,3 million d'euros dans les caisses.

M^{me} Hélène Da Camara se fait fort de régler l'affaire. Aujourd'hui, alors que la fondation n'a toujours pas vu le jour, une nouvelle vente est demandée par l'administrateur judiciaire. 38 œuvres seront dispersées. « Le choix des œuvres a été fait de telle sorte que la vente aux enchères ne privera en aucune manière la future fondation Giacometti d'œuvres originales », déclare François de Ricqlès. Seuls figurent dans la vente des bronzes posthumes dont la succession conserve encore au moins un exemplaire. » La vente devrait rapporter 6 millions d'euros. Une estimation jugée basse par certains.

L'Association s'émeut. « Ce projet,

estime Mary Lisa Palmer, entrave les bases de la future fondation, dont les ressources se trouveraient amputées par la sortie définitive de ces œuvres de son patrimoine. » Pourquoi une telle somme, s'interroge-t-on encore. Comment, trois ans après être entré en fonction, l'administrateur judiciaire aurait-il besoin de plus de 6 millions d'euros ? En dépit de très nombreuses sollicitations, il nous a été impossible d'obtenir une réponse de M^{me} Da Camara.

Plus le temps passe, plus le passif de la succession ira s'alourdissant et plus la fondation sera fragile. Ce qui arrange beaucoup de monde : les frères d'Annette, Michel et Claude Arm, deux citoyens suisses, revendiquent l'héritage Giacometti et seraient prêts, pour acquitter des droits de succession, à consentir une dation à l'Etat français. Une aubaine pour les musées, qui préfèrent une bonne dation qui leur permet de s'enrichir sans bourse délier à la création d'une fondation dont la gestion leur échappe. Par ailleurs, le ministère des finances n'aime guère ces institutions qui échappent à l'impôt.

Cela explique le peu d'empressement manifesté par les pouvoirs publics pour mettre sur pied un tel établissement. La course d'obstacles subie par la Fondation Giacometti illustre cette source hostile, jamais déclarée officiellement : à l'exception de Philippe Douste-Blazy, tous les ministres de la culture depuis Jack Lang se sont montrés favorables au projet de la veuve. Cela n'a pas empêché le projet d'Annette Giacometti de rester au point mort.

Emmanuel de Roux

DANSE • Le spectacle « La Finale » mélange avec brio chorégraphie, musique et image

Le festival Agora gagné par le concept d'art total

DEPUIS 1998, le festival Agora, organisé par l'Ircam, favorise la rencontre de la musique et des autres moyens d'expression par le biais d'une technologie haut de gamme. La danse a souligné l'intérêt d'une telle interdisciplinarité, notamment lors des collaborations de François Raffinot avec Edmund J. Campion et Yan Maresz. La *Finale* se déroule sur le même terrain. Toutefois les principaux concepteurs du spectacle ne se sont pas découverts par le biais de l'Ircam puisque le chorégraphe Sylvain Prunenec et la percussionniste Françoise Rivalland ont déjà réalisé ensemble *Zarb*, en 2000. Par son titre, cette pièce peut paraître d'actualité : « *Juillet 2000, finale de la Coupe d'Europe de football. Dans les immeubles et les maisons, les tubes cathodiques diffusent une lumière vibrante. D'une maison à l'autre, les mêmes couleurs, les mêmes rythmes lumineux.* »

« OLA » EN DENTS DE SCIE

La communion à distance sera donc le thème du spectacle. Le sport n'aura droit qu'à une allusion tricolore lors du coup d'envoi donné par les danseurs. Lui (Sylvain Prunenec), en T-shirt blanc et pantalon bleu, et elle (Elise Olhandéguy), en maillot rouge avec numéro 9 dans le dos. En traitant d'égal à égal les composantes du spectacle audiovisuel, *La Finale* rassemble des individualités qui mettent, délibérément, un certain temps à se trouver.

Image : des projecteurs vidéo diffusent une lumière nue sur les murs à la manière d'un train de wagons blancs. Danse : un des protagonistes se met à courir tandis que

l'autre, allongée sur le sol, énonce avec sensualité des vers de Célia Houdart. Musique : des zézaiements électroniques circulent dans la salle avec un léger effet de parasitage.

Mais un premier lien apparaît lorsque l'on prend conscience que l'activité des danseurs est conçue pour développer un ballet d'ombres portées sur les parois. Un second rapprochement s'impose dans la relation entre les sources acoustiques et leur traitement informatique. Françoise Rivalland manie l'improvisation avec la dextérité d'un *performer*, accompagné par Hans Tutschku au clavier de son ordinateur. Deux expressions mixtes mais antagonistes en résultent, gutturales lorsque l'activité est produite à la table de percussions, labiales lorsqu'il s'agit de l'espérer au timbre feutré.

Danseurs ou musiciens, les interprètes se rejoignent bientôt dans une « ola » en dents de scie. Même les néons allumés en fin de parcours attestent que la ligne brisée gouverne l'ensemble de ces réactions en chaîne. L'unité du spectacle réside néanmoins dans l'accomplissement, très original, d'une forme d'art total que pourrait résumer cette phrase empruntée à Célia Houdart : « *Tout finit tôt ou tard en onde-pensée.* »

Pierre Gervasoni

PROCHAINS SPECTACLES : *Extra-Quality #2*, de Mié Coquempot, les 12 et 13 juin à 20 h 30 ; *Sound on Film Live*, le 14 juin à 20 h 30 ; *Kaléidopôters*, par l'ensemble Sphota, le 14 juin à 22 h 30. Tél. : 01-44-78-48-16.

La mairie reproche à Danielle Ory sa trop grande indépendance

La directrice de l'Opéra de Metz remerciée par la municipalité

METZ

de notre correspondant

La ville de Metz (Moselle) a mis fin à la collaboration de Danielle Ory, directrice artistique de l'opéra-théâtre depuis onze ans. « Son contrat arrivait à échéance et certaines indiscrétions indiquaient la volonté de M^{me} Ory de poursuivre sa carrière sous d'autres cieux », explique le maire, Jean-Marie Rausch (div. droite). « Un argument totalement déplacé », estime l'intéressée, qui s'insurge contre ce « licenciement déguisé » en précisant qu'il n'est « pas anormal qu'un directeur d'opéra puisse, à un certain moment, postuler à droite ou à gauche ».

« La volonté de la municipalité de

mettre fin à ma collaboration m'a été signifiée par lettre recommandée, le premier jour de la mise en scène de *La Flûte enchantée* [actuellement en représentation]. A la conférence de presse présentant la prochaine saison, j'ai découvert avec stupeur que mon nom avait disparu des brochures. Ces procédés sont d'une rare inélégance », insiste M^{me} Ory, qui a confié à un avocat la défense de ses intérêts.

En réalité, le climat s'était nettement dégradé, depuis quelques mois, entre la directrice artistique et sa tutelle administrative. Danielle Ory dénonce aujourd'hui la « confusion des rôles », la « censure » et « l'interventionnisme à tous les niveaux » que lui

aurait fait subir la direction administrative du théâtre. « L'administrateur se prenait pour le directeur de l'opéra, freinant mes projets avec une vision très technocratique des problèmes. On m'a écarté peu à peu des grandes décisions telles que la négociation sur les 35 heures ou les contrats d'engagement des artistes. J'ai alerté les élus, mais la municipalité a préféré laisser pourrir la situation », déplore M^{me} Ory. « Au fur et à mesure qu'elle s'affirmait, M^{me} Ory voulait toujours plus d'indépendance, en particulier financière. Il faut malheureusement un minimum de contrôle pour faire fonctionner les services », réplique-t-on à la mairie. « J'ai beaucoup applaudi Danielle Ory et je regrette son départ. Elle a voulu faire monter les enchères, mais, dans toute ma carrière politique, je n'ai jamais cédé au chantage », déclare Jean-Marie Rausch.

Reste que cette sortie en forme de coup de théâtre n'est pas un acte isolé, à Metz, après les départs coup sur coup de Jacques Lacombe, chef de la Philharmonie de Lorraine, et du directeur du conservatoire de région, Philippe Lesburguères. « La culture, à Metz, c'est le fait du prince. Dès qu'une tête dépasse, on la coupe », se désole Danielle Ory. « Dans l'affaire du chef Jacques Lacombe, les choses étaient un peu différentes : c'est lui qui voulait partir. Il n'y a aucune reprise en main, juste peut-être une volonté de renouvellement », répond le maire.

Longtemps seule femme directrice d'opéra dans le cercle fermé de la Réunion des théâtres lyriques de France, jusqu'à ce que Renée Auphan prenne les commandes de l'opéra de Marseille, Danielle Ory a accompli toute sa carrière artistique en Lorraine, où elle débuta comme régisseur de scène. Secrétaire du Centre français de formation lyrique depuis 1997, elle a mené à Metz une politique originale et souvent très tonique, créant notamment une résidence d'artistes, véritable opéra studio où plusieurs voix aujourd'hui reconnues (Nicolas Cavalier, Eric Martin-Bonnet, Sylvie Brunet...) accomplirent leur première prise de rôle.

Nicolas Bastuck

METROPOLIS révolutionne l'art du dessin animé japonais. Un film beau, puissant, mystérieux et avant tout très humain. Une expérience qui vous marquera à jamais. **JAMES CAMERON**

OSAMU TEZUKA'S
METROPOLIS
メトロポリス

TRISTAR PICTURES PRESENTS METROPOLIS COMMITTEE 'OSAMU TEZUKA'S METROPOLIS' GENREI SHOGUN PRODUCTION YASUHIRO NAKURA
SHIGEO AKAHORI KUNIHICO SAKURAI SHIGERU FUJITA SHUICHI HIRATA TSUNED MAEDA
MUSIQUE TOSHIYUKI HONDA DIRECTEUR MASAFUMI MIMA PRODUCTEUR MASAO MARUYAMA IJAO YAMAKI DISTRIBUTEUR MAD HOUSE
CONCEPT TEZUKA PRODUCTIONS SCÉNARIO OSAMU TEZUKA SCÉNARISTE KATSUHIRO OTOMO RÉALISATEUR RINTARO

B.O. du film **milan** www.columbiatristar.fr COLUMBIA TRISTAR FILMS FRANCE S.A.

mcm **msn** **ACTUELLEMENT** **Libération** **oui**

l'invention du sentiment aux sources du romantisme

exposition, concerts derniers jours

01 44 84 44 84 - www.cite-musique.fr
M porte de Pantin
du mardi au samedi de 12h à 18h et jusqu'à 20h les soirs de concert
le dimanche de 10h à 18h

LE FIGARO **RADIO CLASSIQUE** **MUSIQUE** connaissance des arts

c. La Mort de Hyacinthe Poitiers (détail), musée de Sainte-Croix, © photo musées de Poitiers, Ch. Vignaud

Théâtre Dom Juan en roi de l'épate nihiliste



STRASBOURG Dom Juan, fils à papa. Né sous les lambris, quelque part entre XX^e et XXI^e siècle. Le pauvre chéri n'accepte aucune contrainte. Un boulimique, toujours sur les dents, à la recherche du produit nouveau, rare. Il ne hante pas les vitrines et les étalages, il en dispose à demeure. Il tire des rayons ses marchandises de chair : une beauté volée nuitamment au couvent, une paysanne détournée de son promis, puis une autre encore, et les deux à la fois. Ne reste qu'à montrer au témoin numéro un, son spectateur privé, Sganarelle, qu'il possède bien l'objet. Pour le jeter.

Le Dom Juan de Giorgio Barberio Corsetti ne s'embarrasse pas de la métaphysique céleste. Il pratique une physique, d'expérience immédiate, propre à faire passer plus vite le temps.

Ce roi de l'épate est un prototype de l'homme sans conviction. L'arithmétique est son credo. Mais il cherche encore la mesure de ses faux et usages de faux dans le regard scandalisé du pauvre Sganarelle. Il se révèle d'autant plus lâche que le metteur en scène italien l'a privé d'un acte de bravoure essentiel – sortir son épée, pour défendre Don Carlos contre les voleurs. Alors, il arbore complaisamment un nihilisme de nanti, hussard au fourreau vide, enchaînant les simulacres sans panache, prêt à se laisser couler de la vie dans la mort lorsqu'il possède bien l'objet.

Giorgio Barberio Corsetti mène son affaire, comme il se doit, à tombeau ouvert. Il pousse une idée par réplique, en gestes et en images, dans une scénographie sonnante et rébun-

chante. Le classique et le baroque s'unissent en des silhouettes marmoréennes géantes, sculptées par la vidéo, qui pourraient hanter le piètre seigneur. Et pour le bon compte, des marionnettes viennent doubler les personnages, incarnant au ralenti une alternative possible, rêvée. On ne saurait mieux tirer les ficelles d'un pantin plus velléitaire que libertaire, phraseur veule, embringué dans ses frasques jet-set.

Luc-Antoine Diquéro (Dom Juan), chapeau, fine moustache et gomina, smoking et vernies s'est taillé un costume de *French lover*, virtuose du rond de jambe, tel que les Américains aimaient à l'imaginer dans la silhouette d'un André Luguet. Daniel Znyk (Sganarelle), casquette et pantalon de golf, se paie une dégaine de majordome, bouffi, gonflé, bibendum au bord d'éclater. Nul ne patauge dans les poncifs en éblouissant aussi loin, aussi fort que Daniel Znyk. Théâtre national de Strasbourg. Tél. : 03-88-24-88-24. A 20 heures, jusqu'au 15 juin. Reprise au TNS en mai 2003, puis au Théâtre de Gennevilliers. Photo : © Elisabeth Carecchio.

Jean-Louis Perrier

Le Festin de Pierre, d'après Dom Juan, de Molière. Mise en scène : Giorgio Barberio Corsetti. Avec Claire Aveline, Luc-Antoine Diquéro, Jean-Marc Eder, Philippe Girard, Maud Le Grévellec, Marie-Christine Orry, Clément Victor, Daniel Znyk. Théâtre national de Strasbourg. Tél. : 03-88-24-88-24. A 20 heures, jusqu'au 15 juin. Reprise au TNS en mai 2003, puis au Théâtre de Gennevilliers. Photo : © Elisabeth Carecchio.

Danse

MULHOUSE

« Kontakthof », de Pina Bausch, pour plus de 65 ans

Événement d'importance à La Filature de Mulhouse, car unique en France. Si le répertoire de Pina Bausch se transmet de plusieurs manières – soit la chorégraphe en personne s'en charge avec une précision admirable, comme elle le fait avec l'Opéra de Paris, soit il est l'objet d'apprentissage, comme cette année *Café Müller*, qui fait partie du programme des classes danse-études –, il a trouvé aussi d'autres modes originaux pour essayer : ainsi *Kontakthof*, qui continue une carrière éblouissante par la grâce et la magie d'habitants de Wuppertal, tous âgés de plus de 65 ans. Cette pièce, qui traite des rapports de séduction et de force entre les hommes et les femmes, évoluant dans une salle de bal, ne perd pas un gramme de sa conviction et de son humanité ; au contraire, elle gagne une seconde jeunesse et une vérité hallucinante.

La Filature, 20, allée Nathan-Katz, Mulhouse (Haut-Rhin). Tél. : 03-89-36-28-28. Les 14 et 15, à 19 h 30. 25 €.

LYON

Service à tous les étages

Heureuse ville que Lyon ! Une Maison de la danse, une Biennale internationale et un Opéra extrêmement actif et novateur. Après la très belle surprise de John Jasperse, en mars, la danse la plus contemporaine s'installe à tous les étages de cet édifice plein de mystères depuis que l'architecte Jean Nouvel l'a transformé en labyrinthe. Pour commencer, fidélité à Maguy Marin, Tero Saarinen, Ohad Naharin, Mats Ek, suivis de Misha Kostrzewski, Russell Maliphant, Hervé Robbe, Boris Charmatz, Lionel Hoche. Il est aussi prévu que le danseur-escaladeur Antoine Le Menestrel et sa compagnie des Lézards bleus se balancent entre la façade de l'Opéra et celle de l'Hôtel de Ville, située juste en face.

Opéra de Lyon, place de la Comédie, Lyon (Rhône). Tél. : 04-72-00-47-77. Du 13 au 23, de 18 heures à 22 heures. De 7,62 € à 29,73 €.

BORDEAUX

Carte blanche à Faizal Zeghoudi

Faizal Zeghoudi sait comment montrer la danse pour qu'elle rejoigne le plus grand nombre. Au Molière - Scène d'Aquitaine, Zeghoudi nourrit son propos, par petites touches, en invitant non seulement Hamid Benmahi, mais aussi Pedro Pauwels, Nacéra Belaza. Tous cherchent et s'essaient à l'amour, « à la vie éperdument au bord de la vie » comme le dit avec force Belaza, histoire de ne pas se laisser s'enfermer dans les conventions et les modes.

Molière - Scène d'Aquitaine, 33, rue du Temple, Bordeaux (Gironde). Tél. : 05-56-01-45-66. Les 13 et 14, à 20 h 30. De 7,5 € à 15 €.

Jazz

PARIS

Steve Lacy Trio

Steve Lacy peut aller au Japon, à Helsinki, partout en Amérique, à Oulan-Bator (Mongolie) ou à Johannesburg (Afrique du Sud), ce saxophoniste soprano rencontre toujours une centaine de collectionneurs de disques qui

ont tous les siens. Lesquels, depuis le début des années 1950, couvrent littéralement toute l'histoire du jazz. Avant-garde la plus téméraire comprise. Lacy a l'air d'un jeune homme. Il vient d'un autre temps de la musique et des États-Unis. Impeccable trio (Jean-Jacques Avenel, contrebasse, John Betsch, batterie), répertoire d'encyclopédiste lyrique, soirée assurée, peu de places, beaucoup de musique.

Sunside, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. Les 13, 14 et 15, à 21 heures. Tél. : 01-40-26-21-25. De 18 € et 22 €.

Sélection disques rock

COMPILATION

Total Funk

Brute et truculente, dans la réappropriation des racines africaines, en lien avec les revendications politiques de la communauté afro-américaine, la funk music a connu un âge d'or, entre la fin des années 1960 et la fin des années 1970. Une période sur laquelle revient, pour l'essentiel, un coffret-compilation de 4 CD, fort bien conçu sur le plan de la sélection des titres, de *Papas' Got a Brand New Bag*, de James Brown, à *More Bounce to the Ounce*, de Zapp. Aucune des vedettes du genre n'est oubliée. Les historiens (Sly & the Family Stone, Mandrill, George Clinton avec Funkadelic et Parliament, Larry Graham, Maze...) comme les plus sophistiqués (Marvin Gaye, Curtis Mayfield, The Temptations, Earth Wind & Fire...). On notera aussi, au milieu de ces indiscutés, la présence de novateurs oubliés tels Alvin Cash, Johnny « Guitar » Watson ou Willie Hutch, qui donnent à cet ensemble sudatif et sexy un petit plus. Un objet qui aurait mérité un livret détaillé, en accord avec le texte court mais documenté de Colin Escott – S. Si.

1 coffret de 4 CD Universal Music International.

GORDON HASKELL

Harry's Bar

Ami du guitariste Robert Fripp, Gordon Haskell a un temps gravité dans l'orbite King Crimson – il succède à Greg Lake au poste de chanteur –, enregistré une poignée d'albums anonymes (*Sail Boat*, en 1970, *It is and it isn't*, en 1973, *Butterfly in China*, en 1990) et réapparaît avec ce nouvel album, *Harry's Bar*. Avec un timbre de voix légèrement rauque, proche parfois de celui de Gil Scott-Heron dans les années 1970, des arrangements pop-folk aux couleurs jazz, Gordon Haskell rejoint James Taylor ou Michael Franks dans l'interprétation élégante de chansons tranquilles et bien écrites. Un registre qui se révèle lassant s'il n'est pas accompagné, comme chez Ben Sidran, d'un peu d'ironie. Ce que ne transmet pas la voix de Haskell, qui reste bien appliquée. Plaisant, sans plus. – S. Si.

1 CD Flying Sparks Records-EastWest/Warner Music.

THE BAND

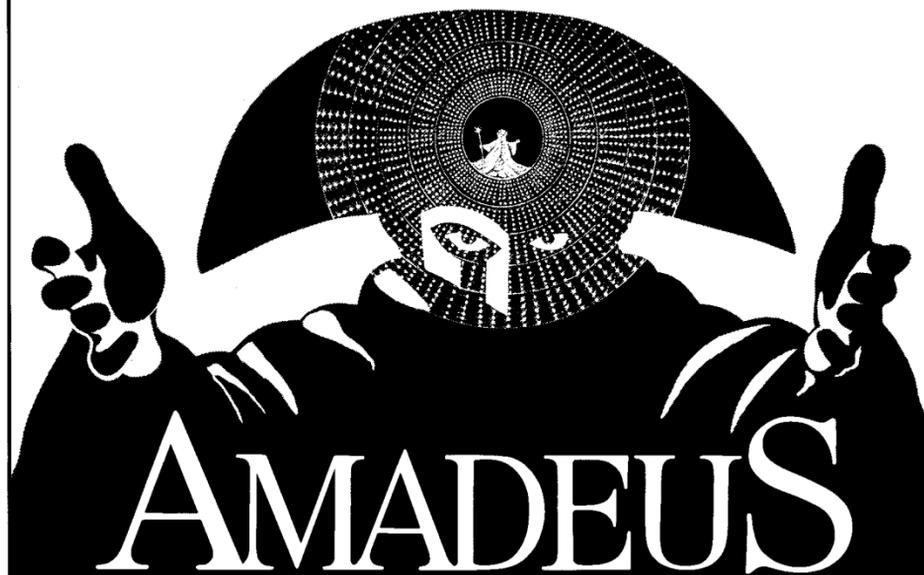
The Last Waltz

Rédition sérieusement augmentée (avec 25 inédits, le triple vinyle s'est transformé en coffret de 4 CD) et enrichie d'un copieux livret du fameux concert d'adieu du Band, donné en 1976 au Winterland de San Francisco devant 5 000 privilégiés. Organisé par le redoutable promoteur Bill Graham, l'événement fut immortalisé sur pellicule par Martin Scorsese – la sortie française du film en DVD se fait d'ailleurs attendre. Officiellement, *The Last Waltz* serait le plus grand concert de rock filmé et la sortie éclatante d'un groupe qui, à partir de 1967, a changé la face de la musique populaire américaine en se ressourçant dans le rhythm'n'blues et la country music. C'est en fait le chant du cygne d'un quintet – quatre Canadiens, un Américain – miné par les drogues et les querelles d'égo, alors entièrement sous la coupe de son leader et guitariste, Robbie Robertson. Mais, miraculeusement, cette ambiance détestable ne rejailit pas sur la musique, d'une majestueuse simplicité. Derrière ses invités, le Band confirme qu'il était un des plus performants *backing bands* de la planète, aussi radieux avec un Bob Dylan en grande voix qu'avec Neil Young, Muddy Waters, Dr John, Joni Mitchell, Eric Clapton et même Neil Diamond. Et surtout l'auteur d'un répertoire sans âge, immaculé, valorisé ici par les arrangements de cuivres d'Allen Toussaint. Seul bémol à ce somptueux coffret : les séances de répétitions et les jams ajoutées n'apportent rien, et encore moins l'atroce version de *Greensleeves* au synthétiseur. – B. Lt

1 coffret de 4 CD Rhino/Warner.

“Un chef-d'œuvre à revoir absolument.”

20 MINUTES INÉDITES



AMADEUS

VERSION INTÉGRALE

IMAGE ET SON RESTAURÉS
ET REMASTÉRISÉS EN NUMÉRIQUE

8 OSCARS® DONT MEILLEUR FILM

SAUL ZAENTZ COMPANY PRESENTE "AMADEUS VERSION INTÉGRALE" DE SIR PETER SHAFFER UN FILM DE MILOS FORMAN
F. MURRAY ABRAHAM TOM HULCE ELIZABETH BERRIDGE SIMON CALLOW ROY DOTRICE CHRISTINE EBERSOLE
JEFFREY JONES CHARLES KAY KENNETH McMILLAN PRODUCTEURS MICHAEL HAUSMAN ET BERITL OHLSSON
MONTAGE DE LA FILMÉRIE MIROSLAV ONDRICEK SCÉNARISTE SIR NEVILLE MARRINER RÉALISATEUR PATRIZIA VON BRANDENSTEIN
SCÉNARISTE TWYLA THARP RÉALISATEUR SAUL ZAENTZ RÉALISATEUR MILOS FORMAN
BANDE ORIGINALE DU FILM AMADEUS VERSION INTÉGRALE DISPONIBLE CHEZ
FANTASY RECORDS/SAUL ZAENTZ COMPANY/WARNER MUSIC FRANCE

WARNER BROS. PICTURES
AN ASSOCIATION OF COMPANIES
DISTRIBUÉ PAR WARNER BROS. (TRANSACTIF), INC.

ACTUELLEMENT

TCM
TURNER CLASSIC MOVIES

LE FIGARO

FP

CHAILLOT

SAISON 2002 / 2003

DANSE WILLIAM FORSYTHE · BALLETT FRANKFURT
DANSE CANTIERI · CATHERINE DIVERRÉS
DANSE BABELLE HEUREUSE · JOSÉ MONTALVO · DOMINIQUE HERVIEU
THÉÂTRE LE TRAITEMENT · MARTIN CRIMP · NATHALIE RICHARD
THÉÂTRE LA COMPAGNIE DES SPECTRES · LYDIE SALVAYRE · MÓNICA ESPINA
COMÉDIE MUSICALE CONCHA BONITA · ALFREDO ARIAS · RENÉ DE CECCATTY · NICOLA PIOVANI
CONCERT NICOLA PIOVANI
DANSE / JEUNE PUBLIC LES FABLES À LA FONTAINE
THÉÂTRE LEUTTI · SOPHIE PEREZ
DANSE SOLO FOR TWO / DÉLICIEUSES · STORM / NATHALIE PERNETTE
CABARET FEMME... FEMMES · HÉLÈNE DELAVAUT · JEAN-CLAUDE GALLOTTA
CONCERT ORIENTS · SAPHO AVEC L'ORCHESTRE DE NAZARETH
THÉÂTRE MEDEA · EURIPIDE · DEBORAH WARNER
THÉÂTRE LES HOMMES SANS AVEU · YANN APPERRY · BELISA JAOLU
THÉÂTRE HOFFMANNIANA · ANDRÉ TARKOVSKI · DIETRICH SAGERT
THÉÂTRE THE POWERBOOK · JEANETTE WINTERSON · DEBORAH WARNER
THÉÂTRE LA COUR DES GRANDS · JÉRÔME DESCHAMPS · MACHA MAKEÏEFF
DANSE STRATES ET SPHÈRES · CHRISTOPHE HALED
THÉÂTRE JE CROIS QUE VOUS M'AVEZ MAL COMPRIS · RODRIGO GARCÍA
DANSE RÉCRÉATION PRIMITIVE · MERLIN NYAKAM
DANSE / CONCERT FLAMENCO · EVA YERBAUENA / JOAQUÍN GRILLO / ENRIQUE MORENTE
DANSE KAROLE ARMITAGE / MALOU AIRAUDO · CCN-BALLET DE LORRAINE
THÉÂTRE PLAIDOYER EN FAVEUR DES LARMES D'HÉRACLITE · BRUNO BAYEN
DANSE À LA RECHERCHE DE MISTER K. · MARYSE DELENTE · BALLET DU NORD
DANSE MIKHAIL BARYSHNIKOV · WHITE OAK DANCE PROJECT
DANSE / MUSIQUE BUENOS AIRES TANGO 2

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

1 place du Trocadéro
75116 Paris
métro Trocadéro

ABONNEZ-VOUS
01 53 65 30 00
www.theatre-chailot.fr

France
inter

Télérama

Le Monde

AIR FRANCE

RATP

Peter Herzog, de Niépce à la Lune

Ce collectionneur de photographies anciennes, qui refuse de vendre la moindre de ses trouvailles, vient de créer une fondation à Bâle

QUELQUES COLLECTIONNEURS de photographies anciennes, parmi les plus importants au monde, tirent profit depuis trois ans d'un marché euphorique en vendant leur bien : André Jammes et Paul Walter (vente aux enchères), Thomas Walther (MoMA de New York), Manfred Heiting (Musée de Houston), Werner Bokelberg (émirat du Qatar). Peter Herzog est du même calibre, mais il ne fait rien comme les autres. Déjà, il est suisse, où les collectionneurs de photos historiques sont rares. Il n'est pas du « milieu » et une fortune ne lui est pas tombée du ciel. Et malgré les propositions, il ne vend pas. Au contraire, il vient d'ouvrir une Fondation à Bâle. On ne peut que conseiller aux passionnés d'images et aux visiteurs de la Foire d'art de Bâle (jusqu'au 17 juin) de courir à l'exposition inaugurale : 52 chefs-d'œuvre tirés des 300 000 photos que Peter Herzog a amassées, depuis 1974, avec sa femme Ruth.

Le lieu surprend par sa modestie. 240 m² dans le quartier de Dreispitz, ancienne gare marchande. Les murs sont loués à Josy Kraft, représentant de l'artiste « emballer de monuments » Christo. Deux salles pour les expositions, une troisième pour la bibliothèque et pour stocker les œuvres. Peter Herzog avertit : « A Zurich, les riches roulent en Rolls ; à Bâle, ils prennent un vélo. » Ce Bâlois de 53 ans raconte sa collection dans un restaurant entre la guinguette et le chalet, tout en jetant un œil passionné à un match de la Coupe du monde.

Enfant, il « déserte l'église pour aller au musée », mais son père, fonctionnaire, veut le voir s'orienter vers « des choses sérieuses ». Il fait son droit, entreprend une thèse sur la falsification dans l'art, devient juriste. A 26 ans, il transforme « sa passion en travail », réalisant des expertises d'œuvres pour l'Etat, des héritiers ou des banques. « Ce métier me donne temps et argent pour bâtir la collection. Je préfère faire le détective que mettre 400 000 € dans une photo. » Il est sur les traces d'un Talbot précis, l'inventeur anglais. La photographie ? A cause du peintre Claude Lorrain, « dont la palette évoque les négatifs papier ».

Il est le frère de Jacques Herzog, architecte local à la réputation mondiale qui, avec Pierre de Meuron, a signé la Tate Modern de Londres. Le second a donné un coup de main pour la Fondation. « Pour être reconnu, un Suisse doit triompher à l'étranger. C'est le cas de Robert Frank, qui n'a fait que transposer sur le peuple américain la tradition de photo documentaire suisse, celle de Schuh, Tuggener, Senn. » La remarque iconoclaste sur Frank, dieu vivant de la photographie, traduit un regard libre. Il suffit de se pencher sur les épreuves au mur, largement dominées par les

BIOGRAPHIE

► 1948

Naissance à Bâle.

► 1974

Devient juriste et commence la collection de photographies.

► 1989

Exposition d'une partie de la collection au Sprengel Museum de Hanovre et au Museum für Gestaltung de Zürich.

► 2002

Ouverture de la fondation à Bâle.

primitifs du XIX^e siècle. Il y a des noms célèbres – Hill et Adamson, Le Gray, Atget, Marville –, mais représentés par des images inattendues. Non pas une vue de Paris pour Atget, mais un buisson fleuri et une vitrine de poires et de pêches. Des auteurs méconnus comme James Anderson, les frères Henry, Séverac, Spalinger. Des anonymes, comme cette stupéfiante chambre de bonne, avec petite culotte au sol, à l'opposé de l'iconographie du XIX^e, tournée vers l'apparat.

« L'image prime sur le nom », explique Ruth Herzog. La première image de la collection, des fileuses sur une terrasse, est un anonyme déniché aux puces de Zurich. « La collection est marquée par l'union entre l'esthétique et le document, ajoute son mari. Chaque image doit susciter une histoire, contenir un secret qui prolonge notre fantaisie. » La formule n'est pas coquette. Il faut écouter Peter Herzog commenter longuement chaque image, oser une correspondance avec un tableau ou un livre, resituer l'image dans l'œuvre, écarter une épreuve « fanée », se mettre à la place du photographe pour percevoir l'intention.

Chaque image au mur ouvre un chapitre de la collection, l'ensemble constituant le roman photographique des Herzog. La photo n° 1 est cruciale : un portrait du docteur Monroe, anatomiste écossais, qui tutoie l'origine du

procédé, vers 1843. « C'est un portrait introverti, le contraire des modèles de Nadar ou Sander, qui affirment un statut social. Il n'est pas concerné par l'appareil, mais dit sa confiance au photographe. » Deux autres facteurs passionnent Herzog. Monroe incarne l'église dissidente d'Écosse. « Et pour moi, la photographie a beaucoup à faire avec la littérature. Ce personnage pourrait être un grand-père qui raconte des contes de fée. »

Suit un portrait de Roland Barthes. « Il a écrit les choses les plus intelligentes sur la photographie. Il en a compris la subjectivité et l'imaginaire. » Peter Herzog en profite pour égratigner les historiens, qui « font du bla-bla mais ne regardent pas vraiment les photos, ne plongent pas dans les archives, et finissent par dire n'importe quoi ». On reste pantois devant une vue de Perse, vers 1848 (Luigi Pesce), une table où Humbert de Molard exhibe son matériel photo transformé en nature morte. Sur deux gerbes de blé de Baker Pyne, Peter Herzog dit : « Elles appartenaient à Warhol, qui les associe aux meules de Monet. Il crée ensuite ses séries de boîtes de soupe Campbell. La série est déjà déterminante au XIX^e siècle. »

Le clou de l'exposition se trouve dans une salle plongée dans le noir : 23 calotypes (négatifs papier), pour la plupart inédits, représentant la forêt de Fontainebleau et l'église de Lar-

chant, avec des personnages noyés dans la masse abstraite des arbres. Leurs auteurs, non identifiés, sont des proches des peintres de Barbizon : Le Gray ? Le Secq ? Greene ? Marville ? Le procédé de mise en lumière des négatifs est inédit : une feuille sensible installée derrière le négatif qui génère une lumière vive mais non agressive.

Mais Peter Herzog est aussi fier d'un album sur des jeunes aveugles à Amsterdam, des daguerréotypes montés sur des bijoux, un album de portraits du tout-Paris en 1899. Il dit que sa collection court « de Niépce jusqu'aux hommes sur la Lune ». Un peu plus loin même, puisque dans son appartement, où il fume le cigare face à la « plus grande télévision du monde », sont accrochés des grands formats de photographes contemporains. La Fondation se veut « un laboratoire ». Des étudiants et conservateurs y passent. Ce n'est pas gagné. « C'est un pays où vous pourriez acheter Guillaume Tell sans que l'Etat bouge le petit doigt. »

Michel Guerrin

Fondation Herzog, Olostrasse 8, CH-4023 Bâle. Tél. : 00-41-61-333-11-85. Les mardi, mercredi et vendredi de 14 heures à 18 h 30 ; le samedi de 13 h 30 à 17 heures. Exposition jusqu'au 27 juillet.



FÉLIX VON MURAT / LOOK AT

LES GENS DU MONDE

■ Au côté de Pina Bausch depuis les débuts, le Français **Dominique Mercy**, interprète magicien de l'œuvre du Tanztheater de Wuppertal (Allemagne), recevra les insignes de Chevalier des arts et des lettres des mains de **Françoise Adret**, danseuse, chorégraphe et personnalité éminente du monde de la danse. La cérémonie se déroulera le 18 juin, à l'issue de la première représentation de *Agua*, création de Pina Bausch, à l'affiche au Théâtre de la Ville jusqu'au 30 juin.

■ La noblesse britannique pourrait bientôt compter dans ses rangs **Mick Jagger**. Dans son édition du 9 juin, le *Sunday Times* révèle que le nom du chanteur des Rolling Stones figure sur la liste honorifique que la reine **Elizabeth** doit dévoiler pour son anniversaire. Mick Jagger rejoindrait ainsi d'autres « sir » du rock, **Cliff Richard**, **Paul McCartney** et **Elton John**. Anobli ou pas, Mick Jagger, 58 ans, père de sept enfants, débutera le 5 septembre à Boston une tournée mondiale des Rolling Stones, avec les deux derniers membres fondateurs du groupe, le guitariste **Keith Richards** et le batteur **Charlie Watts**.

■ **Jean-Paul Belmondo**, 69 ans, visiblement en bonne forme, a constaté l'AFP, a assisté dans la nuit du lundi 10 juin à une fête donnée dans une discothèque parisienne. Victime en août 2001 d'un accident cardio-vasculaire à Lumio, en Corse, l'acteur a observé une longue convalescence qui le tient éloigné de la scène. Le comédien avait à sa table **Claude Brasseur** et **Jean Rochefort**, lors de cette soirée organisée par son épouse, Natty Belmondo, qui vient de créer une agence de relations publiques.

■ **Luisa Santiaga Marquez**, la mère de **Gabriel Garcia Marquez**, a succombé dimanche 10 juin à une crise cardiaque, à l'âge de 97 ans, dans la ville colombienne de Cartagène. Le Prix Nobel, auteur notamment de *Cent ans de solitude*, avait romancé l'histoire d'amour de ses parents contre la volonté de leurs familles dans *L'Amour au temps du choléra*. L'écrivain, qui vit le plus souvent au Mexique, ne pourra pas se rendre aux obsèques pour des raisons de sécurité.

■ Un important incendie a totalement détruit, le 10 juin, le plus grand musée privé d'Arabie saoudite, indique le quotidien *Okase*. Portant le nom de son fondateur, **Abdelraouf Hassan Khalil**, le musée, inauguré en 1985 à Djeddah, exposait dans 67 salles quelque 13 500 objets et œuvres d'art islamique, international ou saoudien, dont certaines pièces datant de l'âge de la pierre. Les propriétaires ont exclu que l'incendie ait pu être causé par un acte de sabotage, mais les autorités ont ouvert une enquête.

RADIO

JEUDI 13 JUIN

► Les chemins de la connaissance

8 h 30, *France-Culture*
Pour cette avant-dernière émission traitant de la relation mère-fille, Christine Goémé s'intéresse aux regards des hommes sur cette situation. Deux professeurs, Louis Forrestier et Guy Scarpetta, commentent le sujet. Comme dans les autres numéros, le thème se décline sur la base d'exemples célèbres, réels, littéraires ou mythologiques.

► Le fou du roi

11 h 00, *France-Inter*
Au son de ses traditionnels grelots, Stéphane Bern accueille Renaud au milieu de sa cour de chroniqueurs satiriques. Le chanteur y présente son dernier album en date, *Boucan d'enfer*. Longtemps considéré comme le prolétaire de la chanson, Renaud a depuis nuancé sa critique, à défaut d'avoir changé d'allure. Stéphane Bern l'adoubera-t-il pour autant ? La rencontre ne sera peut-être pas détonante, mais au moins étonnante.

► La danse des mots

12 h 10, *Radio France internationale*
Yvan Amar disserte sur la publicité au Moyen Âge, quand les bonimenteurs embobinaient le chaland. Une recherche sémantique originale.

DOMINIQUE DHOMBRES

Le florilège de « 90 minutes »

L'ÉQUIPE de Canal+ qui réalise le magazine d'investigation « 90 minutes » revenait, mardi soir, sur quelques-unes des enquêtes effectuées depuis trois ans. Est-ce que la diffusion de ces images, souvent accusatrices, a modifié la situation ? Est-ce que des injustices ou des dysfonctionnements ont cessé grâce à ces reportages ? Oui, assurément, dans quelques cas, beaucoup moins sûr la plupart du temps. Le grand mythe fondateur du journalisme d'investigation, la fermeture du bague de Cayenne à la suite des reportages d'Albert Londres, ne fonctionne pas à tous les coups. En fait, il s'agissait surtout, mardi soir, de revoir quelques grands moments de ce magazine. Derrière la prétention, un peu grandiloquente, à un « droit de suite », il y avait, tout simplement, un florilège qui n'était pas mal du tout.

L'enquête la plus efficace, qui se termine, comme un album de Tintin, par le triomphe absolu du bien, est celle concernant une statue aux vertus magiques volée dans un village du Burkina Faso, au grand dam de ses habitants. La statue est retrouvée chez un collectionneur allemand et rendue aux villageois au cours d'une grande fête. Le gardien de l'objet, qui

avait été chassé du village, peut revenir, et tout rentre dans l'ordre.

On est moins sûr que le remarquable travail de recherche effectué sur l'affaire Boulin aboutisse à un résultat aussi éclatant. Robert Boulin, ministre du travail dans le gouvernement de Raymond Barre, était retrouvé mort, le 30 octobre 1979, dans un étang de la forêt de Rambouillet. Il avait été neuf fois ministre sous V^e République et détenait, apparemment, des dossiers compromettants. L'enquête officielle conclut au suicide. Les témoignages recueillis, vingt ans après les faits, par les journalistes de « 90 minutes » accréditent au contraire la thèse de l'assassinat. Un gendarme, qui fut un des premiers sur les lieux, raconte qu'il a vu des traces de pas menant vers l'étang, mais aussi d'autres en revenant. La fille de Robert Boulin a demandé la réouverture de l'instruction.

Est-ce que les pratiques orwelliennes de surveillance du personnel de caisse, chez Auchan, ont cessé ? Est-ce que des travailleurs forcés, surveillés par des militaires, ne sont plus jamais utilisés sur le site du gazoduc qui a été construit par Total en Birmanie ? On peut en douter.

TÉLÉVISION

Les abreuvoirs du Montana

« *Crumley sait écrire et il sait boire* », relève James Welch. Il semblerait qu'il y ait un rapport entre les deux, c'est l'avis d'un autre de ses amis, Jon A. Jackson : « Cette idée d'un écrivain dur à cuire, très masculin, qui boit sec, joue et passe du bon temps, ça révèle quelque chose : l'écriture, c'est pas un sport de fesses, c'est un truc d'hommes. » On va donc en voir des hommes, des vrais, au cours de cette tournée des bars du Montana intitulée *L'Esprit de la route* – réalisé par Matthieu Serveau sur le commentaire de James Crumley. Des qui collectionnent les flingues : « Celui qui n'a pas d'armes a au moins une carabine, un fusil de chasse et un pistolet. » Des qui boivent sec et refont le monde cramponnés à leur comptoir. D'écriture, il n'est pratiquement pas question. La vision de ces plantigrades bedonnants se trémoussant laborieusement sur la musique de leur jeunesse est déjà suffisamment pathétique. Heureusement, Crumley n'est pas dupe. « Je me dis qu'on ferait mieux de l'appeler [le Montana] le Grand Vide ou le Pays de la Haute Solitude. *L'animal humain y cherche la compagnie de ses congénères mais aussi des endroits où s'abreuver, (...) et, croyez-moi, le Montana regorge d'abreuvoirs formidables !* » On en sort convaincu, avec la certitude que, dans toutes ces chaleureuses beuveries, « chacun danse seul sur une musique que lui seul entend ». – G. Me.

« L'Esprit de la route », jeudi 13 juin, 22 h 50, Canal Jimmy.

JEUDI 13 JUIN

► Envoyé spécial, conduites assassines

21 h 05, *France 2*
Quand les chauffards tuent, les condamnations restent souvent légères, voire inexistantes. Le magazine tente de démontrer qu'en matière de délinquance routière il n'y a pas d'homicide involontaire, mais une pratique à risque fautive. Un accident mortel sur deux est dû à l'alcool. C'est le

cas de Célia, percutée en voiture alors qu'elle était enceinte de six mois. Son enfant est aujourd'hui handicapé moteur, son grand-père, lui, est mort sur le coup. Portraits croisés de victimes et de coupables. ► **Soirée yakusas** 20 h 45, 13^e Rue
Outre sa violence criminelle, chaque mafia à ses particularités. A la veille de leur départ pour l'Asie, les Bleus ont tenté de découvrir les rites propres

aux yakusas japonais.

Une présentation plus anecdotique qu'instructive. Les films de Takeshi Kitano, *Sonatine*, diffusé à 20 h 55, et *Violent Cop*, à 22 h 45 (interdit au moins de 16 ans), se révèlent beaucoup plus pertinents sur cette caste secrète. Deux courts documentaires complètent cette initiation. Le second, à 22 h 35 de Stéphane Carel, énumère « L'abcédinaire de Takeshi Kitano » sur le sujet. Cette soirée est aussi la sienne.

► Ring

21 h 00, *Canal+*
Les légendes ancestrales nippones fournissent en fantômes le casting de *Ring*, les mangas son rythme sanglant. Mélange des genres dans une atmosphère tout asiatique, le film de Hideo Nakata connut un succès phénoménal lors de sa sortie en 1998 au Japon. L'intrigue s'enclenche quand un groupe d'adolescents visionnent une cassette... et meurent. A voir.

► Les baisers au cinéma

15 h 25, *France 5*
Turner Entertainment produit un abcédinaire du baiser, une compilation plaisante de scènes à répéter avant l'été. Par exemple, l'étreinte de Burt Lancaster et de Deborah Kerr, dans *Tant qu'il y aura des hommes*. A Hollywood, qui trop embrasse jamais mal n'étreint.

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 12 JUIN

TF1

13.00 Journal 13.20 Football (1^{er} tour, groupe B) : Afrique du Sud - Espagne **15.30** Dingué de toi Série **16.05** Pacific Blue Série **17.00** Melrose Place Série **17.50** 7 à la maison Série **18.45** Tous ensemble **20.00** Journal, Météo.



20.55 DÉFENSE D'ENTRER Magazine présenté par Valérie Benaim et Damien Givélet, avec la participation de Sandra Valentini, Miguel Derennes. Au sommaire : Attention : danger ; Le mausolé de Lénine ; Le plus petit et le plus étrange pays du monde ; Le corps d'Hibernatus ; Le supermarché des prisons. 5899522

23.15 ALERTE COBRA La Voiture folle. Série. Avec René Steinke, Erdogan Atalay, Charlotte Schwab, Carina Wiese, Gottfried Vollmer. 2796473

1.00 ET 3.50 Histoires naturelles Documentaire.

FRANCE 2

17.00 La Famille Green Tous pour un. Série **17.50** JAG Vivre libre. Série **18.40** On a tout essayé **19.30** Un gars, une fille Série **19.40** Campagne élections législatives **20.00** Journal, Météo.



20.55 MADAME LA PROVISEUR Corde raide. Série. Avec Charlotte de Turckheim, Pierre Germain, Gérard Sergue, Maxime Leroux, Josiane Levéque. 4053831

22.40 ÇA SE DISCUTE Adolescents : doit-on s'opposer à ses parents pour devenir adulte ? Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. 7467639

0.55 Journal de la nuit, Météo.

FRANCE 3

16.35 T03 **17.50** A toi l'actu@ **18.00** Un livre, un jour **18.05** Campagne officielle des législatives **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport **20.20** Législatives 2002 Débats.



20.55 DES RACINES ET DES AILES Spécial Istanbul. Magazine présenté par Patrick de Carolis. Au sommaire : Topkapi, le palais des sultans ; Avec vues sur le Bosphore ; Le secret des derviches ; Voyage en Cappadoce. 625763

22.55 Météo **23.00** Soir **3** **23.20** Campagne officielle des législatives.

23.35 CRUELLE DESTINÉE Téléfilm. Wolfgang Mühlbauer. Avec Christine Neubauer, Helmut Zierl, Katharina Abt, Clemens Jakubetz, Denise Bodden (All., 1998). 2956367

1.10 Ombre et lumière Invité : Philippe Noiret **1.35** Les Dossiers de l'Histoire La France de Vichy 2792787 **2.30** Soir **3** **2.55** Témoins extraordinaires Magazine (125 min).

CANAL+

18.00 Mon clone et moi Téléfilm. M. Cotto. Avec A. Lawrence (EU, 2000) ► En clair jusqu'à 21.00 **19.25** + de cinéma **19.40** Journal **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** + de sport **20.50** Le Carnet d'Aimé.



21.00 L'ART (DÉLICAT) DE LA SÉDUCTION Film. Richard Berry. Avec Patrick Timsit, Cécile de France, Richard Berry, Alain Chabat, Jean-Pierre Darroussin. *Comédie sentimentale* (France, 2001) ◊. 3997473

22.35 ROBERTO SUCCO ■ ■ ■ Film. Cédric Kahn. Avec Stefano Cassetti, Isid le Besco, Patrick Dell'Isola, Vincent Dénéria, Aymeric Chauffert. *Drame* (France, 2000) ◊. 4011102

0.35 Midnight + Magazine 2888868 **1.35** Nosttradamus Téléfilm. Tibor Takács. Avec Rob Estes, Joely Fisher (EU, 2000) ◊ 6392394 **3.05** Basket NBA Play-offs. Finale (4^e match) : New Jersey Nets - LA Lakers (175 min) 9296110.

FRANCE 5 / ARTE

18.35 Emission pour la campagne officielle des législatives **19.00** Connaissance Des baleines et des hommes **19.40** De Séoul à Yokohama, c'est pour demain **19.45** Arte info, Météo **20.15** La Vie en feuilleton [3/5].



20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE La génération anti-Pinochet. Documentaire. Paula Rodriguez (2002). 1060693

22.50 CINÉ-DÉCOUVERTE : SPÉCIAL COUPE DU MONDE - LE PRINTEMPS DU FOOTBALL ■ ■ ■ Film. Nana Mchedlidze. Avec Dodo Abashidze, V. Nadaraia, Ipolite Khvichya. *Comédie* (Géorgie, 1975, v.o.). 889473

0.05 Le Muet du mois - Métropolis ■ ■ ■ Film. Fritz Lang et Giorgio Moroder. Avec Alfred Abel, Brigitte Helm. *Science-fiction* (Allemagne, 1927, version restaurée 1999-2001, muet, N., 145 min) 5167042.

M6

15.15 M6 Kid **17.10** Fan de **17.35** Plus vite que la musique **18.05** Le Flic de Shanghai Arme fatale. Série **19.00** ET **20.40** Loft Story **19.54** Caméra café Série **19.55** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série.



20.50 NATURES MORTES Téléfilm. Patrick Malakian. Avec Virginie Théron, Patrick Forster-Delmas, André Penven, Yannick Souiller, Vanessa Wagner (Fr., 2000) ◊. 427657

22.30 LA CAPTIVE Téléfilm. Xaver Schwarzenberger. Avec Jürgen Prochnow, Katharina Böhm, Harald Krassnitzner, Cornelia Froboess, Harry Täschner (Allemagne, 1995) ◊. 9828164

0.05 Loft Story Divertissement 6411042 **0.50** Wolff, police criminelle Pour l'amour d'Irina. Série 410139 **1.35** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (325 min) 64217868.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

14.40 Viva Las Vegas ■ ■ ■ Roy Rowland. Avec Dan Dailey, Cyd Charisse, Agnes Moorehead (Etats-Unis, 1956, v.m., 115 min). TCM

15.35 Tout au long de la nuit ■ ■ ■ Basil Dearden (Grande-Bretagne, 1961, N., 90 min) ◊. CineClassics

16.35 L'Espion ■ ■ ■ Raoul Lévy (France, 1966, v.m., 100 min). TCM

17.55 L'Atalante ■ ■ ■ Jean Vigo (France, 1934, N., 95 min) ◊. Cinétoile

18.15 Greystoke, la légende de Tarzan ■ ■ ■ Hugh Hudson (Grande-Bretagne, 1984, v.m., 145 min). TCM

19.30 Un témoin dans la ville ■ ■ ■ Edouard Molinaro (France, 1959, N., 90 min) ◊. Cinétoile

20.45 L'Anti-Gang ■ ■ ■ Burt Reynolds (Etats-Unis, 1982, 120 min). TCM

21.00 Thelma et Louise ■ ■ ■ Ridley Scott (Etats-Unis, 1991, 125 min) ◊. Cinéstar 1

22.45 La Fureur du danger ■ ■ ■ Hal Needham (Etats-Unis, 1978, 105 min). TCM

23.10 Wonderland ■ ■ ■ Michael Winterbottom (GB, 1999, v.m., 110 min) ◊. CineCinemas 1

23.35 Le démon s'éveille la nuit ■ ■ ■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1951, N., 100 min) ◊. CineClassics

1.15 Le Moulin des supplices ■ ■ ■ Giorgio Ferroni (France - Italie, 1960, 85 min) ◊. CineClassics

DÉBATS

18.30 Studio ouvert. Les stratégies de l'entre-deux-tour des élections législatives 2002. Public Sénat

MAGAZINES

16.10 ET 0.10 i comme idées. Avec Franisca Matteoli. i télévision

16.55 Les Lumières du music-hall. Mireille Mathieu. Gérard Lenorman. Paris Première

18.55 « J'y étais » Invités : Anne Roumanoff ; Jean-François Amadiou. Match TV

19.00 Explorer. Docteur alligator. Une passion, le python. Lumières ! Caméra ! Ours ! Profession dentiste au zoo. National Geographic

19.20 Res publica. Invités : Roland Cayrol et Laurence Parisot. i télévision

20.05 Duel, le magazine. ADN au service de la justice. Cédric Tornay, le garde suisse du Vatican : suicide ou assassinat ? Les animaux et le droit. Interview : Dominique Warluzel reçoit José Giovanni. TSR

20.30 Trente minutes sans pub. Spécial SOLIDAYS. Fun TV

DOCUMENTAIRES

17.35 La Quête des origines. [1/13]. Planète

17.45 Le Cinéma des effets spéciaux. Les films catastrophes. CineCinemas 1

18.30 Nazisme, un avertissement de l'histoire. Planète

19.00 Biographie. Galilée. La Chaîne Histoire

19.20 C'était hier. [8/13]. L'Afrique des convulsions. Planète

19.45 Missions fatales. Angela Bassett. TPS Star

20.15 Femme impossible au Cambodge. Planète

20.30 Les Enquêtes du National Geographic. Une course en montgolfière. National Geographic

20.35 Les Grandes Batailles. Balaclava 1854. Chaîne Histoire

20.55 Gandhi Dji. Odyssee

21.00 Les Aventuriers. Richard Byrd. National Geographic

21.00 Les Grands Fleuves. Le Mississippi. Voyage

21.05 Japon, l'envers du décor. Histoire

21.30 Tibet, la fin des temps. La Chaîne Histoire

21.50 Chine secrète. La terre miséricordieuse. Odyssee

22.00 La Bataille de l'Atlantique. Histoire

22.20 De Superman à Spiderman. 13^{ème} RUE

22.35 Marilyn Monroe malgré elle. CineClassics

23.55 Je veux mon entreprise. Bon gré, mal gré. Planète

0.10 Berlin, premier procès au terrorisme iranien. Histoire

0.35 World Trade Center. Les pilotes de la mort. TSR

MUSIQUES

19.45 Les Découvertes Adami (n° 12). En 2000, lors du Midem. Avec Amir Tebenikhin (piano), Denis Chapovalov (violoncelle), Alexandre Vershinin (piano). Œuvres de Boccherini, Chopin, Martinu, Rossini. Mezzo

22.30 Soirée Nikolaus Harnoncourt. *Concerto pour violon et orchestre* n° 1, de Mozart. En 1984. Avec Gidon Kremer (violon). Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt. Mezzo

23.10 Nancy Jazz Pulsations. En 2000. Mezzo

0.45 Kylie Minogue Live in Sydney 2001. Paris Première

TÉLÉFILMS

20.50 Le Secret du vol 353. Mikael Salomon. [1 et 2/2]. TF 6

21.05 Les P'tits Lucas. Dominique Ladoge ◊ Téva

22.15 Le Château des Oliviers. Nicolas Gessner [5/8]. TV 5

22.30 Drame en trois actes. Gary Nelson. Festival

22.45 La Rançon du chien. Peter Kassovitz. TMC

SÉRIES

18.55 MacGyver. Le mur. TF 6

19.05 Demain à la une. Monsieur Catastrophe. ◊ Téva

19.55 Les Anges du bonheur. La transformation. Téva

20.45 Star Trek, Deep Space Nine. Double vue ◊. Canal J

20.45 Chemins de l'étrange. Dans le temps ◊. 13^{ème} RUE

20.50 Roswell. Viva Las Vegas. Haute tension. Série Club

20.45 Star Trek, The Next Generation. Paris sera toujours Paris. Série Club

23.20 Friends. The One With Joey's Interview (v.o.) ◊. The One With The Baby Shower (v.o.) ◊. Canal Jimmy

JEUDI 13 JUIN

TF1

13.00 Journal 13.20 Coupe du monde 2002 (1^{er} tour, Groupe G). Mexique - Italie OU Equateur - Croatie. En direct **15.30** Dingué de toi Des voisins d'enfer. Série **16.05** Pacific Blue semaine 1. Série **17.00** Melrose Place Jane à la dérive. Série **17.50** 7 à la maison Cohabitation. Série **18.45** Tous ensemble Magazine **19.55** Météo, Journal, Météo.



20.55 LES CORDIER, JUGE ET FLIC L'HONNEUR D'UN HOMME. Série. Avec Pierre Mondy, Bruno Madiner, Charlotte Valandrey, Claire Borotra, Antonella Lualdi. 3155706

Une douloureuse affaire, vieille de dix ans, sème la zizanie et l'angoisse dans la famille Cordier.

22.50 COLUMBO LA FEMME OUBLIÉE. Série. Avec Peter Falk, Janet Leigh, John Payne, Sam Jaffe, Ross Elliott. 5481145

Une ancienne chanteuse, de retour sur scène, maquille le meurtre de son mari en suicide. Colombo enquête.

0.40 Les Coulisses de l'économie Magazine.

1.25 Football Equateur - Croatie. Résumé 5902242 **2.00** Vis ma vie Magazine **3.35** Reportages D'organes, actes d'amour **4.00** Histoires naturelles Les hommes poisons. Documentaire **4.30** Musique (30 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.15 Le Songe d'une nuit d'été ■ ■ ■ William Dieterle et Max Reinhardt (Etats-Unis, 1935, N., 135 min). TCM

14.15 Supernova ■ ■ ■ Walter Hill (Etats-Unis, 2000, 90 min) ◊. Cinéstar 1

15.30 Jugé coupable ■ ■ ■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1999, 120 min) ◊. TPS Star

16.10 Shining ■ ■ ■ Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1980, v.m., 115 min) ◊. CineCinemas 3

17.00 La Nuit américaine ■ ■ ■ François Truffaut (France, 1973, 115 min) ◊. CineCinemas 2

18.50 La Légion noire ■ ■ ■ Archie Mayo (Etats-Unis, 1937, N., 85 min) ◊. CineClassics

19.10 Le Gouffre aux chimères ■ ■ ■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1951, N., 110 min) ◊. Cinétoile

20.45 Bonjour tristesse ■ ■ ■ Otto Preminger (Etats-Unis, 1957, 90 min). Match TV

21.00 Bird ■ ■ ■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1988, 155 min) ◊. Cinéstar 2

22.10 Série noire ■ ■ ■ Alain Corneau (France, 1979, 115 min) ◊. Cinéfaz

22.30 La Sentinelle ■ ■ ■ Arnaud Desplechin (France, 1992, 140 min) ◊. CineCinemas 3

23.20 La Règle du jeu ■ ■ ■ Jean Renoir (France, 1939, N., 105 min) ◊. CineClassics

0.20 Jugé coupable ■ ■ ■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1999, 125 min) ◊. Cinéstar 1

0.45 Lady Oscar ■ ■ ■ Jacques Demy (GB - Fr., 1978, 120 min) ◊. Cinétoile

FRANCE 2

13.00 Journal, Météo **13.50** ET 19.40 Campagne élections législatives **14.05** Inspecteur Derrick La bavure. Série **15.10** Un cas pour deux Expédié et vendu. Série **16.15** En quête de preuves Un vieux compte à régler. Série **17.10** Qui est qui ? **17.50** JAG Le crash. Série **18.40** On a tout essayé **19.30** Un gars, une fille Série **20.00** Journal **20.35** Elections 2002 **20.55** Météo.



21.05 ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Françoise Joly. Au sommaire : Conduites assassines ; Trafic de bois exotique. 2828961

Chaque jour connaît son lot d'accidents de la circulation, relatés en quelques lignes dans les colonnes de faits divers.

23.10 CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT Le cinéma et la violence. Magazine présenté par Guillaume Durand. Invités : Jean-Jacques Beineix ; Alexandre Arcady ; Samuel Blumenfeld, journaliste du Monde ; Patrice Huere ; Vincent Cespedes ; Marie-Anne Baulon. 9641495

0.45 Journal de la nuit, Météo **1.10** Nikita Tour recommence. Série ◊.

1.50 Fallait y penser ! Magazine **3.50** 24 heures d'info **4.13** Live for Love United **4.15** L'Art dans les capitales Prague **4.45** La Fatalité ou le Secret de la salle d'ambre Documentaire (35 min).

MAGAZINES

16.10 ET 0.10 i comme idées. Claude Monique. i télévision

16.15 Carnets de jour. Christian Billes. Match TV

16.55 Les Lumières du music-hall. Sheila. Téléphone. Paris Première

17.10 Comme à la télé. Invités : Benjamin Castaldi ; Marie-France Brière ; Christian Morin. Match TV

18.40 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première

18.55 J'y étais. Invités : Romain Collinet ; Hubert Prolongeau. Match TV

19.00 Explorer. Lorsque l'éclair frappe. Amateurs de courses-pousières. L'ours ou la vie ! National Geographic

20.00 60 minutes de « 30 minutes ». Best of. Fun TV

22.30 Open club. Invitée : Alina Reyes, écrivain. CineClassics

22.40 Boléro. Invités : Michel Drucker ; Dany Saval. TMC

22.55 Recto Verso. John Malkovich. Paris Première

0.15 Rien à cacher. Invité : Eddie Barclay. RTL 9

0.30 Plaisir de France. Raymond Barre. Match TV

DOCUMENTAIRES

17.05 Filles d'Iran. Histoire

17.20 Hollywood sous les drapeaux. Odyssee

17.30 La Danse du Sumo. National Geographic

17.45 Les Captives de Terpsichore. Mezzo

17.55 ET 20.55 Hollywood Stories. [1 et 2/2]. Les derniers jours d'Elvis. Paris Première

18.15 Pierre Nora. [1/4]. L'imprudence. Histoire

19.00 Pilot Guides. La Basse-Californie. Voyage

19.05 Tony Joe White, l'homme du Sud. Odyssee

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix **15.00** Le Berceau vide Téléfilm. Bill Corcoran. Avec Corbin Bernsen, Amanda Pays (EU, 1994) ◊ **16.35** T03 Cédric ; Titeuf ; La Double vie d'Eddy Mc Dowd **17.50** A toi l'actu@ **18.00** Un livre, un jour **18.05** et **22.55** Campagne officielle des législatives **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.



20.55 JUDGE DREDD Film. Danny Cannon. Avec Sylvester Stallone, Armand Assante, Rob Schneider, Jurgen Prochnow, Max von Sydow. *Science-fiction* (EU, 1995) ◊. 4940313

Dans un monde futur, un policier implacable est accusé à tort d'un crime. Frivole transposition d'une célèbre bande dessinée.

22.30 Météo **22.35** Soir 3.

23.10 PIÈCES À CONVICTION Délinquance, la punition. Magazine présenté par Elise Lucet. 2891918

Les campagnes électorales de ce printemps, fortement axées sur le domaine sécuritaire, ont vu fleurir, dans certains programmes, l'idée que la solution à la délinquance des mineurs passe par l'enfermement.

0.50 Europeos Magazine.

1.20 Espace francophone Jean-Pierre Marcellesi, paroles et musiques corses **1.50** Ombre et lumière Magazine **2.15** C'est mon choix... ce soir **2.40** Soir **3** **3.05** Des racines et des ailes Spécial Istanbul (115 min).

CANAL+

14.00 Escrocs mais pas trop ■ ■ ■ Film. W. Allen. Avec W. Allen. *Comédie* (EU, 2000) ◊

15.30 SOS vol 534 Téléfilm. Jon Cassar (All. - EU, 2001) ◊ **17.00** Basket NBA 17.55 Jack Palmer Série **18.00** O'Brother **17.55** Joel Coen. Avec G. Clooney. *Comédie* (EU, 2000) ◊

► En clair jusqu'à 21.00 **19.40** Journal **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** + de sport **20.50** Le Carnet d'Aimé.



21.00 LE QUARTIER INTERDIT DE JEAN-PIERRE DIJONNET : MOIS JAPONAIS - RING ■ ■ ■ Film. Hideo Nakata. Avec Nanako Matsushima, Miki Nakatani, Hiroyuki Sanada, Yuko Takeuchi, Hitomi Sato. *Fantastique* (Japon, 1998) ◊. 3965874

Une mystérieuse cassette vidéo provoque la mort de ceux qui la visionnent et réveille un fantôme.

22.40 YAMAKASI, LES SAMOURAÏS DES TEMPS MODERNES Film. Ariel Zeitoun. Avec Châu Belle Dinh, Williams Belle, Malik Diouf, Yann Hnautra, Guylain N'Guba-Boyeke. *Action* (Fr., 2001) ◊. 2583961

Un groupe de banlieusards acrobates commet divers forfaits afin de sauver un enfant cardiaque. Un récit simpliste au service de quelques scènes spectaculaires.

0.05 Golf US Open (1^{er} jour). A Farmingdale. En direct 4578004 ; 1.00 Circuit américain et européen féminin. Masters d'Evian (2^e journée). Résumé 5277559 **2.05** Hockey NHL Stanley Cup. Finale (5^e match). En direct (175 min).

FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé **14.05** Les Risques majeurs [4/5]. Le risque sismique **14.25** La Saison des possédés **15.25** Les Baisers au cinéma **16.15** Des bateaux et des hommes **17.10** 100 % Question **17.45** C dans l'air **18.35** Emission pour la campagne officielle des législatives **19.00** Voyages, voyages Le Mexique **19.45** Arte info, Météo **20.15** La Vie en feuilleton C'est nous les filles de la marine. [4/5].



20.40 PREMIÈRE SÉANCE - LE GONE DU CHAËBA ■ ■ ■ Film. Christophe Ruggia. Avec Bouzid Negoum, Nabil Ghalem, Galamelah Lagkra, Kherredine Ennassi. *Comédie dramatique* (France, 1997) ◊. 128936

Dans les années 1960, l'histoire d'un jeune garçon d'origine algérienne qui tente de sortir de sa condition grâce à l'école.

22.20 THEMA - L'ART D'AUJOURD'HUI : LA DOCUMENTA 11 DOCUMENTA 11, LE GRAND SPECTACLE DE L'ART. Documentaire. Eva Maek-Gérard et Henning Burk (Allemagne, 2002). 687435

Les temps forts et l'organisation de la plus importante manifestation d'art contemporain, pour sa onzième édition.

22.55 Thema - De la périphérie au centre Documentaire collectif 278226.

0.40 Bagdad Café ■ ■ ■ Film. P. Adlon. Avec Marianne Sägbrecht, C.C.H. Pounder. *Comédie dramatique* (All., 1988, v.o.) 1566608 **2.10** Forza Bastia Documentaire. Jacques Tati et Sophie Tatischeff (Fr., 2002, 25 min).

M6

13.35 L'homme qui nous a trahies Téléfilm. Sam Pillsbury. Avec Lindsay Wagner, Debrah Farentino (EU, 1996) **15.10** Once & Again l'aveu. Série **16.05** M6 Music **17.10** Highlander la croix Saint-Antoine. Série **18.05** Le Flic de Shanghai Ultime conflit. Série **19.00** ET **20.40** Loft Story **19.45** Caméra café Série **19.54**

PIERRE GEORGES

Chapeau

LA VIE EN BLEU n'est définitivement plus ce qu'elle était. C'est à cela qu'on pensait, ce matin, en voyant arriver de Séoul des dépêches racontant le départ, façon retour à l'envoyeur, des troupes défaits, défraîchies, moroses. Tout juste s'ils trouveront une place. D'ailleurs ils n'en trouveront pas tous, dans l'avion sanitaire.

Sic transit gloria! C'est à cela aussi qu'on juge l'ampleur d'une déroute. A l'aller, rien n'était trop beau qui vous fabrique des coqs en pâte. Place, place, c'est l'équipe de France qui passe ! Au retour, ni brancardiers ni porteurs, c'est le désastre de Sedan-Séoul sans chromolithographie, et pratiquement la liste d'attente ! A la queue comme



CHOI JAE-KU/APR

tout le monde et sans excédent de bagages, ni de morgue !

A l'heure où l'encre de ces lignes sera à peine sèche, les fameux conquérants, sponsorisés par des annonceurs désormais hagards et vaguement cocus, auront posé le pied sur le sol de la mère, de l'amère patrie. On voit cela d'ici... Quelques dizaines de supporters, le dernier carré, portant encore les peintures de guerre, délavées par les larmes de bière, viendront leur témoigner leur sollicitude et les reconforter. C'est dans ce moment-là qu'on reconnaît ses vrais amis. Notamment quand bravement, sous l'orage, ou au moment du naufrage, ils pompent, pompent, pompent.

On doutera cependant que ce reconfort soit aux vaincus d'un prodigieux reconfort. Car si le ridicule ne tue pas les footballeurs, il n'aide pas aux atterrissages sur le ventre. *Sic transit gloria*

et Lemerre ! A la demande générale de la direction artistique, qui ne répugne pas à la cruauté sarcastique des images, cette chronique offre le droit d'asile à un document définitivement violent. De quoi s'agit-il ? D'une photographie, prise à l'aéroport de Séoul, et qui pourrait faire penser à une image d'expulsion ou de reconduite à la frontière. Roger Lemerre est entouré de quelques jeunes gens au regard

impénétrable, et pour cause ! A la mine patibulaire comme l'on dit dans les romans d'aéroport. En uniforme, et de police, c'est écrit dessus. Ces forces de l'ordre, largement supérieures en nombre, lui font un brin de conduite vers le Séoul-Paris.

Voilà ce qu'on pourrait dire si l'on avait quelque conception romantique et échevelée de la légende. Mais ce serait un peu court. Constatons en outre deux choses : Roger Lemerre, la mine grave, a endossé son costume civil, qui lui sied à merveille. Mieux en tout cas que son bleu de travail. Et, surtout, il ne porte pas son fameux chapeau, plus que mythique, métaphorique dès lors qu'un jour, dans une de ses formules prodigieuses, il lança : « Si mon chapeau savait pour qui je vote, je le brûlerais immédiatement. » Il ne le porte pas, ce chapeau. Pas encore. Mais sa tête nous paraît bien nue !

« Après le premier tour, on a perdu notre principal bouc émissaire, Le Pen »

GAËLLE s'est réveillée, lundi 10 juin au matin, avec la gueule de bois. Au sein de Champ libre, le collectif que la jeune femme, 25 ans, a rejoint dans la manifestation parisienne du 21 avril au soir, et avec ses copains du Mouvement spontané citoyen, une formation cousine germaine, plus estudiantine, elle a battu le pavé pendant plus d'un mois. Embrassant toutes les causes citoyennes qui passaient. Contre l'abstention et pour Chirac pendant l'entre-deux-tours de la présidentielle. Puis, en mai, avec le DAL (Droit au logement) ou les sans-papiers. Pour une VI^e République, pour une véritable démocratie participative ou le renouveau d'une conscience citoyenne. Ou aux côtés de Ras l'front, la formation qu'elle avait déjà côtoyée, lycéenne à Aix, en 1995. Mais le net recul du Front national et la puissante vague bleue du premier tour des législatives l'ont stoppée net.

« Nous avons perdu notre principal bouc émissaire, Jean-Marie Le Pen. Je ne dis évidemment pas qu'il aurait mieux valu qu'il réalise un bon score pour que nous ayons encore un combat à mener. C'est très bien comme ça », assure Gaëlle. Elle et ses camarades n'ont pas encore pris la mesure des résultats. Le collectif n'est pas mort, mais ce bilan paraît les avoir pris de court. « Si nous n'avons rien fait dimanche soir, pour les résultats du premier tour des législatives, c'est que nous étions tous épuisés par ces semaines d'action. Mais nous avons encore du pain sur la planche puisque l'abstention a été très forte. C'est presque pas plus mal que le PS soit arrivé derrière l'UMP. Au moins, avec la droite a priori ultra-majoritaire à l'issue du second tour, nous aurons encore un ennemi costaud devant nous. »

Le combat de ces collectifs contre Sarkozy, Raffarin et compagnie... risque d'attirer moins les caméras. Gaëlle assure qu'elle et les autres membres de Champ libre n'en ont pas besoin pour durer. Au contraire peut-être des copains du Mouvement spontané citoyen. « Eux ont déli-



Après la grande mobilisation contre le Front national, Gaëlle vote maintenant « un peu au hasard ».

G. DUB.

bérement recherché les feux de la rampe, constamment sollicité les médias, et ça a marché. Ils sont passés partout. »

Gaëlle vit de quelques piges pour la presse écrite, elle a une maîtrise de communication en poche, elle dit connaître bien le système. « Le "Mouvement" a été exploité par des médias qui voulaient relancer leur audience. A Champ libre, nous sommes restés à l'écart car nous sentions le vent venir. On savait que les journalistes nous encenseraient pendant trois semaines et qu'un jour ils décideraient qu'on n'existe plus. Tout se dégonflerait brutalement et ça pourrait faire beaucoup de mal au



Paris

groupe. » Certains des étudiants du Mouvement spontané citoyen en ont soudain eu assez, juste avant le premier tour des législatives, que leur leader ait attrapé la « grosse tête ». Ils seraient aujourd'hui plus occupés à faire le ménage dans leurs rangs qu'à se mobiliser pour le second tour.

Champ libre n'a pas non plus, du moins pour l'instant, prévu d'agir pour appeler à un sursaut de la gauche le 16 juin. En fait, Gaëlle ne s'intéresse plus vraiment au vote, elle dit s'être presque forcée pour aller dans l'isoloir et avoir choisi son candidat un peu au hasard le 9 juin. Elle sait juste qu'elle est toujours « super en colère », même si elle a plus de mal à dessiner les contours de sa révolte qu'à la fin avril. Une chose est sûre : elle restera du côté des « intellos précaires », n'en déplaie aux futurs gouvernants. Elle pourrait rentrer dans le rang, trouver un travail fixe, gagner davantage, mais les Assedic dont elle vit lui suffisent à payer son loyer. Elle passe son temps à lire, visiter des expositions et à refaire le monde dans les bars de Ménilmontant, sans mauvaise conscience, en tout cas pas celle de « profiter du système ». « Et tout ça, la droite n'aime pas, affirme Gaëlle. Elle va mettre des policiers partout. Elle nous voudra tous dans des cages. Elle ne donnera pas d'argent aux squats d'artistes. Alors que c'est là que les choses se créent, à la marge, à côté des institutions classiques où seule une parole institutionnalisée peut passer. »

A ses yeux, la jeunesse qu'elle représente, c'est la « génération réseaux », celle où l'on reste un individu tout en faisant partie d'un groupe, qu'une liste de diffusion sur Internet ou un bistro fédèrent. « Le 21 avril a juste suscité la formation de nouveaux réseaux de gens qui voulaient vivre comme moi, hors du système. Grâce à ces réseaux, nous allons entrer en résistance. » Second tour des législatives : le 16 juin.

Cécile Ducourtioux (Le Monde interactif)

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le sort des objecteurs de conscience

LA SOCIÉTÉ ne peut-elle trouver d'autres moyens plus justes que l'emprisonnement à répétition pour répondre à qui refuse, par conviction religieuse ou philosophique, de porter les armes ? Qu'on nous entende bien : il ne s'agit pas de défendre l'objection de conscience mais les objecteurs de conscience détenus actuellement du fait de la carence du législateur. Les « réalistes » disent : donner un statut aux objecteurs de

conscience c'est tenter les « tire-au-flanc » et désorganiser la défense nationale.

L'argument semble bien peu consistant. Les neuf ou dix nations – toutes unies par le Pacte atlantique – qui ont reconnu légalement l'objection de conscience ne s'estiment pas affaiblies après l'élimination d'enrôlés psychologiquement inaptes aux fonctions militaires.

De nombreux témoignages ont attiré l'attention sur le régime

auquel sont soumis les objecteurs de conscience dans les prisons militaires, et notamment sur les brimades morales ou corporelles qu'ils doivent supporter. Le seul espoir qu'on leur laissera sera-t-il longtemps celui d'une réforme, lorsque, après quatre ou cinq ans de prison, on aura constaté leur délabrement physique ?

Pierre Drouin (13 juin 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



www.lemonde.fr/education/bac_corrige/

■ **Baccalauréat.** Tous les sujets et corrigés du baccalauréat général et technologique dès la fin des épreuves, du 13 au 21 juin :

■ **Livres de poche.** La liste des livres de poche publiés durant le mois écoulé est disponible sur www.lemonde.fr/livres

■ **Mondial.** Commentez les matches de la Coupe du monde sur nos forums, rubrique Sport – <http://forums.lemonde.fr> –, et informez-vous sur www.lemonde.fr/mondial2002

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 26
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>
Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>

Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immobilier.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-09-43-21

Le Monde sur microfilms 03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « Sur la piste de Ben Laden ».

■ Tirage du Monde daté mercredi 12 juin 2002 : 559 243 exemplaires.

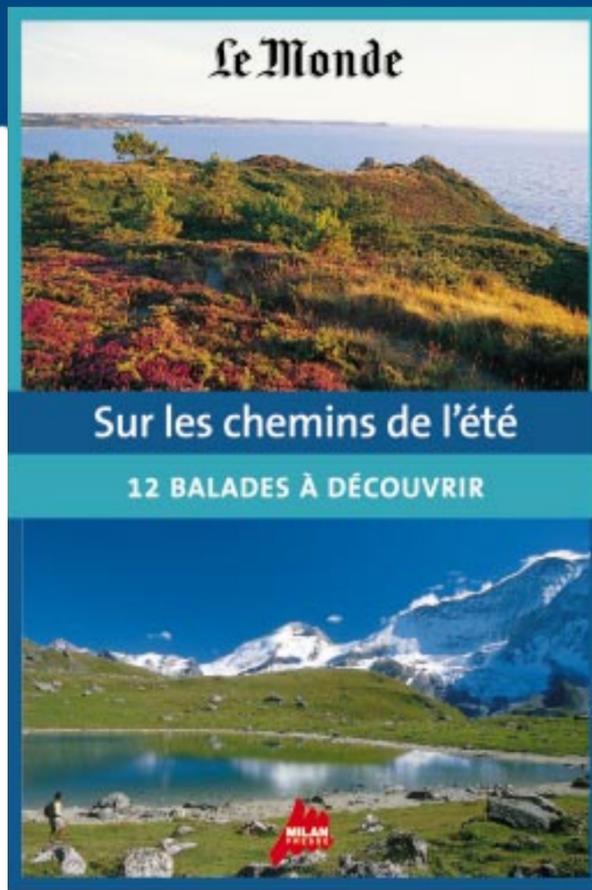
1 - 3 Nos abonnés Paris - Ile-de-France trouveront avec ce numéro le supplément « aden ».

Le Monde

www.lemonde.fr

Sur les chemins de l'été

Amateurs de randonnées, *Le Monde* vous propose une sélection de douze balades familiales pour partir à la découverte de la Bretagne et des Alpes. Un guide pratique réalisé avec les Editions Milan.



Sur les chemins de l'été

12 BALADES À DÉCOUVRIR

Le Mondial

2002

JEUDI 13 JUIN 2002

www.lemonde.fr/mondial2002

Vol AF 267 pour Paris

■ Le retour des Bleus, mercredi à Roissy, marque la fin d'une génération. Reconstruction à l'horizon...

■ L'Allemagne s'est qualifiée contre le Cameroun. L'Italie doit battre le Mexique pour atteindre les huitièmes

TEMPS FORTS

Lemerre

► Le sélectionneur des Bleus a longtemps été épargné par la critique. Quel avenir, désormais, pour lui ? p. III

Sénégal

► Après leur qualification pour les huitièmes de finale, les Lions de la Teranga n'ont plus peur de personne. p. IV

Jeu dur

► Un record de seize cartons jaunes et deux rouges ont été distribués par l'arbitre espagnol Lopez Nieto lors du match Cameroun-Allemagne. p. IV

Business

► Les hommes d'affaires transalpins profitent de la Coupe du monde pour faire la promotion des produits « made in Italy ». p. V

Scoops

► Six cents journalistes chinois suivent l'équipe nationale. Tout est bon pour obtenir des informations exclusives. p. VI

Goals

► Suite de la série de Philippe Robrieux sur des gardiens de but mythiques de l'histoire du football. Aujourd'hui : Julien Da Rui. p. VII

Réactions

► Les hommes politiques français consolent les Bleus. Joie à Copenhague et au... Brésil. p. VIII



Mardi 11 juin, à l'issue du match perdu (0-2) contre le Danemark, Marcel Desailly va saluer une dernière fois la tribune des supporters français.

LA CHRONIQUE

JACQUES BUOB

Célébrité

C'est fou comme on est célèbres. Il y avait déjà eu le résultat du premier tour de la présidentielle et le séisme sociopolitique qui en a découlé, ce qui nous avait valu les manchettes peu amènes de la presse internationale. Maintenant, voilà l'élimination très prématurée de l'équipe de France qui nous place sous les projecteurs. Bien sûr, c'est beaucoup moins grave, mais on s'en serait bien passé quand même. Ici, au Monde par exemple, ce fut une succession de télévisions, radios, journaux venus aux nouvelles, cherchant à mesurer l'étendue de notre désespoir. Des Anglais, des Sud-Africains, des Allemands, des Suédois et même des Slovénes. Ces derniers, représentants du plus petit pays qualifié pour la phase finale, lui aussi éliminé, trouvaient dans le retentissant échec des champions du monde matière à consolation. On les comprend.

Les journalistes anglais et allemands avaient, on le sentait, l'esprit moins pur. L'Union européenne en marche n'a pas effacé quelques siècles de rancunes. Et c'est un peu goguenards, bien que rien n'en transpirât, qu'ils sont passés voir. Alors, comment réagissent les gens ici ? Que va-t-il se passer maintenant ? A croire qu'ils imaginaient que, comme à Moscou après la défaite des Russes devant le Japon, l'émeute allait s'emparer des rues de Paris.

Aux dernières nouvelles, les artères de la capitale sont tranquilles, comme celles des villes de nos provinces. Rien n'a été signalé, ni affrontements avec la police ni voitures brûlées par dépit. Le calme plat. Un détail toutefois à relever, que la gérante d'un bar de la Seine-Maritime a tenu à nous signaler : « Il y a quatre ans, dit-elle, tout le monde portait aux nues la France multicolore. Il y a deux ans, pour le championnat d'Europe, c'était pareil. Cette fois, tout le monde voulait que la France perde avant même le premier match. » Le Pen, précise cette dame, a recueilli près de 25 % des voix dans la région. Les choses auraient-elles donc changé à ce point dans le pays ?

On peut aussi avancer une hypothèse moins inquiétante. Après quatre ans de gloire footballistique mal digérée, les Français, qui n'aiment rien tant que les perdants, n'avaient-ils pas hâte de se retrouver en terrain connu, celui de la défaite, qui permet d'exalter le fameux sentiment du rôle national ? Nous sommes servis.

Le Monde
DE LA COUPE
Europe I

Retrouvez chaque jour les journalistes du « Monde » sur l'antenne d'Europe 1

8h40 : nos envoyés spéciaux en direct du Japon et de la Corée du Sud

12h15 : un autre regard sur le Mondial

20h-22h30 : spécial Europe Sport

Le Textu du jour...



BLEU
JE RESTERAI

SFR

Envoyez vos messages de soutien à l'Équipe de France par Texte à

BLEU soit 2538*

Service accessible aux abonnés SFR et Clients

Eléonore M.
Toulouse

www.sfr.fr
*Prix d'un Texte vers l'unité + taxes



DÉPÊCHES

Le classement des buteurs

► Classement établi à l'issue de la journée du mardi 11 juin.

5 buts : Klose (All, 3 matches);

4 buts : Tomasson (Dan, 3 m.);

3 buts : Bouba Diop (Sen, 3 m.), Pauleta (Por, 2 m.), Vieri (Ita, 2 m.);

2 buts : Hierro (Esp, 2 m.), Inamoto (Jap, 2 m.), R. Keane (Irl, 3 m.), Larsson (Sue, 2 m.), Morientes (Esp, 2 m.), Rivaldo (Bre, 2 m.), Ronaldo (Bre, 2 m.), Wilmots (Bel, 2 m.).

Le programme de jeudi

► **Jeudi 13 juin** : Turquie-Chine (groupe C), 8 h 30 (heure française), à Séoul (Corée); Costa Rica-Bésil (groupe C), 8 h 30, à Suwon (Corée); Équateur-Croatie (groupe G), 13 h 30, à Yokohama (Japon); Mexique-Italie (groupe G), 13 h 30, à Oita (Japon).

Böhme rentre en Allemagne

► Le milieu de terrain de l'équipe d'Allemagne Jörg Böhme, 27 ans, a quitté la Coupe du monde pour rentrer prématurément en Allemagne. Victime d'une déchirure musculaire à l'entraînement, le joueur du Schalke 04 Gelsenkirchen, appelé de dernière minute pour le Mondial 2002 après le forfait sur blessure du joueur du Hertha Berlin, Sebastian Deisler, a quitté le Japon mercredi 12 juin.

LE TÉLÉMÈTRE

CARAT SPORT, EUROPE 1, LE MONDE



9,75

Le nombre de millions de téléspectateurs français qui ont vu Marcel Desailly expédier une tête sur la transversale du gardien danois Thomas Sorenen à la 51^e minute de France-Danemark (0-2).

Source : Médiamétrie

L'AUDIENGE DES BLEUS

En millions de téléspectateurs

Moyenne 1998
Equipe de France
16,5

France-Sénégal 2002
10,4

France-Uruguay 2002
10,9

France-Danemark 2002
9,5

Moyenne 2002
Equipe de France
10,3

Source : Médiamétrie

Le crépuscule des Bleus

■ Après leur élimination dès le premier tour de la Coupe du monde, mardi 11 juin, Roger Lemerre et ses hommes ont regagné la France, mercredi, par un vol régulier d'Air France

■ Cette équipe a vécu. Certains de ses « cadres » devraient mettre un terme à leur carrière internationale, alors que le maintien de Roger Lemerre à sa tête semble peu probable

En quittant leur hôtel, dans la matinée du mercredi 12 juin, pour rejoindre l'aéroport de Séoul, les footballeurs de l'équipe de France ont peut-être jeté un dernier coup d'œil, lugubre ou amusé, sur la grande banderole grise proclamant, à l'entrée de l'établissement : « *Everyone's a winner at Sheraton Walker Hill* » (« Tout le monde est gagnant au Sheraton Walker Hill »). Au lendemain de leur défaite face au Danemark (0-2), synonyme de « catastrophe » pour certains et d'« immense déception » pour les autres, les Bleus pouvaient-ils encore avoir le cœur à sourire ? Jamais une équipe de France n'avait établi un aussi mauvais bilan lors d'une phase finale de Coupe du monde : un nul, deux défaites et zéro but marqué. Et jamais un tenant du titre n'avait fait si pâle figure quatre années après son sacre.

La débâcle de Corée est partie pour marquer l'histoire du football français, comme l'avait fait, à l'automne 1993, la défaite contre la Bulgarie au Parc des Princes. Si les explications ne manquent pas pour expliquer pareille déroute – usure physique due aux cadences infernales, absence de leaders depuis la retraite de Didier Deschamps et Laurent Blanc, lassitude mentale accentuée par deux années de matches amicaux, etc –, la cause la plus déterminante reste, de toute évidence, la blessure de Zinedine Zidane, survenue à cinq jours du début de la Coupe du monde lors du match amical contre la Corée du Sud.

LE PERRON DE LA RETRAITE

On n'a sans doute pas fini de s'interroger sur l'opportunité d'aligner, ce jour-là, le meneur de jeu du Real Madrid, alors qu'il sortait d'une semaine épuisante marquée par sa victoire en Ligue des champions et la naissance de son troisième enfant. Les Bleus, eux, pourront éternellement se demander ce qu'ils auraient fait avec un « Zizou » en pleine possession de ses moyens à la Coupe du monde. « *Quand il est là, ça change tout* », a lâché David Trezeguet, mardi, à la fin du match.

Emportés dans le maelström des hypothèses, les champions du monde en titre ne devaient pas échapper, maintenant, à l'« examen individuel et collectif » préco-



Le jeune attaquant français Djibril Cissé déborde le Danois Martin Laursen, mardi 11 juin, à Incheon. Son entrée en jeu tardive n'a pas permis d'inverser le cours du match. D'autres joueurs de la même génération, tels Sidney Govou ou Philippe Mexès, pourraient être appelés en équipe de France.

nisé par Marcel Desailly, leur capitaine. Combien d'entre eux décideront, ces prochaines semaines, de mettre fin à leur carrière internationale ? Youri Djorkaeff, Frank Leboeuf et Alain Boghossian sont sur le peron de la retraite. Christophe Dugarry pourrait figurer lui aussi au générique de ce « crépuscule des Bleus » annoncé. Capitaine à l'autorité peu visible, Marcel Desailly a indiqué, lui, qu'il avait l'intention de continuer : « *Tant que je serai titulaire dans mon club [Chelsea], je ne vois pas pourquoi j'abandonnerais l'équipe de France.* » Bixente Lizarazu et Lilian Thuram ont affirmé la même chose. « *Ce n'est pas du tout la fin d'un cycle. Les joueurs qui sont là restent les meilleurs du monde* », a poursuivi Marcel Desailly. « *Nous sommes une des meilleures équipes sur le papier, mais pas sur le terrain* », a lâché Patrick Vieira.

Inévitablement, la reconstruction de l'équipe de France passera par l'intégration de nouvelles têtes. Ils sont nombreux à piaffer dans l'antichambre des Bleus : Philippe Mexès (Auxerre), Jean-Alain Boumsong (Auxerre), Steve Marlet (Fulham) ou encore Sidney Govou (Lyon).

PEU DE PLACES

Mais le chantier sera-t-il aussi important que cela ? Le retour de Robert Pires, quand il aura guéri son genou droit, la montée en puissance de Djibril Cissé ou encore les espoirs portés sur Mikael Silvestre ou Philippe Christaval, qui n'ont pas joué en

Corée, pourraient finalement laisser peu de places aux nouveaux venus.

Tout dépendra, également, de la volonté de Roger Lemerre de poursuivre ou non son chemin avec les Bleus. Le visage défait, le sélectionneur s'est contenté de déclarer, mardi, qu'il ne s'était pas encore posé « *la question de [son] avenir personnel* ». L'homme connaît trop bien les rites du football professionnel pour savoir que son maintien à la tête de l'équipe de France est peu probable après une débâcle aussi retentissante.

Selon toute vraisemblance, la Fédération française de football (FFF) va prendre son temps avant de convoquer une « table ronde », procédé cher au président Claude Simonet, et s'épargner ain-

si une crise sur la place publique. Roger Lemerre n'est pas encore parti que ses successeurs potentiels sont déjà connus. Ses adjoints, René Girard et Guy Stéphane, figurent au premier rang des candidats non déclarés.

Quelle que soit l'ampleur de la révolution attendue, il faudra faire relativement vite. La campagne pour la qualification à l'Euro 2004 commence le 7 septembre par un match à Nicosie (Chypre). Suivront des déplacements à La Valette (Malte), Tel-Aviv, si la situation en Israël le permet, puis Ljubljana (Slovénie). Autant de bonnes occasions, pour ceux qui sont encore champions d'Europe en titre, de redescendre sur terre.

Frédéric Potet (à Séoul)

CLAUDE SIMONET, président de la FFF

« On ne tire pas sur une ambulance »

Le dirigeant de la Fédération française de football déclare au « Monde » qu'il ne veut pas « faire n'importe quoi à chaud »

« **Quelle leçon tirez-vous de cette élimination ?** »

Je réunis un bureau fédéral vendredi à Paris, pour analyser la situation, sans dramatiser. Il faut réfléchir posément à cette élimination, sans hâte, sans prendre de décision intempestive.

Nous allons procéder à l'audition de ceux qui sont concernés, en particulier Roger Lemerre. J'inviterai aussi Frédéric Thiriez, le président de la Ligue nationale de football.

Roger Lemerre vous a-t-il proposé sa démission ?

Dans une entreprise, quand un ingénieur a perdu un marché, est-ce qu'on le vire ? Tous ceux qui sont avides de sensationnel devront attendre. Il faut respecter les individus et ne pas faire n'importe quoi à chaud.

Roger Lemerre m'a simplement dit qu'il allait réfléchir calmement. Avant de prendre une décision le concernant, il faut d'abord qu'on l'écoute.

Et je précise, contrairement à ce que j'ai entendu, que je n'ai pas contacté Didier Deschamps pour lui succéder.

Quel sentiment avez-vous res-

senti, mardi 11 juin, après le match ?

J'étais plus que triste. C'est peut-être la fin d'un cycle. Dans les vestiaires, j'en ai vu pleurer, comme Frank Leboeuf.

Mais on ne doit pas s'en prendre à ceux que la France a tant admiré même si, pour certains, c'était le chant du cygne. On ne tire pas sur une ambulance.

Il y a des décisions que vous souhaitez prendre ?

Je ne prends jamais de décisions à chaud. Il n'y a pas eu de faillite. On a deux mois avant de démarrer la campagne de qualification pour l'Euro 2004. Où est l'urgence ?

Tout de même, c'est un échec cinglant...

Le premier match contre le Sénégal a laissé des traces. Et après le premier but danois, tout le monde était battu dans sa tête. La réussite n'était pas au rendez-vous.

Mais je veux laisser à chacun le temps de se regarder dans la glace. Moi aussi, je considère que j'ai perdu.

Propos recueillis par Gérard Davet (à Séoul)

DIRECTION TECHNIQUE

AIMÉ JACQUET

La magie nous a manqué

Je suis le plus déçu des hommes. C'est un coup de massue. Cette défaite face au Danemark est terrible. J'étais plein d'espoir, je reste sur un goût d'inachevé.

Je crois sincèrement que l'on n'a pas vu le vrai visage de cette équipe. Elle n'a pas évolué à son niveau. Comment expliquer sinon que, avec la force offensive que nous possédons, plus importante qu'en 1998, nous terminions ce Mondial sans avoir marqué un but.

Jusqu'à cette chance, qui nous avait souri en 1998, qui nous a fui. Quand on n'a pas ce petit brin de réussite, tout devient insurmontable.

Face au Danemark, nos attaquants ont une nouvelle fois touché les poteaux à deux reprises.

J'accepte ce verdict qui m'attriste. Rien n'a marché depuis le début.

Les contretemps, la blessure de Zinedine Zidane qui aura été hautement préjudiciable aux Bleus. L'absence de son maître à jouer a été capitale dans l'histoire de cette élimination.

Je croyais en ce match contre le Danemark. Il nous manquait cette magie, ce ballet offensif. L'équipe de France n'est pas parvenue à imposer son rythme.

A deux ou trois reprises en première mi-temps, ils ont réussi à le faire par l'intermédiaire de David Trezeguet et de Zinedine Zidane. Le

meneur de jeu tricolore, même s'il n'avait pas toutes ses sensations, a apporté d'avantage de vivacité. Il a apporté l'orientation qui avait un peu fait défaut à cette équipe lors des deux premiers matches. Elle est apparue plus technique et davantage tournée vers l'attaque, car elle était mieux organisée sur le terrain. Le jeu était éclairé, limpide, mais il n'y a pas eu ce petit éclair.

Les joueurs ont manqué de folie, de percussivité. Il aurait fallu davantage provoquer l'adversaire en multipliant les dribbles, oser davantage face à une formation parfaitement organisée.

Mais en multipliant les dribbles, quitte à prendre le risque d'être contrés, on aurait pu mettre en difficulté une défense centrale qui m'est apparue un peu lourde.

L'audace nous a manqué face à ce bloc danois bien en place. Morten Olsen, l'entraîneur danois, avait parfaitement calculé son coup. Avec un double rideau défensif, les joueurs nordiques ont su également annihiler nos deux arrières latéraux, nous empêchant par là même d'évoluer sur les côtés. Les Danois nous ont asphyxiés et, comme nos précédents adversaires, ont su nous empêcher d'avancer.

Sachant cela en première mi-temps notamment, je pense qu'il aurait fallu peut-être tenter davantage de passer par l'axe central. Les Danois, recroquevillés au milieu du terrain, se sont contentés de bloquer le jeu et d'attendre une erreur technique dans le dispositif des Bleus.

C'est ce qui s'est passé à la 22^e minute sur le premier but danois, où les Nordiques n'ont pas laissé passer l'occasion sur une relance ratée de Claude Makelele.

Un but magnifique dans sa conception mais qui est le fruit d'une erreur française.

Marcel Desailly, capitaine à la dérive

■ Pour le défenseur central des Bleus, promu capitaine après la retraite de Didier Deschamps, ce Mondial aura été un cauchemar. Moins impérial que par le passé sur le terrain, il ne fait pas l'unanimité sur sa façon de concevoir et d'exercer le capitanat

Il va finir par franchement s'énervé. Marcel Desailly, 33 ans, capitaine des Bleus, n'en peut plus qu'on lui rappelle son âge, ses multiples affaires, son business florissant. Il adorerait vivre enfin tranquille. « La liberté, les gars. Putain, la liberté ! », clamait-il dans un entretien, juste avant le Mondial. Mais peut-on vraiment s'appartenir quand on est le capitaine d'une telle armada, un soir de naufrage collectif ? En ce 11 juin, nouvelle date noire du football français, il semble las, bien las. La France vient d'être éliminée de la Coupe du monde. Il revient du contrôle antidopage.

« Pendant deux heures, j'étais tout seul. C'était affreux, infernal. Je n'ai pas de mots. Je suis capitaine, je voulais tellement les amener à la victoire. » Un journaliste lui fait remarquer qu'il semble sourire, là où l'on ne discerne qu'un simple rictus. « Je souris ? Qu'est-ce que vous voulez, que je pleure devant vous ? » Non, Marcel Desailly ne sourit pas. Il est même triste, très triste. Cette campagne asiatique est un échec total et, fatalement, il en porte aussi la responsabilité. Cette tête qui vient s'échouer sur la barre transversale du gardien danois, cette faute adverse qui le projette à terre et provoque le second but du Danemark...

Tout va mal. Et Marcel Desailly, qui n'a jamais eu que la compétition pour vocation, comme ultime réponse aux critiques, ne sait plus trop où il en est. Capitaine contesté, défenseur maltraité, il déploie alors un discours apathique auquel il n'a pas l'air de croire : « On n'est pas si nuls, on a les qualités pour se reprendre... » Interrogé sur le cas de son capitaine, Roger Lemerre, le sélectionneur national, avait eu cette phrase, quel-

ques jours plus tôt : « J'entends dire, ici ou là... Mais Marcel Desailly tient son rôle à la perfection. » Le mal est fait. Si Roger Lemerre a « entendu dire », c'est qu'effectivement son défenseur central n'est plus intouchable.

Marcel Desailly se disperse. Il tient une chronique sur TPS quand toute contribution à la presse est proscrite. Il n'a rien en commun avec les jeunes de l'équipe de France, les Djibril Cissé, les Thierry Henry. Il déambule, seul,

« Le rôle de capitaine ne correspond pas à son tempérament.

Il assume la fonction, c'est tout »

DIDIER DESCHAMPS

dans les couloirs du Sheraton, achète des bouteilles de vin pour garnir sa cave. Tient-il seulement le discours mobilisateur dont ses troupes ont besoin ? Parle-t-il réellement de tactique avec son coach ? En vérité, il n'a rien d'un capitaine des Bleus, appellation d'origine contrôlée déposée par son vieil ami Didier Deschamps. « Marcel a toujours été très individualiste, confirmait en mars 2002 au Monde l'ancien milieu de terrain de l'équipe de France. Le rôle de capitaine ne correspond pas à son tempérament. Il assume la fonction, c'est tout. »

Plus ennuyeux : sur le terrain, il fait son âge. Longtemps, il a vécu sur sa réputation, celle d'un compétiteur-né qui se retrouve

lors de cette Coupe du monde, il est apparu en demi-teinte. Aux conférences de presse, il est régulièrement pris à partie. Invariablement, il répond aux inquisiteurs : « Cela fait neuf ans que je suis chez les Bleus, je ne vais pas tout balayer comme ça. » Tranquille. Sauf cet après-midi de juin, juste après le match contre l'Uruguay. On le sent nerveux, il se fâche : « Oui, je suis énervé. Qu'est-ce qu'on en a à faire de ces analyses, de TF1 qui perd 3,5 % ? C'est mon dernier Mondial, je suis là pour jouer au foot. Et si l'équipe n'est pas championne du monde, ce n'est pas grave. »

Tout Marcel Desailly est aussi

là, dans cet apparent détachement qui choque, inévitablement. Car l'image laissée par ses Bleus n'est pas de celles qui font rêver dans les cours de récréation. Aucun but, un seul petit point, un jeu monocorde, un mythe qui s'effondre. Alors, une dernière fois, le capitaine fait front, après le match Danemark-France : « Arrêter ? Je suis toujours motivé. J'ai fait un match correct. On ne peut dire que je suis sur le déclin. Je pense pouvoir affirmer que je fais encore partie des meilleurs. La sélection est trop importante pour moi. J'ai encore de belles choses à donner aux Bleus. »

Didier Deschamps, une nouvel-

le fois, avait vu juste. Si Marcel Desailly accepte encore de supporter tout cela, c'est parce qu'il ne peut se passer de son équipe de France. « S'il n'avait pas les Bleus pour se motiver encore aujourd'hui, je pense qu'il aurait déjà mis un terme à sa carrière », assurait son prédécesseur en équipe de France. Ce soir du 11 juin, Marcel Desailly s'interroge sur lui-même, sur ses valeurs, ses failles, ses envies. Il fait le tri : « On peut dire ce qu'on veut sur mon rôle de capitaine, il ne reste qu'une seule chose : l'équipe de France est éliminée. Le reste n'est pas important. »

Gérard Davet (à Séoul)



Marcel Desailly, Zinedine Zidane et Bixente Lizarazu quittent le terrain, mardi 11 juin, à Incheon, en Corée, après la défaite de l'équipe de France face au Danemark (0-2).

Lilian Thuram : « On s'est vus trop beaux et trop forts »

■ Un parcours « tragique et aberrant », une élimination « méritée »... L'arrière des Bleus ne cherche aucune excuse et reconnaît que la « starisation » de l'équipe de France l'a éloignée des réalités. « Aujourd'hui, les choses sont remises en place », dit-il

Que retenez-vous de ce premier tour raté ?

L'élimination de l'équipe de France est totalement méritée. Quand vous terminez votre poule de qualification avec un point et -3 à la différence de buts, c'est que vous méritez amplement l'élimination. Si vous perdez le premier match, que vous concédez un match nul au deuxième et qu'enfin vous perdez le troisième 0-2, c'est plutôt facile à comprendre. Et ce ne serait pas une bonne chose de mettre tout sur le compte de la malchance.

Cette déroute est-elle liée aux choix de l'entraîneur ?

Je ne crois pas que ce soit lié aux choix effectués par Roger Lemerre. Ce qui fait encore plus mal, c'est lorsque l'on s'aperçoit de la richesse individuelle de notre équipe. Et, malgré cela, on termine avec un seul point, c'est aberrant, c'est tragique. Notre mauvais parcours n'est pas dû à la fatigue. C'est l'état d'esprit qui est en cause.

Les Bleus avaient-ils perdu l'envie de gagner ?

Nous n'étions pas assez agressifs, et c'est cela qui nous a amenés là. Pourtant les victoires donnent envie de victoires. Tout le groupe voulait vraiment faire des choses extraordinaires. Mais on n'a pas su avoir la réflexion idéale.

La préparation de l'équipe de France, cloîtrée, repliée sur elle-même, était-elle la bonne ?

Nous savions que ce serait plus difficile qu'en France. Cet environnement était pesant, mais cela n'a pas influé sur le rendement de l'équipe. Simplement, on s'est vus trop beaux et trop forts. On s'est cru, et on nous a fait croire, meilleurs que nous ne l'étions vraiment. On vivait dans un cocon : on s'imaginait que l'équipe de France avait déjà passé le premier tour, qu'elle était déjà en finale. Aujourd'hui, les choses sont remises en place. Il faut être attentif à la réalité du terrain.

Est-ce la fin d'un cycle ?

Les joueurs sont encore jeunes. Moi, je n'ai que 30 ans. On verra bien en ce qui me concerne. Mais non, ce n'est pas la fin d'un cycle. Qui va arrêter ? Quelques-uns, comme Youri Djorkaeff ou Frank Leboeuf. Ils ne sont pas une majorité. Après l'Euro 2000, Didier Deschamps et Laurent Blanc ont arrêté, on n'a pas parlé de fin de cycle. Il faut rester lucide.

Avez-vous vraiment tout fait pour gagner vos matches ?

Je peux vous assurer qu'à chaque fois, tout le groupe partait pour remporter le match. Cela n'a pas été le cas. A chaque fois, on pensait pouvoir se rattraper au match suivant. Et cela n'a jamais marché.

Pourquoi ?

Depuis 1998, les joueurs qui forment notre équipe sont arrivés à un point où nous sommes devenus des stars. Et cette starisation nous a éloignés des réalités. Il n'y a rien de facile contre personne. Et si on l'avait oublié, aujourd'hui on le sait très bien. La

détermination, c'est ce qui fait la différence. Si on avait mis la même détermination que d'autres équipes, peut-être qu'on n'en serait pas arrivés là.

C'est ce que vous voulez dire quand vous parlez de « se voir trop beaux » ?

Oui. Par exemple, au sortir du match contre le Sénégal, on s'est dit « Merde, on a fait 0-1, mais on a eu pas mal d'occasions et on va se refaire contre l'Uruguay ». Arrive le match contre l'Uruguay, on a joué à dix, on a eu des occasions, alors on pense que l'on va gagner 2-0 contre le Danemark et qu'on est vraiment forts. Et, à l'arrivée, on se retrouve à Paris. N'allez pas dire que l'on ne s'est pas secoués. Mais peut-être pas au point que l'on aurait dû.

Réalisez-vous vraiment à quel point il s'agit d'une contre-performance ?

Est-ce que je réalise ? D'après vous ?...

Propos recueillis par Gérard Davet (à Séoul)

Roger Lemerre, critiqué, va « réfléchir » à son avenir

■ Le sélectionneur des Bleus, sous contrat jusqu'en 2004 (date du prochain Euro, au Portugal), décidera de son sort avec la Fédération française de football. Au sein de cette instance, les premières réserves concernant son travail se sont fait entendre

C'est dur, très dur », répétait Roger Lemerre, mardi 11 juin, après l'élimination de son équipe. Le sélectionneur national a pris ce soir-là un coup derrière la tête. Juste en dessous du chapeau. Un couvre-chef qui, en des temps difficiles, déjà, lui avait permis cette remarque énigmatique. « Si mon chapeau savait pour qui je vote, je le brûlerais immédiatement », avait-il lâché un soir d'octobre 1999, après la victoire étonnante de la France face à l'Islande, qui ouvrait aux Bleus les portes de la phase finale des championnats d'Europe 2000. Une déclaration qui avait fait suite à l'évocation de son possible retrait. « Je suis et je resterai le premier supporter de l'équipe de France », avait-il également déclaré.

Quelles vérités pourraient sortir

aujourd'hui de son chapeau après la débâcle de son équipe lors du premier tour de ce Mondial asiatique ? En d'autres termes, quel est l'avenir du sélectionneur ? « A titre individuel, je vais réfléchir sur le problème avec la Fédération française de football [FFF] », a répondu, mardi soir, le grand timonier des Bleus. Claude Simonet, le président de la FFF, avait confié au Monde, le 3 juin, « qu'aucune tête ne tomberait en cas d'élimination prématurée ». Roger Lemerre avait obtenu en mai 2002 une prolongation de son contrat jusqu'en 2004, date du championnat d'Europe, qui se disputera au Portugal. C'était au mois de mai, et personne ne pouvait alors imaginer que l'équipe de France chuterait dès le premier tour sans gagner le moindre match et inscrire le moindre but.

Ainsi, dès mardi soir, les premières critiques se faisaient entendre : « Je ne suis pas sélectionneur ni technicien, mais je pense que la plupart des équipes connaissent le système de jeu des Français. Un jeu trop facile à décrypter. On aura des explications de la part de la direction technique et de l'entraîneur », annonçait Paul Le Hesran, secrétaire général de la FFF.

RÉPONSE SURPRENANTE

Cette contestation au sein de la Fédération fait écho à des propos entendus dans les rangs mêmes de l'équipe de France : « Notre problème, c'est que l'on ne trouve pas de solution face à des équipes qui nous empêchent de jouer, mais, depuis 1998, on ne joue qu'avec un seul système tactique », avait déclaré David Trezeguet, après la défaite

contre le Sénégal. Certains joueurs auraient même débattu avec le sélectionneur sur l'éventualité d'une disposition différente sur le terrain, militant pour l'arrivée d'un troisième milieu défensif.

Le 5 juin, Roger Lemerre a eu cette réponse surprenante : « Je ne pense pas que ce soit la tactique qui nous fasse gagner ou perdre. » Le dialogue tournait court et l'homme, isolé, semblait être rattrapé, puis dépassé, par l'autogestion qu'il avait appelée de ses vœux. Épargné jusque-là par la critique, l'entraîneur des champions d'Europe s'apprête à traverser une période plus délicate.

Incontestablement, l'ancien responsable des footballeurs du bataillon de Joinville, qui n'a de cesse de placer « l'honneur » au centre de sa fonction et de son dis-

cours, ne doit apprécier que modérément cette remise en cause personnelle émanant de son propre camp. Friand de l'histoire napoléonienne et amateur de métaphores guerrières, le Normand n'est pas du genre à se laisser dicter la conduite à suivre. « L'homme que je suis est au courant de toutes les conséquences », avait déclaré l'ancien défenseur international (six sélections, de 1968 à 1971) à la veille du match couperet contre le Danemark. « Le doute, c'est le propre de l'homme pensant. Si l'équipe de France perd, ça sera haro sur le baudet ; si elle gagne, vous m'accorderiez cette vérité », lançait-il à la presse. Elle a perdu. Désormais le sort de Roger Lemerre semble n'appartenir qu'à lui-même.

Etienne Labrunie (à Séoul)

FOOT BUSINESS

MICHEL DESBORDES

Zidane reste rentable...

En 1973, le stratège néerlandais Johann Crujff, transféré de l'Ajax Amsterdam à Barcelone pour 10 millions de francs de l'époque (1,5 million d'euros actuels), déclarait : « Je ne suis plus un joueur de football. Je suis une industrie. » En 2001, certains observateurs se posèrent la question suivante à propos du transfert de Zinedine Zidane au Real Madrid, pour une somme jugée astronomique : pourquoi dépenser 76,5 millions d'euros, soit 60 % du chiffre d'affaires du club, pour acheter le meilleur joueur du monde, quand on a déjà la meilleure équipe du monde ? « Tout simplement parce que c'est rentable », affirme Jean Berg, vice-président d'Estin & Co.

Après quelques opérations financières - dont la cession d'une partie de son patrimoine immobilier pour 610 millions d'euros -, le Real a épongé sa dette, qui atteignait 2 milliards. Assaini financièrement, il a fait du transfert de Zidane le fer de lance de sa communication. Malgré la somme engagée et le salaire versé au joueur (610 000 euros par mois net d'impôt), le retour sur investissement est déjà garanti. Zidane permettra de dégager entre 23,6 millions et 81,5 millions d'euros par an.

La nécessité pour les clubs de posséder les plus grands joueurs tient bien sûr aux performances sportives. Mais les stars permettent aussi d'augmenter considérablement les revenus des clubs : pour le Real, en 2001, il s'agit de la billetterie (35 % du chiffre d'affaires, en hausse de 13 %), des droits télévisés (45 % du chiffre d'affaires, en hausse de 20 %), des sponsors (8 %, en hausse de 20 %) et du marketing (12 %, en hausse de 80 %). Ainsi, « Zizou » devrait permettre de vendre 500 000 maillots à 78 euros pièce, de négocier des droits télévisés, d'augmenter le prix des loges... Au final, le joueur rapportera au club de 15 % à 50 % de plus que ce qu'il coûtera, car il a cédé 90 % de ses droits d'image au club.

On peut tirer un certain nombre d'enseignements de ce cas d'école. Tout d'abord, les clubs deviennent des marques de plus en plus indépendantes de leurs performances sportives en diversifiant leurs revenus. Il en est de même pour les joueurs, qui, à la manière du golfeur Tiger Woods ou du pilote de formule 1 Michael Schumacher, gagnent largement plus en contrats publicitaires qu'en pratiquant leur sport. Le but du Real, à l'image de beaucoup d'autres clubs, est de transformer sa relation avec les supporters en argent (le club va ouvrir 22 mégastores).

Enfin, l'inflation dans les transferts devrait continuer pour un nombre restreint de joueurs qui permettent d'assurer un retour sur investissement rapide. A 76,5 millions d'euros, Zidane reste bon marché. Des sommes de 100 millions d'euros pour des joueurs réussissant leur Mondial ne sont pas à exclure. En fait, ce qui n'est pas rentable, ce sont des joueurs coûtant 15 millions à 30 millions d'euros, mais sans impact sur les produits dérivés des clubs. Dans ce sens, on peut se demander si, commercialement, la Juve a bien fait de réinvestir les sommes du transfert de Zidane dans Thuram et Buffon (76,5 millions d'euros), le défenseur et le gardien de but les plus chers de l'histoire.

Michel Desbordes est maître de conférences à l'université Paris-Sud-XI (Centre de recherche en sciences du sport).



LA REVUE DE PRESSE

DE MICHEL GROSSIORD, EUROPE 1

Retour sur investissement

Un ballon rabougri, à moitié dégonflé. L'image choisie cette semaine par *Newsweek* pour sa couverture résume non pas l'élan brisé des Bleus, mais le « fiasco » de la Coupe du monde. La sentence est rude : « Le Mondial tombe à plat. » Quelle mouche asiatique a donc piqué nos confrères américains, alors que la Fédération internationale de football (FIFA), organisatrice de l'épreuve, a cherché à faire partager son allégresse devant les bonnes audiences obtenues par les retransmissions télévisées des matches dans le monde entier ? *Newsweek* pointe les ratés que précisément chaque téléspectateur a pu découvrir à l'image : des rangées de sièges vides lors de certaines rencontres, alors que des supporteurs tentaient en vain d'obtenir des billets à l'entrée du stade. Plus de 100 000 sièges sont restés vacants au cours de la première semaine, avance l'hebdomadaire. Chacun se renvoie... la balle : la FIFA rappelle avoir confié la billetterie à la société britannique Byrom, laquelle refuse le rôle de bouc émissaire que tenteraient de lui faire jouer les organisateurs locaux (la Fédération sud-coréenne de football estime à plus de 800 000 dollars, soit 845 000 euros, le manque à gagner par match). Le gouvernement japonais a demandé une enquête, s'estimant abusé. Car, avant ces mauvaises surprises, rien n'avait été négligé pour transformer le rendez-vous mondial du football en vitrine agaçante, rappelle *Newsweek*. Les deux pays organisateurs ont notamment dépensé des milliards de dollars pour accueillir le public dans seize stades construits spécialement pour l'événement. Dernière extravagance : pour mettre l'ambiance nécessaire, à défaut de peupler les gradins avec de vrais supporteurs moins nombreux que prévu, la Corée du Sud a recruté des locaux chargés d'encourager les différentes équipes étrangères... Car le nombre de touristes est loin d'atteindre les 800 000 escomptés. La billetterie n'est pas seule responsable. Le Japon est l'un des pays les plus coûteux au monde. La Corée du Sud, qui attendait 100 000 visiteurs chinois et n'en a reçu que le quart, va dans quelques semaines se retrouver avec sur les bras des stades gigantesques dont elle n'aura plus l'usage, note *Newsweek*. « Ils deviendront des monuments déserts en souvenir de la Coupe du monde 2002. » Mauvais retour sur investissement.

BRÈVE DE MICRO

EUROPE 1 (20 H-22 H 30), EN DIRECT

« Il n'y a pas eu de débat autour de l'équipe de France avant le Mondial, alors que les débats permettent d'apporter des réponses. Maintenant, il est trop tard pour se poser des questions. »

Joseph-Antoine Bell, ancien international camerounais, mardi 11 juin, 22 h 10

Les Lions du Sénégal ne doutent de rien

■ **Groupe A : Sénégal-Uruguay, 3-3.** Alors qu'ils menaient 3-0 à la mi-temps, les Sénégalais ont finalement concédé un match nul. Ce retour des Uruguayens n'a pas altéré leur confiance

■ « On est maintenant en huitièmes de finale, mais je ne vois aucune raison d'en rester là », affirme Aourane Traoré, l'entraîneur adjoint des joueurs africains

Nul ne peut encore dire jusqu'où les mèneront leurs courses, mais les joueurs sénégalais ont déjà appris une leçon, pendant ce Mondial asiatique : ils savent désormais que l'humilité n'est strictement d'aucun usage, à la fin d'un match de football. Mardi 11 juin, ils ont quitté la pelouse du stade de Suwon, après avoir partagé les points et le spectacle avec l'équipe d'Uruguay, en roulant fièrement des mécaniques. Puis tous se sont servis des mêmes mots, impérieux et volontiers grandiloquents, pour envelopper leur performance d'une lourde chape d'immortalité. « Le Sénégal peut être fier de nous, nous avons déjà réussi notre Coupe du monde », a assuré El-Hadji Diouf.

« Pour notre première qualification à une phase finale, nous avons marqué l'histoire », a soutenu Aliou Cissé, le capitaine. « Ce n'est pas seulement un grand jour pour le football sénégalais, mais un grand jour pour le football africain tout entier », a affirmé Bouba Diop. « Notre équipe peut aller loin, elle n'a aucune limite », a conclu Ferdinand Coly. Plus tôt dans la journée, les quatre-vingt-dix minutes de la rencontre Sénégal-Uruguay n'avaient semblé vouloir



PETAR KULUNDZIC/REUTERS

Le joueur sénégalais Amdy Faye domine de la tête l'Uruguayen Pablo Garcia, mardi 11 juin, à Suwon.

suivre aucun scénario connu. Une première mi-temps résolument africaine, les Lions rongeaient chaque ballon comme s'ils craignaient d'en manquer à jamais.

Puis une seconde mi-temps jouée en sens contraire, l'Uruguay se rappelant soudain que le football se

pratique à onze, en avançant du même pas vers le but adverse. Trois buts sénégalais en première période, dont le premier, marqué par Khalilou Fadiga sur un penalty sanctionnant une faute imaginaire. Puis trois autres en seconde mi-temps, enchaînés, ceux-là, par les joueurs

uruguayens, dont le dernier, réussi par Alvaro Recoba sur un penalty tout aussi fantaisiste. Une égalité presque parfaite, épilogue d'une rencontre qui a laissé joueurs et spectateurs les bras ballants.

Bruno Metsu lui-même en est sorti le visage creusé et la sueur au front. Visiblement, l'entraîneur français de la sélection africaine a connu soirée plus reposante. Mais lui aussi n'a voulu retenir que l'essentiel, la deuxième place du groupe A, synonyme de qualification pour le tour suivant. « Nous sommes des débutants, et pourtant nous allons faire partie du peloton des seize meilleures équipes du monde, se réjouit-il. C'est une grande fierté. Aujourd'hui, je me sens bien, extraordinairement bien. »

INVITÉS SURPRISE

Entrés dans la compétition avec des airs d'invités surprise, les Lions du Sénégal se croient désormais poussés par un fort vent porteur. « On est maintenant en huitièmes de finale, mais je ne vois aucune raison d'en rester là », prédit Aourane Traoré, l'entraîneur adjoint. « On peut penser aux quarts, et même, pourquoi pas, à une demi-finale. On va aborder la suite de la compétition en restant concentrés, sans trop s'inquiéter de la réputation de l'adversaire. On

ne craint plus personne depuis qu'on a battu la France. » Entraîneurs comme joueurs, tous veulent bien le jurer sur l'honneur, leur succès sur les Bleus a fait voler en éclats leurs doutes et leurs angoisses. Sur l'instant, ils n'y avaient vu qu'un simple coup de pouce, une occasion de se glisser par un trou de souris vers le deuxième tour de la compétition.

Aujourd'hui, c'est vers le ciel qu'ils tournent leurs regards pour expliquer leur réussite. « Depuis le match contre la France, on sait qu'on est aidés par les dieux, assure Aourane Traoré. On a le vent en poupe, on va en profiter. » Angleterre, Suède ou Argentine, peu leur importe la couleur du maillot de leur futur adversaire en huitièmes de finale. « Les Anglais sont plus rapides, les Argentins plus techniques, commente Alassane N'Dour, le défenseur de Saint-Etienne. Mais, en fait, on s'en moque. Pour nous, cela ne fait aucune différence. C'est la Coupe du monde, on sait qu'on peut battre n'importe quelle équipe. » Le Mondial 2002 peut trembler sur ses bases, la confiance a changé de camp. Elle est maintenant sénégalaise.

Alain Mercier (à Suwon)

L'Allemagne élimine le Cameroun à l'issue d'un match musclé

■ **Groupe E : Cameroun-Allemagne 0-2.** Au cours d'une partie émaillée de fautes, qui a vu l'arbitre sortir seize cartons jaunes et deux rouges, la Mannschaft s'est qualifiée pour les huitièmes de finale, notamment grâce à un nouveau but de Miroslav Klose

Perdu en pleine campagne, le stade Ecopa, à Fukuroi, une petite ville japonaise de la région de Shizuoka, avait des allures de paquebot dans la tempête, mardi 11 juin, à l'approche d'un des premiers typhons de la saison des pluies.

Était-ce l'électricité dans l'air, ou les enjeux de ce match de qualification de la poule E, qui opposait le Cameroun et l'Allemagne ? Toujours est-il que les joueurs de la Mannschaft et les Lions indomptables n'y sont pas allés de main morte. L'arbitre espagnol aura sorti huit cartons jaunes et un rouge de chaque côté. Plusieurs fois, les uns et les autres en sont venus aux mains. La veille, déjà, l'entraîneur du Cameroun, l'Allemand Winfried Schäfer, avait pris la mouche lorsque ses compatriotes avaient tenté d'imposer leurs horaires d'entraînement à l'équipe africaine, alors que le Cameroun était le pays hôte, selon le calendrier officiel de la FIFA, et donc le seul habilité à en décider.

A la tête de la sélection nationale camerounaise depuis septembre dernier, l'ancien entraîneur du SC Karlsruhe avait fait une affaire personnelle de battre l'Allemagne. Peut-être un peu trop. Les champions d'Afrique en titre et médaillés d'or olympique des derniers Jeux olympiques, à Sydney, sont éliminés au premier tour pour la troisième fois d'affilée en Coupe du monde, alors que l'Allemagne, avec ses deux nouveaux buts, termine en tête de sa poule, devant l'Eire.

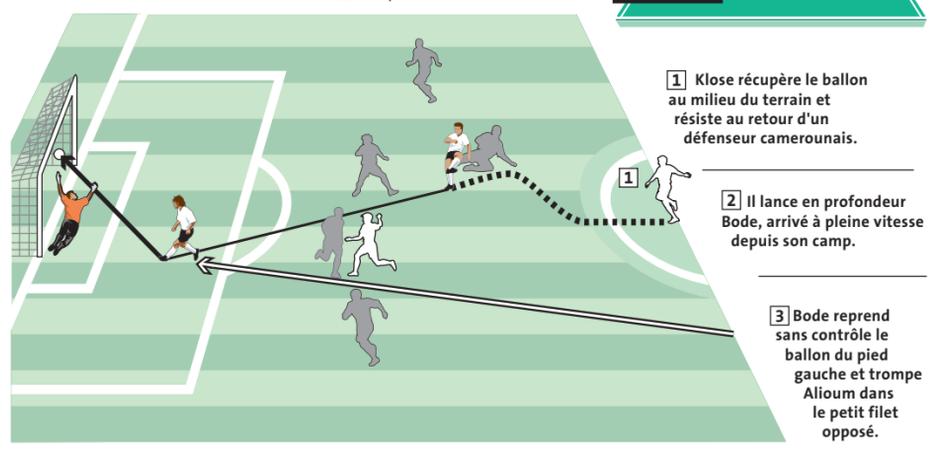
Après l'épopée de leur voyage aller - d'abord immobilisés à Paris puis à Bangkok, ils avaient mis plus de trois jours à gagner leur camp d'entraînement de Nakatsue, dans le Kyushu -, les Lions indomptables rentreront bredouilles à Yaoundé, non sans avoir sérieusement diminué les forces de leurs adversaires. L'Allemagne perd ainsi pas moins de trois joueurs, suspendus, pour son prochain match : Carsten Ramelow, carton rouge, mais aussi Dieter Hamann et Christian Ziege, qui ont écopé d'un avertissement, alors qu'ils avaient déjà été avertis lors des rencontres précédentes.

Après la large victoire contre l'Arabie saoudite (8-0), la surprenante résistance des Irlandais (1-1) avait compliqué la marche vers la qualification des Allemands. La Mannschaft avait donc la rage de vaincre. A nouveau, Miroslav Klose s'est distingué, en marquant un cinquième but de la tête (après ses

CAMEROUN 0		2 ALLEMAGNE		Groupe E, 3 ^e journée	
Mardi 11 juin • 20 h 30, heure locale, temps pluvieux, terrain bon mais humide • Public : 47 085 spectateurs • Arbitre : M. Lopez Nieto (Espagne).					
Les équipes	CAMEROUN	Alioum • Song, cap. ; Kalla ; Tchato (Suffo, 53 ^e) • Wome ; Olembé (Ngom Komé, 64 ^e) ; Foé ; Lauren ; Geremi • Mboma (Job, 81 ^e) ; Etoo. Sélectionneur : Winfried Schäfer.			
	ALLEMAGNE	Kahn, cap. • Linke ; Ramelow ; Metzelder • Ziege ; Ballack ; Hamann ; Schneider (Jeremies, 80 ^e) ; Frings • Klose (Neuville, 84 ^e) ; Jancker (Bode, 46 ^e). Sélectionneur : Rudi Völler.			
Buts	ALLEMAGNE	Bode (50 ^e , voir infographie), Klose (79 ^e , tête piquée aux six mètres, dans l'axe du but sur un centre de la droite).			
Expulsions	CAMEROUN	Suffo (77 ^e , jeu dangereux).			
	ALLEMAGNE	Ramelow (40 ^e , jeu irrégulier).			
Avertissements	CAMEROUN	Foé (8 ^e), Song (42 ^e), Tchato (44 ^e), Geremi (57 ^e), Olembé (58 ^e), Suffo (61 ^e), Lauren (81 ^e).			
	ALLEMAGNE	Jancker (9 ^e), Hamann (29 ^e), Ballack (31 ^e), Ramelow (38 ^e), Kahn (42 ^e), Ziege (72 ^e), Frings (74 ^e).			
Arrêts de jeu	CAMEROUN	23 coups francs (13 + 10), 4 corners (4 + 0).			
	ALLEMAGNE	18 coups francs (10 + 8) dont 3 hors-jeu (2 + 1), 5 corners (4 + 1).			
Nombre de tirs		Possession de la balle			
		■ 1 ^{er} mi-temps □ 2 ^e mi-temps		Cameroun 56% / Allemagne 44%	
Cameroun	5 tirs cadrés et 2 tirs non cadrés	4	3	7	
Allemagne	5 tirs cadrés et 6 tirs non cadrés	5	6	11	

Le premier but de l'Allemagne (50^e minute)

— Passe Déplacement avec la balle
→ Tir ⇨ Déplacement sans la balle



trois buts contre l'Arabie saoudite et un contre l'Eire). A 24 ans, l'attaquant du FC Kaiserslautern confirme qu'il est la révélation de ce tournoi pour l'Allemagne.

La partie, pourtant, avait bien

débuté pour les joueurs camerounais, qui se sont procuré les premières occasions de marquer. A la 12^e minute, Salomon Olembé se retrouve seul devant les cages et tente, sans succès, de glisser la bal-

le entre les jambes du redoutable gardien allemand, Oliver Kahn. « Nous avons eu une énorme occasion de but, mais Salomon Olembé l'a ratée. C'est toujours très difficile de tromper la vigilance d'Oliver

Kahn, c'est le problème principal », dira Winfried Schäfer au terme de la rencontre.

A la 28^e minute, le défenseur Rigobert Song, capitaine de l'équipe, manque de marquer de la tête, mais le ballon heurte un poteau. Le reste de la première mi-temps ne permettra à aucune des équipes de faire la différence, tandis qu'une pluie de cartons jaunes s'abat sur les joueurs, en premier lieu les Allemands, de plus en plus nerveux. A la 40^e minute, Carsten Ramelow écope de son second avertissement en trois minutes et se voit indiquer par l'arbitre la sortie du terrain.

Alors que les choses semblent se décanter en faveur du Cameroun, ce désavantage, paradoxalement,

Les champions d'Afrique, pour la troisième fois d'affilée, ne passent pas le cap du premier tour de la Coupe de monde

va donner un coup de fouet à l'Allemagne pour la seconde mi-temps. Quatre minutes après avoir remplacé Carsten Jancker, Marco Bode profite d'une ouverture de Miroslav Klose et frappe à ras de terre, surprenant le portier africain à la 50^e minute. Cette fois, ce sont les Camerounais qui semblent perdre leur sang-froid et multiplient les fautes. C'est ainsi que, à la 77^e minute, l'expulsion de Patrick Suffo prive les Lions de leur supériorité numérique. La minute d'après, Miroslav Klose marque de la tête sur un centre de Michael Ballack, le meneur de jeu de la Mannschaft.

C'en est fait des rêves de qualification du Cameroun : l'Eire, qui joue en même temps contre l'Arabie saoudite à Yokohama, a gagné 3-0. Sur le banc, Winfried Schäfer, la chevelure au vent, a l'air tendu. Celui qui rêvait de battre l'Allemagne et s'était pris de passion pour ce football africain qu'il venait de découvrir devra peut-être changer de continent, ou rentrer au pays.

Brice Pedroletti (à Shizuoka)

L'« importantissima » partie des Azzurri

■ Mexique-Italie (groupe G, jeudi, 13 h 30). Après leur défaite (1-2) contre la Croatie, les Italiens doivent battre les Mexicains pour se qualifier

Cette Coupe du monde n'est pas celle des trentenaires, surtout s'ils ont le malheur d'occuper des postes défensifs. Que l'équipe de France prenne un but contre le Sénégal, et ses contempteurs soulignent *mezza voce* l'âge du capitaine, Marcel Desailly (33 ans) et de ses compagnons de la ligne arrière, qui tous ont dépassé la barre des 30 ans.

Que l'Italie s'effondre en cours de match face à la Croatie, encaisse deux buts coup sur coup, et la presse italienne s'interroge à son tour sur l'état des forces de Paolo Maldini, son capitaine arrière latéral : au lendemain de la défaite (1-2) des Azzurri contre la Croatie – la première de l'Italie en Coupe du monde depuis son départ raté de la World Cup américaine de 1994, où elle s'était inclinée face à l'Eire (0-1) –, les quotidiens sportifs italiens ont été très sévères envers l'entraîneur, Giovanni Trapattoni, accusé de faire des mauvais choix tactiques.

Et plus encore à l'endroit de Paolo Maldini, qui aura 34 ans le 26 juin, jour de la demi-finale de la Coupe du monde 2002. Le « Trap » a repoussé les critiques avec autant de sagesse que de véhémence : « *L'entraîneur depuis vingt-cinq ans et je n'ac-*

corde pas beaucoup d'importance aux gens qui disent que je devrais démissionner. » Paolo Maldini, lui, a laissé dire. Sa carrière, débutée en 1984 à Milan s'étire sur dix-huit années. C'est bien assez, aux beaux yeux bleus de celui qui fut souvent considéré comme le meilleur arrière latéral des années 1990, pour prendre du recul : « *Il suffit de peu de choses pour faire basculer un match.* »

Maldini a mis la défaite sur le compte d'un « trou noir » qui aurait affecté toute l'équipe pendant dix minutes contre la Croatie. Son principal souci était ailleurs : du côté de sa cheville gauche encore endolorie, deux jours avant le dernier match du groupe G, qui doit opposer l'Italie au Mexique, jeudi 13 juin, à Oita : une rencontre que les Italiens doivent absolument gagner pour rejoindre les huitièmes de finale ; « *une partie "importantissima", selon le milieu de terrain de Florence, Angelo Di Livio. A disputer comme s'il s'agissait d'une finale.* »

Comme tous ses coéquipiers, Paolo Maldini joue très gros sur cette rencontre. L'honneur de la Squadra azzurra tout d'abord, jamais éliminée au premier tour depuis 1974. Son entrée dans l'histoire, ensuite : le recordman italien des sélections

(123 capes avant Mexique-Italie) deviendra également le joueur ayant disputé, dans leur intégralité, le plus grand nombre de matches de Coupe du monde s'il est aligné contre le Mexique (22, contre 21 à l'Allemand Uwe Seeler). Sa propre réputation, enfin : car, s'il a tout gagné avec son club de toujours, le Milan AC (trois Ligues des champions et six titres de champion d'Italie), il n'a connu que des déceptions avec la sélection nationale.

Les trois Coupes du monde auxquelles il a participé se sont toutes achevées dans l'ignominie d'une défaite aux tirs au but. Contre l'Argentine de Diego Maradona, en demi-finales du Mondial 1990 ; contre le Brésil de Romario en finale de la World Cup 1994 ; contre la France de Zinedine Zidane, en quarts de finale du Mondial 1998. Avant l'Euro 2000, son troisième championnat d'Europe des nations, il croyait tout connaître de la guigne. Il a découvert qu'il existait bien pis encore, en s'inclinant en finale, face à la France, après un but d'égalisation à la dernière seconde et un autre, chef-d'œuvre de cruauté, qualifié de « *but en or* » par les uns, de « *mort subite* » par les autres. « *Deux fois, j'ai vu le trophée d'une compéti-*



De gauche à droite, l'entraîneur Giovanni Trapattoni, Paolo Maldini et Francesco Totti : l'Italie grimace.

tion là, sur le bord du terrain, se souvient Paolo Maldini, sans amertume. Il n'y avait plus qu'à le soulever. » Aujourd'hui, il trouve sans doute que son tour est arrivé, qu'il est

temps de penser à sa propre consécration. Que l'heure est venue de faire d'une carrière exemplaire – il n'a jamais été expulsé en plus de 10 000 minutes passées avec le

maillot italien sur le dos – une carrière phénoménale, riche d'un titre mondial, enfin.

Eric Collier (à Miyagi)

Au Mondial, l'Italie fait aussi du business

■ La ville de Sendai, à 400 kilomètres au sud de Tokyo, a accueilli la sélection nationale et la « casa Azzurri », vitrine de la Péninsule

Le temps de la Coupe du monde, la ville de Sendai, à 400 kilomètres au nord de Tokyo, est devenue une petite province italienne. Ici, même les chauffeurs de taxi, qui, au Japon, ne pratiquent guère les langues étrangères, vous rendent la monnaie avec un timide *grazie* dès qu'ils vous conduisent au Wasse Center. Ce grand hôtel moderne héberge depuis la fin mai la très nombreuse délégation italienne qui accompagne la Nazionale, l'équipe de Giovanni Trapattoni.

Devant l'hôtel, cahier et stylo en mains, une poignée de gamins attendent patiemment et en vain le passage des Vieri, Totti et autres Nesta. Choyés et bichonnés par un personnel aux petits soins, les joueurs de Trapattoni ont tout à disposition. Avant le début de la

cette opération, unique dans le football européen, nous misons plus sur une campagne d'image à long terme que sur la rentabilité économique immédiate », affirme M. Aboidi.

Entre football et business, la casa Azzurri héberge aussi les studios de la RAI, la télévision publique italienne, et un centre de presse bien aménagé qui permet aux journalistes de la Péninsule, venus en très grand nombre, de raconter les moindres faits et gestes de l'équipe nationale. « *Nous sommes comme à la maison* », ironise l'un d'eux en feuilletant le *Corriere dello sport*, envoyé quotidiennement par télécopie de Rome.

Dans le bar, on peut déguster midi et soir de nombreuses spécialités italiennes arrosées des différents vins de la Péninsule. Les centaines de couverts servis chaque jour ont nécessité l'acheminement de vingt tonnes de denrées alimentaires en provenance de toutes les provinces italiennes : 400 kg de parmesan, 1,4 tonne de pâtes, 1,5 tonne de tomates pelées, 50 kg de fromages variés, 2 tonnes de charcuterie, 8 000 bouteilles de vin... Le soir, après les matches, la casa Azzurri propose quelques réjouissances aux industriels locaux avec défilés de mode italienne ou spectacles de quelques gloires artistiques. Les sponsors bénéficient également de plusieurs billets pour les matches, où ils peuvent inviter leurs clients.

Cette « *ambassade économique* », comme la surnomme M. Aboidi, avait déjà été testée avec succès à Paris, pendant le Mondial 1998, à l'espace Pierre-Cardin. L'expérience avait été poursuivie en 2000 à Anvers, pendant l'Euro, puis à Nagano et Sydney, lors des Jeux olympiques. Media Partners, dont le contrat de quatre ans avec la Fédération italienne arrive à échéance à la fin de ce Mondial, espère bien le renouveler après un nouvel appel d'offres.

A partir du 11 juin, toute la délégation abandonnera quelque temps le Japon pour se rendre en Corée du Sud, où les joueurs de Trapattoni devraient disputer leur huitième de finale, s'ils arrivent à se qualifier face au Mexique le 13 juin à Oita. « *Nous espérons bien revenir à Sendai avant la fin du mois pour voir triompher la Squadra azzurra lors de la finale, le 30 juin, à Yokohama. Mais, quoi qu'il en soit, cette opération est déjà un grand succès* », assure Andrea Aboidi.

Daniel Pseny (à Sendai)

Même tristes vous êtes beaux

Notre cœur bat déjà pour 2004

Une de perdue 10 de retrouvées

Pour nous restez les meilleurs

Bleu je suis Bleu je reste

Merci à tous ceux qui ont rejoint la plus grande équipe de supporters des Bleus

SFR

PARTENAIRE OFFICIEL

SFR. Partenaire Officiel de l'Équipe de France de Football, remercie les Bleus de nous avoir fait rêver et leur donne rendez-vous dans deux ans pour un 2004 en Bleu. Nous serons toujours plus qu'un simple partenaire

www.sfr.fr

groupe cegetel

Les sponsors disposent d'un espace pour promouvoir le « made in Italy »

compétition, l'entraîneur a même obtenu de faire venir un prêtre à l'hôtel pour dire une messe...

La délégation commerciale italienne occupe aussi une place de choix dans l'hôtel. Tous les partenaires commerciaux de la Nazionale ont investi deux étages pour y installer sur 3 000 m² la casa Azzurri (« la maison des Bleus »). Parmi eux la province de Rome, la région de Calabre, le quotidien *Il Giornale*, l'opérateur téléphonique Tim, la Poste italienne, une chaîne de supermarchés et plusieurs industries alimentaires. Chacun y dispose d'un espace pour promouvoir le « made in Italy ». « *L'Italie est l'un des pays les plus appréciés par les Nippons* », constate Andrea Aboidi, vice-président exécutif de Media Partners, qui coordonne toute l'opération.

Le montant de l'investissement s'élève, selon M. Aboidi, à 2,5 millions d'euros, payés par les différents sponsors. La mise de départ (450 000 euros) a toutefois été effectuée par l'Institut du commerce extérieur italien. Le reste provient des différents partenaires. La région de Rome a, par exemple, investi 400 000 euros, ce qui lui a permis d'imposer la ville de Sendai, avec qui elle entretient des liens commerciaux et culturels. « *Avec*



DÉPÊCHES

Des écrans géants à Kaboul

► Trois écrans géants installés à Kaboul doivent permettre aux habitants de la capitale afghane de suivre le Mondial à partir du mercredi 12 juin. Ce projet est soutenu par les Nations unies et financé par la Fédération internationale de football (FIFA). Les retransmissions ont pour objectif d'« encourager les Afghans à se relancer sportive-ment ».

Les fans japonais invités à se calmer

► Les autorités japonaises ont annulé les retransmissions gratuites du match Tunisie-Japon, prévues le vendredi 14 juin, dans les stades d'Hiroshima et de Toyota. Cette décision ferait suite aux manifestations d'enthousiasme des supporters japonais, jugées excessives lors d'autres projections. Le Comité d'organisation (Jawoc) a également demandé aux supporters de ne pas se jeter dans la rivière Dotombori, à Osaka, où se déroulera le match décisif du groupe H. Dimanche 9 juin, après la victoire japonaise face à la Russie, une centaine de supporters avaient plongé dans le canal.

Alerte à la bombe au Danemark

► Après une alerte à la bombe, la police danoise a évacué les milliers de supporters venus assister au match de leur équipe face à la France, mardi 11 juin, sur la place de l'hôtel de ville de Copenhague. Les forces de police ont déployé un cordon de sécurité avant de faire exploser un sac noir déposé dans une cabine téléphonique. Un porte-parole de la police a indiqué que ce sac avait été volontairement maquillé de sorte qu'il soit assimilé à une bombe, mais qu'il ne contenait aucun explosif.

Les Japonais privés de 24 matches

► En raison des droits de retransmission élevés exigés par la Fédération internationale de football (FIFA), les téléscripteurs japonais se voient privés de 24 matches. La télévision publique, NHK, et les principales chaînes privées, réunies en consortium, ne sont pas parvenues à réunir les fonds pour obtenir le droit de diffuser les 64 rencontres du Mondial.

Moscou maintient les retransmissions

► En dépit des débordements survenus dimanche 9 juin à Moscou, les autorités russes ont décidé de maintenir les retransmissions publiques sur grand écran. Le maire de la capitale, Iouri Loujkov, souhaite ainsi ne pas « céder à toutes sortes de hooligans qui voudraient priver les gens de cette possibilité d'être ensemble ». A la fin du match Japon-Russie (1-0), des incidents avaient fait un mort parmi les policiers et des dizaines de blessés.

Pelé hospitalisé à Sao Paulo

► Pelé reste hospitalisé à l'hôpital du cœur de Sao Paulo à la suite d'une réaction allergique survenue lors du passage d'un scanner, lundi 10 juin. Le triple champion du monde brésilien devait subir des examens de routine. Le bulletin de santé diffusé mardi indique que son état de santé est « bon » et qu'il n'a « à aucun moment perdu sa lucidité ».

La presse chinoise veut des scoops

■ Six cents journalistes suivent pas à pas la délégation chinoise. Seuls 150 d'entre eux possèdent des accréditations, les autres étant venus avec la simple étiquette de supporter

■ Cadeaux, achats, séduction : les reporters des journaux sportifs usent de tous les moyens pour obtenir des informations exclusives

Ils sont l'avant-garde d'une presse commerciale, agressive, survoltée par le jeu du marché, dédaignant la propagande officielle. La colonie de journalistes chinois présents en force en Corée du Sud pour couvrir les premiers pas de la sélection nationale dans un Mondial est un événement en soi. Une bien étrange légion, turbulente, incontrôlable. Ils sont en principe 150 – accrédités –, mais en fait 600, car nombre d'entre eux sont venus sous l'étiquette de supporters. La délégation chinoise les fuit comme la peste, au point qu'un clash l'a opposée à la Fédération internationale de football (FIFA), qui souhaitait la loger dans le même hôtel à Kwangju. Confrontés à une si effrayante promiscuité, les officiels ont menacé de quitter les lieux. Un compromis a finalement été trouvé : chacun logera à des étages différents.

C'est que ces reporters d'un type très spécial sont particulièrement envahissants. Ils ne reculent devant rien pour arracher des scoops. L'argent et les cadeaux sont leur arme de prédilection. Les plus grands journaux sportifs de Chine – *Titan Zhoubao* (L'hebdomadaire du milieu sportif) ou *Zuqiu* (Football) – dont la diffusion cumulée est de 1,5 milliard d'exemplaires, sont assez riches pour acheter l'exclusivité de certaines informations. L'arrivée récente sur le marché du très ambitieux *Nanfang Tiyu* (Sport du Sud), localisé à Canton, où la presse est très dynamique, a exaspéré cette concurrence devenue sans foi ni loi.

Cela commence par des cadeaux astucieux. Certains joueurs détiennent ainsi jusqu'à trois téléphones portables, gracieusement offerts par des groupes de presse. Cela se poursuit



Bora Milutinovic, l'entraîneur serbe de l'équipe de Chine, est l'une des cibles privilégiées de la presse sportive chinoise, qui ne recule devant aucun procédé pour obtenir ses confidences.

avec le marché aux « journaux intimes ». Cette ténébreuse affaire commence à faire couler beaucoup d'encre en Chine. Selon le quotidien sud-coréen *Sports Today*, douze des vingt-trois joueurs de l'équipe chinoise sont payés – le tarif oscillant entre 12 800 euros et 64 000 euros, selon la cote de célébrité – par *Titan Zhoubao* pour lui réserver l'exclusivité de pseudo carnets de route personnels voués à une tapageuse publication dans le journal. Les bonnes feuilles sont, bien sûr, rédigées par les journalistes eux-mêmes.

Ces derniers, il est vrai, sont habitués à se glisser dans la peau

des stars. L'interview inventée connaît ainsi un certain succès. Le joueur portugais Luis Figo a découvert le procédé avec stupéfaction lors d'un récent match amical à Macao entre la Chine et le Portugal. Il avait été accosté dans le hall de l'hôtel par un jeune Chinois se prétendant admirateur. Poignée de main, photo, autographe, quelques mots brièvement échangés. La routine. Mais l'admirateur en question était un journaliste de *Titan Zhoubao*, qui a publié le cliché assorti d'un entretien imaginaire. Figo y avouait s'« intéresser beaucoup à la culture chinoise » et surtout déclarait : « Beckham est plus beau que

moi ». L'entraîneur portugais a eu droit à un traitement similaire.

Mais le sommet de l'art de la guerre dans les médias chinois reste incontestablement la carte féminine. L'entraîneur serbe de l'équipe chinoise, Bora Milutinovic – dit « Milu » – aime les femmes. L'affaire est connue, publique, et les groupes de presse ont vite compris qu'ils pouvaient tenir « Milu » par ce biais-là. *Nanfang Tiyu* ouvrit la voie : une jeune journaliste hispanisante (« Milu » parle espagnol) de la rédaction réussit à le séduire, mais l'aventure fut de courte durée. Elle fut remplacée dans ce statut de favorite par une autre journaliste du

concurrent *Zuqiu*, la fameuse Li Xiang, devenue depuis une vedette en Chine. Li Xiang n'y entend rien au football. Mais elle conquiert le cœur de « Milu », dont les confidences consenties dans l'intimité – les petits secrets de l'équipe – ont furieusement dopé les ventes

Turquie et Costa Rica en concurrence

Après la qualification du Brésil, il ne reste plus qu'une place vacante dans le groupe C. La Chine étant éliminée, le Costa Rica et la Turquie se la disputent. L'équipe sud-américaine, avec 4 points, semble la mieux placée. Elle sera opposée, jeudi 13 juin, à Suwon (Corée), à une sélection brésilienne tournée vers le second tour et qui mettra au repos une partie de ses titulaires, notamment Roberto Carlos ou Ronaldinho. La Seleçao voudra néanmoins terminer première de son groupe et se méfiera de Costaricains qui voudront rééditer leur exploit du Mondial 1990, en Italie, où ils ne s'étaient inclinés qu'en huitièmes de finale. Sachant qu'un nul suffirait au Costa Rica, la sélection turque (un point en deux matches), qui rencontrera la Chine jeudi à Séoul, n'a plus son destin entre les mains.

de *Zuqiu*, au grand dam du reste de la presse, condamné au régime sec. Le *Nanfang Ribao* (Le Quotidien du Sud) publia un virulent réquisitoire sur « le temps des garces ». Plutôt que de se lamenter, *Titan Zhoubao* fit monter les enchères. L'hebdomadaire déboucha tout simplement Li Xiang pour un montant de plus de 192 000 euros. Ce fut l'un des plus coûteux transferts de la saison.

Frédéric Bobin (à Pékin)

« La Croatie se sent très bien », assure Boban « l'ancien »

■ Equateur-Croatie (groupe G, jeudi 13 h 30). Un des héros de l'épopée croate en 1998 analyse les chances de l'équipe de 2002

Zvonimir Boban, en tant que milieu de terrain de l'équipe croate qui termina à la troisième place du Mondial 1998, commente jugez-vous la performance de vos compatriotes, notamment face à l'Italie ?

Après la défaite (0-1) face au Mexique, dans le premier match, tout le football croate se sentait au plus bas. C'était difficile ensuite de jouer un grand match comme les joueurs l'ont fait contre l'Italie quand ils ont gagné (2-1).

C'est un miracle. J'en suis très heureux. Maintenant, nous nous sentons tous très bien. Sur le plan tactique, notre équipe a

présenté un schéma complètement différent face aux Italiens.

Quelques joueurs ont donné plus de vitesse au jeu, et cela nous a bien réussi. Tactiquement, nous avons été une meilleure équipe que l'Italie. C'est étrange de pouvoir dire cela, mais c'est la stricte vérité.

Pensez-vous que cette équipe de Croatie soit encore plus forte que celle des années passées, qui avait réussi un excellent championnat d'Europe en 1996 avant d'atteindre les demi-finales de la Coupe du monde 1998 ?

Non, je ne pense pas. Cette équipe de

1996-1998 reposait sur une génération spéciale, avec des joueurs incroyables. L'équipe d'aujourd'hui aussi est très bonne, mais on ne peut pas dire qu'elle est meilleure.

Espérons quand même qu'elle aura des résultats encore meilleurs que ceux que nous avons pu obtenir !

Il lui faut battre l'Equateur avec deux buts d'écart pour se qualifier pour les huitièmes de finale. Mais, en football, vous ne savez jamais ce que vous allez avoir. Il faut toujours rester très concentré.

Vous voulez dire que l'équipe de football croate souffre d'inconstance ?

Non, non. Vous vous trompez de beaucoup là-dessus. Depuis dix ans, la Croatie a démontré qu'elle pouvait compter sur une grande continuité dans ses résultats. Ce n'est plus comme avant.

Les équipes qui représentaient autrefois la Yougoslavie pouvaient être taxées d'inconstance, car elles n'ont jamais obtenu de très bons résultats dans les grandes compétitions. Mais la Croatie, elle, est très régulière au plus haut niveau depuis dix ans.

Propos recueillis par Eric Collier (à Miyagi)



LA PHOTOGRAPHIE DE NAM HUN SUNG

Drame à la « une »

D'ordinaire, comme la plupart de ses collègues, ce jeune publicitaire lit les journaux pour avoir des informations sur le monde des affaires. Mais, mardi matin, dans le couloir d'un immeuble du quartier de la presse, à Séoul, il s'est précipité sur les pages spéciales consacrées au Mondial. A la « une », l'élimination des champions sortants et une photo de Zidane, à terre.

Julien Da Rui

La saison 1927-1928 s'achève, et Pierre Chayriguès vient de prendre sa retraite. Le football français compte 100 000 licenciés environ, soit 25 000 de plus que la saison précédente.

Au classement par effectifs, entre les 21 régions de l'époque, loin derrière le Nord bon premier, le Nord-Est voisin arrive en 7^e position. A quelques dizaines de kilomètres de Fourmies, sur un des gisements de minerai de fer de l'Est, une famille d'immigrés luxembourgeois, les Da Rui, s'est installée à Audun-le-Tiche, à quelques encablures de Villerupt et de sa sidérurgie. Ils ont dix enfants.

Naturalisé français par ses parents en 1925, le petit Julien semble, comme tout le monde ici, destiné au travail en usine. Mais c'est le football qui le fait rêver. Lorsqu'il dévore les pages du *Miroir des sports*, il admire les gardiens de but et cherche ensuite à les imiter. Goal, avant-centre quand il le faut, il joue dès qu'il en a l'occasion.

Un dimanche, les Da Rui sont à table quand le capitaine de l'équipe juniors d'Audun-le-Tiche fait irruption dans la pièce. Au moment de partir jouer en lever de rideau contre les voisins de Fola-Esch, au Luxembourg, ses partenaires n'ont personne « dans les bois ». Mais la mère ne veut rien savoir. Il insiste, elle tempête. Il abandonne et sort. L'orage passé, saisi par l'envie irrésistible de jouer sur un vrai terrain avec les grands, Julien s'esquive par le jardin, laissant à son frère aîné la mission de couvrir sa fuite. Rejoignant les juniors d'Audun, pour son premier match, il ne concède aucun but et prend une part d'autant plus remarquée à la victoire finale qu'il n'a que 12 ans et vient de s'imposer devant des adversaires largement plus âgés.

Après la rencontre, il reste sur la touche pour suivre le match entre les équipes premières. Celui-ci vient à peine de commencer que le goal, blessé, doit quitter le terrain. Comme c'est un match amical et qu'il n'y a personne pour le remplacer, on fait naturellement appel au « petit Julien ». Il refuse, on insiste, mais il refuse encore. Exaspéré par son obstination, un solide arrière luxembourgeois le prend à bras-le-corps et le mène d'autorité dans les buts de Fola-Esch. Là, Julien Da Rui, qui n'arrive pas à toucher la barre en sautant, fait face pendant un quart d'heure, jusqu'au retour du titulaire. Ses arrêts sont courageux : tout Julien Da Rui est déjà là. Original, précoce, audacieux, il est aussi à sa manière un enfant des Années folles. Celles qui suivent une guerre terrible. Saisie d'une immense envie de vivre et d'oublier les horreurs des tranchées, la France patriote des anciens combattants est submergée par une vague pacifiste.

Le jazz et le charleston font fureur. Montparnasse supplante Montmartre. Les surréalistes popularisent un esprit de révolte qui les conduit aux provocations les plus fantasmagoriques contre le jeune Parti communiste. Mais si la révolution russe d'octobre 1917 brille encore, ici, de tout l'éclat de sa jeunesse, les ouvriers et paysans aspirent à la paix et au bonheur, plus qu'à la « grève générale » ou au « Grand Soir ». Dans cette France sans chômage d'avant la crise économique, ils ont obtenu une loi sur les conventions collectives et une autre instaurant la journée de 8 heures, en dépit des dérogations et de conditions de vie demeurées bien difficiles. Un nombre croissant de travailleurs trouvent ce bonheur le dimanche sur les terrains de football, comme spectateurs ou comme joueurs. Le jeune ajusteur Julien Da Rui, lui, est le plus heureux de tous quand il retrouve les buts, sa surface de réparation. Il atteint maintenant la barre transversale quand il saute. Petit pour un gardien de but (1,69 m), il possède une détente si extraordinaire et une détermination telle qu'il prend toutes les balles hautes, en dépit des charges brutales et des coups de coude. Il plonge aussi, très au-dessus du sol et jusque dans les coins des buts ou dans les pieds de ses adversaires, qu'il surprend par sa vitesse et son courage.

Sa réputation croît irrésistiblement, jusqu'au moment où, à 19 ans, deux clubs lui proposent un contrat professionnel. Il choisit le plus près, Charleville (Ardennes). Quelques mois plus tard seulement, il se retrouve en finale de la Coupe de France, face au célèbre Racing. Ce jour-là, malgré la défaite, il s'illustre jusqu'à faire jeu égal avec le prestigieux goal du Racing, Rudi Hiden. Il a 20 ans. Il est une vedette.

La France découvre maintenant la crise économique et ses tristes conséquences, les ligues, les anciens combattants et les manifestations de février 1934. Aux élections du printemps 1936, le Front populaire arrive au pouvoir. Les grèves avec occupation d'usine éclatent et se généralisent, les accords Matignon suivent, avec la semaine de 40 heures, les deux semaines de congés payés, l'augmentation des salaires et diverses mesures en faveur des paysans. Les vacances d'été, les premières pour beaucoup, commencent dans l'euphorie. Mais, très vite, le pays est confronté à la guerre civile espagnole, à la montée des dangers à l'extérieur avec l'expansionnisme hitlérien et à de nouvelles difficultés économiques à l'intérieur du pays. Le Front populaire se fissure.

Pour oublier toutes ses inquiétudes, la France se distrait. Tino Rossi, le bel Ajaccien, envoie le Casino de Paris, Joséphine Baker



Julien Da Rui jouait encore à 36 ans dans les buts de Roubaix. Même lorsqu'il était en difficulté, il faisait preuve des mêmes qualités de détente et de détermination.

PRESE SPORTS

Philippe Robrieux poursuit sa promenade dans l'histoire des grands gardiens : le Français Julien Da Rui invente une position de premier attaquant et une série d'entraînements spécifiques

le premier des modernes

hypnotise les Folies-Bergère. Mireille, Saint-Granier, Pierre Brasseur, Elvire Popesco, Victor Boucher et Sacha Guitry, Jean Gabin le jeune premier et l'immortel Raimu : chanson, radio, cinéma, théâtre, revues... Malgré la crise, il y en a pour tous les goûts et pour toutes les fêtes. La vie continue, le football aussi.

Passé à Lille, Julien Da Rui fait ses premiers pas en équipe de France. Le 16 mars 1939, il joue face à la Hongrie (2-2) et fait oublier son grand rival, Laurent Di Lorto. Peu après cette rencontre survient le coup de tonnerre du pacte germano-soviétique et la seconde guerre mondiale commence. Julien Da Rui vient d'avoir 23 ans et sa carrière se poursuit au Red Star. A la Libération, il retrouve sa place en équipe de France. D'abord contre la Suisse, puis contre l'Angleterre, le 19 mai 1946, à Colombes. D'entrée, emmenée par sa célèbre « perle noire », le subtil Larbi Ben Barek, l'attaque française affole les Anglais. Ceux-ci ne plient pas. Bientôt, leurs redoutables attaquants, emmenés par ce sorcier du dribble qu'est Stanley Matthews, percent la défense française. Julien Da Rui détourne, s'interpose et s'illustre « dans les cages ». Grâce notamment à un but de l'inoubliable Jean Prouff, la France remporte une victoire historique (2-1).

A 30 ans, Da Rui est à l'apogée de son art. Il travaille beaucoup, améliore sa technique. A l'entraînement, à la fin de chaque séance, il continue seul. Il fait jusqu'à une heure par jour de dégagements. Volée, demi-volée ou balle arrêtée, à ras de terre ou à mi-hauteur, il s'applique à obtenir une trajectoire tendue et précise. Souvent, il part en forêt, choisit un arbre, le vise, tire en s'éloignant progressivement pour gagner en précision, se rapproche pour apprendre à doser ses frappes et termine sa séance en se plaçant de telle sorte qu'il soit obligé de contourner un ou plusieurs arbres pour atteindre celui qu'il a choisi.

Meneur d'hommes, capitaine puis joueur-entraîneur à Roubaix, il explique à ses partenaires qu'ils ne doivent pas le regarder quand il a récupéré le ballon, mais se démarquer sur-le-champ, car, leur explique-t-il, « c'est à moi de vous trouver. Je n'ai qu'une balle, mais si vous êtes cinq à bouger, cela fait cinq endroits où je peux l'envoyer ». Novateur dans la manière d'organiser les séances d'entraînement, il montre à ses partenaires l'importance des placements sur le terrain. Il alimente les séances de démarrages en profondeur, de permutations et de démarquages. Il

Il fait jusqu'à une heure par jour de dégagements. Volée, demi-volée, balle arrêtée, à ras de terre, à mi-hauteur, pour obtenir une trajectoire précise

donne des consignes, des astuces. Les joueurs savent, par exemple, que si leur gardien part ballon en main vers la gauche, au troisième rebond, il va l'expédier vers la droite, et vice versa, d'une demi-volée aussi sèche que précise, afin de constituer une relance efficace. L'équipe atteint un degré de synchronisation très payant.

En 1947, Roubaix décroche le titre de champion de France. Pendant la même saison, Julien Da Rui est retenu pour garder les buts de la sélection européenne face à l'Angleterre. Mais les « Continentaux » sont écrasés. Pour Julien Da Rui, les difficultés commencent. Les succès de Roubaix ont été obtenus souvent par un 1-0 et grâce à une sorte de 4-3-3, qui s'est substitué au WM comme dis-

positif de jeu. On reproche à Julien Da Rui un système trop défensif. Au sein des clubs rivaux, les mauvaises langues susurrent que si Da Rui prend si peu de buts, c'est parce qu'il a mis toute l'équipe à son service. On en oublie ses exploits, d'autant plus vite qu'un nouvel astre se lève au firmament des grands gardiens : René Vignal. Dès 1948, le prodige prend la place du vénérable en équipe de France, mais, critiqué, il doit s'incliner. En février 1951, Julien Da Rui retrouve son poste pour deux rencontres internationales seulement, car il ne jette plus que les derniers feux de sa classe mondiale. Il a 35 ans. La fin approche. Mais il continue à jouer. Intelligent, sérieux, il a tout pour faire un grand entraîneur, sauf, derrière un visage perpétuellement concentré et grave, un fichu caractère.

A Montpellier, à Lyon puis à Vichy, il connaît des fortunes diverses. Il quitte définitivement le monde du football pour tenir un café à Dijon (Côte-d'Or) où, près d'un demi-siècle plus tard, loin de l'actualité, la mort le frappera. Il aura tout fait, Julien Da Rui, à la fin de sa vie, jusqu'à s'exhiber dans le cirque Jean Richard pour y lancer, selon la formule consacrée, un « défi aux amateurs ». Une affiche tapageuse l'annonce alors comme « le plus grand gardien de but de tous les temps ». Le plus grand ? Qu'est-ce à dire ? L'un des plus grands ? Certainement. Mais la France d'alors ne savait pas voir dans ses grands sportifs des exemples de courage et de ténacité, ni reconnaître les moments de plaisir intense qu'ils lui avaient donnés. Triste fin.

■ Philippe Robrieux est historien. Il est notamment l'auteur d'une importante *Histoire du Parti communiste (Fayard)*. Sa passion du football, qu'il a longtemps pratiquée, l'a amené à publier un autre ouvrage qui fait lui aussi référence : *Les Grands Goals de l'histoire (Ramsay)*.

Y A PAS PÉNO

JEAN-MICHEL NORMAND

La madone du football

Aujourd'hui, la compagne du footballeur professionnel ne se cache plus que derrière ses lunettes de soleil. Elle vibre dans la tribune présidentielle en tenue de supporter, passe à la télé et fait les beaux jours de la presse people. Quelques formations – l'équipe de France, mais pas celles d'Angleterre et d'Italie – ont convié celles qui le souhaitent à passer un moment au Japon et en Corée pour retrouver leur international de mari. Avec des résultats sportifs, disons, contrastés...

Jusqu'alors, la femme de joueur se faisait toute petite. Discrète, certes, mais irremplaçable. Sa mission : assister son époux, un sportif de haut niveau condamné à puiser sans cesse dans ses ressources morales, à affronter en permanence la concurrence et le risque de blessure. « On hésite un peu à recruter un célibataire. Un joueur marié, c'est un gage de stabilité ; on est plus tranquille », admet le président d'un petit club professionnel. Dans le contrat, figure une clause implicite, rarement transgressée. L'épouse ne doit pas travailler, car son artiste du ballon rond n'a pas seulement besoin d'une muse. Il lui faut « une nounou qui lui offre de la stabilité affective et sache panser les blessures d'amour-propre ».

Le flirt entre sport et show-business a quelque peu changé la donne. Parmi les compagnes des Bleus sélectionnés pour cette Coupe du monde, figuraient une actrice et une chanteuse, notamment. Même si l'on ne peut pas raisonnablement classer Adriana Karembu parmi les icônes du féminisme ou sérieusement considérer que l'actuel statut de femme de footballeur reflète un idéal de la condition féminine dans les sociétés post-modernes, il faut reconnaître que la « jet-setisation » du football a engagé ce que l'on oserait presque comparer à une émancipation. Madame n'est plus seulement la femme de l'avant-centre ou du milieu de terrain ; elle peut aussi mener une carrière autonome.

Le fabuleux destin de David et Victoria Beckham, devenus une sorte de couple royal de substitution pour les Britanniques, personifie le football glamour et ses paillettes, mais, outre-Manche, cette version idyllique est depuis quelque temps mise à mal par une sitcom diffusée sur la chaîne privée ITV. Une caricature un peu délirante tout simplement intitulée « *Footballers' Wives* » (« Femmes de footballeurs »), dans laquelle les madones du foot apparaissent comme des bimbo écervelées ou des pin-up dépressives, passant leur vie dans des palais pour nouveaux riches à attendre le retour d'un mari volage et pleurnichard.

Les Beckham haussent les épaules. Chez eux, le couple n'est pas un vain mot. Ainsi, l'image publique du génial n° 7 est gérée par deux sociétés bien distinctes. La première s'occupe de ses intérêts de joueur ; l'autre de ses apparitions en tant qu'époux de l'ex-Spice Girl. Le foot est un sport collectif, le business aussi.

Le Monde DE LA COUPE Europe

Retrouvez tous les soirs de 20 heures à 22 h 30 dans l'émission « Europe Sport spécial Coupe du monde », autour de Pierre-Louis Basse et Olivier Biffaud, Laurent Blanc, Robert Pires, Guy Roux ainsi que les envoyés spéciaux et les invités d'Europe 1 et du « Monde »

Soleil-Levant et Matin-Calme

PAR PHILIPPE PONS

Les drôles d'objets perdus de Tokyo

Une chaise roulante de handicapé, une guitare flambant neuve, un mégaphone, un énorme ours blanc en peluche, une planche à voile rutilante, des cannes de golf dans leur étui beige, une paire de vernis noirs... Dans une de ces rencontres inopinées qui ravissaient les surréalistes, un de ces « hasards en conserve » à la Marcel Duchamp, ces objets et des centaines de milliers d'autres cohabitent sur les étagères et les chariots du centre des objets trouvés de Tokyo. Un immense musée de l'hétéroclite où se télescopent les coïncidences. C'est là que finissent les sacs à main, les parapluies et les téléphones portables, mais aussi, parfois, une urne funéraire que des parents affligés au retour du crématorium ont laissée dans le filet à bagages d'un train. C'est là aussi que, la plupart du temps, on les retrouve...

Une vieille dame se confond en remerciements. Elle vient de remplir une fiche de perte et, dix minutes

plus tard, on lui rapportait son sac. Elle l'a ouvert avec appréhension puis son visage s'est éclairé : « Atta, Atta ! » « Il est bien là ! », son porte-monnaie contenant les 48 000 yens (408 euros) de sa pension. Bien qu'il reste un des pays les plus sûrs du monde, le Japon connaît une augmentation de la petite criminalité : il y a davantage de vols et de cambriolages. Mais, lorsque l'on perd quelque chose sur la voie publique, dans les transports en commun, ou, par les temps qui courent, dans un stade, il y a de fortes chances qu'on le retrouve. Sauf pour les armes et la drogue, qui vont à la police...

4 500 DÉPÔTS PAR JOUR

Dans ce grand immeuble de brique rouge du quartier de Iidabashi, il arrive en moyenne 4 500 objets par jour. C'est là aussi qu'est envoyé l'argent retrouvé dans un sac, une enveloppe ou un journal : 2,5 milliards de yens (21 millions d'euros) en 2000. L'année dernière, la plus importante somme retrouvée (14,3

million de yens, 121 500 euros) l'a été dans un sac en papier dans l'arrondissement populaire de Sumida-ku. Rapporté au poste de police du quartier, le sac et son contenu ont été transférés au centre de Iidabashi, où leur propriétaire est venu les chercher, raconte le directeur, Masakazu Koichi.

Doit-on voir dans cette honnêteté un effet de l'éducation ? On apprend aux petits Japonais que, s'ils trouvent une pièce de 1 yen dans la rue, ils doivent la rapporter au poste de police. La trouvaille sera dûment enregistrée et l'enfant recevra le même papier que les adultes, certifiant qu'ils ont rapporté telle somme ou tel objet à la police. « La détérioration de la situation économique n'a rien changé à ce comportement », poursuit Mazakazu Koichi. Si personne ne se présente au bout de six mois, l'objet ou la somme revient à celui qui l'a trouvé. Si celui-ci ne se présente pas non plus, l'objet est vendu et l'argent va à la municipalité. En moyenne, 70 % de l'argent liquide est récupéré.

Gérer les pertes et les oublis d'une mégapole de 11,9 millions d'habitants où se perdent 2 millions d'objets par an n'est pas une mince affaire. Trente-six employés méticu-



C'est leur parapluie que les Tokyoites perdent le plus souvent. En 2000, le centre des objets trouvés de la ville en a récupéré 320 000. « C'est quand quelqu'un vient en chercher un que c'est difficile », souligne le directeur.

leux enregistrent, classent et rangent les milliers d'objets perdus qui arrivent quotidiennement au centre. Chaque objet, dûment étiqueté, est rangé selon le lieu où il a été trouvé ou selon sa nature, sur 2 000 mètres carrés d'espace de stockage. Diligents, les employés ont ainsi retrouvé la propriétaire d'un sac à partir d'une simple carte de vidéo-club...

Le grand casse-tête, ce sont les parapluies (320 000 en 2000), serrés les uns contre les autres dans des

chariots. « C'est quand quelqu'un vient en chercher un que c'est difficile », explique M. Koichi. Quel travail pour éplucher les étiquettes ! Heureusement, c'est rare. Et les « pépins » s'entassent, abandonnés à leur destin.

LA SAISON DES PARAPLUIES

Si les objets trouvés rappellent la poésie d'un « inventaire à la Prévert », ils disent aussi beaucoup de choses à qui sait les entendre. Ainsi, au centre des objets trouvés du

métro, au sous-sol de la gare d'Ueno, l'un des préposés raconte qu'il sait toujours, lui qui ne voit guère la couleur du ciel, le temps qu'il fait. S'il pleut, les parapluies se multiplient. Si le flux persiste plusieurs jours, c'est que nous sommes en juin : la saison des pluies. Les skis, les moufles et les écharpes apparaissent : « Ah ! l'hiver est arrivé... » Il y a quelques semaines, c'étaient les diplômes universitaires : nous étions en mars, époque de la fin des études...

RÉSULTATS ET CLASSEMENTS

Groupe A

31/5	France	0	1	Sénégal
1/6	Uruguay	1	2	Danemark
6/6	Danemark	1	1	Sénégal
6/6	France	0	0	Uruguay
11/6	Danemark	2	0	France
11/6	Sénégal	3	3	Uruguay

Groupe E

1/6	Eire	1	1	Cameroun
1/6	Allemagne	8	0	Arabie S.
5/6	Allemagne	1	1	Eire
6/6	Cameroun	1	0	Arabie S.
11/6	Cameroun	0	2	Allemagne
11/6	Arabie S.	0	3	Eire

	D	G	N	P	BP	BC		
1	Danemark	7	3	2	1	0	5	2
2	Sénégal	4	3	1	2	0	5	4
3	Uruguay	2	3	0	2	1	4	5
4	France	1	3	0	1	2	0	3

	D	G	N	P	BP	BC		
1	Allemagne	7	3	2	1	0	11	1
2	Eire	5	3	1	2	0	5	2
3	Cameroun	4	3	1	1	1	2	3
4	Arabie S.	0	3	0	0	3	0	12

Groupe B

2/6	Paraguay	2	2	Afr. du Sud
2/6	Espagne	3	1	Slovénie
7/6	Espagne	3	1	Paraguay
8/6	Afr. du Sud	1	0	Slovénie
12/6	Afr. du Sud	-	-	Espagne
12/6	Slovénie	-	-	Paraguay

Groupe F

2/6	Argentine	1	0	Nigeria
2/6	Angleterre	1	1	Suède
7/6	Suède	2	1	Nigeria
7/6	Argentine	0	1	Angleterre
12/6	Suède	-	-	Argentine
12/6	Nigeria	-	-	Angleterre

	D	G	N	P	BP	BC		
1	Espagne	6	2	2	0	0	6	2
2	Afr. du Sud	4	2	1	1	0	3	2
3	Paraguay	1	2	0	1	1	3	5
4	Slovénie	0	2	0	0	2	1	4

	D	G	N	P	BP	BC		
1	Suède	4	2	1	1	0	3	2
2	Angleterre	4	2	1	1	0	2	1
3	Argentine	3	2	1	0	1	1	1
4	Nigeria	0	2	0	0	2	1	3

Groupe C

3/6	Brésil	2	1	Turquie
4/6	Chine	0	2	Costa Rica
8/6	Brésil	4	0	Chine
9/6	Costa Rica	1	1	Turquie
13/6	Costa Rica	-	-	Brésil
13/6	Turquie	-	-	Chine

Groupe G

3/6	Croatie	0	1	Mexique
3/6	Italie	2	0	Equateur
8/6	Italie	1	2	Croatie
9/6	Mexique	2	1	Equateur
13/6	Mexique	-	-	Italie
13/6	Equateur	-	-	Croatie

	D	G	N	P	BP	BC		
1	Brésil	6	2	2	0	0	6	1
2	Costa Rica	4	2	1	1	0	3	1
3	Turquie	1	2	0	1	1	2	3
4	Chine	0	2	0	0	2	0	6

	D	G	N	P	BP	BC		
1	Mexique	6	2	2	0	0	3	1
2	Italie	3	2	1	0	1	3	2
3	Croatie	3	2	1	0	1	2	2
4	Equateur	0	2	0	0	2	1	4

Groupe D

4/6	Corée	2	0	Pologne
5/6	Etats-Unis	3	2	Portugal
10/6	Corée	1	1	Etats-Unis
10/6	Portugal	4	0	Pologne
14/6	Portugal	-	-	Corée
14/6	Pologne	-	-	Etats-Unis

Groupe H

4/6	Japon	2	2	Belgique
5/6	Russie	2	0	Tunisie
9/6	Japon	1	0	Russie
10/6	Tunisie	1	1	Belgique
14/6	Tunisie	-	-	Japon
14/6	Belgique	-	-	Russie

	D	G	N	P	BP	BC		
1	Corée	4	2	1	1	0	3	1
2	Etats-Unis	4	2	1	1	0	4	3
3	Portugal	3	2	1	0	1	6	3
4	Pologne	0	2	0	0	2	0	6

	D	G	N	P	BP	BC		
1	Japon	4	2	1	1	0	3	2
2	Russie	3	2	1	0	1	2	1
3	Belgique	2	2	0	2	0	3	3
4	Tunisie	1	2	0	1	1	1	3

Invaincue, l'Eire se qualifie

Pour sa troisième participation à une phase finale de Coupe du monde (1990, 1994), l'Eire disputera les huitièmes de finale après sa facile victoire face à l'Arabie saoudite (3-0) mardi, grâce à des buts de Robbie Keane, de Gary Breen et de Damien Duff. Deuxièmes du groupe E, les Irlandais rencontreront au second tour le premier du groupe B, qui pourrait être l'Espagne ou l'Afrique du Sud. En dépit d'une préparation chaotique marquée par l'éviction de son emblématique capitaine, Roy Keane, pour propos injurieux à l'égard du sélectionneur Mike McCarthy, l'équipe irlandaise a réalisé un joli premier tour sans concéder la moindre défaite. Elle a même agréablement surpris les observateurs par la qualité et la fraîcheur de son jeu tourné vers l'avant. Les coéquipiers de Robbie Keane tenteront de faire aussi bien que lors du Mondial italien (1990) où, pour leur première participation, ils atteignirent les quarts de finale, vaincus par l'Italie.

ARABIE SAOUDITE-EIRE 0-3

Groupe E, 3^e journée
 • Stade international de Yokohama (Japon)
 • 65 320 spectateurs
 • Arbitre : M. Falla (Sénégal).

BUTS

EIRE : Keane (7^e), Breen (62^e), Duff (89^e).

AVERTISSEMENTS

ARABIE S. : Al Temyat (6^e)
 EIRE : Stauton (71^e)

LES ÉQUIPES

- **Arabie saoudite (sélec. : Al-Johar)**
 Al-Deayea, cap. ; Al-Jahani (Al-Dossary, 79^e) ; Tukar ; Zubromawi (Ah. Al-Dossari, 68^e) ; Al-Shehri ; Al-Solaimani ; Al-Khathran (Al-Shalhoub, 67^e) ; Al-Shahrani ; K. Al-Dossari ; Al-Temyat ; Al-Yami.
- **Eire (sélectionneur : McCarthy)**
 Given ; Harte (Quinn, 46^e) ; Stauton, cap. ; Breen ; Finnian ; Kelly (McAteer, 80^e) ; Kinsella (Carsley, 88^e) ; Holland ; Kilbane ; Keane ; Duff.

La défaite française rend triste et suscite de sévères critiques

■ Si la classe politique française, président de République en tête, estime qu'il ne faut pas oublier les exploits passés des Bleus, des médias étrangers ne manquent pas de fustiger « l'arrogance française »

Qu'elles viennent du monde politique ou sportif, les réactions n'ont pas tardé après l'élimination prématurée de l'équipe de France. Elles sont parfois réconfortantes, souvent empreintes de critiques, toujours marquées par la tristesse et la déception. Dans une lettre adressée à leur capitaine Marcel Desailly, Jacques Chirac invite les hommes de Roger Lemerre « à surmonter cet échec et à tracer un nouveau parcours à la hauteur du football tricolore, qui doit rester une référence mondiale ». Le chef de l'Etat souligne aussi que « la réussite n'était pas au rendez-vous » et assure que « rien ne fera oublier la formidable aventure que vous avez fait vivre à notre pays en 1998 et en 2000 ».

Le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin a quant à lui adressé un « message de sympathie » aux Bleus. « Le sport est forcément riche d'incertitudes (...) Il faut que les meilleurs gagnent » a-t-il dit en rappelant que c'était le message du baron Pierre de Coubertin.

Jean-François Lamour, ministre des Sports et ancien champion olympique d'escrime, s'est voulu encourageant : « Je sais combien vous aviez mis toutes vos forces dans cette troisième rencontre face au Danemark. Il faut maintenant relever de nouveaux défis, nous vous souhaitons de beaux moments de fête, de fierté (...) C'est en surmontant ces épreuves qu'un groupe montre toutes ses qualités ».

Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, a insisté sur le fait « qu'il ne fallait pas brûler ce qu'on a adoré hier (...) Ne serait-ce que pour tout ce qu'ils ont fait, je crois qu'il faut toujours autant les aimer ».

Dans le même esprit, le maire PS de Paris, Bertrand Delanoë, a déclaré « aimer cette équipe autant

qu'avant » avant de relativiser la défaite : « Ce n'est que du sport ». Jean-Yves Le Gallou, n°2 du Mouvement national Républicain (MNR), a estimé que « la contre-performance humiliante et ridicule de l'équipe de France sonnait le glas de la propagande immigrationniste qui s'était déchainée lors du Mondial 1998 ».

Certains médias brésiliens, encore traumatisés par la défaite (3-0) de leur équipe en finale de la Cou-

« Rien ne fera oublier la formidable aventure que vous avez fait vivre à notre pays en 1998 et en 2000 »

JACQUES CHIRAC

pe du monde 1998, se sont félicités de l'élimination des Tricolores. A la radio notamment, plusieurs commentateurs se sont succédés pour exprimer « leur joie intérieure ». Ironiques, certaines ont ensuite diffusé des standards de la chanson française comme « Non, rien de rien, non je ne regrette rien » d'Edith Piaf. La presse écrite a décrit une certaine « arrogance française ».

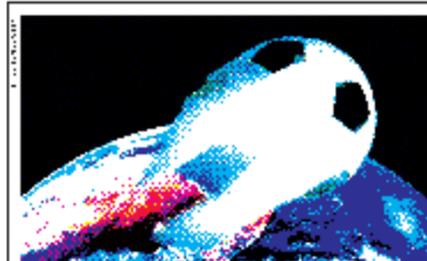
Les réactions dans le football français se sont également multipliées. Guy Roux, entraîneur de l'AJ Auxerre, a estimé que « physiquement, techniquement, tactiquement et mentalement, la France a été en-dessous ». L'avenir de cette formation ? « Il est toujours difficile

de déboulonner des héros. Maintenant, le renouvellement se fera tout seul (...) Je suis pour que Roger Lemerre continue son travail. Il a quand même gagné l'une des deux compétitions qu'il a eu à gérer. Mais je crois qu'il faut regarder ceux qui l'entourent et changer de méthode de travail ». S'il reconnaît des circonstances atténuantes, l'entraîneur bourguignon, par ailleurs consultant sur TF1, s'est déclaré « mortifié » : « Mais je m'y attendais depuis quelque temps. La politique générale du football français a conduit à ses résultats ».

Si Robert Herbin, ancien entraîneur de l'AS Saint-Etienne, a trouvé l'équipe de France « vieillissante, manquant de rythme et de spontanéité », il a fait remarquer que les joueurs « ne sont pas assez remis en question après leur victoire en 1998 et 2000 ». Patrick Revelli, ancien attaquant international, voit dans la défaite une probable « fin de cycle » et « une véritable catastrophe pour le football français qui avait relevé la tête ces dernières années, notamment au niveau économique ».

Daniel Costantini, ancien entraîneur de l'équipe de France de handball, double championne du monde, a mentionné « les organismes fatigués et le temps de préparation ridicule », avant de critiquer l'utilisation de « l'argument Zidane » comme solution aux problèmes rencontrés lors des deux premiers matches. Marius Trésor, ancien international français, a mis en avant le manque de conviction de l'équipe : « Les Bleus n'ont pas abordé la compétition comme en 1998, où à l'époque ils étaient outsiders et avaient plus faim. Cette fois, ils ont paru assez blasés. »

Pierre Lepidi



Europe Sport Spécial Coupe du Monde

20h00 - 22h30

Tous les jours avec Pierre-Louis Basse, Olivier Biffaud et leurs invités